Jacques Guilhaumou
(1989)

La langue politique et la Révolution française

De l'événement à la raison linguistique

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : mailto : marcelle.bergeron@uqac.ca

JACQUES GUILHAUMOU

La langue politique et la Révolution française. De l'événement à la raison linguistique. *Ouvrage publié avec le concours du Centre national des Lettres.* PARIS : MERIDIENS KLINCKSIECK, 1989, 212 pp. Collection : Librairie du bicentenaire de la Révolution française.

Le 16 août 2008, l'auteur nous a accordé son autorisation de diffuser ce livre, en version intégrale, dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : j.guilhaumou@free.fr

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRÉ (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 9 décembre 2008, revue et corrigée le 8 septembre 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Jacques Guilhaumou

À Chantal

TABLE DES MATIÈRES

Introduction : *la formation de la langue politique*

PREMIÈRE PARTIE : DE LA LANGUE DU DROIT À LA « LANGUE DU PEUPLE » : LA CONSCIENCE LINGUISTIQUE DES RÉVOLUTIONNAIRES (1789-1792)

Chapitre I : 1789, l'expression du droit : l'acte de demande dans l'horizon de la liberté

- A. Les cahiers de doléances :
du principe de la citoyenneté à l'acte de demande
- B. L'assemblée constituante à la conquête de l'hégémonie discursive
 - 1. De l'acte d'obligation à l'acte de demande
 - 2. La Déclaration des droits : l'économie des signes
- C. Les limites de la représentation politique :
la logique punitive de l'émeute
 - 1. Les situations d'émeute (mars-juillet 1789) :
le « peuple » opposé aux « citoyens »
 - 2. Les journées d'octobre : le Peuple-citoyen,
la demande de pain et la conquête de la liberté

Chapitre II : 1790-1791, la mise à l'ordre du jour de la langue de la constitution

- A. L'élite modérée et la promotion d'une « linguistique du fait »
 - 1. L'« abus des mots » : l'exemple du mot « aristocrates ».
 - 2. Les « tours de force » des « amis du bons sens » :
le genre burlesque au service de l'énoncé du fait
 - 3. Stratégies d'usage des mots en politique :
Duquesnoy et *L'Ami des patriotes*, les *Révolutions de Paris*, Robespierre
- B. L'initiative linguistique des jacobins :
le « grammairien patriote » François-Urbain Domergue à la recherche de la langue d'un peuple libre
 - 1. Le Journal de la langue française :

rendre intelligible la langue de la liberté (janvier-juin 1791)

2. [Le contexte politico-linguistique de l'été 1791](#)
3. [La formation de la société des amateurs de la langue française :](#)
constituer un dictionnaire de la langue politique

Chapitre III : 1792, la formation du savoir politique jacobin : du langage en acte des porte-parole à la « langue du peuple » des législateurs.

Préliminaire : la lettre de la loi

- A. [Le porte-parole et la représentation des droits :](#)
l'exemple des « missionnaires patriotes » provençaux
 1. [Le printemps 1792 : construire l'espace de la langue](#)
de la constitution contre « la coalition criminelle du fanatisme et de l'aristocratie réunis »
 2. [L'été 1792 : le langage de salut public à l'ordre du jour](#)
- B. [Le législateur institue la langue populaire, langue de la politique.](#)
[La question du langage politique légitime \(Rousseau/Robespierre\)](#)
 1. [Le législateur institue le contrat social \(Rousseau\).](#)
 2. [La nomination politique dans le discours robespierriste](#)
 3. [Naissance d'un savoir politique :](#)
[Robespierre thématise le « mouvement populaire »](#)
 - a) [Le récit du 10 août :](#)
« un spectacle qu'aucune langue ne peut rendre »
 - b) [Robespierre, porte-parole de la commune,](#)
institue le « langage de vérité » des délégués du peuple »
 - c) [« On vous a bien souvent parlé des événements](#)
du 2 septembre »

DEUXIÈME PARTIE : ASPECTS DE L'ÉCONOMIE LINGUISTIQUE : LA RATIONALITÉ DE L'ACTE DE PAROLE (1792-1794)

Préliminaire : de la conscience linguistique à l'économie linguistique

Chapitre IV : De l'acte de parole à la syntaxe : Antoine Tournon et la Grammaire des sans-culottes (1794)

- A. [La langue française, fondement de l'organisation d'un peuple libre](#)
 1. [La science des gouvernements :](#)
la connaissance de la langue, base de la législation révolutionnaire
 2. [La syntaxe de la langue française,](#)
espace d'universalisation des mots en politique
- B. [La Grammaire des Sans-culottes :](#)

une description raisonnée de la langue politique

1. [Un acte de justification politique](#)
2. [Le système des exemples :](#)
une radiographie du discours révolutionnaire
3. [Grammaire et historicité :](#)
trois étapes de la formation de la langue politique

Chapitre V : De la subjectivité de l'acte de parole à l'universalité du sens commun : les récits de vie politique (1793-1794)

- A. [Approche globale](#)
- B. [La catégorisation de l'événement : les récits du 14 juillet 1789](#)
 1. [Un événement fondateur : le peuple en armes](#)
 2. [Le poids de la conjoncture :](#)
les *Vies politiques*, d'Antoine Collin
- C. [De l'acteur au personnage :](#)
le cas du Jacobin marseillais François Iosard
 1. [L'acte de commissaire : de l'événement à l'idéologie](#)
 2. [L'ultime mise en scène du personnage de commissaire](#)

Chapitre VI : Le pouvoir des idiomes et des langages différenciés le colinguisme démocratique

- A. [Les Jacobins et la langue provençale :](#)
l'initiative linguistique des « missionnaires patriotes » marseillais
 1. [Le Manuel du Laboureur et de l'Artisan,](#)
organe des missionnaires patriotes provençaux
 2. [La primauté expressive du texte écrit provençal](#)
- B. [Les mille langues du Père Duchesne d'Hébert \(1793-1794\)](#)
 1. [Le Père Duchêne ; porte-voix du peuple parisien](#)
 2. [Le signifiant populaire, espace d'expérimentation](#)
de la langue politique

Annexes de la deuxième partie : la *Grammaire des Sans-culottes* (extraits)

Conclusion

Bibliographie

INTRODUCTION

LA FORMATION DE LA LANGUE POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Les révolutionnaires français empruntent au Siècle des Lumières sa conception politique de la langue. Au cours de la seconde moitié du XVIII^e, siècle, l'opinion publique éclairée recherche la maîtrise de la langue ¹. Un sujet politique de la langue, porteur de la raison commune, de jugements élaborés par consentement mutuel au sein des élites, apparaît. La langue devient ainsi le principal élément médiateur au sein de l'espace public. Le réseau communicationnel de facture récente, où la sphère politique prend conscience d'elle-même, présuppose la langue en position d'intermédiaire obligé entre des sujets potentiellement libres. Les hommes des Lumières peuvent alors affirmer que « la langue usuelle se trouve riche parce qu'elle fournit abondamment au commerce intérieur de la Société » ².

Un tel héritage se traduit, tout au long de la Révolution française, par un rappel incessant du lien qui unit la langue et la politique. Ainsi un révolutionnaire, parmi d'autres, affirme que « la langue française doit éprouver, en même temps que l'Empire, la révolution qui doit la régénérer » ³. La notion de langue politique est attestée dès 1789. Mais elle acquiert, au fil des événements, une nouvelle existence ; elle s'insère dans un processus original de fondation en référence au droit naturel déclaré.

Sieyès, dans *Qu'est ce que le Tiers État ?*, publié en 1789, utilise la catégorie de langue politique pour désigner le discours politique issu du processus de destruction des privilèges : « Enfin tous ces mots de taille, de franc-fief, d'ustensiles, etc. seront proscrits à jamais de la langue politique ». Plus largement,

¹ Nous renvoyons sur ce point à l'article de Sylvain AUROUX : « Le sujet de la langue : la conception politique de la langue sous l'Ancien Régime et la Révolution », *Les Idéologues*, W. Busse et J. Trabant eds, Benjamins, Amsterdam, 1986.

² Cité par Sylvain Auroux, *id.*, p. 270.

³ Ce révolutionnaire est le rédacteur anonyme d'un texte intitulé « Sur l'influence des mots et le pouvoir de l'usage » paru dans le *Mercure National* du 14 décembre 1790.

ce grand penseur politique insère la question de la langue politique dans une réflexion sur « la science de l'ordre social ». La langue politique est bien, dans la continuité de la pensée linguistique des Lumières, l'élément médiateur du nouvel espace de la citoyenneté. Mais elle affirme sa radicale nouveauté dans la mesure où elle trouve son fondement dans le droit naturel déclaré et son émanation directe, la constitution. Elle n'est donc ni l'imitation, ni la répétition des langues politiques antérieures à la Révolution française, en particulier la langue anglaise.

Cependant Sieyès se refuse à confondre la langue politique avec la langue commune dans la mesure où il définit le rapport de la langue à la politique au sein d'une interrogation sur le principe de la représentation politique. De même que la volonté commune doit céder la place à la volonté représentative au niveau de la formation du gouvernement, la langue politique n'accède à la légitimité que par l'entremise de la parole autorisée des représentants du peuple. Sieyès pose donc d'emblée à la fois l'originalité radicale de la langue politique révolutionnaire et les limites de son espace d'innovation. Au nom de la division sociale du travail, il récuse le principe de l'exercice immédiat du pouvoir politique par le peuple ; il démontre la nécessité d'avoir recours, dans le gouvernement d'un pays, à la médiation de représentants élus ¹. L'implication linguistique d'une telle position est simple : le « pouvoir des langues » appartient en priorité aux acteurs de la loi, les députés à l'Assemblée Nationale. Cette conception de la langue politique domine les débats de l'année 1789. Elle est présente dans les événements majeurs qui résultent de l'intense activité de la nouvelle Assemblée Nationale. Mais elle ne constitue pas un principe explicatif pour l'ensemble de la période révolutionnaire. À vrai dire, si nous avons considéré uniquement la « théorie » de la langue politique proposée par Sieyès, notre ouvrage n'aurait pas eu de raison d'être.

Toute notre démarche repose au contraire sur l'idée qu'il est possible de décrire un processus de formation et des modalités de propagation de la langue politique entre 1789 et 1794 en dehors de tout à priori et dans un rapport constant à l'événement. L'existence même de ce processus permet de relativiser le schéma proposé par Sieyès, qui demeure, certes, une donnée initiale de grande importance. Quant au terme de ce processus, il est désigné par la célèbre formule du législateur Grégoire, prononcée en 1794 : « Que dès ce moment l'idiome de la liberté soit à l'ordre du jour ». En amont et en aval du trajet thématique que nous allons décrire, la position du législateur est prédominante en matière de langue politique. Pour autant il serait erroné de réduire, comme on l'a trop souvent fait, la question de la langue politique pendant la Révolution française à une simple interrogation interne à la théorie politique des législateurs-philosophes. Nous voulons montrer que le rapport inaugural entre la langue et la politique se réfléchit, de manière diversifiée mais sous une même quête unitaire, dans une série d'événements historico-

¹ Voir sur ce point l'étude de Pasquale PASQUINO : « E. Sieyès, B. Constant et le « gouvernement des modernes » : contribution à l'histoire du concept de représentation politique », *Revue française de Science politique*, V. 37, avril 1987.

linguistiques qu'il importe de décrire si l'on veut rendre compte de la dynamique spécifique à la langue politique pendant la Révolution française.

En d'autres termes, nous essayons de décrire la langue politique des révolutionnaires en tant que catégorie réflexive de la conscience sociale et à partir de la dimension proprement linguistique de l'événement discursif. Historien du discours, notre approche des faits de langue s'inscrit dans la perspective de l'analyse de discours ¹. La dimension proprement historique de nos recherches s'est précisée à l'occasion de notre participation aux réflexions collectives suscitées par deux colloques du Centre Méridional d'Histoire sociale des mentalités et des cultures, le premier en 1978 sur *Les Intermédiaires culturels*, le second en 1983 sur *L'événement* ². Par là-même, deux notions sont au centre de notre démarche, celles de porte-parole et d'événement discursif.

L'événement provoque l'émergence de porte-parole qui eux-mêmes en amplifient la portée. Ainsi le porte-parole, pendant la Révolution française, est le protagoniste de l'événement dans l'espace politique. Il est aussi, du point de vue linguistique, l'une des formes historiques du sujet d'énonciation. Pour autant, nous n'entendons pas l'étudier à l'aide du seul répertoire des traits énonciatifs qui le caractérisent dans chaque situation de communication où il est impliqué. Une approche purement énonciative du porte-parole aboutirait soit à une simple énumération de traits distinctifs sans grand intérêt historique, soit à une typologie fonctionnelle qui manquerait la dimension historique des faits de langue. Nous serions entraîné en deçà de la réflexivité d'une époque, sur un terrain où la « théorie de l'énonciation » dicte à l'historien ses interprétations.

Le sujet de la langue qui nous intéresse est tout autre. Nous l'appréhendons avant tout comme un sujet en procès dans les textes. Il occupe des places énonciatives référées à des processus singuliers. Il est lié de manière consubstantielle à l'événement. À son propos, nous avons écrit ailleurs :

« D'un point de vue historique, le sujet se construit dans une dispersion d'énoncés dont il est l'élément unificateur, sans pour autant introduire l'homogène dans l'hétérogène. Le sujet prend place dans des dispositifs d'archive, des espaces non institutionnels, mais historiquement attestés par la diversité de l'archive. Il intervient dans le moment où quelque chose s'annonce, se rapporte, se catégorise, se conceptualise. » ³

¹ Nous avons eu l'occasion de préciser cette perspective devant un public d'historiens au cours d'une communication présentée à la Société d'histoire moderne et publiée dans le N° 31 de son *Bulletin* (1986) sous le titre : « Discours et révolution : du porte-parole à l'événement discursif ».

² Ces deux colloques sont disponibles dans la série des Publications de l'Université de Provence (1981 et 1986).

³ « De l'énonciation à l'événement discursif en analyse de discours », en collaboration avec Denise MALDIDIER, Histoire des conceptions de l'énonciation, *HEL*, tome 8, fascicule II, 1986, p. 238.

Les analyses que nous proposons des positions des porte-parole dans un certain nombre d'événements de la Révolution française, et plus particulièrement de la conscience linguistique qui se déploie dans ces événements, sont donc très éloignées de la description habituelle de sujets définis par rapport à un inventaire des situations de communication. Si nous avons adopté la démarche descriptive classique, inspirée de l'étude des fonctions de la communication, il nous aurait été impossible d'évaluer la portée interprétative, plus particulièrement du côté de la langue politique, des actions des porte-parole. Nous voulons restituer, par une analyse minutieuse de la médiation du langage dans l'agir révolutionnaire, la conscience linguistique à l'œuvre dans l'événement. Notre objectif le plus général est de mettre en évidence l'impact décisif de la réflexion sur la langue politique dans le processus révolutionnaire. Notre souci premier d'appréhender la valeur réflexive de l'énonciation politique du sujet de la langue explique la manière même dont nous abordons la question de la langue politique pendant la Révolution française.

*Un trajet thématique :
de la langue des droits à la langue du peuple*

La nouveauté de la langue politique au début de la Révolution française, et de l'espace énonciatif qu'elle instaure sur la scène publique, se manifeste, avec force et ampleur, dans les Cahiers de doléances. Dans cette perspective, la valeur indéniable de « testament réformateur de l'ancienne monarchie » que sont ces cahiers d'après François Furet passe au second plan. C'est l'amorce d'un cadre énonciatif en rupture qui attire l'attention du linguiste¹. Autour du mot *citoyen* et des nouvelles valeurs qu'il véhicule d'une part, à propos de l'acte de demande d'autre part, les Cahiers de doléances mettent en place les fondements énonciatifs de la langue des droits.

À la différence du mot *Tiers état* associé à l'ancienne distinction des trois ordres, et du mot *peuple* qui conserve son sens classique d'ensemble des sujets soumis au roi, le mot *citoyen* renvoie à la République abstraite des individus réunis dans le corps social. Contrairement au *peuple*, le *citoyen* ne se présente pas comme un sujet passif : il a des attentes, il espère un changement d'état. Cependant le fonctionnement discursif le plus significatif d'une position originale, dans les séries revendicatives des Cahiers de doléances, concerne l'acte de demander. Exprimant, d'un contexte à l'autre, la supplication, la sollicitation ou l'exigence, l'acte de demander et le sujet collectif de la demande qui s'y associe (*nous*) instaurent la figure du citoyen comme figure concurrente du sujet d'Ancien Régime. L'espace de la citoyenneté est ainsi d'emblée défini sur sa périphérie, par l'horizon d'attente qu'il détermine, et en son centre, par l'acte de demande qui matérialise sa représentation active.

¹ Nous utilisons ici la série des travaux, en analyse de discours, sur les Cahiers de doléances citée dans la bibliographie sous la rubrique *1789 : l'émergence des langages de la liberté*.

Ce qui s'énonce des éléments principaux de la langue politique dans les Cahiers de doléances est repris, amplifié à travers les prises de position successives des députés à l'Assemblée Nationale ¹. En 1789, la dynamique propre de la parole légitime des représentants du peuple contribue de manière décisive à créer un consensus autour du nouvel espace énonciatif de la langue politique.

Au moment du Serment du Jeu de Paume, le statut de citoyen l'emporte sur la prérogative royale. Quelques jours après la prise de la Bastille, à propos de la discussion sur la responsabilité des ministres, les députés affirment leur position juridique face au roi à partir d'une spécification de l'acte de demande, devenu l'expression principale de la souveraineté du peuple. Avec le débat sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et son adoption en août, le droit naturel déclaré est défini comme le principe régulateur de l'espace de la citoyenneté, et par conséquent de la langue politique. Ce droit, d'une radicale nouveauté sous sa forme déclarée, dispose d'une expression permanente grâce aux modalités énonciatives que nous venons de particulariser. Le mouvement de réappropriation des droits, spécifique de la Révolution française, se caractérise ainsi par la réalisation discursive, en des lieux divers, de la figure du citoyen et de sa représentation active, l'acte de demande. La langue politique est d'abord et fondamentalement la langue des droits.

Un point essentiel doit être souligné : il n'existe pas, en 1789, hors l'enceinte de l'Assemblée Nationale, de représentation en permanence des droits en révolution par des porte-parole en position d'agents intermédiaires du discours d'assemblée. L'analyse discursive des situations où les autorités constituées doivent faire face à des mouvements punitifs du peuple le prouve. On constate que la logique punitive des foules est perçue comme une donnée contradictoire du nouvel espace politique et que les prises de parole des autorités constituées face aux « émeutiers » écartent toute médiation, toute représentation au nom du respect des lois. L'exemple le plus manifeste de cette totale absence de mise en acte des droits est celui des émeutes de subsistances, fréquentes en 1789. Les revendications des « classes inférieures » dans le domaine du droit à l'existence, perceptibles dans la demande de fixation du prix du pain, sont considérées comme étrangères à la nouvelle politique révolutionnaire par les élites qui condamnent le peuple en révolte contre « les citoyens de tous les ordres » ².

Au début de la Révolution française, l'émergence du droit naturel déclaré permet de poser les fondements de la langue des droits qui équivaut désormais à *la langue du droit*. Mais la langue politique perd de son efficacité à l'extérieur de

¹ D'après les travaux de R. BALIBAR, H. U. GUMBRECHT, P. MARGUERAT et D. SLAKTA cités dans la bibliographie.

² Voir l'exemple particulièrement significatif de l'émeute du 25 mars 1789 à Aix-en-Provence étudiée par Monique CUBELLS, dans *Mouvements populaires et conscience sociale*, Maloine, 1985.

l'Assemblée Nationale. Elle demeure un possible, une attente sur le terrain de la quotidienneté politique. C'est l'absence du porte-parole, à mi-chemin du peuple et de ses représentants, qui empêche la matérialisation de la langue politique en tant que langue du droit. Les difficultés rencontrées par le vainqueur de la Bastille Stanislas Maillard dans sa tentative de faire légitimer par l'Assemblée Nationale les médiations qu'il a mises en œuvre au cours de la manifestation des femmes parisiennes en direction du Château de Versailles le 5 octobre 1789, explicitent les limites discursives de la parole légitime des représentants du peuple et précisent le refus des députés de reconnaître l'existence du porte-parole.

Tout au long de l'année 1790, les rapports entre la langue des droits et le langage de la loi se distendent. Les députés à l'Assemblée Nationale tentent de naturaliser les fondements juridiques du discours révolutionnaire, de mettre les principes du droit hors de portée du champ politique ¹. Par là même, ils enferment le langage de la loi dans l'intemporalité, lui interdisent toute concrétisation politique. Le contrôle de l'usage des mots sur la scène politique leur échappe totalement. Par ailleurs, l'expression de la langue des droits, attestée tout particulièrement dans le discours patriotique, ne dispose plus d'aucune garantie et recule devant les offensives multipliées des modérés et des monarchistes destinées à déstabiliser les mots inscrits dans l'espace de la citoyenneté. Dans les premiers mois de 1791, « l'abus des mots » atteint son paroxysme. Les observateurs les plus attentifs constatent qu'on s'attaque non seulement aux choses que les mots représentent, mais aussi et surtout aux mots en personne.

L'année 1791 s'annonce difficile pour les Jacobins : le discours patriotique devient la cible privilégiée des « aristocrates », l'opinion publique est assaillie de journaux éphémères et de pamphlets usant des styles les plus divers dans le but de ridiculiser les Jacobins et leurs initiatives politiques. Un des moyens les plus courants de cette offensive linguistique est l'usage du « bon sens » populaire ². C'est ici qu'intervient une figure bien connue du peuple parisien, le Père Duchesne, marchand de fourneaux. Massivement présente dans les rues de Paris du fait de sa diffusion sous forme de pamphlets gratuits, cette figure des tréteaux de boulevards et de la parade du théâtre de foire, qui se veut populaire, ne fait pas illusion. Tout le monde sait qu'il s'agit d'une figure fictive, mais le bon sens qu'elle véhicule s'impose comme une évidence au peuple parisien. L'occasion était trop bonne. Les monarchistes usent « des raisons sans raison » du Père Duchesne pour mettre le langage patriotique à l'envers. Ainsi, pour s'en tenir à l'exemple le plus remarqué, le terme *aristocrates* prend un sens nouveau. Le Père Duchesne qualifie les Jacobins d'*aristocrates* ; il leur lance des injures du type « mille millions

¹ Nous renvoyons au cas exemplaire de la suppression de la féodalité étudié par Régine ROBIN dans « Fief et seigneurie dans le droit et l'idéologie juridique à la fin du XVIII^e, siècle », *Annales Historiques de la Révolution française*, 1971, N° 4.

² À propos du climat politico-linguistique de l'année 1791, nous renvoyons aux travaux cités dans la bibliographie sous la rubrique 1791 : *les initiatives politico-linguistiques*.

d'aristocrates aristocrates » et d'« aristocrates patriotes ». Des expressions et des mots courants du discours patriotique sont retournés. La langue des droits, qui a déjà perdu de son efficacité avec l'attitude isolationniste des députés à l'Assemblée Nationale, risque de se disloquer.

Une telle situation engendre une réaction des Jacobins sur le terrain même de la langue. Il revient à François-Urbain Domergue, grammairien d'origine provençale, venu s'installer à Paris en 1790, d'avoir pris une série d'initiatives politico-linguistiques visant à endiguer « l'abus des mots » ¹.

Proche des Jacobins, le « grammairien patriote » Urbain Domergue s'efforce de caractériser, par le recours aux médiations de la langue, les conditions de possibilité d'une représentation des droits en permanence. Dans l'épistémè du XVIII^e siècle, le langage a charge d'appliquer les idées générales aux choses à partir de l'analyse des idées concrètes. L'élaboration d'une « langue bien faite » au sens condillacien, d'une langue à l'écoute de la raison est par là même le seul moyen dont dispose l'homme libre soucieux de promouvoir une représentation objective et universelle des droits. Une « langue bien faite », telle que doit être la langue politique, présente et communique les idées dans l'adéquation des mots aux choses, et hors de toute dépendance factuelle. Elle est aux antipodes du langage des évidences, du bon sens populaire mis en avant par les monarchistes. La langue politique doit s'écarter au maximum d'un langage pseudo-populaire dont le potentiel émotif est d'autant plus marqué qu'il élude totalement l'analyse rationnelle des idées.

François-Urbain Domergue contribue de manière décisive à promouvoir la rationalité des droits au plan linguistique, à définir une conscience linguistique permettant la mise en acte de la langue des droits. Il prend principalement deux sortes d'initiatives :

– dès le début de l'année 1791, il propose, dans le *Journal de la langue française* dont il vient d'entamer la parution, de constituer « une rhétorique et une poétique raisonnée » à l'usage des « jeunes gens que le nouvel ordre des choses destine à porter la parole dans les assemblées représentatives ». Il s'agit bien d'éduquer les porte-parole à la politique, de leur faire connaître la langue des droits. La rubrique « langue ornée », qui aborde les questions de rhétorique, alterne, dans le *Journal de la langue française*, avec des considérations grammaticales sur la « langue exacte ». Rhétorique et grammaire sont étroitement liées, elles gouvernent l'emploi des mots : « Il n'y a pas de véritable éloquence sans la propriété des mots, comme il n'y a pas de bonne peinture sans la correction du dessin ». En outre, ce journal propose, à l'aide du Précis des opérations de l'Assemblée Nationale, d'expliquer « d'une manière claire tout ce qui paraîtra n'être pas à la portée de tous » dans les débats à l'Assemblée Nationale, « en définissant

¹

les mots nouveaux dont les idées nouvelles ont rendu l'adoption nécessaire, enfin en rendant intelligible pour tout le monde la langue de la liberté ». Cette première initiative de Domergue désigne l'espace de la rationalité linguistique où peut se déployer la vérité du langage patriotique, le domaine de l'adéquation entre les mots et les choses dans l'horizon du droit naturel déclaré. Mais avec la fuite du roi, le 21 juin 1791, le contexte politico-linguistique se complexifie, Domergue se devait d'y répondre par une nouvelle initiative.

– profitant du vide politique créé par la fuite, les modérés s'en prennent aux mots réputés « vieillis » du discours patriotique et proposent d'autres mots en remplacement. C'est ainsi que le couple *aristocrates/patriotes* devait disparaître au profit de l'opposition *factieux/modérés*. Les journalistes patriotes dénoncent un tel piège linguistique : n'a-t-il pas été question de remplacer le mot de constitution par celui de charte ! À ce propos, un mot d'ordre circule parmi les patriotes : « Ne vous dessaisissez pas du mot constitution ». Mais la situation politico-linguistique se complique singulièrement au lendemain du massacre du Champ-de-Mars le 17 juillet 1791. Une dispute de mots éclate au sein du mouvement patriotique : s'opposant aux Cordeliers, les Jacobins refusent d'utiliser le terme de *république* dans une période encore dominée par la forme monarchique du gouvernement. C'est alors que Domergue publie, le 30 juillet, dans son Journal, le Prospectus de lancement d'une nouvelle société, la Société des amateurs de la langue française. La réplique de ce « grammairien patriote » est à la hauteur des circonstances. Au moment même où les modérés s'efforcent d'accréditer l'idée que les sociétés patriotiques sont dangereuses pour l'équilibre national, l'initiative de Domergue élargit les prérogatives de ces sociétés. Il s'agit en effet d'établir une société « consacrée à la régénération de la langue », qui garantisse par là même une communication politique juste et conforme aux droits. Le succès de cette initiative politico-linguistique est immédiat. À côté des hommes de lettres, des artistes, des grammairiens, nous trouvons de nombreux dirigeants jacobins (Brissot, Condorcet, Robespierre, Anthoine, Carra etc.). Leur présence s'explique, nous semble-t-il, par l'ampleur du projet de Domergue.

« Société délibérante », la Société des amateurs de la langue française fait partie intégrante de la communauté politique : chacun pourra y être jugé des propositions de réforme de la langue. Mais elle peut tout aussi bien devenir « une assemblée législative de la langue » où seront formulées les lois de la langue d'un peuple libre. Enfin, notre grammairien patriote projette aussi de transformer la Société en « Convention des amateurs de la langue française » qui poserait les bases d'une Constitution de la langue française.

La majorité modérée de l'Assemblée Nationale a voulu établir un répertoire de mots, intitulé « le langage de la loi », qui tende à naturaliser les présupposés sociaux et idéologiques de la nouvelle société bourgeoise. La promotion d'une « linguistique du fait » en 1791, plus particulièrement sous l'égide du « bon sens », traduit, sous une forme extrême, la logique du discours juridique des législateurs

modérés. La naturalisation des principes renvoie l'usage quotidien des mots en politique à l'ordre des faits. Elle interdit toute mise en acte de la langue des droits et rend caduque tout espace de rationalité politique hors l'enceinte de l'Assemblée Nationale.

Par ses initiatives politico-linguistiques, Domergue combat efficacement la « linguistique du fait ». Il permet à la langue des droits, réputée abstraite par ses adversaires, d'occuper la place qui lui revient dans le champ politique. En formulant l'objectif « La Révolution doit régénérer la langue » et le mot d'ordre « élever la langue à la hauteur de notre constitution », le « grammairien patriote » instaure un espace d'adéquation entre l'action et la constitution où la langue des droits occupe une position stable et médiatrice.

Dès le début de l'année 1792, les Jacobins sont assaillis de deux côtés à la fois. Tout d'abord, ils se heurtent aux trahisons répétées du pouvoir exécutif, du roi et ses ministres. Ils doivent également lutter contre les « lois injustes » adoptées par l'Assemblée Nationale. De ce fait, si l'on veut éviter la rupture du processus révolutionnaire, la mise en acte de la constitution devient une nécessité. Le « grammairien patriote » Urbain Domergue a défini, nous l'avons vu, les conditions de possibilité d'un agir conforme, par la médiation de la langue, au droit naturel déclaré. Il s'agit désormais de faire parler la loi ¹, de constituer un espace révolutionnaire à l'aide du langage de la constitution. Les trahisons du pouvoir exécutif et les carences graves du pouvoir législatif obligent chaque citoyen à exercer sa faculté originaire de dire le droit. La communauté des hommes libres devient ainsi seul juge de la conformité de ses actions au Principe de la liberté. L'acte de faire parler la loi n'est autre que l'exercice de « la faculté de juger du droit » (Fichte) au sein du « pouvoir exécutif du droit naturel » (Locke). À qui les citoyens confient-ils la tâche ardue de mettre en acte la langue des droits dans la quotidienneté du politique au nom de la communauté ? C'est là où intervient une figure majeure du jacobinisme, le « commissaire pacificateur », souvent qualifié de « missionnaire patriote ». Membre d'une société populaire, administrateur « naturel » de la communauté, il instaure le règne du droit au terme de sa « course civique » dans une région déterminée. L'attitude des Jacobins provençaux a valeur d'exemple en ce domaine.

Les clubs jacobins d'Aix et de Marseille envoient journallement des commissaires dans les villes, bourgs et villages provençaux. Chargés d'« opérer l'union et la concorde », ils se particularisent par leur capacité à « maîtriser les opinions », à raffermir les patriotes dans les principes de la constitution. Au terme de leurs « courses civiques », ils ont à leur actif la création de multiples sociétés patriotiques et la régénération d'un grand nombre de municipalités. Ils s'efforcent,

¹ Voir sur ce point notre communication au colloque d'Orléans sur *La Révolution française et l'ordre juridique privé* intitulée « Qu'est ce que faire parler la loi ? La langue du droit chez les grammairiens et les missionnaires patriotes », P.U.F., 1988.

à tout moment, de concrétiser, par leurs actes de langage, le principe de l'union autour de la constitution. Ils instituent ainsi l'espace de la langue des droits en acte. Mais leur position est très fragile. Pionniers des nouvelles formes de la représentation populaire, ils n'ont d'autres appuis institutionnels que le réseau des sociétés patriotiques qu'ils contribuent à renforcer. Les autorités départementales et les grands clubs jacobins provençaux ne prennent aucune « détermination » sur la marche qu'ils doivent suivre. Ils sont donc dans l'obligation permanente de prouver la légitimité de leurs actions. Leur efficacité politique immédiate provient de leur capacité à élaborer une « procédure authentique » de mise en acte des droits dans les situations d'affrontement évitant par là même à la fois le recours à une intervention militaire et l'aggravation du danger contre-révolutionnaire. Ils répètent sans cesse : « il faut que la loi parle ».

Avec la chute de la royauté, le 10 août 1792, le peuple en insurrection fait taire les « lois injustes » adoptées par l'Assemblée Nationale au nom de la « loi de salut public ». Le règne du droit peut enfin s'instaurer sur l'ensemble du territoire national. La capacité des commissaires, nommés par les sociétés patriotiques, à rendre effective la loi de salut public, bien avant le 10 août, leur confère, au lendemain de l'insurrection, une grande autorité. Leurs actions sont légitimées au plan national par l'activité pétitionnaire mise en place au moment de la chute de la royauté. À la tribune de l'Assemblée législative, une nouvelle façon d'énoncer la demande du peuple fait son apparition : le peuple s'exprime lui-même grâce à la médiation de ses porte-parole ; l'acte de demande s'inscrit au centre de la représentation en permanence des droits ¹.

Forts de cette nouvelle légitimité, les commissaires des sociétés patriotiques provençales suppléent aux carences des autorités constituées incapables de faire entendre « le langage de la raison et de l'humanité » face aux mouvements punitifs. Ils régularisent les pendaisons nocturnes et les pillages des demeures seigneuriales en les traduisant, après coup, dans les termes du langage de salut public, c'est à dire en les qualifiant de mouvements populaires. Mais c'est sur le terrain de la « justice populaire » que les actes des commissaires s'avèrent les plus efficaces. À l'instar des « juges improvisés » présents au moment des massacres de septembre, ils sont capables de traduire l'exigence punitive des agents terroristes dans des formes légales provisoires. Interpellant ces agents à l'aide de la catégorie unificatrice de citoyen, et insistant sur la distinction nécessaire entre l'innocent et le coupable, ils usent de leur savoir efficace pour empêcher, ou tout du moins légaliser discursivement, les attitudes punitives.

Il apparaît ainsi que l'action des « missionnaires patriotes » instaure une étape décisive dans le développement effectif du langage de la constitution, en tant que traduction la plus immédiate de la langue des droits. Nous voyons en fin de compte

¹ Voir sur ce point les travaux de Bernard CONEIN cités dans la bibliographie sous la rubrique 1792-1794 : *les langages jacobins*.

prendre corps sur le terrain de la politique quotidienne le statut du citoyen, détenteur de la faculté de dire le droit, et sa légitimation permanente, l'acte de demande du peuple souverain.

Avec l'établissement de la République et la réunion de la Convention, le 21 septembre 1792, la figure du porte-parole s'estompe quelque peu au profit d'un personnage décisif, le philosophe-législateur. Le trajet de Robespierre pendant l'été 1792 met en évidence les enjeux autour de l'apparition de ce personnage. Porte-parole de la Commune de Paris au lendemain du 10 août 1792, Robespierre insiste sur la légitimité de l'insurrection. Dans le même temps, il définit la condition nécessaire à l'exercice permanent de la liberté, l'autoconstitution du peuple. Il détient ainsi, avant même d'être élu, le rôle de « législateur naturel ». Il découvre et présente à tous ce qui fait loi du point de vue du droit avant même l'établissement de lois justes. L'élection de Robespierre à la fonction, matériellement parlant, de législateur n'est que la reconnaissance finale de sa volonté jugée infaillible parce qu'elle ne veut que la loi. La communauté des citoyens peut enfin céder aux représentants du peuple sa faculté de dire la loi, en contre-partie elle proclame l'autoconstitution du peuple, elle prend nom de peuple dans chaque événement, et en premier le 10 août, qui manifeste sa présence dans l'espace de l'effectivité des droits.

La tâche du législateur-philosophe consiste alors à définir la langue politique en tant que « langue du peuple ». Il ne s'agit plus simplement de représenter l'effectivité des droits par la médiation du langage de la constitution, mais il est désormais question de l'expression de la totalité sociale dans un savoir politique. Le génie souvent proclamé du législateur montagnard réside dans son aptitude à apprendre au peuple français, qui a pris nom de peuple dans l'insurrection mais qui n'a pas encore la « science de la politique » (Robespierre), la « langue du peuple » appelée aussi « savoir parler peuple ». Cette promotion remarquée de la langue du peuple marque un temps fort de l'influence rousseauiste, et plus particulièrement du *Contrat Social*, dans le mouvement jacobin. La mise en acte de la langue des droits, représentation effective du droit naturel déclaré, demeure, mais elle perd sa primauté, dans l'espace du langage de la vérité, au profit des « langues populaires » (Rousseau) du peuple en acte énoncées par le législateur.

Le récit de la chute de la royauté, publié par Robespierre dans *Le Défenseur de la Constitution* sous le titre « Sur les événements du 10 août 1792 » met en place les premières expressions de la langue du peuple. La formulation de ces expressions est rendue possible par la présence immédiate du peuple à lui-même dans l'événement, la chute du tyran, qui fonde son existence politique. L'expression « le peuple s'est levé » constitue la première marque discursive de l'acte d'autodétermination du peuple. À partir de cette formulation initiale, la narration de l'événement témoigne de l'existence d'un nouveau genre rhétorique, la « langue du peuple ». Élu à la Convention Nationale, Robespierre poursuit son travail réflexif sur la langue du peuple. C'est au cours du débat contradictoire avec

les Girondins sur la signification des massacres de septembre qu'il formule deux expressions centrales d'une langue du peuple devenue savoir politique, celles d'« histoire de la Révolution » et de « mouvement populaire ».

Si la langue du droit est toujours présente à l'horizon du discours révolutionnaire, un saut qualitatif est intervenu : un contrat en langue, élaboré sur le modèle du *Contrat Social* de Rousseau, s'est mis en place et suppose un rapport linguistique de type nouveau entre le peuple et ses représentants. Le « pouvoir des langues » du législateur s'en trouve renforcé au détriment des initiatives politico-linguistiques des porte-parole. La fonction régulatrice de la langue des droits n'est pas remise en cause. Cependant la langue politique est maintenant déterminée par une série d'événements politico-linguistiques où se manifeste la présence du peuple à lui-même. La langue du droit a été mise en acte après la prise de conscience de la nécessaire adéquation entre la langue et la constitution. La « langue du peuple » prend consistance, au lendemain du 10 août 1792, dans ce que nous appelons l'économie linguistique.

*Aspects de l'économie linguistique :
la formation du concept de langue politique*

L'avènement, en 1791, de la conscience linguistique correspond à l'affirmation d'un lien nécessaire entre l'identité de langue et l'identité du droit. Il a permis le déploiement de pratiques politiques où la mise en acte des droits, basée sur l'intuition d'une subjectivité révolutionnaire en acte, équivaut à la réalisation du langage de la constitution. Ainsi, dans un premier temps, la langue politique, en tant que langue des droits, se constitue à partir d'une multitude d'actes de langage, associés à une grande diversité d'événements où se manifeste l'adéquation de la parole révolutionnaire au droit naturel déclaré. La définition d'une langue du peuple par les révolutionnaires eux-mêmes prend consistance au moment où se définit concrètement, avec l'insurrection du 10 août 1792, l'acte par lequel le peuple se fait peuple. L'émergence d'une « langue populaire » sur le modèle rousseauiste marque une étape décisive dans le processus de formation de la langue politique pendant la Révolution française. C'est à ce moment précis que la langue politique acquiert statut de concept. Mais la référence au concept prend ici une signification particulière. Les révolutionnaires n'ont pas voulu élaborer une théorie de la langue politique ; ils se contentent de proposer une description des propriétés de la langue politique à partir des diverses analogies possibles entre la langue et la politique. La notion d'analogie est utilisée pendant la Révolution française dans son acception condillacienne¹. Elle permet de comprendre la manière dont se met en place un lien entre l'identité de langue et l'identité des

¹ La notion d'analogie est définie plus particulièrement dans *La langue des calculs* de CONDILLAC. Nous renvoyons à la récente édition (1981) publiée aux Presses Universitaires de Lille.

droits politiques. Il revient à la multiplicité des réalisations concrètes du droit naturel déclaré de rendre compte, par l'analogie de la langue, d'une identité politique significative. Le concept de langue politique procède de la sédimentation des diverses façons d'insérer, par le biais de l'analogie, la parole populaire dans le champ politique. L'objectivité de la langue politique est synonyme de diversité politico-linguistique. Nous allons examiner successivement trois types d'analogie – didactique, réflexive et formelle – entre la langue et la politique à partir de trois situations politico-linguistiques déterminées : la grammaire élémentaire, le document autobiographique et la publication colingue.

Le 15 juin 1794, Antoine Tournon, journaliste emprisonné pour ses sympathies girondines, envoie au Comité d'Instruction Publique, dans le cadre du concours relatif aux ouvrages élémentaires, un manuscrit intitulé *Grammaire des Sans-culottes. Éléments de la langue nationale*. Le double de ce manuscrit a été retrouvé par hasard dans les papiers du Tribunal Révolutionnaire. Nous disposons ainsi d'un exemple particulièrement significatif de l'analogie établie entre la langue et la politique sur le terrain de la syntaxe du français élémentaire. L'universalité de la langue politique est définie à partir de la relation entre les éléments de la grammaire et les composantes majeures du discours d'assemblée. Le système des exemples utilisé dans la description des diverses parties de la grammaire est, à cet égard, tout à fait parlant : il met en valeur les principales composantes du discours d'assemblée. Cependant Antoine Tournon ne s'en tient pas à une simple radiographie à base syntaxique du discours des agents politiques. Il met également en valeur, toujours selon un schéma grammatical, les étapes de la formation de la langue politique entre 1791 et 1794. Au départ, avec les noms, les hommes ont déterminé des signes pour « fixer » des idées. Par là même le citoyen a délimité une première composante de la rationalité linguistique dans l'espace politique. Nous sommes en 1791 au moment où se précise la conscience linguistique d'une nécessaire adéquation entre les mots et les choses. Il s'agit bien de « fixer » les signes de la langue des droits. Puis l'accès au verbe introduit, dans la langue politique, l'expression des « actes de la volonté humaine ». Les verbes dont il est ici principalement question – *parler, demander, dire* – sont de nature foncièrement performative. Ils permettent au dire d'être un faire. Ils caractérisent une série d'actes de parole spécifiques du discours d'assemblée et attestés en 1792 dans les demandes du peuple souverain adressées à l'Assemblée Nationale. Il est donc également possible d'affirmer que la rationalité de langue politique est perceptible dans l'application de la structure classique de la phrase (syntagme nominal + syntagme verbal) au champ politique.

Un dernier élément de la rationalité linguistique interne au politique est mis en évidence par l'étude des conjonctions : elles permettent à « l'orateur qui proclama les droits sacrés du peuple... de faire de l'idiome l'image exacte de la pensée ». Au-delà de l'appréhension isolée des noms, des verbes et des phrases, c'est grâce aux liaisons entre les mots et entre les phrases que la langue politique acquiert une existence pleine et entière. En 1794, les élites politiques sont unanimes pour

reconnaître la nécessité de propager la connaissance de la langue française. Les législateurs mettent la langue française à l'ordre du jour ¹.

Par la mise en évidence des liens entre la grammaire et le discours d'assemblée, Antoine Tournon nous permet de décrire la rationalité de la langue politique. Mais cette description demeure incomplète dans la mesure où elle concerne exclusivement le discours des agents politiques d'assemblée. Refusant, à l'égal de Condorcet, d'introduire le moment de l'enthousiasme dans l'itinéraire de la raison, Antoine Tournon néglige d'examiner les langages tenus hors de l'enceinte des « assemblées représentatives » par les porte-parole.

L'étude des *Vies politiques* et de l'acte autobiographique qui les caractérise, nous permet de circonscrire l'universelle singularité de la langue politique révolutionnaire du point de vue de l'événement et de ses protagonistes, en particulier les porte-parole.

Antoine Tournon a rédigé sa *Grammaire des Sans-culottes* en prison. Suspect, il pensait pouvoir justifier la justesse de ses principes politiques à l'aide de cet ouvrage. Mais il ne néglige pas pour autant d'envoyer au Comité de Sûreté Générale, comme le font tant d'autres suspects, le tableau de sa vie politique depuis 1789. Nous disposons ainsi d'une source généralement manuscrite, parfois imprimée, peu connue et abondante, les *Vies politiques* des patriotes suspects ².

Après l'adoption en septembre 1793 de la loi des suspects, la pratique de la dénonciation politique se généralise. Il revient aux comités de surveillance des sections parisiennes d'arrêter l'individu dénoncé, et de l'envoyer en prison avec l'accord du Comité de Sûreté Générale. Pris dans les filets de la suspicion, le citoyen emprisonné tente de se justifier par la rédaction d'un texte au titre évocateur : « Vie politique », « Conduite politique », « Détail exact de la conduite politique » etc.

Après avoir affirmé que « le tableau de ma vie politique vous donnera une idée juste de mon patriotisme et de l'invariabilité de mes principes », le suspect décrit les modalités de sa participation aux faits marquants de la Révolution française, en particulier les grandes journées révolutionnaires parisiennes. À ce titre, la plupart des *Vies politiques* mentionnent les événements qui se sont déroulés le 14 juillet 1789. Cet exemple est particulièrement significatif de la manière dont la mention de la subjectivité de l'action révolutionnaire peut contribuer à rendre compte d'un consensus d'origine événementielle. Ce consensus, nous le qualifions de sens commun révolutionnaire. Il renvoie en effet à l'universelle singularité de la parole

¹ La question du jacobinisme linguistique a été l'objet de divers travaux que nous citons dans la bibliographie sous la rubrique *Langue et révolution. Le jacobinisme linguistique*.

² La plupart des *Vies politiques* sont adjointes aux dossiers individuels du fonds du Comité de Sûreté Générale conservés aux Archives Nationales.

liée à l'événement. Dans le cas du 14 juillet 1789, c'est autour d'un thème fondateur bien connu, le « peuple en armes », que la conscience des révolutionnaires se cristallise.

À vrai dire, les *Vies politiques* rendent compte de la vitalité de la langue politique, et de sa vocation hégémonique, dans la mesure où elles confèrent, par la médiation de la parole légitime, une portée universelle, consensuelle aux données singulières et subjectives contenues dans chaque événement révolutionnaire. Ainsi la connaissance de la langue politique ne s'obtient pas uniquement par l'apprentissage d'une grammaire élémentaire analogue au discours d'assemblée. Elle est aussi et surtout diffusée par le biais de la pratique quotidienne du témoignage sur l'intersubjectivité établie entre les citoyens qui participent à une même action révolutionnaire. *Les Vies Politiques* constituent une manifestation exemplaire de la parole politique investie par le peuple et ses porte-parole dans l'événement révolutionnaire. La rationalité de la langue politique est par là même attestée dans toute action conforme au droit naturel déclaré.

La langue politique, sous la Révolution française, est tout le contraire d'un système ordonné qui s'imposerait aux citoyens sur la base d'un savant dosage de coercition et de rhétorique emphatique. Elle procède fondamentalement de divers rapports d'analogie entre la langue et la politique.

Le premier rapport que nous étudions est de nature didactique. Le projet de *Grammaire des Sans-culottes* cherche à faire connaître les fondements de la langue politique à partir des règles de grammaire et vice-versa. Mais l'analogie entre la langue et la politique peut également se déployer dans un espace réflexif où se mesure la valeur interprétative de la parole révolutionnaire. *Les Vies politiques* fournissent, dans cette voie, une interprétation de l'événement dans les termes mêmes utilisés par ses acteurs. La langue politique se construit dans un mouvement réflexif où le révolutionnaire, en interprétant l'événement, se l'approprie au nom de la communauté, lui confère une dimension consensuelle, et par là même manifeste son être foncièrement moral, son profond sentiment d'humanité.

Cependant il nous reste à examiner si l'analogie entre la langue et la politique ne se déploie pas dans le champ linguistique proprement dit, c'est-à-dire au sein de l'espace des langages et idiomes différenciés qui caractérise la France de la fin du XVIII^e siècle. Nous quittons le domaine des analogies didactique et réflexive pour entrer dans celui de l'analogie formelle.

Dans quelle mesure les contacts entre les diverses langues attestées sur le territoire français ont-ils contribué, sous la Révolution française, à définir le champ de la langue politique ? L'économie linguistique correspond, avec l'analogie formelle, au déploiement du rapport entre la langue et la politique au sein même de l'appareil de langues propre à la France révolutionnaire. Les multiples échanges

entre le français national et les langages différenciés, en particulier le langage populaire, les divers contacts entre le français et les autres idiomes usités sur le territoire français instaurent une dimension spécifique de la langue politique : l'expressivité des signes analogues au droit naturel déclaré.

Nous quittons, en fin de parcours, les analogies de contenu qu'il s'agisse de la relation aux règles de grammaire ou de la reprise des données réflexives du sens commun. Nous entrons dans un espace signifiant où s'actualisent à la fois les mots *et* les choses inscrits dans l'horizon du droit naturel déclaré. Empruntant à Renée Balibar une notion qu'elle utilise dans son dernier ouvrage *L'institution du français*¹ ; nous parlons de colinguisme démocratique pour désigner des modalités spécifiques d'échange entre diverses formes linguistiques qui contribuent, dans le champ politique, à la conquête et à la conservation des droits.

Nous avons déjà insisté sur l'importance des « missionnaires patriotes » qui parcourent les routes de Provence dans le but de mettre en acte les droits. Ces commissaires des clubs de Marseille et d'Aix instituent le politique à l'aide du langage de la constitution. Ils font également preuve d'une grande originalité en matière linguistique. Pendant l'été 1792, ils prennent l'initiative de publier un journal, le *Manuel du Laboureur et de l'Artisan*, qui associe le français au provençal. Cet usage, tout à fait inédit au sein du mouvement jacobin, de deux langues dans une visée politique est codifié selon une logique déterminée. Le français est le support privilégié de l'explication de la constitution, c'est la forme linguistique constitutive de la langue des droits. Le provençal rend compte de l'expressivité de la langue politique à l'aide de formes littéraires, telles la fable, la poésie et la chanson. L'apport des textes en français est avant tout d'ordre éducatif : il s'agit de faire connaître les fondements juridiques de la langue politique. L'impact du provençal sur la diffusion de la langue politique est tout autre. L'usage, par la voie orale et écrite, de cette langue à part entière permet de montrer la totalité des droits en exhibant le mot et la chose, alors que le français se limite à circonscrire l'adéquation des mots aux divers éléments de la constitution. On comprend pourquoi la puissance signifiante du provençal est décisive dans l'action des « missionnaires patriotes ». Par ce biais, il est possible de concrétiser la langue politique dans les affrontements quotidiens sans passer par les contraintes éducative et événementielle des analogies didactique et réflexive.

Avec les analogies formelles entre la langue et la politique, nous ne sommes plus enfermés dans le dilemme suivant : faut-il privilégier la connaissance de la langue politique, sa raison théorique comme le pensent les législateurs ou faut-il définir les propriétés de cette langue dans l'événement à l'instar des porte-parole ? Ici la diversité linguistique, que l'on qualifie parfois trop rapidement d'obstacle à l'unité nationale, est garante du lien entre l'identité de langue et l'identité du droit. L'analogie entre la langue et la politique, sur le terrain linguistique, atteint son

¹ Paru aux Presses Universitaires de France en 1985.

efficacité maximum avec les « mille langues » d'une figure fictive dont nous avons signalé le rôle en 1791, le Père Duchesne. Mais il ne s'agit plus, en 1793 et 1794, d'imposer le « bon sens » par le recours à une « linguistique du fait » investi dans le registre burlesque. Un seul Père Duchesne demeure présent sur la scène politique : le journal d'Hébert, second substitut du procureur de la Commune de Paris et membre influent du club des Cordeliers ¹. Les Père Duchesne royalistes de 1791 contribuaient à entretenir l'illusion référentielle d'un « bon sens » populaire antagoniste des valeurs Patriotiques. Le Père Duchesne d'Hébert procède certes lui aussi d'effets populaires, mais il récuse l'évidence des faits au nom d'une expérimentation quotidienne des droits. Par la mise en scène, autour du Père Duchesne marchand de fourneaux, d'une expérience révolutionnaire attendue, la diversité des signifiants populaires devient extrême au sein de la narration duchênienne et permet de faire coïncider la langue des droits et la langue du peuple. L'horizon des possibles introduit par le droit naturel déclaré devient une réalité populaire par l'efficace propre de la fiction duchesnienne. Les effets discursifs présents sur la scène politique grâce au Père Duchesne procèdent aussi bien de l'emploi d'expressions populaires que du recours à des jeux scéniques inspirés du théâtre de la foire. Ils s'actualisent par une multitude de signifiants populaires qui permettent d'exhiber à la fois les mots du peuple et les droits qu'ils expriment, c'est à dire la totalité de la langue politique.

Le langage du *Père Duchesne* d'Hébert n'est donc pas simplement une des modalités du colinguisme démocratique, spécifiée par l'interconnexion du français national et du français populaire. Il atteste aussi et surtout de la réalisation au quotidien, par la médiation d'un discours populaire fictionnel, de la revendication majeure du mouvement révolutionnaire, la conquête et la conservation des droits. À ce titre, le *Père Duchesne* d'Hébert est l'un des grands classiques de la langue politique pendant la Révolution française.

Le sous-titre de notre ouvrage *De l'événement à la raison linguistique* désigne le principal enjeu de notre investigation présente. Le processus de formation de la langue politique, au cours de la Révolution française, dépend fondamentalement de la façon dont la question de la langue est mise à l'ordre du jour dans les événements marquants. D'un événement à l'autre, nous décrivons un trajet thématique qui nous mène de la *langue des droits* à la « *langue du peuple* ». Ce trajet explicite, en fin de parcours, les conditions de possibilité d'une réalisation du concept de langue politique, hors de toute théorisation à priori.

Sous le label d'économie linguistique, nous explorons diverses manifestations de ce concept. Ainsi apparaissent au grand jour des éléments d'une raison

¹ Le *Père Duchesne* d'HÉBERT a été l'objet d'un certain nombre de travaux cités dans la bibliographie sous la rubrique 1792-1794 : les langages jacobins. Voir aussi « Hébert » et « Père Duchesne » dans le *Dictionnaire de la Révolution française*, P.U.F., 1989.

linguistique qui contribue de manière décisive à l'élaboration de la rationalité révolutionnaire ¹.

¹ Les mots et les phrases en italiques dans les citations le sont de notre fait. B.N. = Bibliothèque Nationale.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA LANGUE DU DROIT À LA « LANGUE DU PEUPLE » : LA CONSCIENCE LINGUISTIQUE DES RÉVOLUTIONNAIRES (1789-1792)

[Retour à la table des matières](#)

Avec la Révolution française s'instaure un espace communicatif où tout citoyen détient le droit à la parole. Pratiquement, il revient à l'élite des États Généraux d'exercer le « pouvoir des langues », d'exprimer les nouvelles réalités politiques à l'aide des ressources du français promu, à l'occasion, « langue pour tous »¹. Ainsi les députés du Tiers-État ont recours, dans leur combat pour la reconnaissance de la souveraineté nationale aux « pouvoirs de légitimation linguistique » dont ils ont la maîtrise². On comprend pourquoi le rapport de la révolution française à la parole politique est d'emblée remarquable : « La parole devient autre chose que des mots (...) chaque mot prend force de chose, et partant de loi »³. L'efficacité de la pratique politique des députés procède pour une grande part de l'effectivité de leur discours. En tant qu'homme du XX^e siècle, nous ressentons fortement l'emphase d'un tel discours révolutionnaire. Mais « ce qui paraît aujourd'hui de l'enflure n'était alors que la taille de la réalité »⁴.

¹ Sur ce point, nous renvoyons à l'ouvrage fondamental de Renée BAL^{IBAR}, *L'institution du français*, P.U.F., 1985, et plus particulièrement à la deuxième partie intitulée « La Révolution dans la langue ».

² Renée BAL^{IBAR} montre en quoi la possession du colinguisme latino-franco-anglais permet aux porte-parole de l'Assemblée nationale d'affirmer leur pouvoir sur les mots, *id.*

³ E. GUIBERT-SLEDZIEWSKI, *Idéaux et conflits dans la Révolution française*, Meridiens Klincksieck, 1986, p. 148.

⁴ R. BARTHES, *Le degré zéro de l'écriture*, Seuil, 1953 p. 23.

Notre évaluation du poids des mots dans la Révolution française passe par un examen attentif de la portée linguistique des événements¹. L'analyse des principaux événements discursifs de l'année 1789 va nous permettre, dans un premier temps, de caractériser avec précision la performativité de la langue révolutionnaire, langue du droit naturel déclaré par excellence². Cependant la valeur d'acte des langages révolutionnaires a pour corollaire une interrogation de haut niveau, parmi les révolutionnaires, sur les usages linguistiques dans l'espace politique. C'est pourquoi nous allons examiner, dans un second temps, l'émergence d'une conscience linguistique qui s'efforce de faire obstacle à « l'abus des mots » poussé à l'extrême par les royalistes. Le processus que nous étudions touche à son terme au lendemain de l'insurrection du 10 août 1792, avec la constitution d'un rapport permanent d'analogie entre le français national et la « langue du peuple »³.

Au terme du trajet qui permet à la *langue du droit* d'investir la totalité du politique par l'entremise d'un nouveau contrat en langue, la maîtrise de la langue politique devient l'un des enjeux majeurs de la république naissante⁴. Le sujet de droit et le sujet de la langue s'identifient dans un espace de communication où règne, au plus loin de toute dictature linguistique, l'égalité de langue entre les citoyens⁵.

¹ Cf. notre introduction générale.

² Rappelons que si nous nous intéressons à l'énonciation linguistique dans le contexte de la Révolution française, nous le faisons sur la base d'une interrogation historique qui prend en compte la conscience linguistique d'une époque.

³ Ce processus met en jeu des systèmes d'actes de langage, des événements discursifs et des configurations d'énoncés qui s'inscrivent, sur un axe chronologique, dans ce que nous appelons un trajet thématique.

⁴ Nous avons déjà souligné l'importance, tout au long de la seconde moitié du XVIII^e siècle, du thème de la maîtrise de la langue.

⁵ C'est là une définition des plus générales de la langue du droit qui se veut une introduction à des analyses empiriques.

CHAPITRE I

1789. L'EXPRESSION DU DROIT : L'ACTE DE DEMANDE DANS L'HORIZON DE LA LIBERTÉ

[Retour à la table des matières](#)

Il est généralement convenu de considérer la première Assemblée des Notables, en 1787, comme l'amorce de la révolution. Un débat sur la constitution du royaume s'engage ; l'espace public occupe la sphère du politique. Avec la multiplication des brochures et des pamphlets, le désir de politique des hommes des Lumières se concrétise. L'exigence de soumission du pouvoir exécutif aux normes de la raison devient une évidence. L'élaboration progressive d'un « circuit communicatif » entre sujets d'une même nation annonce la cristallisation prochaine de l'idéologie des droits de l'homme. Les « blocs erratiques » de doctrines bourgeoises, présents dans les textes prérévolutionnaires, « ne sont pas les résidus de lectures distraites ; ils préludent au contraire à une utilisation beaucoup plus large » ¹.

A. Les cahiers de doléances : du principe de citoyenneté à l'acte de demande

L'Arrêt du conseil royal du 5 juillet 1788, qui prescrit la recherche de « tous documents sur la convocation des États généraux précédents » et demande à « toutes personnes instruites, académiciens et savants » de transmettre mémoires et informations utiles en la matière, impulse de façon décisive la campagne des pamphlets :

« Puissance, unité d'aspiration, variété de formes et de tons, diversification selon les publics visés, adaptation à l'événement local. Telles sont donc les principales

¹ R. BARNY, *Rousseau dans la Révolution française (1787-1791)*, thèse d'état, Paris X, 1976, tome 2, p. 29 (exemplaire multigraphié).

vertus de cette étonnante floraison de pamphlets révolutionnaires entre novembre 1788 et juin 1789 : c'est le grand assaut idéologique de la bourgeoisie contre le régime féodal. Cet assaut se développe à peu près librement, favorisé par l'opposition entre les privilégiés et le pouvoir monarchique » ¹.

Peu à peu, l'idée d'une unité idéologique du Tiers État prend forme. Selon Mallet de Pan, « le débat public a changé de face. Il ne s'agit que très secondairement du roi, du despotisme et de la constitution : c'est une guerre entre le Tiers État et les deux autres ordres » ².

Caractériser la conjoncture des cahiers de doléances en ces termes ne fait pas l'unanimité parmi les historiens. À l'inverse de Roger Barny, que nous venons de citer, François Furet parle d'« une absence de débat public et d'affrontement organisé des opinions » et refuse de voir dans les matériaux discursifs prérévolutionnaires les prémices de la conscience révolutionnaire ³. Il lit les cahiers de doléances dans la continuité de l'ancien régime : « Ces cahiers expriment tout autre chose que la révolution qui est le testament réformateur de l'ancienne monarchie écrite dans sa langue » ⁴. François Furet, en appui sur les résultats d'un certain nombre de travaux récents, suscite ainsi un débat sur la valeur progressiste des cahiers de doléances. Nous allons entrer dans ce débat avec un seul objectif : préciser les innovations linguistiques mises en œuvre dans ces cahiers.

Il apparaît que la retranscription, la traduction des doléances sous la forme écrite que nous leur connaissons résulte d'une mise en forme dans un langage de justice et d'administration hérité de l'ancien régime ⁵. Ce langage est coutumier des légistes, membres de ce que Régine Robin appelle « la bourgeoisie d'ancien régime », soucieuse d'unifier les élites bourgeoises et nobiliaires. Qui plus est, le vocabulaire des Lumières occupe une place plus que modeste dans les cahiers de doléances. Régine Robin ⁶ a étudié un corpus indexé automatiquement de huit cahiers de doléances des villes et bourgs de la région de Semur-en-Auxois. Près du quart des formes lexicales les plus employées appartiennent au domaine juridique des institutions monarchiques. Le vocabulaire typique des Lumières ne se rencontre que dans les basses fréquences. Les mots « lumières », « bonheur » et « progrès » sont des hapax ⁷ ! Toujours au niveau du vocabulaire, l'expression « cahiers éclairés » pour désigner les cahiers urbains est tout à fait contestable. G.

¹ *Id.*, p. 93.

² Cité par R. BARNY, *id.*, p. 95.

³ *Penser la Révolution française*, Gallimard, 1978.

⁴ *Id.*, p. 62.

⁵ Nous renvoyons, sur ce sujet, à la synthèse de R. CHARTIER, « Culture, lumières, doléances : les cahiers de 1789 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1981, p. 68-93.

⁶ Dans *La société française en 1789. Semur-en-Auxois*, Plon, 1970.

⁷ *Id.*, p. 314.

Taylor ¹ a mesuré le degré de radicalisme politique des revendications contenues dans les cahiers en comparant un ensemble de cahiers avec un « cahier idéal » qui comprend les principales revendications révolutionnaires de l'année 1789. Même si les cahiers des grandes villes sont les plus radicaux, ce radicalisme reste bien pâle. Si l'on souhaite renforcer la thèse de la valeur testamentaire des cahiers de doléances, on peut souligner un certain degré de parenté entre les doléances bourgeoises et les doléances nobles au niveau des cahiers de baillage. Ainsi en est-il de la commune revendication des droits individuels traduite dans la demande de la liberté de la presse et de l'habeas corpus. Mais à vouloir trop marquer la parenté idéologique entre les élites, on finit par énoncer des contre-vérités. Les clivages persistants tout au long du XVIII^e siècle entre nobles et bourgeois ont-ils soudain disparu en 1788 ? ²

Nous touchons là au problème de la méthode de lecture des cahiers de doléances. L'interprétation d'une statistique des mots en dehors de leur contexte linguistique, c'est à dire des configurations discursives qui les déterminent, permet l'introduction de jugements de savoir, de référents polémiques étrangers à la logique discursive de ces cahiers. De tels considérants méthodologiques, par les analyses de discours qu'ils suscitent, invalident partiellement la thèse, à propos des cahiers de doléances, du rapprochement des élites.

Consciente du problème, Régine Robin donne à son analyse des cahiers de baillage de Semur-en-Auxois une dimension syntaxique et aboutit par là même à une nouvelle interprétation. Une question majeure prend consistance : sous quelles modalités discursives apparaît un nouvel agent historique ? Le mot « peuple » conserve son acception classique : au singulier comme au pluriel, il s'inscrit dans le rapport de soumission des sujets au roi. C'est au mot « citoyen » qu'il revient d'intégrer les nouvelles valeurs :

– alors que le mot « tiers état » renvoie à l'ancienne distinction entre les trois ordres, « citoyen » se réfère à la république abstraite des individus qui constituent collectivement le corps social. La phrase-type « Tous impôts seront également répartis sur tous les citoyens dans la juste proportion de leurs propriétés et de leurs facultés » en témoigne ³ ;

– associé à des verbes qui marquent l'attente et l'espoir d'un changement d'état (exemple : « aucun citoyen ne peut être privé de sa liberté »), le « citoyen » ne se

¹ « Les cahiers de 1789. Aspects révolutionnaires et non-révolutionnaires », *Annales (ESC)*, 1973, p. 1495-1514.

² Cette question de la « convergence » des élites a été l'objet d'un vaste débat parmi les historiens dans les années 70.

³ R. ROBIN, *La Société française en 1789*, op. cit., p. 331.

confond plus avec le sujet passif. En position de nouveau sujet de la finalité historique, il unifie l'espace juridique de l'idéologie bourgeoise ¹.

Cependant il faut attendre les événements de l'été 1789 (cf. *supra*) pour que la notion de citoyen acquière sa totale autonomie. Dans les cahiers de doléances, le fonctionnement le plus significatif d'une nouvelle position énonciative est d'abord d'ordre syntaxique et pragmatique, il porte essentiellement sur le syntagme verbal spécifié dans l'acte de demande.

Le linguiste Denis Slakta a analysé avec minutie un tel fonctionnement. Il a étudié un ensemble de phrases, extraites des cahiers du bailliage de Rouen, avec les verbes « demander », « exiger », « prier », « supplier », « solliciter », « requérir » etc. Nous pouvons résumer les résultats de son travail à l'aide des deux tableaux suivants et de leurs commentaires :

Tableau I

Série I (Don, grâce)	
	prier solliciter supplier (valeur faible à v. absolue)
DEMANDER	
(performatif = acte de demande)	
	requérir, réclamer, exiger (valeur faible à v. absolue)
Série II (Droit)	

Commentaire : « Dans les cahiers de doléances, l'énoncé performatif a une force illocutionnaire qui est politique (...). C'est le moment où l'individu apparaît à la fois sous la figure du sujet et du citoyen, où tend à s'instaurer un équilibre précaire entre le Roi et la nation » ².

Tableau II

AGENT	– Habitants	NOUS =	source
	– Paroisse		
	– Assemblée		illocutionnaire
	– Communauté		
	–		
	– Députés		
	– Représentants		

Commentaire : « C'est donc le peuple de France qui a la parole Une étape importante est franchie dans la mesure où se constitue un *Nous* sujet concret unique de la demande... Au fur et à mesure que les objets de la demande se précisent, le *nous* se constitue en source illocutionnaire unique d'un verbe performatif. À ce moment, le *nous* c'est tout à la fois les sujets du Roi et les citoyens qui ont reçu la liberté sur la parole du roi » ³.

¹ « La notion de citoyen est normative. Elle marque le couronnement, dans la conscience des hommes du XVIII^e, siècle, d'un lent processus d'émancipation politique », *id.* p. 332.

² Denis SLAKTA, « L'acte de demander dans les Cahiers de doléances », *Langue française*, février 1971, p. 73.

³ Denis SLAKTA, « Pour une analyse du texte politique (Cahiers de doléances) », *Langages* N° 23, septembre 1971, p. 122.

Régine Robin avait déjà remarqué que « le réseau verbal indique mieux que le réseau substantival la volonté réformatrice de l'élite du tiers état de l'Auxois »¹. La présence d'un acte performatif explicite² l'acte de demande, dans les cahiers urbains signifie l'existence d'un nouvel espace de liberté, même si la gradation verbale de l'exigence à la prière (voir ci-dessus le tableau I) montre une coexistence, encore pour un temps, des statuts de sujet et de citoyen.

Qu'en est-il des cahiers ruraux, sont-ils hors du champ des premières manifestations de la quête de l'universel par les révolutionnaires ?

L'analyse pragmatique de ces cahiers³ montre l'existence d'actes de langage indirects dans l'usage massif de nominalisations du type « abolition de la vénalité », « abrogation des privilèges »⁴. Ces expressions présupposent un acte de demande sans marquer le sujet de la demande. La différence entre les cahiers urbains et les cahiers ruraux relève donc, au plan discursif, non pas de la présence ou de l'absence d'un nouveau « geste » verbal, la demande, mais de l'affirmation, dans le cas urbain, de la position énonciative d'un « nous » collectif, prélude à l'émergence victorieuse d'un citoyen souverain.

Unifier les actes de demande autour d'un agent historique collectif, c'est aussi tracer des lignes de démarcation entre ceux qui s'incluent dans cet agent et ceux qui s'en excluent, les privilégiés. L'étude comparative des cahiers nobles et des cahiers « bourgeois » ne met-elle pas en valeur certaines marques de ce clivage énonciatif ?

Là encore, la méthode quantitative est prise en défaut. Ainsi, un simple comptage montre que la phrase « la propriété est un droit sacré » est utilisée en quantité égale dans les cahiers généraux de la noblesse et de la bourgeoisie urbaine. Ce résultat suffit-il pour conclure à la convergence des élites ? L'analyse syntaxique des phrases autour du mot « propriété » dans ces cahiers met clairement en évidence un effet de masquage propre à l'usage du mot « propriété » par les nobles⁵. Si le mot de féodalité est exclu, dans le cas présent, du langage nobiliaire, son contenu, les privilèges qu'il suppose, se retrouve intégralement dans les

¹ *La société française en 1789, op. cit.*, p. 337.

² La notion de performatif, au sens large, désigne, non pas le contenu d'un énoncé, mais le fait de son énonciation. La caractéristique fondamentale des énoncés performatifs est que leur énonciation équivaut à l'accomplissement d'un acte. La valeur d'acte d'un énoncé peut être explicite (« Je demande, nous demandons ») ou implicite (« La demande du peuple »).

³ Voir le travail de Klaus ZIMMERMANN, « Sprachliche Handlungen in den Cahiers de Doléances von 1789 », *Sprache und Literatur in der Französischen Revolution*, Göttingen, 1981.

⁴ *Id.*, p. 62.

⁵ R. ROBIN, « Le champ sémantique de féodalité dans les cahiers de doléances de 1789 », *Bulletin du centre d'analyse de discours de Lille III*, N° 2, 1975.

contextes du mot « propriété » ! Les prérogatives nobiliaires et seigneuriales sont toujours à l'ordre du jour. Face à une bourgeoisie qui commence à imposer son « hégémonie linguistique », la noblesse « éclairée » adopte une stratégie de simulation propice à la conservation de ses intérêts. À contrario, dans les cahiers « bourgeois », le syntagme « droits féodaux » est entièrement péjoré, il désigne les privilèges ; les droits féodaux qualifiés de rachetables sont inclus dans la classe des propriétés.

Indéniablement, les cahiers de doléances sont porteurs d'avenir. Ils constituent une étape décisive dans le processus d'inversion du rapport roi/sujets. La formulation explicite d'un acte de demande articulé sur la figure du citoyen, et plus encore sur un nous collectif, rend possible l'émergence d'expressions proprement révolutionnaires. Il revenait aux États Généraux, devenu Assemblée Nationale, de parachever le projet discursif des Cahiers de doléances.

B. L'Assemblée constituante à la conquête de l'hégémonie discursive

[Retour à la table des matières](#)

En adoptant, le 8 juillet 1789, la motion qui supprima le mandat impératif des Cahiers remis aux députés. « L'assemblée se débarrassa du caractère féodal des États Généraux d'autrefois (...) c'est par cet acte seulement qu'elle se mua en *organe réel* de la grand masse des français » ¹.

C'est ainsi que Marx, lecteur assidu des textes de la Révolution française, qualifie l'émergence d'une forme nouvelle de représentation. De fait, la conquête de l'espace politique par la société bourgeoise s'actualise à travers une série d'actes langagiers mis en œuvre par les députés du Tiers État avant et après le 14 juillet.

1. De l'acte d'obligation à l'acte de demande

Denis Slakta et H. U. Gumbrecht ont étudié, au plan pragmatique, deux des principales traductions, en termes d'actes de langage, de la nouvelle expressivité révolutionnaire. Il s'agit, dans les deux cas, d'analyses de situations d'interaction discursive où se définit le protagoniste majeur des événements, le citoyen ².

¹ K. MARX, *L'Idéologie Allemande* (1845), traduction française des Éditions sociales, 1968, p. 227.

² Denis SLAKTA, « L'enjeu d'un conflit entre l'ancien et le nouveau : la figure moderne du citoyen », *Elseneur*, Caen, 1982. H. U. GUMBRECHT, « Die Bildung von politischem Konsens : ein Projekt d'adresse des Grafen Mirabeau und seine Diskussion vor der Assemblée nationale (16 Juli 1789) », *Funktionen parlamentarischer Rhetorik in der Französischen Revolution*, Wilhelm Fink Verlag, 1978.

Dans un premier temps, un ensemble d'actes d'obligation délimite le premier affrontement majeur entre le roi et les députés du tiers. Nous sommes le 23 juin, le roi s'adresse aux députés des trois ordres avec des « paroles despotiques si étranges dans sa bouche » souligne Michelet ¹. Citons les phrases-clés de ce discours royal :

– « Si vous m'abandonnez dans une si belle entreprise, seul, je ferai le bien de mes peuples, seul, je me considérerai comme leur véritable représentant » ;

– « Je vous ordonne, messieurs, de vous séparer tout de suite et de vous rendre demain matin dans les chambres affectées à votre ordre, pour y reprendre vos séances ».

Le roi se met en scène comme souverain absolu et confine les députés dans la fonction de sujet. Son attitude procède, selon l'analyse de D. Slakta, d'« une obligation *prima facie*, purement déontique » ². Par là même, en se revendiquant comme « le père commun de tous ses sujets » il ne s'appuie sur aucun fait, n'apporte, dans son argumentation, aucun élément de justification. La position du roi est donc très forte dans l'absolu, mais très faible pratiquement si elle n'est pas reconnue par ses interlocuteurs. Or nous savons que les députés du Tiers-État n'obtempèrent pas. La stratégie discursive adoptée par les orateurs du tiers se déploie sur trois moments :

« Mirabeau conteste le rituel de l'ordre transmis et n'exclut pas, face à la menace, l'hypothèse d'un recours à la force. Sieyès, en refusant la mise en scène prévue pour le Tiers repoussait le double assujettissement au Père/roi. Seul Bailly, prenant acte de la nouvelle souveraineté, s'appuyait sur l'analyse du déontique et proposait, comme fondamental, le statut moderne, fondé en droit, du citoyen » ³.

La tradition historiographique a retenu avant tout l'attitude « héroïque » de Mirabeau. Denis Slakta démontre que l'habileté politico-linguistique de Bailly contribue beaucoup plus à redistribuer les cartes en faveur de l'Assemblée. En tant qu'auteur de la phrase « La nation assemblée ne peut recevoir d'ordre », Bailly désigne un acte d'obligation, inverse de celui énoncé par le roi, mais qui repose lui sur un fait, une justification, le serment du jeu de Paume. Il évite ainsi de répondre à la question piégée : le roi était-il en droit de donner cet ordre ? Il dit que l'ordre du roi n'a pas de raison d'être et que les députés, en réitérant leur serment qui les oblige, ne désobéissent pas.

Fondée en droit, L'assemblée nationale peut, au lendemain du 14 juillet, c'est à dire en appui sur l'insurrection, introduire, au centre de son expressivité révolutionnaire, l'acte de demander.

¹ Dans son *Histoire de la révolution française : édition* Bouquins, R. Laffont, T. I, p. 125.

² « La figure moderne du citoyen », *op. cit.*, p. 75.

³ *Id.*, p. 89.

C'est au moment de la discussion sur le renvoi des ministres, le 16 juillet, et le rappel de Necker que l'acte de demander, déjà attesté, nous l'avons vu, dans les cahiers de doléances, acquiert sa légitimité institutionnelle. L'effectivité de cet acte procède des reformulations, énoncées par les députés, lors de l'intervention inaugurale – et ô combien habile – de Mirabeau :

- « Nous ne prétendons point dicter le choix de vos ministres, ils doivent vous plaire » ;
- « Quoiqu'en principe il est vrai que l'assemblée n'a pas le droit de demander l'assemblée peut et doit déclarer qu'elle... » (Barnave).
- « Il est à craindre que la demande oblige le roi (...) Mon avis est qu'on peut demander, mais uniquement... » (Mounier).

De même que Bailly s'interdisait de s'interroger sur le droit du roi à donner des ordres, Mirabeau et ses répondants ne dit rien sur le droit du roi à choisir ses ministres ; il fait référence à un acte langagier légitime par son antériorité, sa valeur énonciative, l'acte de demande. Désormais, les députés de l'assemblée nationale disposent des éléments discursifs d'une hégémonie politique. Ils leur restent à construire un nouveau consensus sur la base de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

2. La Déclaration des Droits : l'économie des signes

[Retour à la table des matières](#)

Selon Talleyrand, « la vraie richesse d'une langue consiste à pouvoir exprimer tout avec force, avec clarté, mais avec peu de signes »¹. Le débat, puis l'adoption de la Déclaration des droits constituent les premières étapes d'un processus qui permettra à « la langue politique » d'exister « parmi nous ».

a) Le débat : du consensus au désaccord

La discussion autour de la Déclaration des droits met à l'ordre du jour « le plaisir social des idées »². Les principes de l'idéalisme juridique bourgeois triomphent. Tout le monde s'accorde pour faire référence à la conception juridique du contrat, auréolée de la référence prestigieuse à Rousseau.

Le principe de la volonté commune comme somme de toutes les volontés individuelles se traduit par l'existence d'une sphère juridique autonome, indépendante des réalités sociales. La nécessaire relation de réciprocité entre les membres d'une communauté présuppose l'existence de l'individu en tant qu'entité

¹ Rapport sur l'instruction publique à l'Assemblée nationale, 10, 11 et 19 septembre 1791.

² Cette formule est de R. BARNY dans sa thèse sur Rousseau et la révolution, *op. cit.*

indépendante. La question de l'inégalité sociale est recouverte par la référence à l'intérêt commun :

« Nous connaissons le véritable objet d'une Assemblée Nationale elle n'est point faite pour s'occuper des affaires particulières des citoyens, elle ne les considère qu'en masse et sous le point de vue de l'intérêt commun » ¹.

Mais à l'intérieur d'un tel consensus juridique, deux positions antagonistes s'expriment ² :

– les « aristocrates » et les modérés insistent sur le droit naturel dans une intention conservatrice. Ils mettent l'accent sur l'existence d'un ordre naturel des choses du droit, propriétés éternelles de l'homme, acquises avant tout état social. Déclarer les droits, c'est, dans ce cas de figure, marquer la prédominance de l'essence individuelle sur la volonté d'organisation du social ;

– les patriotes à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire affirment de leur côté un principe, celui de la transformation de la nature par l'état social. Il s'agit, pour eux, de dynamiser le droit naturel par le recours à l'action et l'affirmation de la prépondérance de la volonté politique. Le député Crénère précise cette conception minoritaire dans le débat, mais plus conforme à la lettre de la doctrine rousseauiste du Contrat Social dans les termes suivants :

« Les droits que l'homme acquiert par le simple acte de son association sont naturels, parce que son premier soin étant celui de sa conservation, son premier désir celui du bien être, et sa première faculté celle de vouloir, il est contre la nature et par conséquent impossible qu'il ait abandonné ce soin, renoncé à ce désir, et qu'il ait voulu n'avoir plus de volonté » ³.

Cependant, cet antagonisme demeure en arrière-plan de la discussion sur les signes conformes aux droits, et de leur formulation finale.

b) Le texte : le choix de l'homonymie

Face à un texte de l'importance de la Déclaration des droits, l'analyste du discours se doit d'être prudent. Philippe Marguerat propose à juste titre d'interroger, avant toute analyse sémantique, les modes argumentatifs de schématisation mis en œuvre dans cette Déclaration, c'est à dire de sérier les « objets » (ce dont on parle) et les opérations de cohésion (opérations qui assument l'unité et la progression de ce qui est explicitement dit) perceptibles au fil du

¹ *Id.*, tome 3, I-1 – Le débat sur les droits de l'homme : le contenu idéologique de la discussion, p. 17.

² *Id.*, p. 19 (Le conflit idéologique et sa signification).

³ *Id.*, p. 35. Ce texte est du député Crénère.

discours¹. Il étudie ainsi successivement le dispositif, partie centrale de la Déclaration où s'exprime la reconnaissance des droits de l'homme, puis le préambule dans lequel le sujet d'énonciation se désigne et expose les raisons qu'il a d'agir.

Au niveau du dispositif, on constate une faiblesse relative de la cohésion et de la schématisation discursives, un petit nombre d'opérations de relation et de processus de récurrence, enfin une importance moindre des opérations de détermination et de construction des objets :

« Des notions cardinales comme celles de « nation », « association politique », « citoyens », « volonté générale », « distinctions sociales », « utilité commune » ne sont pas définies comme telles. Elles ne sont pas non plus construites par la suite sauf volonté générale et citoyens »².

Il ne faudrait pas confondre absence d'opération explicite de détermination des objets dans le fil du discours et absence de détermination implicite. En fait, la forme du préconstruit – du type la conservation des droits naturels → les droits naturels sont (doivent être) conservés – est omniprésente. Elle nous introduit dans l'espace de l'ambiguïté, de la polysémie, de l'homonymie. Pour les révolutionnaires, la nominalisation³ est tout à fait apte à singulariser les « mots énergiques » à la différence des usages synonymiques des mots, « formes obséqueuses » d'un langage détourné de la recherche de la vérité⁴.

L'examen du préambule permet de préciser le statut de l'énonciateur de la Déclaration. Il ne s'agit pas d'un « nous » sujet d'un acte de demande, comme dans les cahiers de doléances. Le texte de la Déclaration est introduit par la troisième personne du pluriel, « ils », ce qui crée une distance entre l'énonciateur et l'énoncé. Ce n'est pas sur la base de la désignation de l'acte révolutionnaire (nous + acte de demande) que la Déclaration est légitimée. La valeur énonciative du préambule procède d'un acte d'autoreprésentation, d'autoconstruction :

« L'énonciateur s'abrite derrière l'autorité des droits naturels pour procéder à leur reconnaissance : si grande paraît l'autorité de ces droits qu'elle fonde celui qui s'en réclame »⁵.

Philippe Marguerat approfondit son enquête par une analyse des divers projets de Déclaration examinés par l'assemblée. Il en ressort que le choix final des

¹ « Lecture de la déclaration des droits de l'homme », *Revue Suisse d'histoire*, V. 33, 1983.

² *Id.*, p. 51.

³ C'est le cas de l'expression « la conservation des droits ».

⁴ Sur cette question du refus de la synonymie par les révolutionnaires, cf. B. SCHLIEBEN-LANGE, « Le traitement lexicographique du changement et du conflit des significations linguistiques pendant la révolution française », *Autour de Féraud*, E.N.S. de Jeunes Filles, Fontenay, 1986.

⁵ Ph. MARGUERAT, « Lecture de la déclaration des droits », *op. cit.*

députés porte sur le texte où l'ambiguïté est maximale. Le texte de la Déclaration semble ainsi fait dans le but de neutraliser les rapports de force qui ont marqué son adoption et dont nous avons parlé plus haut.

Cependant le choix de l'homonymie au détriment de la synonymie ne se réduit pas à un simple effet de neutralisation des antagonismes. Nous touchons ici à un aspect important de la conscience linguistique des révolutionnaires, qui mériterait un développement particulier ¹. Contentons nous, dans le cas présent, de préciser l'intérêt d'un tel choix linguistique en matière de Déclaration des droits.

Le génie des députés, et de Mirabeau tout particulièrement, est d'avoir compris qu'il ne fallait pas élaborer une déclaration à valeur déterminante. Le législateur, en déclarant les droits, introduit un point de vue seulement régulateur du nouvel ordre social ; il désigne les principes qui ouvrent des possibilités révolutionnaires. C'est pourquoi le constat discursif de la présence massive de données présumées, ambiguës ne doit pas influencer négativement sur notre perception actuelle de ce texte. L'économie des termes et de leurs définitions donne à ce texte, pour les révolutionnaires, une portée très générale. À ce titre, l'analyse sémantique des notions les plus fréquentes dans le seul préambule précise la nature de la « cohésion implicite » de la Déclaration ².

c) La Déclaration tire sa force plus des limites qu'elle impose que des droits qu'elle définit

À l'examen des formes lexicales majeures, on voit se déployer les principaux acteurs (« l'homme », « le citoyen », « les citoyens »...) et les éléments de fonctionnement (« droits », « droit », « loi », « liberté », pouvoir »...) du nouvel ordre juridique.

La lecture des tableaux sémantiques des mots « homme », « citoyen », « citoyens », reproduits dans le travail cité, précise notre propos :

– « l'homme » dont on affirme la valeur individuelle (« une personne »), apparaît dans la société à travers l'exercice de ses droits naturels, droits singulièrement subjectifs ;

– au « citoyen » revient le droit positif limité à la liberté d'expression (« Tout citoyen peut... »). Mais ce qui incombe avant tout au citoyen, ce sont des devoirs : la loi marque ses limites ;

¹ Nous renvoyons sur ce point à l'article déjà cité de B. SCHLIEBEN-LANGE en note 3, page précédente.

² Nous reprenons les analyses d'H. ASSEO et de C. DAUTREY publiées dans le *Bulletin du Centre d'analyse de discours, de Lille III*, N° 3, 1979 : « Préambules des constitutions françaises de 1789 à 1793. Étude d'un vocabulaire politique ».

– les « citoyens », quant à eux, sont rassemblés dans la société où ils exercent une série de droits, s'associent par un contrat, et par là même créent un lien entre représentés et représentants selon des modalités que la Déclaration ne précise bien sûr pas.

Le jeune Marx écrit dans *La Question Juive* qu'« aucun des droits dits de l'homme (qu'il distingue des droits du citoyen) ne dépasse l'homme égoïste, tel qu'il est comme membre de la société bourgeoise, c'est à dire un individu replié sur lui-même, sur son intérêt privé et son bon plaisir privé, et séparé de la communauté »¹. Une telle interprétation aboutit à une véritable « énigme historique » : comment les révolutionnaires ont-ils pu fonder la communauté des droits tout en déclarant la légitimité de l'homme égoïste ? En fait, Marx critique la conception commune de la Déclaration des droits construite après la Révolution française. L'impact de cette Déclaration dans l'événement révolutionnaire lui-même a été obscurci par les constructions historiographiques. Nous avons choisi d'interroger ce texte du point de vue de la formation de la langue politique. À ce titre, il nous a été possible de montrer que les idées d'abstraction et de confusion appliquées à la Déclaration faisaient l'impasse sur la « conscience linguistique » qui s'y déploie. Pour les révolutionnaires, il s'agit avant tout d'établir un ensemble de signes conforme au droit naturel et qui fonctionne comme principe de réflexion dans le processus révolutionnaire. La Déclaration des droits est déterminante au niveau de l'expérience possible, elle fait signe vers la finalité, la conquête de la liberté.

Si la question demeure de savoir comment la singularité de l'expérience révolutionnaire se déploie dans l'universalité des principes du droit naturel, il n'en reste pas moins que les députés sortent des affrontements et du débat que nous venons de décrire avec le pouvoir exclusif de formuler les mots, les expressions légitimes du nouvel ordre social.

¹ Traduction Aubier, p. 109.

C. Les limites de la représentation politique : la logique punitive de l'émeute

[Retour à la table des matières](#)

À la fin de l'été 1789, l'Assemblée Nationale détient une position hégémonique dans l'espace politique. En définissant le sujet comme citoyen et en déclarant une finalité, la conquête de la liberté, les députés instaurent l'expressivité révolutionnaire des droits.

Cependant, l'Assemblée est très vite enfermée dans un dilemme qui marque les limites de sa puissance, l'exiguïté de l'espace qu'elle contrôle réellement. La présence permanente de la foule aux portes de l'assemblée tout au long de l'année 1789 constitue, pour le représentant du peuple, un instrument à double tranchant. Bernard Conein a montré, dans ses travaux sur « les scènes punitives en 1789 » et « la persistance des relations pré-politiques entre agents de l'autorité et classes populaires »¹ le paradoxe central de l'attitude des députés à l'égard de la foule. Certes les pratiques punitives populaires sont le seul soutien politico-militaire dont dispose l'Assemblée en situation de crise ; mais les députés, légistes et légalistes pour la plupart, se heurtent à un fait totalement étranger à la pensée des Lumières, la logique spécifique de l'émeute populaire. Ils tentent de constituer la politique comme espace autonome tout en étant incapables de médiatiser la logique punitive qui interdit, momentanément, cette autonomisation de la politique.

1. Les situations d'émeute (mars-juillet 1789 : le « peuple » opposé aux « citoyens »

[Retour à la table des matières](#)

Les historiens considèrent généralement l'affaire Réveillon comme la première grande explosion populaire de la révolution parisienne. S'agit-il vraiment d'un acte insurrectionnel, au sens que la tradition jacobine donne à ce terme ?

En fait nous retrouvons des formes d'affrontement héritées de l'ancien régime qui donnent une tonalité particulière aux revendications exprimées par les émeutiers. Le 27 avril 1789, un cortège de plusieurs milliers d'ouvriers se forme dans le faubourg Saint-Antoine et s'insurge à la suite de la propagation d'une rumeur qui attribue au manufacturier de papier peint Réveillon le propos suivant : « Un ouvrier peut vivre avec 15 sols par jour ». Ce cortège promène deux mannequins en osier, l'un représentant Réveillon, l'autre le salpêtrier Henriot aux cris de « Vive le Roy, Vive Monsieur Necker, Vive le Tiers État, Foutre de la

¹ *Langage politique et mode d'affrontement. Le jacobinisme et les massacres de septembre*, thèse de 3^e cycle, E.H.E.S.S., 1978.

noblesse et du clergé »¹. Les mannequins sont pendus en place de Grève, avec un écriteau portant « l'arrêt de justice » suivant :

« Arrêt du Tiers État qui juge et condamne Réveillon et Henriot à être pendus et brûlés en place publique ».

Le soir même, la manufacture d'Henriot est détruite par les émeutiers. Le lendemain, un rassemblement imposant, formé d'habitants des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcel, converge vers l'habitation de Réveillon et la saccage. Assaillis par les gardes français, les émeutiers se dispersent laissant de nombreux morts sur le carreau...

Constatons d'abord que les propos rapportés ne peuvent être qualifiés ni d'amorce de programme politique, ni d'expression d'une revendication organisée. Georges Rudé note que l'expression « tiers état » a ici une résonance sociale, donc restreinte politiquement : « Chez les émeutiers, elle semble signifier le pauvre contre le riche, plutôt que l'ensemble de la nation contre une poignée de privilégiés, selon l'optique de Sièyes »². Cette expression n'est, en fait, qu'un cri de ralliement dans une mise en scène punitive qui relève du « contre-théâtre » de la sédition populaire³. Par ailleurs le propos initial de Réveillon est perçu par les émeutiers avant tout comme une atteinte symbolique à leur dignité sociale, et non comme la manifestation directe de la tyrannie aristocratique. Quant à l'événement, il procède, au départ, d'un cérémonial sans conséquence sur la réalité physique de l'adversaire. Il s'agit bien d'un événement punitif.

En province, le scénario, certes moins spectaculaire, est cependant identique. La logique punitive de l'émeute reste tout aussi étrangère aux nouvelles formes de la politique. Par exemple à Mées, dans les Basses Alpes, au moment où sont élus les députés qui doivent porter à l'assemblée de la sénéchaussée de Digne le cahier de doléances des habitants, une foule de paysans fait irruption et « demanda à grands cris qu'avant toute chose on pourvût à la cherté des grains et qu'on fixât au blé un prix de 20 ou 30 ». Ainsi, souligne le correspondant de l'Intendant, les esprits se tournèrent vers « un objet totalement étranger » à la politique !⁴.

Dans le même esprit, les notables et les autorités officielles relatent l'émeute du 25 mars 1789 à Aix-en-Provence en des termes qui thématisent l'extériorité du peuple par rapport à la politique :

« les citoyens de tous les ordres

¹ Des scènes punitives en 1789, *id.*

² G. RUDÉ, *La foule dans la révolution française*, traduction française, Maspero, 1982, p. 60.

³ Selon l'expression de E. P. THOMPSON dans « Patrician Society, Plebeian Culture », *Journal of Social History*, 1974 – 7 (4).

⁴ Archives départementales des Bouches-du-Rhône, C 2456.

les trois ordres
l'union des trois ordres

tous les citoyens

peuvent contenir le peuple qui s'est révolté contre les ordres opposent une barrière invincible à des insurrections multipliées » ¹.

À vrai dire, les phénomènes de représentation des droits en révolution par des porte-parole sont quasiment absents de la scène politique en 1789. « C'est par le recours à un porte-parole, comme agent intermédiaire du discours d'assemblée, que le peuple émeutier est introduit dans le champ politique comme porteur de la demande » souligne Bernard Conein ². Contrairement à la croyance commune, la prise de la Bastille le 14 juillet ne constitue pas, à proprement parler, le moment du renversement de la tendance punitive du peuple. Dans les jours qui suivent la prise de la Bastille, plusieurs exécutions publiques ont lieu place de grève. De Launay, le gouverneur de la Bastille et De Flesselles, prévôt des marchands, ainsi que des officiers et des soldats de la garnison de la Bastille sont mis à mort par le peuple parisien tout de suite après la prise de la Bastille. Le 22 juillet, Foulon, conseiller d'état et Berthier de Sauvigny, intendant de Paris sont à leur tour exécutés. La mise à mort de Berthier de Sauvigny procède, dans les récits horrifiés des témoins, des formes les plus exacerbées de la punitivité populaire :

« Le corps de Berthier est découpé en morceaux, on se dispute ses chairs : les uns s'emparent de la tête, la mettent au bout d'une pique, d'autres portent les restes sur un long coutelas. Ils partent aux acclamations de la multitude, parcourent les rues de Paris... » ;

« La population impatiente d'en faire justice se saisit de sa personne (...). Il n'est pas possible de se faire une idée de la cruauté, férocité et atrocité que la populace montra dans cette sanglante occasion... » ³.

Dans de telles situations, les transactions et les négociations, nombreuses mais malheureuses, des agents de l'autorité en vue de soustraire les victimes au massacre relèvent de formes pré-politiques de prise de parole publique et d'exercice de l'autorité. L'attitude de Bailly le 22 juillet à l'Hôtel de Ville en est un bon exemple :

« La nouvelle de l'arrestation de M. Foulon se répandait de plus en plus ; la place de l'Hôtel de Ville se remplissait de monde. Je sortis de l'Hôtel de Ville à

¹ D'après l'étude de M. CUBELLS, « L'émeute du 25 mars 1789 à Aix-en-Provence », *Mouvements populaires et conscience sociale*, Maloine, 1985.

² « La persistance des relations pré-politiques entre agents de l'autorité et les classes populaires pendant la révolution française », communication au colloque d'Aix (septembre 1980) sur *L'histoire des résistances*, ms, p. 4.

³ Cité par B. CONEIN, Les scènes punitives en 1789, *Langage politique et mode d'affrontement.... op. cit.*

deux heures ; tout ce peuple assemblé demanda justice de M. Foulon ; j'assurai qu'elle serait faite, que le prisonnier était en sûreté, et qu'il serait jugé. Des voix me crièrent qu'il l'était et qu'il fallait le pendre. Je leur exposai les principes... nul ne pouvait être reconnu coupable, avant que les délits eussent été constatés, que M. Foulon eut été convaincu, par une information et une procédure régulières, de les avoir commis... J'entendais bien au milieu de mon discours des voix qui, dans le lointain, criaient : Pendu ! Pendu ! » ¹.

L'aspect théâtral du face à face entre le discours des principes et le discours punitif fait signe vers l'absence de médiations susceptibles d'unifier l'espace politique autour du peuple.

2. Les journées d'octobre : le peuple-citoyen, la demande de pain et la conquête de la liberté

[Retour à la table des matières](#)

« Une députation d'un très grand nombre de citoyennes de Paris, déjà arrivées à Versailles, se présente à la barre. M. Maillard est à leur tête, et porte la parole :

Maillard. Nous sommes venus à Versailles pour demander du pain, et en même temps pour faire punir les gardes du corps qui ont insulté la cocarde patriotique » ².

Ainsi se termine la célèbre marche des femmes sur Versailles : par la formulation d'un acte de demande dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale. Comment un mouvement d'origine punitive a-t-il pu enfin accéder au niveau de la représentativité politique ? Visiblement grâce à l'entremise d'un porte-parole, le vainqueur de la Bastille Maillard. Son interrogatoire au cours de la procédure du Châtelet relative aux faits arrivés à Versailles restitue le détail des transactions qu'il a mis en œuvre pour conserver la direction du cortège tout au long du trajet de Paris à Versailles. Au moment où Maillard s'efforce d'obtenir des femmes qu'elles quittent leurs armes, il formule les termes adéquats à la réussite de sa médiation : « Puisqu'elles ne voulaient aller à l'Assemblée Nationale que pour *demandeur justice et du pain*, elles pouvaient y aller sans armes » ³. Un autre argument employé par Maillard pour obtenir du cortège qu'il se discipline nous introduit aussi dans l'espace de la représentation politique : « Il leur fit entendre qu'on les prendrait (si elles ne s'assemblaient pas) plutôt pour des bandits que pour des *citoyens* » ⁴.

¹ *Id.*

² *Moniteur*, tome 2, page 11.

³ *Procédure criminelle* instruite au Châtelet de Paris sur la dénonciation des faits arrivés à Versailles dans la journée du 6 octobre – Déposition de Maillard, Paris, 1790.

⁴ *Id.*

Un échange assez vif entre le porte-parole Maillard et le président de l'Assemblée Nationale crée l'occasion pour rappeler le consensus nécessaire à la bonne réception de la demande :

« Quelques expressions peu mesurées, échappées à l'orateur, lui attirent alors une injonction du président de se contenir dans le respect qu'il doit à l'Assemblée nationale. Le président ajoute que tous ceux qui veulent être citoyens peuvent l'être de leur plein gré et que l'on n'a pas le droit de forcer les volontés.

Maillard. Il n'est personne qui ne doive s'honorer de ce titre et s'il est, dans cette diète auguste, quelque membre qui puisse s'en croire déshonoré, il doit en être exclu sur le champ.

Toute la salle retentit d'applaudissements, et une foule de voix répètent : Oui, oui, tous doivent l'être, nous sommes tous citoyens ! ¹.

Si Maillard est obligé de rappeler le caractère universel de la révolution, c'est à dire le critère de citoyenneté, c'est avant tout par un défaut de légitimité. Sa médiation est éphémère, elle dure le temps de l'événement. L'Assemblée est très loin d'y reconnaître le passage obligé de la représentation populaire. Elle réagit plutôt dans le sens d'un renforcement des mesures de protection à l'encontre de la punitivité populaire. Il s'agit avant tout de l'établissement de la loi martiale, à l'occasion de l'exécution par le peuple parisien du boulanger François le 21 octobre. Ainsi se met en place un dispositif légal, symbolisé par l'association de la loi martiale et la loi de libre circulation des grains, qui oblige les autorités à ne prononcer qu'une seule phrase devant les émeutiers : « force à la toi » ! Toute possibilité de représentation politique par le jeu des médiations est d'emblée exclue.

Face à un tel blocage institutionnalisé, le mouvement patriotique ne peut qu'énoncer les formes expressives caractéristiques de l'événement dans sa lecture immédiate.

Il revient à Loustalot, dans les *Révolutions de Paris*, d'introduire, au sein même du récit de l'événement, un élément réflexif de première importance :

« Ces femmes dirent à l'Assemblée et aux gardes du corps qu'elles venaient demander du pain. Dans l'Assemblée, on leur répondit qu'on s'occupait d'un décret qui faciliterait la circulation intérieure des grains et des farines. Sur la place d'armes, on leur dit que si le roi recouvrait toute son autorité, le peuple ne manquerait jamais de pain. *Nos françaises, qui voulaient du pain, mais non pas au prix de la liberté*, ripostèrent par quelques injures à ces insinuations perfides ». ²

¹ *Moniteur*, tome 2, page 11.

² *Révolutions de Paris* du 3-11 octobre 1789.

La mise en relation entre la demande de pain et l'exigence de liberté instaure l'espace légitime où peuvent se déployer les représentations politiques du droit à l'existence. La coordination « du pain *et* la liberté », simplement implicite dans le cas présent, constitue en quelque sorte la matrice « linguistique » de cet espace. De plus, il est ainsi signifié que toute demande de pain hors l'horizon de la liberté est contre-révolutionnaire ¹.

Robespierre, quant à lui, s'appuie sur une telle légitimité pour réfuter, par un jeu discursif propre à la négation, la demande de loi martiale :

« Les députés de la Commune vous demandent du pain et des soldats, c'est à dire le peuple attroupé veut du pain ; donnez-nous des soldats pour immoler le peuple (...). Ils ont prévu que les émotions populaires seraient un moyen propre à vous demander des lois qui pourraient opprimer le peuple et la liberté. » ²

Au terme d'une année particulièrement mouvementée, les conditions politiques et linguistiques d'une représentation en permanence des droits du peuple ne sont pas réalisées. Aucune réflexion spécifique sur « la langue politique » n'a encore vu le jour. Aucun espace géographique ne concrétise l'effectivité des droits naturels proclamés. L'élite modérée, majoritaire à l'Assemblée, s'efforce de restreindre l'initiative politique. Mais déjà le mouvement patriotique a ses expressions propres. L'expressivité des lois de la nature a d'emblée occupé le champ politique.

¹ Voir notre étude, en collaboration avec Denise MALDIDIER, sur « Coordination et discours : "Du pain et X" à l'époque de la révolution française », *Linx*, Paris X-Nanterre, N° 10, 1984.

² Tome VI des *Œuvres complètes*, Paris, 1950 (Intervention à l'Assemblée Nationale du 21 octobre 1789).

CHAPITRE II

LA MISE À L'ORDRE DU JOUR DE LA LANGUE DE LA CONSTITUTION (1790-1791)

[Retour à la table des matières](#)

Le 14 décembre 1790, le *Mercure National* ouvre ses pages à « C.B., homme libre » pour une chronique « Sur l'influence des mots et le pouvoir de l'usage ». Après avoir rappelé que le langage a pour fonction essentielle d'exprimer la pensée et de la communiquer, le rédacteur de ce texte met la langue française en tant que langue politique à l'ordre du jour : « Les mots ne sont pas les choses, mais les expriment ; et la justesse des expressions rend celle des idées. La langue française doit éprouver en même temps que l'empire la révolution qui doit la régénérer : il est temps d'y songer » ¹. La vigueur de cette intervention politico-linguistique tient au parti-pris de son rédacteur en faveur de la syntaxe, de la grammaire contre l'usage :

« Malgré ses imperfections radicales, notre langue deviendrait bientôt la plus noble, la plus riche, et la plus expressive des langues vivantes, si nous voulions l'étudier, la purifier au feu de la liberté, et la rendre enfin digne d'un peuple roi. Par la seule syntaxe des langues nous pouvons juger de la vertu et des vices, de la liberté ou de l'esclavage des nations... Je propose donc à tous les bons citoyens, à tous les amis de la liberté et de l'égalité, et surtout aux sociétés des amis de la constitution et autres clubs patriotiques d'adopter le langage pur et simple de la nature... Si je parlais au roi, ou au président du corps législatif même, *je lui parlerai suivant les règles de notre grammaire, et non suivant l'usage* ». ²

¹ Il s'agit peut-être d'un texte d'Antoine TOURNON, auteur d'une *Grammaire des sans-culottes* dont il est longuement question dans le chapitre 4 de cet ouvrage.

² Nous avons publié et commenté, avec d'autres chercheurs, la chronique « sur l'influence des mots », dont ce texte est extrait, dans *Archives et documents* (SHEL), 1989.

Ainsi, la référence au droit naturel justifie le primat, dans l'ordre de la politique, de la langue sur le langage, de la grammaire sur l'usage. Les « Amis de la constitution », c'est à dire les Jacobins vont s'efforcer, tout au long de l'année 1791, d'inscrire la quête d'une langue politique « bien faite » dans l'espace des mots d'ordre. Il revient au « grammairien patriote » François-Urbain Domergue d'avoir traduit institutionnellement les initiatives linguistiques jacobines. Mais cette prise en charge, par le mouvement patriotique, de la question linguistique doit tenir compte des diverses stratégies mises en place par l'élite modérée : bien sûr, le classique « abus des mots », mais aussi « les tours de force » rhétoriques des « aristocrates » et la référence à l'usage des Lumières contre le langage patriotique. Il importe donc de décrire d'abord les « péripéties linguistiques » de l'année 1791, avant de montrer comment la matérialité même de la langue politique, ou langue de la constitution, est mise à l'ordre du jour.

A. L'élite modérée et la promotion d'une « linguistique du fait » : l'« abus des mots », le « bon sens » et l'« usage »

1. L'« abus des mots » : l'exemple du mot « aristocrates »

[Retour à la table des matières](#)

L'abus des mots est un thème fréquemment attesté tout au long du XVIII^e siècle ¹. La situation révolutionnaire confère une importance accrue au débat, déjà ancien, sur l'usage inconsideré des mots. Les patriotes prennent conscience d'un décalage croissant entre les mots et les choses, et, en bons condillaciens adeptes d'une « langue bien faite », veulent remédier à ce danger persistant. Les « disputes de mots » autour de la bonne définition des mots aristocrates/aristocratie et les clivages perceptibles au niveau de l'emploi de ces mêmes mots témoignent à la fois de la persistance du débat sur l'« abus des mots » et de son nécessaire dépassement.

L'auteur anonyme de *L'Abus des Mots* ², qui recense « les expressions dont on nous étourdit tous les jours », donne un statut particulier, par l'usage de très gros caractères, à l'entrée ARISTOCRATIE dans son petit lexique socio-politique. De fait, des contemporains de la révolution française au linguiste Ferdinand Brunot, un consensus semble se dégager autour de l'idée d'une utilisation massive et totalement anarchique des mots *aristocrate (s)/aristocratie* dès les débuts de la révolution française :

¹ Voir en particulier U. Ricken, « Réflexion du XVIII^e, sur l'abus des mots », *Mots*, N° 4.

² Archives Nationales, AD I 68.

« *Aristocrates* : point d'expression n'a été plus à la mode au commencement de notre révolution » ¹.

« *Aristocrate* : mot peu en usage dans notre langue, mais que la révolution a rendu propre à tout » ².

« *Aristocrate* : ce mot a fait grande fortune de nos jours, dit M. de Mounier, chacun l'applique à ce qu'il n'aime point » ³.

« Vous prononcez tous les jours le mot aristocrate et vous n'en connaissez pas la signification (...) Eh bien ! Apprenez-donc ce que c'est qu'une aristocratie (...). L'aristocratie est un gouvernement où le pouvoir est confié à un certain nombre de citoyens » ⁴.

« L'étymologie d'*aristocratie* ne comptait pas. Personne ne voulait admettre que le gouvernement ainsi désigné fut le gouvernement des meilleurs... Dès les premiers temps la Révolution, le mot *aristocrate* se répéta à tort et à travers » ⁵.

L'oubli de la signification étymologique du mot *aristocratie* explique-t-il si simplement son abus ? Les *Révolutions de Paris* précisent la spécificité majeure de ce mot, son lien indissoluble avec les événements révolutionnaires de l'année 1789 :

« Nous savons que le sens primaire de l'expression *aristocrates* veut dire gouvernement de plusieurs. Mais il a plu au peuple, qui a fait la révolution, d'y attacher une autre idée ; et le peuple est souverain comme tout le monde devrait le savoir » ⁶.

De fait chacun s'accorde avec son voisin pour reconnaître que le « nom d'*aristocrates* a produit plus d'effet qu'on n'attendait » ⁷. Les débats, les querelles autour de ce mot touchent à la question des limites de l'extension de sa signification. Patriotes et monarchistes, submergés par l'emploi populaire d'un mot peu usité auparavant, mettent en jeu dans leurs différends autour des mots *aristocrate* (*s*)/*aristocratie* leur conception même du langage révolutionnaire.

C'est aux pamphlets poissards de l'automne 1789 que nous devons l'entrée en matière (fictive) de l'aristocrate. Le hasard n'y est pour rien : jeux d'inversion, parades de mots, confusions savantes actualisent, autour du nom *aristocrate*, un événement majeur, l'émergence d'un langage de liberté avec la prise de la

¹ Mots révolutionnaires, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, Ms 735, document 84.

² *Nouveau Dictionnaire français* (1790), B.N.

³ *Extrait d'un dictionnaire inutile* (1790), B.N.

⁴ *La Bouche d'or de la société véridique*, Archives Nationales.

⁵ F. BRUNOT, *Histoire de la langue française*, Tome IX, 2^e partie, p. 646. A. Colin, 1967.

⁶ *Révolutions de Paris* N° 92, 9-16 avril 1791, page 9.

⁷ *Avis aux Français sur les clubs*, B.N.

Bastille ¹. Royalistes et patriotes se côtoient, chacun à leur façon, dans cette prise de conscience :

– *Janot et Dodinet*. Dialogue :

« Dodinet : est-ce de la Bastille, que tu reviens, ou de l'Amérique.

Janot : De la Bastille... pas si bête ! Qu'est ce que tous ces nouveaux mots ?... Démo...crate, Aris...to...crate. Je ne comprends pas ça. Comment qui t'ont ôté ton pain ? C'est ben mal, et je suis aussi *Aristocrate* de colère...

Dodinet : Je vais te répondre, mais dis-moi d'abord ; es-tu patriote, *aristocrate*, *patriote-aristocrate*, démocrate, ou démagogue ?

Janot : je n'entends pas tout ça. Mais je suis du parti où l'on n'est pas pendu » ².

– *Le Goûter de la Courtille*. Dialogue :

« Manon l'écailleuse : Dites-moi donc madame Saumon, vous qui voyez tous les jours des députés, qu'est ce qu'un *aristocrate* ? Expliquez-nous ce mot là, que je n'ai jamais entendu dire avant la prise de la Bastille. Que ça veut-il dire ? Je savons ben que c'est une sottise ; mais je voudrions bien comprendre au juste ce que ça signifie.

Madame Saumon : T'as ben raison, mon enfant, de dire que c'est une sottise, et une grosse encore. *Aristocrate*, c'est comme qui dirait ceux qui veulent avoir tout le profit sans avoir le mal... Ils prétendent avoir tout, les biens, les privilèges, les places, les honneurs, les dignités... » ³.

Ainsi, les mots *aristocrate* et *aristocratie* sont au cœur des affrontements politiques. Pour le patriote, l'aristocrate se définit par son attachement aux abus passés et présents. À l'inverse, les royalistes, tout en dénonçant l'incohérence de l'emploi « frénétique » de cette « espèce d'êtres indéfinis », les aristocrates, rappellent la positivité première de la signification de ces mots :

– *Ce que c'est que l'aristocratie* : l'*aristocratie* est un monstre qui n'est ni mâle, ni femelle, mais qui réunit les deux sexes ; il a les griffes d'une harpie, la langue d'une sangsue, l'âme d'un procureur, le cœur d'un financier (...) la voracité d'un vautour la lascivité d'un moine et la stupidité d'un district » ⁴.

¹ Nous renvoyons sur ce point aux recherches de H. J. LUSEBRINK et R. REICHARDT sur la Bastille, partiellement publiées dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (avril-juin 1983).

² B.N.

³ B.N.

⁴ *Étrennes à la vérité ou Almanach des Aristocrates* (1790), B.N.

– *Sermon de la résurrection de l'aristocratie* : « le propre de l'aristocratie est de remettre le pouvoir entre les mains d'un petit nombre d'hommes distingués par la naissance » ¹.

– *Avis à mes chers concitoyens* : « L'aristocratie est une souveraineté possédée en commun par les principaux d'une République » ².

– *Dictionnaire national et anecdotique* : « L'aristocratie est une forme de gouvernement où le pouvoir est entre les mains des nobles et des riches » ³.

– *Dictionnaire de la Constitution* : « Ce mot signifie Puissance des Grands » (entrée *aristocratie*) » ⁴.

La figuration monstrueuse de l'*aristocrate* correspond, dans le discours patriotique, à une volonté de donner aux mots *aristocrate(s)/aristocratie* une signification très étendue, de neutraliser leur sens étymologique afin d'en faire les principaux cris de ralliement dans la lutte quotidienne contre les ennemis des droits de l'homme ⁵. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir le journal patriotique le plus lu et le plus diffusé à Paris, et surtout dans les départements, les *Annales patriotiques et littéraires*. Tout au long de l'année 1790, une rubrique spéciale, rédigée généralement par le jacobin Carra, montre l'extrême diversité des « manœuvres combinées de l'aristocratie ». Carra dévoile à ses lecteurs les personnes qui inclinent à l'aristocratie, désignant par là même les divers fronts où le mouvement révolutionnaire tente de s'imposer. Toutes les espèces d'aristocratie sont ainsi représentées : « L'aristocratie financière (25 mars 1790), l'*aristocratie militaire* (15 avril), l'*aristocratie franco-belge* (5 juin), l'*aristocratie sacerdotale* (15 juillet) etc... ». Parmi les « manœuvres sans fin de l'aristocratie », Carra décèle une nouvelle stratégie, la distribution par « les aristocrates en consommation » d'un élixir « sous l'étiquette : le sens commun » (Élixir aristocratique, 18 janvier 1790). Cet « élixir » fait fureur, nous le verrons, en 1791. Dans l'immédiat, revenons à Carra qui répond aux premières tentatives de modifier le sens « patriotique » du mot *aristocrates* par un anagramme :

« Iscariote est l'anagramme d'*Aristocrates* ; on sait que c'était le surnom du traître Judas qui livra Jésus-Christ aux Juifs parce qu'Iscariote était sa pairie (Mathieu, chapitre 10, V, 4) » ⁶.

¹ *Petit Carême de l'abbé Maury* N° 10, B.N.

² *Avis à mes chers citoyens sur les querelles d'allemand*, 1790, B.N.

³ 1790, B.N.

⁴ Et d'ajouter : « C'est le nom d'un gouvernement où l'autorité est exercé par une seule classe d'hommes, à l'exclusion de tous les autres citoyens », B.N., 1791.

⁵ C'est bien sûr la valeur de cri de ralliement du mot *aristocrate* que les royalistes contestent. Cf. par exemple le *Dictionnaire national et anecdotique* : « Aristocrate –... C'est le haro qui ordonne, qui oblige, qui force tout bon français à courir sus, à s'emparer de l'individu quelconque taxé ou prévenu d'*aristocratie* » (B.N.).

⁶ *Annales patriotiques et littéraires* du 15 janvier 1790, p. 4.

Les royalistes se prennent au jeu. Après avoir ironisé sur les « beaux esprits » qui s'évertuent à répandre l'anagramme d'aristocrates, ils proposent une solution autrement avantageuse pour l'aristocrate, dont ils se sentent si proches :

« Si les anagrammes, qui ne sont que de purs amusements, pouvaient entrer dans une dissertation sérieuse, on ferait remarquer que dans le mot *aristocrate* on trouve tout à la fois aristote et socrate (...) On trouve aussi dans le mot aristocratie, sire, roi. Dans cette rencontre fortuite, il n'y a rien pour les aristocrates que d'honorable »¹.

Un tel jeu sur les anagrammes n'est pas sans risque. La barre, difficilement maintenue, entre signifiant et signifié est ici totalement abolie. Toutes sortes de déplacement deviennent possibles. F. Brunot avait ainsi noté les facéties suivantes : « aristocrâne, aristocroc, aristocruche, arixtocraque »². Nous pouvons ajouter à cette liste ouverte : « Amistocrates, arisiocrate, aristocrtte... »³. Et nous ne parlerons pas de tous les « bougres d'animaux qui riment en crates »⁴.

Concluons cette présentation de la querelle sur l'insignifiance des mots *aristocrates/aristocratie* par la réponse énergique de Loustalot à tous les détracteurs de ces mots, enfants de la révolution :

« Le mot *Aristocrate* n'a pas moins contribué à la Révolution que la cocarde. Sa signification est aujourd'hui très étendue : il s'applique à tous ceux qui vivent d'abus, qui regrettent les abus, ou qui veulent créer de nouveaux abus. Les aristocrates ont cherché à nous persuader que ce mot était devenu insignifiant. Nous n'avons pas donné dans le piège »⁵.

En effet, nous constatons, tout au long de l'année 1791, l'emploi de ces mots par les Jacobins et les Cordeliers dans un sens toujours plus étendu.

Le Père Duchesne du cordelier Hébert se baptise « la terreur des aristocrates » et ne cesse de jurer contre « les jean-foutres d'aristocrates qui organisent des projets pour la destruction de la plus belle constitution »⁶. L'aristocrate se définit essentiellement par son refus de prendre en compte la Constitution, c'est à dire les droits de l'homme et du citoyen. Définissant l'aristocratie comme « l'empire de la puissance exercée par un petit nombre sur un grand nombre », les Cordeliers distinguent « l'aristocratie des personnes » et « l'aristocratie des lieux »⁷. La

¹ *Nouveau Dictionnaire français*, entrée Anagramme, 1790, B.N.

² *Histoire de la langue française*, tome X, II, partie, p. 114, A. Colin.

³ *L'Marignier d' la guernouillère*, Archives nationales et *Le Père Duchêne bougrement en colère de ce qu'on la fait joyeux*, s.d., B. N.

⁴ *Le Père Duchêne chez M. de Montmorin*, s.d., B.N.

⁵ *Révolutions de Paris*, XVIII, 7-14 novembre 1789.

⁶ N° 13 du 19 janvier 1791 (reprint Edhis, 1969).

⁷ Intervention à la séance du club des Cordeliers du 22 mars 1791, *Le Creuset* de Rutledge.

destruction totale de l'aristocratie est devenue la condition première d'une conservation pleine et entière des droits :

« Déjà l'opinion se propage et gagne beaucoup : *les aristocrates de toutes les classes* baissent pavillon et se tiennent coi ; encore une crise et toute cette race maudite sera pulvérisée » ¹.

Mais il revient au jacobin Robespierre d'avoir signifié, le premier avec une clarté sans pareil, la nature profonde de l'*aristocratie*. Nous sommes le 20 avril 1791 au club des Cordeliers, Robespierre monte à la tribune pour lire son discours à l'Assemblée nationale « sur la nécessité de révoquer les décrets qui attachent l'exercice des droits du citoyen à la contribution de marc d'argent ». Ce discours, il l'a déjà lu à la tribune de l'Assemblée. Mais sa présence, fait quasi-unique, à la tribune du club des Cordeliers a, dans le cas présent, une signification bien particulière. Robespierre déclare la guerre ouverte entre le peuple et l'aristocrate, l'égalité et l'*aristocratie*. La violation manifeste des droits de l'homme par le décret du marc d'argent permet de mettre en évidence la signification ultime de cette guerre, la lutte entre la majorité des citoyens et les riches :

« La nation est-elle souveraine quand le plus grand nombre des individus qui la composent est dépouillé des droits politiques qui constituent la souveraineté ? (...) Que serait donc votre déclaration des droits si ces décrets pouvaient subsister ? une vaine formule. Que serait la nation ? esclave (...) *Que serait votre constitution ? une véritable aristocratie*. Car l'aristocratie est l'état où une portion des citoyens est souveraine et le reste sujets. Et quelle aristocratie ! la plus insupportable de toutes : celle des riches » ².

En dernière instance, l'*aristocrate* est bien l'ennemi principal de la constitution, des droits de l'homme. La preuve en est son art consommé de « gouverner les hommes par les mots » contre la « nature des choses », le droit naturel déclaré ³. Face à une telle déclaration solennelle des droits sacrés du peuple, monarchistes et modérés, unis dans un même combat en faveur d'un renforcement du pouvoir exécutif, prennent conscience de l'insuffisance du débat sur l'« abus des mots » et ont recours, de façon massive, au langage de la vérité du fait d'expérience, au « bon sens », y compris sous sa forme burlesque, contre les « abstractions » du droit naturel.

¹ *Journal des séances du club des Cordeliers*, N° IX, le masque arraché, p. 38.

² Nous étudions le discours de Robespierre sur le marc d'argent, dont ce texte est extrait, un peu plus loin dans ce chapitre.

³ À ce titre, la figure de l'aristocrate est antithétique de la figure du citoyen qui incarne le droit naturel déclaré. Voir dans le chapitre 4 le développement relatif à la figure du citoyen chez Tournon.

2. Les « tours de force » des « amis du bon sens » : le genre burlesque au service de l'énoncé du fait

[Retour à la table des matières](#)

Au moment où les « aristocrates » décident de quitter leurs espaces habituels, les salons, les cabinets de lecture et le Palais-Royal pour aller s'égayer dans les faubourgs populaires, des pamphlets « pseudo-populaires », en particulier de « faux Père Duchêne », inondent les rues et les maisons de Paris : « les jours passés (nous sommes au début de mars 1791), on a distribué de (très nombreux) pamphlets extraordinaires contre les jacobins, sans compter les faux Marat, les faux Orateur, les faux Père Duchêne... aucun de ces pamphlets ne sont signés, on les distribue gratis, on les jette dans les maisons à quiconque veut en recevoir, les passans ne sont pas même oubliés »¹. À la recherche d'une ample diffusion de leurs idées, les monarchistes, sensibles à l'insuffisance du simple rappel de la signification primitive des mots à l'encontre du vocabulaire des patriotes, vont promouvoir la vérité du fait d'expérience par le biais de la fiction burlesque.

Nous avons trouvé dans le fonds des imprimés de la Collection Rondonneau, aux Archives Nationales, une curieuse pièce imprimée en 1791 et intitulée *Le greffe patriotique de la société des amis du bon sens*. Il s'agit d'un de ces multiples pamphlets fictionnels diffusés par les monarchistes dans le but de dénoncer « le pouvoir illégitime des clubs ». Il y est question d'une société qui n'a rien de commun avec « les clubs que la liberté et les droits de l'homme ont enfanté depuis la révolution »². En 1752, cette société ne comportait pas moins de 1 518 membres ! Mais, avec la prise de la Bastille en 1789, de nombreux membres « s'enivrent », cherchent des « vérités neuves » et quittent donc une société qui n'admet que des discours sans emphase, sans figures, centrés sur la vérité et la raison « naturelles ». En cette année 1791, les membres encore présents décident de régénérer la société en instaurant un nouveau règlement. Désormais chacun a le droit de « planer au-dessus de l'atmosphère pour voir s'il n'y a pas dans cette région quelque vérité politique qui soit inconnue sur la terre... pourvu qu'en revenant de là ils n'en rapportent ni l'esprit dogmatique, ni l'esprit de système ». Il est précisé que les membres des amis du bon sens pourront adopter l'attitude oratoire suivante :

« La société admettra dans ses assemblées tous les déclamateurs qui s'y présenteront, mais sous la condition expresse que leurs phrases emphatiques, leurs locutions nouvelles, leurs exclamations, leurs exagérations outrées, leurs mouvements extatiques, leurs longues énumérations, en un mot tous *leurs tours de force de quelque genre qu'ils soient*, ne pourront servir à masquer aux yeux de la

¹ Lettre de Collard négociant, *Mercure Universel* du 14 mars 1791.

² Archives Nationales, AD I 65.

société, l'erreur, l'absurdité ou le mensonge, pour les introduire furtivement dans son sein » ¹.

Un journal monarchien *Le crieur de bon sens*, diffusé dans les rues de Paris pendant les premiers mois de 1791, dénonce la multitude « des prédicateurs, des harangueurs insensés, mais fanatiques et grossiers (qui) s'érigent dans les rues en précepteurs du peuple » ². Un autre pamphlet fictionnel intitulé significativement *Tirez le rideau. La farce est jouée* ³ demande que le bon sens reprenne ses droits contre l'abus des mots :

« Raisonçons nous-mêmes bien sensément, bien paisiblement ; combattons les systèmes ; concourons à ramener tout doucement l'opinion, *et que nos dissertations soient surtout un véritable appel au bon sens ; c'est ce que nous avons de mieux à faire* ».

Voilà nos aristocrates partis en croisade au nom du bon sens. Il n'est plus question de s'en tenir, au niveau des formes rhétoriques, à la bienséance. Les adversaires des Jacobins montent sur les tréteaux des boulevards, dialoguent avec les grands personnages de la parade du théâtre de foire et s'efforcent d'imiter, au plan langagier, les tours de force des saltimbanques. Bien sûr, il ne s'agit pas de prêcher la parole « incendiaire » comme sont censés le faire les Jacobins, mais de faire parader le bon sens devant le peuple badaud. La promotion d'une figuration pseudo-populaire ne suppose ici aucune forme nouvelle de représentation, de médiation ⁴.

Soucieux maintenant de prendre le « costume populaire » et d'agir de façon populaire ⁵, les monarchistes rencontrent tout particulièrement une figure fameuse dans les faubourgs parisiens, le Père Duchêne marchand de fourneaux :

« Je passais devant une tabagie ; j'aperçus le Père Duchêne qui, dans son grossier langage, ne manque pas de sens et dit souvent d'excellentes choses. J'entrai, je demandai un pot de bière... » ⁶.

Le premier contact entre le Père Duchêne et « un aristocrate » est certes rude. Les injures de notre marchand de fourneaux contre la « sacrée fournée des aristocrates » déroutent son interlocuteur qui se plaint d'avoir « la mémoire à

¹ *Id.*, p. 8.

² B.N. Anonyme.

³ B.N. Anonyme.

⁴ Cette initiative vers le peuple, hors de tout contenu révolutionnaire, a pour corollaire une réception passive de la part du lecteur. Voir la différence avec une réception active, sur le même registre, dans le chapitre 6 à propos du *Père Duchesne* d'Hébert.

⁵ Il est à noter que ce nouveau déguisement fait fureur pendant la période du carnaval, manifestation interdite par la Commune de Paris. Voir sur ce point A. DE BAECQUE et J. GUILHAUMOU, « Le dernier carnaval », *Le Monde de la Révolution Française*, N° 2, février 1989, p. 12.

⁶ *Grandes réflexions du Père Duchesne*, B.N.

l'envers avec ses raisons sans raison ». Cependant le Père Duchêne n'est pas totalement indifférent aux « foutus raisons des aristocrates » ¹. Un dialogue « plein de bon sens » fait œuvre de fiction :

« *Père Duchêne* : Raisonçons, car parfois le Père Duchêne raisonne, et quand il se met à raisonner, il raisonne tout aussi bien qu'un autre.

L'aristocrate : Ah ça, Père Duchêne, votre bile doit être bien épanchée, il y a assez longtemps que je vous laisse aller tous vos jurons à part que ne mènent à rien ; j'ai cru apercevoir dans vos discours que vous étiez de bonne foi. Réellement vous croyez donc que ce sont les aristocrates qui ont fait enlever ces prétendues tonnes chargées d'or et d'argent ².

Père Duchêne : qui diable pourrait-il être si ce n'était les aristocrates.

L'aristocrate : Eh ! Père Duchêne, sous le nom d'aristocrates qu'entendez-vous ?

Père Duchêne : J'entends les b... de calotins, et nos ci-devant gentilhommes.

L'aristocrate : Père Duchêne, vos notions ne sont pas très justes.

Père Duchêne : Je sais bien f... bien, mais vous allez me dire que ce sont les aristocrates qui dominent je le sais f... bien. Ah oui ! c'est vrai.

L'aristocrate : Père Duchêne, vous voilà revenu aux principes, vous avez raison d'après cette définition, croyez-vous que ce soit les calotins et les gentilhommes qui sont les aristocrates, sont-ils actuellement dominants ; ce nom ne conviendrait-il pas mieux aux jacobins ? » ³.

Quel tour de force ! Un simple procédé rhétorique, le syllogisme, permet d'affirmer l'équivalence aristocrates/jacobins. Le Père Duchêne, brave homme plein de bon sens, se doit, dans de telles circonstances verbales, de changer de jurons. S'il voit toujours « plus d'aristocrates que de tuyaux de poêles », il s'écrie désormais « sacrés mille millions d'*aristocrates aristocrates*, d'*aristocrates patriotes* » ⁴. Le recours à l'inversion burlesque déstabilise le langage patriotique. C'est toujours à propos d'un fait controversé, imputé par le peuple à la duplicité des

¹ En général l'interlocuteur du Père Duchêne a l'initiative du raisonnement dans le dialogue. Mais il arrive que l'inversion burlesque fonctionne aussi à ce niveau : ainsi le Père Duchêne s'adressant à « l'homme libre », à celui qui « paraissait pouvoir mieux penser » s'écrie « Vous êtes fou et j'espère et désire que le bon sens vous revienne » !!! (*La fureur du Père Duchêne sur les jeux et les tripots du Palais-Royal*, B.N.)

² Les Jacobins dénoncent, à la mi-février 1791, les « migrations » répétées d'or et d'argent. Le peuple de Paris s'en émeut et entrave la circulation de ces marchandises d'un genre bien particulier.

³ *La grande colère du Père Duchêne sur l'argent arrêté hier dans la rue Saint-Martin ou Dialogue entre le Père Duchêne et un aristocrate*, B.N.

⁴ *Le Père Duchêne aux braves gardes nationales*, B.N.

aristocrates (par exemple la distribution de pain à un prix très bas par le club monarchique) que les Jacobins deviennent des « gueux d'aristocrates ». Si les monarchistes usent et abusent de la figure du Père Duchêne porteur du bon sens populaire, c'est qu'ils peuvent ainsi dessaisir le lecteur, et surtout le peuple badaud qui les écoute, de leur esprit critique au profit d'une illusion référentielle conforme aux stéréotypes dominants sur le populaire. Bien sûr la narration duchénienne est perçue comme fictive, mais l'illusion populaire qu'elle produit, possède l'évidence de la véracité du bon sens ¹. Une telle « linguistique du fait » a son équivalent dans le registre sérieux.

3. Stratégies d'usage des mots en politique

[Retour à la table des matières](#)

a) Duquesnoy et l'Ami des patriotes : l'expérience des mots au service du conservatisme social et politique

R. Barny a montré l'importance des nombreuses notes sur la signification des mots dans *L'Ami des patriotes* ². Duquesnoy, son rédacteur, prend de plus en plus fait et cause, tout au long de l'année 1791, en faveur d'un pouvoir royal fort. Cette prise de position n'est pas sans conséquences sur le problème des rapports des mots aux choses. Bien sûr, nous retrouvons dans les notes linguistiques de ce journal le leitmotiv des hommes des Lumières sur « l'abus des mots » :

« Il est fâcheux d'être sans cesse obligé d'expliquer les termes dont on se sert ; mais dans un moment de révolution, où les idées sont mal affirmées, tous les partis abusent des mots pour tromper les hommes simples et crédules » ³.

Sensibilisé au problème de la nouveauté lexicale (« En introduisant chez un peuple des idées nouvelles, des usages nouveaux, on est forcé d'y introduire des mots nouveaux »), Duquesnoy est obligé de reconnaître l'échec des députés à l'Assemblée dans le domaine de la définition des mots. C'est pourquoi il endosse le rôle d'un « bon définisseur des termes dont l'usage nous est devenu familier » ⁴. Dans une note sur la signification de « deux choses très différentes : les troubles et les mouvements populaires » et que, selon lui, trop de gens confondent, il précise sa conception de la signification vraie des mots dans les termes suivants :

¹ Voir le dernier chapitre de cet ouvrage.

² Dans sa thèse sur *Rousseau et la révolution...*, *op. cit.* et dans « Les mots et les choses chez les hommes de la révolution française », *La Pensée*, N° 202, décembre 1978

³ *L'Ami des patriotes* N° XVII du 19 mars 1791.

⁴ *L'Ami des patriotes* du 6 août 1791.

« L'expérience nous fera distinguer deux choses qui ne se ressemblent en rien ; ce n'est pas par des lois qu'on peut établir cette différence, c'est, si je puis le dire ainsi, par *l'usage* » ¹.

Il est clair que la langue des légistes, le langage de la loi est reconnu inefficace dans le champ politico-linguistique ². Seule « l'expérience », c'est-à-dire la mise à l'épreuve des mots au sein de l'historicité des Lumières, constitue un critère pertinent dans la quête nécessaire de la dénomination des choses. Ainsi s'impose, dans le registre sérieux, ce que nous avons déjà appelé une linguistique du fait. Duquesnoy en précise les caractéristiques : elle dénomme les « objets de la liberté », les éléments empiriques de « la liberté en mouvement » ; la « vraie signification des termes » résulte des expériences de l'opinion éclairée au sein du mouvement des Lumières, dont la révolution est à la fois la continuité et le résultat.

Nous sommes là devant un conservatisme politico-linguistique associé à un refus de prendre en compte l'événement révolutionnaire en tant que rupture dans le champ des idéologies. Les nombreuses remarques de Duquesnoy sur l'emploi des mots « mouvements populaires », « troubles », « révoltes », etc. illustrent une volonté de naturaliser le sens des mots au sein même de l'espace politique ³.

L'Ami des patriotes oppose « l'insurrection nécessaire contre un mauvais gouvernement », « acte légitime » contre un système de gouvernement que la raison des Lumières a dénoncé pendant de nombreuses années d'une part, et « les troubles » contre « l'action des lois », subversifs de l'ordre social nouveau, « ouvrage de quelques hommes égarés » d'autre part. Duquesnoy distingue donc « l'insurrection nécessaire de 1788-1789 » œuvre de « la collection entière de la nation » et la journée du 5 octobre 1789, action de « brigands soudoyés » ⁴.

Dans une telle perspective, le « peuple » est à la fois une entité juridico-politique et la résultante des divers usages publics du raisonnement tout au long du XVIII^e siècle : « Il faut du temps au peuple pour former son opinion, il lui faut des Lumières » ⁵. Partisan de l'usage, Duquesnoy est représentatif, dans le registre sérieux, du courant conservateur qui dénonce la pseudo-évidence des principes du droit naturel au nom de la raison des faits. Nous pouvons affirmer que l'entreprise

¹ *L'Ami des patriotes* du 26 mars 1791.

² La « langue juridique » mise en place par les juristes de l'Assemblée, tout particulièrement au cours de l'année 1790, manque d'efficacité hors de l'enceinte de l'assemblée. Les avatars du « langage de la loi » dans les situations punitives en témoignent. Sur le fonctionnement de cette « langue » qui tente de naturaliser le social, nous renvoyons à l'exemple de Merlin de Douai étudié par R. ROBIN dans « Fief et seigneurie dans le droit et l'idéologie juridique du XVIII^e siècle », *Annales historiques de la révolution française*, N° 4, 1971.

³ Duquesnoy confère à la distinction insurrection-révolte le rôle d'exemple lexical majeur dans ses annotations linguistiques. C'est le cas dans la première note linguistique (N° I) et dans des notes des N° VIII, XVII et XVIII.

⁴ Voir en particulier *L'Ami des patriotes* du 15 janvier 1791.

⁵ *L'Ami des patriotes* du 26 mars 1791.

burlesque que nous avons décrite antérieurement est l'une des composantes les plus curieuses de ce courant.

Le langage de la loi, nous le savons ¹, a pour base la naturalisation du social. *La linguistique du fait* se situe d'emblée sur le terrain de la politique : elle limite la signification des mots politiques par le recours au bon sens, à l'exposition de la raison des faits. Par là même, elle peut s'actualiser, comme nous venons de le voir, par une gamme de stratégies discursives très diverses. Le rédacteur du *Spectateur National* formule de façon particulièrement claire ce parti pris conservateur en faveur de l'empiricité des mots :

« Le temps n'est-il pas arrivé (...) de montrer la nudité des raisonnements captieux des démagogues, les paralogismes sans nombre de leur éloquence, et les écarts d'imagination que leur esprit de système a pris pour des notions-principes (...). Il faut en convenir *opinion publique, humanité et ses droits, vérité justice, liberté, esprit public, patriotisme*, voilà de très grands mots (...) qui, employés à propos, peuvent avoir une sorte de vertu magique (...). Mais quelqu'un s'est-il donné la peine de les bien définir. A-t-on eu le soin d'en développer le sens, je ne dirai pas dans toute son étendue mais dans ce qu'un parti ordinaire peut y apercevoir d'essentiel S'est-on proposé, en un mot, de n'embrasser que des réalités et de proscrire sévèrement ces êtres de raison qui peuvent éblouir un instant, mais qui s'évanouissent toujours avec l'idéal gratuit dont ils se composent » ².

Les patriotes ne restent pas sans réaction devant cette offensive politico-linguistique des modérés et des monarchistes. Certes ils dénoncent aussi l'abus des mots, mais les solutions qu'ils préconisent instaurent une véritable conscience linguistique, réponse appropriée aux prétentions de la « linguistique du fait ».

*b) Prudhomme et les Révolutions de Paris :
un mot d'ordre, changer de paradigme*

Dans une de ses premières livraisons de l'année 1791, le journal de Prudhomme attire l'attention de ses lecteurs sur la « signification primitive du mot républicain » (= « le véritable ami de la chose publique ») et note à ce propos : « Dans ce temps de confusion, il faut tout expliquer » ³. L'origine de cette confusion tient certes à « l'abus des mots », mais aussi et surtout à la pratique de l'imitation, source d'une perte d'énergie, de la dégénérescence du langage ⁴. L'imitation burlesque, la plus dangereuse, éloigne de la nature par l'effet qu'elle produit, la dislocation du corps des citoyens :

¹ Voir la note 5, page précédente.

² *Le Spectateur National* du 13 septembre 1791.

³ Numéro du 22-29 janvier 1791.

⁴ Les raisons de ce refus de l'imitation, propre aux Jacobins, restent à préciser.

« Le peuple, surtout le peuple-esclave, est imitateur, copiste de ces misérables saltimbanques, il répétait dans les foyers les sauts périlleux et les poses contre nature, qu'il allait étudier dans les spectacles ; de là, quantité de dislocation de membres... » ¹.

Dislocation de membres, dislocation de mots : voilà le résultat des gesticulations verbales, des tours de force rhétoriques que les monarchistes proposent au peuple-badaud dans les rues de Paris. On peut encore « filer la métaphore » : le but poursuivi par les « aristocrates » n'est-il pas de « disloquer » le club des Jacobins, d'en disperser les « membres » ! Sur ce point, la mise en garde des *Révolutions de Paris* est claire : « Gardez-vous de l'esprit d'imitation, car c'est le chemin qu'ont choisi et que choisiront les ambitieux pour vous maîtriser et pour ruiner votre liberté ».

Tout en dénonçant l'attitude politico-linguistique des adversaires de la constitution qui ont recours à l'imitation et à la synonymie ², les *Révolutions de Paris* élaborent une stratégie d'usage des mots en politique : le changement de paradigme, la détermination de séries analogiques sur la base d'un terme propre à rendre compte de la conjoncture. L'exemple du mot *militaire* vient à point nommé pour préciser ce que recouvre concrètement cette nouvelle stratégie. C'est à l'examen de la question de l'organisation de la garde nationale que Loustalot constate que « le mot *militaire* n'a plus son acception naturelle », « son sens général », c'est à dire « tout ce qui a rapport aux armes ». Les ambitieux en abusent dangereusement. La preuve en est la fusillade du Champ-de-Mars : n'est-ce pas sous la dénomination de « frères d'armes » que les « habits bleus » ont tiré sur le peuple ³ ! Les *Révolutions de Paris* dénoncent le piège linguistique caché derrière ce mot et ses synonymes :

« Ne vous laissez pas prendre à ces mots de *fraternité*, de *frères d'armes*, de *fédération militaire*, d'*union*, d'*enfants d'une même famille*. Tous ces mots sont pris dans le dictionnaire des charlatans ambitieux, tout cela est vrai et appréciable dans un sens, mais faux et impolitique dans le fond. Vous n'êtes point des militaires, vous êtes des *propriétaires armés*, vous n'êtes point des soldats... vous êtes des *citoyens armés*. Observez bien ces différences » ⁴.

Une telle stratégie linguistique est strictement conforme à la conception condillacienne de la « langue bien faite » : « l'analogie, qui n'échappe jamais, conduit sensiblement d'expression en expression. L'usage n'a ici aucune autorité » ⁵. Le refus de l'usage en tant que législateur de la langue et la recherche du « terme propre » associé aux premiers principes naturels aboutissent à la

¹ *Révolutions de Paris* N° 109 du 6-9 août 1791.

² Sur la question de la synonymie, voir l'article de Brigitte SCHLIEBEN-LANGE.

³ *Révolutions de Paris* N° 107, août 1791.

⁴ C'est nous qui soulignons.

⁵ Voir l'introduction à *La langue des calculs*. Nous précisons l'importance de la figure condillacienne de l'analogie au début de la seconde partie.

formation d'une série de paradigmes constitutifs du savoir révolutionnaire. Dans le cas présent, les *Révolutions de Paris* réfutent les usages abusifs du mot *militaire* et promotionnent un paradigme d'expressions autour de l'adjectivation *armé*. Il revient à Robespierre d'avoir exposé clairement le terme propre de ce paradigme, et les principes qui lui sont liés :

« Quel est le véritable objet des gardes nationales ? Des voix se sont élevées du sein de cette assemblée pour appeler les gardes nationales : et la *nation* s'est présentée pour ainsi dire toute *armée* (...) Elle a pris les armes pour *conquérir la liberté*, elle les conserve pour *la défendre* » ¹.

Fondamentalement, l'enjeu de cette stratégie discursive, qui s'inspire de la conception sensualiste du langage, est la définition du mot *peuple*. Robespierre en est conscient lorsqu'il s'exclame, toujours à propos des gardes nationales :

« Je réclame moi-même contre toute manière de parler qui prend le mot de *peuple* dans une acceptation limitée (...) J'entends par *peuple* la généralité des individus qui composent la société, et si je me suis un moment servi de cette expression dans un sens moins étendu, c'est que je croyais avoir besoin parler le langage de ceux que j'avais à combattre. » ².

c) Robespierre et le décret sur le marc d'argent de la manière de déterminer le nom de peuple

Le fameux discours de Robespierre « Sur la nécessité de révoquer les décrets qui attachent l'exercice des droits du citoyen à la contribution du marc d'argent, ou d'un nombre déterminé de journées d'ouvriers » marque un tournant dans la réflexion sur la langue politique. Au terme d'une interrogation sur le sens du mot *peuple*, une approche linguistique nouvelle du discours politique est mise en place. Dans un premier temps, Robespierre raisonne exclusivement sur les choses. Il rappelle, d'emblée, la question centrale posée par le débat sur le marc d'argent, la nécessaire fidélité du législateur à ses principes :

« Pourquoi sommes-nous rassemblés dans ce temple des lois ? Sans doute pour rendre à la nation française l'exercice des droits imprescriptibles qui appartiennent à tous les hommes (...) Vous avez décidé qu'il fallait déclarer solennellement ces droits sacrés » ³.

De nouveau, nous trouvons au fondement de la révolution le droit naturel déclaré. C'est à ce titre que Robespierre lit aux députés certains articles de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Pourquoi s'étonner que le décret sur le marc d'argent apparaisse, dans cette optique, « anticonstitutionnel et antisocial » ! Il ne peut avoir qu'une conséquence funeste : faire de la constitution

¹ Intervention du 27 avril 1791 à l'Assemblée Nationale.

² *Id.*

³ *Œuvres complètes*, P.U.F., tome VII p. 161.

un instrument au service de « l'aristocratie des riches ». Mais Robespierre n'a encore rien dit. Nous sommes toujours au niveau de l'exorde qui vise à capter l'attention de l'auditoire. Le véritable acte énonciatif réside dans l'interrogation, au-delà de la chose elle-même, sur le rapport entre les mots et les choses. Avec la quête de la « propriété » des mots contre l'abus des mots, la vérité s'investit dans un acte de langage : nommer le peuple. En décrivant, tout au long de son discours, le sens véritable du mot *peuple*, Robespierre exhibe, dans le même temps, une méthode de détermination des mots dans l'horizon du droit naturel.

Et tout d'abord, il faut dénoncer l'obstacle majeur à l'établissement de la « propriété des mots », « l'abus des mots » :

« Comptant sur la facilité avec laquelle on gouverne les hommes par les mots, ils ont essayé de nous donner le change en publiant, par l'expression nouvelle de citoyen passif, la violation la plus manifeste des droits de l'homme (...). Je ne cesserai de réclamer contre cette locution insidieuse et barbare qui souillera à la fois notre code et notre langue. » ¹.

Soucieux d'établir l'adéquation entre le mot *peuple* et le principe du droit naturel déclaré, Robespierre s'inspire « de la manière de déterminer les idées ou leurs noms » dont parle Condillac dans *l'Essai sur l'origine des connaissances humaines* ². « Il faudrait se mettre d'abord dans des circonstances sensibles afin de faire des signes pour exprimer les premières idées » écrit ce philosophe ³. Or nous savons, qu'en 1791, les circonstances sont exceptionnelles :

L'éternelle providence vous a appelés ; seuls depuis l'origine du monde à rétablir, sur la terre, l'empire de la justice et de la liberté, au sein des plus vives lumières qui aient jamais éclairé la raison publique, au milieu des circonstances presque miraculeuses qu'elle s'est plu à rassembler pour vous assurer le pouvoir de rendre à l'homme son bonheur, ses vertus et sa dignité primaire » ⁴.

Il ne s'agit donc pas de simples circonstances, aussi révolutionnaires soient-elles, mais de l'apparition d'une finalité humaine inédite, l'établissement du règne de l'humanité libre. C'est dans un tel contexte que le principe du droit naturel se traduit concrètement à travers la signification du mot *peuple*.

Au nom des « premiers principes des droits des gens » proclamés par le législateur, et dans les circonstances présentes, Robespierre met en évidence la qualité essentielle du peuple : la possession du droit à la vie, à l'existence, à la subsistance. Il commente, non sans quelque ironie en direction des riches, cette qualité exceptionnelle dans les termes suivants :

¹ *Id.*, p. 162.

² Seconde partie – section seconde – chapitre II.

³ *Id.*, réédition de 1973, Galilée, p. 272.

⁴ ROBESPIERRE, *Œuvres complètes*, tome VII p. 163.

« Tout cela s'appelle rien peut-être pour le luxe et pour l'opulence, mais c'est quelque chose pour l'humanité : c'est une propriété sacrée, aussi sacrée sans doute que les brillants domaines de la recherche » ¹.

Un second abus des mots prend immédiatement forme :

« Par un étrange abus des mots, ils ont restreint à certains objets l'idée générale de propriété ; ils se sont seuls appelés propriétaires ; ils ont prétendu que les propriétaires seuls étaient dignes du nom de citoyen ; ils ont nommé l'intérêt particulier l'intérêt général, et pour assurer le succès de cette prétention, ils se sont emparés de toute la puissance sociale » ².

L'acte de définir les qualités du peuple indique l'ennemi principal de la société, le riche ; il exhibe le rapport entre la puissance des mots et la puissance sociale et transfère au peuple l'art de gouverner les hommes par les mots. Au départ de la conscience linguistique, qui manifeste l'adéquation nécessaire entre la langue et la constitution, une nouvelle attitude stratégique et réflexive relative à l'usage des mots en politique est mise en place par Robespierre.

S'adressant aux partisans du marc d'argent et à ceux qui les soutiennent, les riches, ce dirigeant jacobin montre l'enjeu stratégique des désignants associés au mot *peuple* et situe ainsi la correction linguistique introduite par une approche plus précise des propriétés, dans l'horizon du droit naturel déclaré, du lien social constitutif de la révolution :

« Ah cessez, cessez de profaner ce nom touchant et sacré de peuple (...). Vous avez trouvé simple de dégrader la plus grande partie du genre humain, par les mots de *canaille*, de *populace* ; vous qui avez révélé au monde qu'il existait des gens sans naissance, comme si tous les hommes qui vivent n'étaient pas nés ; des *gens de rien* qui étaient des hommes de mérite, et *d'honnêtes gens*, des *gens comme il faut* qui étaient les plus vils et les plus corrompus de tous les hommes » ³.

Désormais, le peuple devient le référent majeur de l'expression du droit. Contre les riches qui défendent leur intérêt particulier, l'usage de ce mot désigne l'intérêt général. La langue politique devient plus explicite ⁴ :

« Jusqu'ici je me suis prêté au langage de ceux qui semblent vouloir désigner par le mot peuple une classe d'hommes séparée, à laquelle ils attachent une certaine idée d'infériorité et de mépris. Il est temps de s'exprimer avec plus de précision » ⁵.

¹ *Id.*, p. 164.

² *Id.*, p. 165.

³ *Id.*, p. 166.

⁴ Le terme de peuple, nous le verrons, est au centre de la formation de la « langue du peuple ».

⁵ ROBESPIERRE, *op. cit.*, p. 167.

Le discours de Robespierre sur le marc d'argent constitue un moment décisif dans le développement de la conscience linguistique des révolutionnaires. En première approche, nous constatons qu'il énonce la position centrale du mot *peuple* dans la langue du droit ¹. Mais il est aussi, nous le verrons ², le point d'ancrage de ce que nous appelons l'économie linguistique. S'inscrivant dans une perspective condillacienne ³, Robespierre met en évidence le rapport d'analogie fondateur du consensus qui s'instaure autour de la langue politique, le rapport du peuple à ses conditions de vie, à son droit à l'existence ⁴. Il décrit ainsi la manière de déterminer les mots dans l'horizon du droit naturel. C'est là sans doute l'une des raisons majeures du succès étonnant de son discours ⁵. Le changement de paradigme, préconisé par les *Révolutions de Paris*, ne peut se faire sans la juste mesure du lien des mots aux choses, c'est à dire au droit naturel déclaré.

À la « linguistique du fait » préconisée par les modérés et les monarchistes, les Jacobins opposent une langue politique qui, au plus loin de toute abstraction, s'appuie sur les représentations du peuple en acte, l'universelle singularité des expériences révolutionnaires ⁶.

Le temps est venu pour les « grammairiens patriotes » d'inscrire la question de la langue (politique) dans l'idéologie jacobine ⁷.

¹ Nous sommes ainsi au terme de la formation de la langue du droit.

² Voir la seconde partie de cet ouvrage.

³ Nous ne pouvons qu'insister une nouvelle fois sur l'importance de l'héritage condillacien sur lequel nous reviendrons.

⁴ Ainsi le premier rapport d'analogie, propre à la langue politique, est le rapport du peuple à lui-même, à ses propres droits. Mais cette primauté est simplement régulatrice. Nous verrons, en étudiant l'économie linguistique, la grande diversité des situations de discours où se déploie un rapport d'analogie entre la langue et la politique.

⁵ En particulier, ce discours est diffusé par le club des Cordeliers.

⁶ C'est pourquoi il importe de considérer le discours de Robespierre sur le marc d'argent comme l'une des réponses les plus élaborées à l'abus des mots poussé à son extrême tel que le pratiquent les royalistes et dont nous avons déjà parlé.

⁷ À vrai dire, la prise de conscience du problème de la langue, en 1791, constitue une des données fondatrices du savoir politique jacobin.

B. L'initiative linguistique des Jacobins : le « grammairien patriote » F. U. Domergue à la recherche de la langue d'un peuple libre

[Retour à la table des matières](#)

Depuis 1789, le principe de liberté, qui actualise, par les possibilités qu'il ouvre et les limites qu'il pose, le droit naturel déclaré, est le plus souvent exprimé à travers des concepts, des emblèmes, des symboles. Face aux tentatives démultipliées des modérés et des monarchistes en vue de « rayer le mot liberté de notre langue »¹, il convient enfin de représenter les droits en permanence dans l'horizon de la liberté par des idées à la fois concrètes et générales. Nous savons que, dans l'épistémè du XVIII^e siècle, le langage a charge « d'appliquer les idées générales aux choses » à partir de l'analyse des idées concrètes². L'élaboration d'une langue bien faite au sens condillacien, d'une langue à l'écoute de la raison est, nous l'avons vu, le seul moyen dont dispose l'homme libre pour promouvoir une représentation objective et universelle des droits, de la liberté en acte. La langue, instrument d'analyse, présente et communique les idées dans leur multiplicité, traduit le savoir observable dans l'ordre de la rationalité. Elle est aux antipodes du langage des évidences, du bon sens populaire mis en avant par les monarchistes et dont le potentiel émotif est d'autant plus marqué qu'il élude totalement l'analyse rationnelle des idées.

Il revient au « grammairien patriote » François-Urbain Domergue d'avoir, le premier, traduit la matérialisation de la langue dans l'espace de la représentation politique par un mot d'ordre : « Il faut élever notre langue à la hauteur de notre constitution ». Cette première réflexion systématique sur la langue française en révolution instaure les conditions de possibilité d'une représentation des droits en permanence. Des institutions spécifiquement politico-linguistiques, le *Journal de la langue française* et la Société délibérante des amateurs de la langue française, mettent à l'ordre du jour, au sein de l'espace politique, la constance de la raison linguistique, et par là même construisent les bases théoriques du savoir politique jacobin³.

¹ Cette formule est de Robespierre.

² Cf. S. AUROUX, *La sémiotique des Encyclopédistes*, Payot, 1979.

³ Les travaux les plus complets sur Urbain Domergue sont les suivants : Winfried BUSSE, *F. U. Domergue (1745-1810). Die Rolle Domergues in der externen Geschichte des französischen Sprache*, Habilschrift, Universität Stuttgart, 1981. Françoise DOUGNAC, *F. U. Domergue, le Journal de la langue française et la néologie lexicale (1784-1795)*, Thèse de 3^e cycle, Paris III, 1981.

1) Le *Journal de la Langue Française* : rendre intelligible la langue de la liberté (janvier-juin 1791)

[Retour à la table des matières](#)

François-Urbain Domergue est d'origine provençale¹. La révolution le surprend à Lyon en pleine réflexion sur un projet de réforme de l'Académie française. Il décide de venir s'installer à Paris où il entame une « carrière » politique par la reprise de la publication de son périodique, le *Journal de la langue française*². Nous sommes le 1^{er} janvier 1791. On peut s'étonner que Domergue s'engage dans une telle entreprise de presse au moment où pullulent les journaux. Ses raisons devaient être impératives. Il s'en explique dès l'ouverture du premier numéro de la nouvelle série du Journal de la langue française :

« Deux circonstances bien favorables marquent ma rentrée dans la carrière. Paris, temple des lumières et du goût, ainsi que du patriotisme, va désormais devenir mon séjour et nous sommes sous le règne de la liberté, mère des grandes pensées, de la liberté qui doit *élever notre langue à la hauteur de notre constitution*³.

Domergue fait preuve d'un certain courage en s'engageant, à sa façon, dans la lutte politique pendant une conjoncture particulièrement tendue : la plupart des députés ecclésiastiques refusent de prêter serment à la constitution civile du clergé, les rumeurs sur la fuite du roi entretiennent la confusion ; le club monarchique, récemment créé pour faire pièce à la société des amis de la constitution, distribue du pain aux parisiens à un prix modique dans le souci de se constituer une clientèle populaire. Par ailleurs, nous savons que le milieu parisien des hommes de lettres et des grammairiens est très modéré en ces premières années de la Révolution française. De fait Domergue s'inscrit dans le courant républicain, dont les Provençaux constituent l'avant-garde⁴. Les attaches provençales de notre « grammairien patriote » jouent un rôle décisif dans sa prise de position au côté des Jacobins.

Hormis la clientèle spécialisée qui s'intéresse au système grammatical de Domergue, à qui s'adresse le *Journal de la langue française* ? Ce journal se compose de deux rubriques : l'une, la plus importante, sur la *langue exacte* où se discutent les bases du système grammatical, l'autre sur la *langue ornée* qui s'efforce de mettre en place « une rhétorique et une poétique raisonnée ». Laissons notre grammairien préciser les objectifs de la seconde rubrique :

¹ Il est né à Aubagne dans les Bouches-du-Rhône.

² Ce journal a été l'objet d'un reprint aux éditions Slaktine.

³ Cité par F. Dougnac, *op. cit.*, p. 99.

⁴ Voir à la fin de la première partie de cet ouvrage notre description du « missionnaire patriote » provençal.

« Mon dessein est de tenter, pour les ouvrages de goût, ce que j'ai exécuté pour la pureté de la langue ; je donnerai, dans cette seconde partie de mon journal, une *rhétorique* et une *poétique* raisonnée, comme, dans la première, j'ai donné une grammaire fondée sur la logique. La langue exacte est d'une utilité reconnue par tout le monde, sans exception (...). La langue ornée va devenir très utile à toutes les institutions publiques, à tous les jeunes gens que le nouvel ordre des choses destine à porter la parole dans les assemblées civiques » ¹.

Dans la tâche qu'il s'est donnée d'« élever la langue française à la hauteur d'un peuple libre », Domergue attache une importance particulière à l'instruction oratoire des porte-parole de la révolution. Il s'adresse tout particulièrement aux orateurs des nombreuses sociétés patriotiques qui commencent à se multiplier sur le territoire français. Il leur rappelle que « la liberté littéraire », c'est à dire la possibilité de « fabriquer des mots ou des rapports nouveaux », a des limites comme la liberté civile. « Il n'y a pas de véritable éloquence sans *la propriété des mots*, comme il n'y a pas de bonne peinture sans la correction du dessin » ². Bien sûr, notre « grammairien patriote » entend ainsi en finir avec l'abus des mots. Mais il s'agit plus fondamentalement de rapporter l'art oratoire à « la nature des choses ». Ainsi est mise en avant, dans le processus même de constitution du français national, la finalité de la révolution, la conquête et la conservation de la liberté. C'est dans cette optique qu'il faut interpréter l'initiative de Domergue d'introduire, dans son journal, un *Précis des opérations de l'Assemblée Nationale* rédigé par M. Sabarot, homme de loi. Le mot d'ordre d'« élever notre langue française à la hauteur de notre constitution », qui rappelle la nécessaire détermination de la langue politique par le droit naturel déclaré, s'enrichit d'une dimension essentielle, l'acquisition de connaissances « linguistiques » par l'exercice de la raison politique :

« Nous expliquerons d'une manière claire tout ce qui nous paraîtra n'être pas à la portée de tous dans les débats à l'Assemblée, en définissant les mots nouveaux dont les idées nouvelles ont rendu l'adoption nécessaire, enfin en *rendant intelligible pour tout le monde la langue de la liberté* » ³.

Constitution, liberté, intelligibilité : tels sont les emblèmes de la langue des droits que notre grammairien s'efforce de mettre à l'ordre du jour. Mais un simple journal ne peut suffire à la tâche. Les « disputes de mots » de l'été 1791 et l'urgence d'une situation permettent à Domergue de mener à bien un projet plus ambitieux d'établissement à Paris d'une société des amis de la constitution « consacrée à la régénération de la langue ».

¹ *Journal de la langue française*, 1791, p. 134.

² *Id.*, p. 26.

³ Cité par F. Dougnac, *op. cit.*, p. 101.

2) Le contexte politico-linguistique de l'été 1791

a) Quelques points de repère

[Retour à la table des matières](#)

Une simple chronologie précise le climat linguistique de l'été 1791 et situe l'opportunité de la seconde initiative de Domergue :

– 21 juin : arrestation à Varennes du roi en fuite. Une dispute de mots éclate à l'Assemblée et dans la presse sur la dénomination exacte de l'acte du roi.

– 3 juillet : au moment même où Condorcet et d'autres Jacobins font paraître le N° 1 du journal *Le Républicain*, Brissot offre, dans *Le Patriote français*, un prix de 300 livres à celui qui définira au mieux les rapports entre les mots *républicain* et *citoyen libre*. Un débat complexe s'instaure, au sein du mouvement patriotique, sur la signification et l'opportunité du mot *république*.

– 15 juillet : les Cordeliers font signer une pétition qui réclame la république à la place de la monarchie.

– 17 juillet : massacre du Champ-de-Mars.

– 24 juillet : une nouvelle dispute de mots autour de *charte* et *constitution* occupe le devant de la scène politique.

– 30 juillet : les *Révolutions de Paris* mettent en garde leurs lecteurs sur un nouveau « piège linguistique » : faire vieillir les mots *constitution*, *aristocrates* et *patriotes* au profit des mots *charte*, *modérés* et *factieux*. Le même jour, Domergue publie dans le *Journal de la langue française*, le prospectus relatif à la Société des amateurs de la langue française.

– 20 août : Brissot publie, dans *Le Patriote français*, un extrait du prospectus de Domergue.

Des Jacobins notoires viennent d'adhérer ou vont adhérer à la *Société des amateurs de la langue française* : Mercier le 1^{er} août, Condorcet le 13 août, l'abbé Noël le 20 août, Anthoine le 3 septembre, Brissot le 10 septembre, Carra le 17 septembre, etc.

– 1^{er} octobre : mis en disponibilité par l'expiration de son mandat de député, Robespierre adhère à la *Société des amateurs de la langue française*.

b) L'initiative linguistique, enjeu des « disputes de mots »

Les historiens ont souligné la poussée spectaculaire des idées démocratiques au lendemain de la fuite du roi et, dans le même temps, le souci de la bourgeoisie, momentanément décontenancée, de reprendre en main les rênes du pouvoir¹. Les heurts entre modérés et démocrates se multiplient pour culminer avec le massacre du Champ-de-Mars. Robespierre, analysant après coup des événements de l'été 1791, en imputera la responsabilité à un mauvais usage du mot *république* :

« (Robespierre s'adresse aux « brissotins ») Vous fîtes tout à coup retentir le mot de *république* ; Condorcet publie un traité sur la *république* (...). Brissot répand un journal intitulé *Le Républicain* (...). Le seul mot de *république* jeta la division parmi les patriotes, donna aux ennemis de la liberté le prétexte qu'ils cherchaient (...). C'est par ce mot qu'ils égarèrent la majorité de l'assemblée constituante ; c'est ce mot qui fut le signal du carnage des citoyens paisibles et la révolution recula »².

Quel a été l'enjeu des « disputes de mots » en cet été 1791 pour qu'elles laissent une telle trace dans la mémoire robespierriste ?

– *Le départ du roi : fuite ou enlèvement ?*

L'*Argus patriote* du 26 juin attire l'attention de ses lecteurs sur le fait suivant :

« Il s'est élevé une dispute de mots dans plusieurs gazettes, sur le nom qu'on devait donner au départ du roi ; on a également varié dans l'assemblée nationale sur la dénomination de ce départ et l'on a proposé de substituer le mot *enlèvement* à celui d'évasion ».

La réplique des Jacobins est immédiate et marque, par son ton, une prise de conscience de l'urgence des problèmes linguistiques :

« On a d'abord appelé (je ne sais si c'est par politesse ou par politique) la fuite de Louis XVI un enlèvement ! Mais c'est bien lui-même qui s'enlevait avec sa propre famille. L'expression d'enlèvement était donc fausse, mensongère, indigne de l'auguste franchise qui caractérise le langage des hommes libres »³.

Le même journaliste indique, deux jours plus tard, l'enjeu réel de cette dispute de mots :

« Jusqu'au moment de sa *fuite*, de son *évasion*, de sa *désertion* (voilà les mots propres), la nation avait été autorisée à croire qu'il acceptait la constitution sous tous ses rapports. La nation s'était trompée »⁴.

¹ En particulier Michel VOVELLE, *La chute de la monarchie (1787-1792)*, Paris 1974, p. 164.

² *Le Défenseur de la Constitution*, N° 1.

³ *Annales patriotiques et littéraires* du 24 juin 1791.

⁴ *Annales patriotiques et littéraires* du 26 juin 1791.

Pour les modérés, il s'agissait de camoufler la rupture de fait du contrat constitutionnel entre le roi et les citoyens.

– *Charte ou constitution ?*

Après le massacre du Champ-de-mars, et la répression qui s'ensuit, les modérés se mettent en quête de « dénominations nouvelles ». Ils s'attaquent au nom même de constitution réputé non conforme à son contenu. La *Chronique de Paris* et l'*Argus Patriote* se moquent des « habiles conseillers » du roi qui, par de nouveaux tours de force, en viennent à faire des « erreurs de nom » ¹.

Les *Révolutions de Paris* prennent cet « événement linguistique » très au sérieux, l'intègrent dans une offensive systématique des modérés en vue de faire vieillir le langage patriotique :

« Citoyens, ne vous apercevez-vous pas déjà qu'on cherche à faire vieillir le mot *constitution* pour le remplacer par celui de *charte*. Toute l'histoire attestera cette observation : les mots plutôt que les choses mènent les hommes. Il y a une grande différence entre ces deux termes (...). Tout pouvoir émane du peuple, voilà notre *constitution*, les Anglais reconnaissent tenir leurs franchises de leur gracieux souverain, voilà leur *charte* (...) Citoyens ! Cette remarque grammaticale est beaucoup plus importante qu'on affecte devant vous de le croire. Ne vous dessaisissez pas du terme *constitution* » ².

– *Le mot d'ordre des modérés : substituer les mots.*

Les *Révolutions de Paris*, une fois encore, désignent les méandres et le point d'aboutissement de l'entreprise modérée de déstabilisation du langage patriotique :

« Citoyens ! Il faut que nous vous fassions remarquer un piège qu'on vous tend depuis quelque mois et qui déjà, n'a que trop bien réussi. Il consiste à substituer au mot vieilli d'*aristocrates* celui de *modérés*, et à la qualification de *patriotes*, celles de *factieux*, de *séditieux*, d'*incendiaires*, et quelquefois même de *brigands*. Au moyen de ce vocabulaire nouveau, on est venu à bout de semer la défiance entre nos frères (...) de là une confusion horrible (...). Cette manœuvre atroce est poussée à un point de perfection tel que... » ³.

Dans l'âpre lutte que l'élite modérée mène contre « les qualifications absurdes d'*aristocrate* ou de *démocrate* », c'est la dénomination du groupe modéré, au-delà de sa réalité corporatiste, qui est en cause. Après avoir promu une « linguistique du fait », aussi bien dans le genre sérieux que dans le genre burlesque, les modérés tentent de substituer au langage patriotique leur propre dénomination ! Le jeu n'est

¹ Dans leurs livraisons du 24 juillet 1791.

² *Révolutions de Paris* N° 108 du 30 juillet-6 août 1791.

³ *Id.*

pas sans risque. À vouloir jongler avec les mots sans filet, on risque de s'exclure de la nature des choses, et par là même de perdre l'initiative linguistique. Mais dans l'immédiat, la stratégie des modérés en ajoute à la confusion régnante. Le débat autour du mot *république*, dans la première quinzaine de juillet, s'en ressent.

c) *Les Jacobins aux prises avec le mot de république*

Un journal d'obédience monarchiste, *Le gardien de la constitution*, qui s'évertue à vilipender les « républicomanes enragés », publie, le 8 décembre 1791, un texte intitulé « De la République ». Il décrit les enjeux, du temps de la fuite du roi, autour du mot de *république* dans les termes suivants :

« Au mois de juin dernier, le mot *république* retentit dans toute la France. MM Condorcet, Brissot et certains journalistes, leurs échos essayèrent alors de prouver que le temps d'anéantir la monarchie, même constitutionnelle était venu (...). Mais l'Assemblée constituante ne se laissa pas entraîner dans cette occasion par des idées aussi chimériques que dangereuses ; et elle rendit des décrets qui, en confondant le républicanisme, furent applaudis par toute la France » ¹.

Gérard Maintenant a étudié le cheminement du terme de *république*, ses enjeux, pendant la période 1789-1792 ². Il montre plus particulièrement comment se concrétise, dans les discours, l'explosion des sentiments républicains consécutive à la fuite du roi. Le club des Cordeliers fut le premier à exiger, sans succès, de l'Assemblée nationale une proclamation en faveur de la république. Par ailleurs, *La Bouche de Fer*, journal du Cercle social, constatant le mépris du peuple de Paris pour le roi revenu de Varennes, énonce, le 26 juin, le jugement suivant : « Voilà enfin un plébiscite, la république est sanctionnée ».

Au début du mois de juillet, les partisans de la république, Condorcet à leur tête, publient un journal intitulé *Le Républicain* ou le défenseur du gouvernement représentatif par une société de républicains. Thomas Payne affirme dans le N° 1 : « Je suis bien aise qu'on se soit décidé à donner à l'ouvrage en question le titre du Républicain. Ce mot exprime parfaitement l'idée que nous devrions avoir du gouvernement en général : Res-publica, les affaires publiques d'une nation ». Le 6 juillet, Sieyès, dans le *Moniteur*, répond à ce citoyen américain : « J'espère prouver non que la monarchie est préférable dans telle ou telle position, mais que dans toutes les hypothèses, on y est plus libre que dans la république ». Thomas Payne se défend en précisant l'ampleur de sa pensée : « Les déclarations des droits de France et d'Amérique ne sont qu'une seule et même chose en principes et presque en expressions ; et c'est là le républicanisme que j'entreprends de défendre contre ce qu'on appelle monarchie et aristocratie » ³.

¹ *Le gardien de la constitution*, N° 4, p. 48.

² Dans le second fascicule du *Dictionnaire des usages sociopolitiques du français sous la révolution (1770-1815)*, Klincksieck, 1987.

³ Textes cités par G. MAINTENANT, *id.*

Il revient au jacobin Brissot d'avoir porté le débat sur le terrain de la définition des mots. Ce journaliste propose un prix de 300 livres, déposé à l'imprimerie du *Patriote Français*, à celui qui résoudra la question suivante : *républicain* et *citoyen libre* ne sont-ils pas « deux choses inséparables » ? Il s'agit donc de fixer avec exactitude « les caractères politiques et moraux qui distinguent le *citoyen libre* du *républicain* ». Pour éviter tout malentendu, Brissot précise qu'il entend par républicain « un homme attaché aux droits de l'homme, base de la constitution française ». Beaulieu, rédacteur du *Législateur Français*, fait connaître l'initiative de Brissot, mais s'inquiète de l'absence, dans le libellé de la question mise à prix, d'une définition du gouvernement républicain. Brissot répond à son confrère en insistant sur le fait qu'« il n'est pas nécessaire de dire ce qu'on entend par gouvernement républicain, mais ce qu'on entend par républicain »¹. Il propose ainsi la promotion, au-delà du mot de citoyen, d'un nouveau désignant adéquat, d'après lui, aux circonstances présentes. À vrai dire, ce dirigeant jacobin est quelque peu isolé au sein même de la société des amis de la liberté et de l'égalité. Les Jacobins sont très réservés sur la question de la république. Réal, s'il reconnaît que le mot de république constitue « le pain des forts », conclut cependant son intervention le 3 juillet par un refus d'aborder, dans l'immédiat la question de république².

La confrontation des interventions de Brissot et de Robespierre, au club des Jacobins, permet de situer l'enjeu linguistique du débat³ :

– « La seule question qui nous divise en apparence se réduit à ceci : le chef du pouvoir exécutif a trahi ses serments ; il a perdu la confiance de la nation. Ne doit-on pas, si on le rétablit ou si on le remplace par un enfant, les entourer d'un conseil électif (...). Les patriotes disent oui ; ceux qui veulent disposer ou d'un roi méprisé ou de son faible successeur, disent non et crient au républicanisme, afin qu'on ne crie pas contre eux à la liste civile Voilà la clef de cette accusation de républicanisme » ;

– « J'observerai d'abord que pour beaucoup d'individus les mots de république et de monarchie sont entièrement vides de sens. Le mot république ne signifie aucune forme particulière de gouvernement : il appartient à tout gouvernement d'hommes libres, qui ont une patrie (...). Qu'est ce que la constitution française actuelle ? C'est une république avec un monarque. Elle n'est donc point monarchie, ni république, elle est l'une et l'autre ».

¹ *Le Patriote français* du 3 juillet 1791 et du 8 juillet de la même année, *Le Législateur français* du 4 juillet 1791.

² « Le mot de *république* soulève les fiers jacobins. C'est le pain des forts, c'est cette nourriture dont parle Rousseau, d'un suc qui demande pour sa digestion des estomacs qui ne sont pas les nôtres (...). Ajournons donc la question de la république, et aujourd'hui discutons la question dans l'hypothèse de la monarchie » (*Journal des débats et de la correspondance de la société des amis de la constitution*).

³ Interventions citées par G. MAINTENANT, *op. cit.*

Brissot s'efforce de sauvegarder le pouvoir énonciatif des mots de république et de républicain. Robespierre, quant à lui, mesure ces mots à l'aune de la constitution. Le débat linguistique est ouvert. Il reste à créer un nouvel espace où ce débat pourra être mené à bien ¹

3. La formation de la Société des amateurs de la langue française : constituer un dictionnaire de la langue politique (août-novembre 1791)

[Retour à la table des matières](#)

Le climat politico-linguistique que nous venons de décrire était propice à l'éclosion d'une initiative linguistique de portée institutionnelle. Le 16 juillet 1791, Urbain Domergue répond à l'un des correspondants du *Journal de la langue française* qui réclame une réforme des abus de dénomination :

« Il n'y a qu'une *convention nationale des amateurs de la langue* qui puisse réformer les grands abus qui déshonorent l'idiome français et cette convention qui élèverait notre langue à la hauteur de notre constitution n'est pas impossible » ².

Notre « grammairien patriote » réitère le mot d'ordre d'inscription de la langue politique dans l'horizon de la constitution ; mais – c'est là le point nouveau – il envisage une solution institutionnelle, et non simplement individuelle (un bon définisseur de termes) au combat contre « l'abus des mots ».

Une dizaine de jours plus tard, Domergue publie, dans son journal, le prospectus d'annonce de la création de la Société des amateurs de la langue française. D'emblée, il précise son objectif institutionnel :

« Tandis que des milliers de sociétés se sont formées dans toutes les parties de l'empire, pour le maintien de la constitution, j'ai conçu le projet d'en établir une consacrée à la régénération de la langue (...). Que de lumières vont jaillir de ces débats littéraires ! (...) Nous verrons éclore une langue bien constituée, sans maigreur et sans enflure. Notre littérature était une aristocratie oppressive et décourageante (...). Abolissons les ordres, fondons la *république des lettres*, et que dans notre société des amateurs de la langue, tous soient égaux en droits : l'homme, la femme, l'académicien, le simple littérateur ; l'habitant de la capitale, celui des départements, le correspondant français, le correspondant étranger » ³.

¹ Brissot, comme Robespierre, adhèrent à la Société des amateurs de la langue française dont il est maintenant question.

² *Journal de la langue française* du 16 juillet 1791.

³ F. DOUGNAC, *F. U. Domergue.... op. cit.*, texte du prospectus reproduit pages 112 et 113.

Cette société aura pour finalité de préparer « une assemblée législative de la langue » avec le consentement des représentants du peuple. Elle contribuera ainsi à ériger un « monument national » dédié à la régénération des langues des peuples libres, « un dictionnaire vraiment philosophique de notre idiome ». Domergue précise ce projet digne d'une nation d'hommes libres dans son discours d'ouverture de la première séance de la société, le 5 novembre 1791 :

« Des diverses erreurs qui font le malheur de l'homme, la plus funeste peut-être est l'abus des mots, qui nous trompe sur les choses. Persuadé que sans une langue bien faite, il n'est point d'idées saines, et que sans idées saines, il n'est point de bonheur, j'ai conçu le projet de vous rassembler, pour travailler tous de concert au perfectionnement de notre idiome (...). Pour bien asseoir le monument national que nous voulons élever, nous devons d'abord nous assurer des bases. Le lexique, qui est la science des dictionnaires, nous les fait connaître. Elle exige impérieusement qu'un dictionnaire vraiment philosophique présente, à chaque mot, une classification juste, une étymologie saine, une prosodie exacte, une étymologie lumineuse, une définition logique, des exemples propres aux différentes acceptions » ¹.

Nous retrouvons le principe condillacien de la « langue bien faite ». Il s'agit ici d'instaurer la langue politique comme instrument privilégié de représentation du droit naturel réalisé, de l'État de droit. À la date d'ouverture de la Société des amateurs de la langue française, Domergue peut compter sur l'adhésion de près de 150 « littérateurs ». Nous connaissons la profession des membres de cette société et il est possible de préciser l'horizon politique des plus connus ². L'écho du projet de Domergue dans les milieux spécialisés (professeurs, hommes de lettres, journalistes, historiens, grammairiens etc) et cultivés (médecins, hommes de loi, législateurs etc) est sans surprise. Mais la présence d'un nombre important de Jacobins (20 % ? – parmi les plus connus : Condorcet, Anthoine, Brissot, Carra, Robespierre, Cloots, Mercier, Collot d'Herbois) d'une part, l'absence remarquable de journalistes et législateurs modérés connus pour leurs préoccupations linguistiques (par exemple Duquesnoy) d'autre part, prouvent l'engagement de Domergue au côté des élites progressistes de la période de l'assemblée constituante. L'existence d'un tel type de société des amis de la constitution traduit, au plan institutionnel, la prise de conscience de l'élite jacobine dans le domaine linguistique ³.

La *constance de la raison linguistique*, inscrite au programme jacobin par les grammairiens patriotes, en particulier Domergue, constitue le principe de base, le pré-supposé de toute représentation politique « heureuse » dans l'espace de la conquête et de la conservation des droits. L'existence d'une langue politique « bien

¹ *Id.*, p. 125.

² *Id.*

³ Le trajet de la langue du droit à « la langue du peuple », que nous nous efforçons de décrire, ne pouvait faire l'économie d'une telle conscience linguistique.

faite » tend à dissiper les illusions issues de l'abus des mots ; elle permet une communication claire de nos pensées, une égale répartition de « la faculté linguistique »¹. Elle est la condition de possibilité du sens commun révolutionnaire dans la mesure où la matérialité de la langue traduit en permanence l'universel subjectif. L'idée rationnelle de langage est au fondement du savoir politique jacobin.

La langue de la liberté ou langue de la constitution, totalité construite à tous les niveaux de l'État de droit, est l'instrument qui manifeste le savoir commun des hommes en révolution. L'exigence d'une rationalité linguistique, la volonté d'assurer l'efficacité de la langue nationale et la détermination d'une nomenclature logique des mots constituent les conditions de possibilité du sens commun défini, dans les termes de Kant, comme « une faculté de juger qui dans sa réflexion tient compte... du mode de représentation de tout autre homme, afin de rattacher pour ainsi dire son jugement à la raison humaine tout entière »². La volonté jacobine de transformation sociale, d'agir d'après des fins s'articule sur l'idée rationnelle d'une langue structurée, au plus près de la grammaire, du dictionnaire. Le girondin Mercier se moquera de ce « vain dictionnaire », du « chaos épouvantable » de la grammaire, de cette « langue grossière » empruntée à Locke³. Il n'en reste pas moins qu'à la veille d'une année féconde en événements remarquables, l'année 1792, les révolutionnaires disposent d'une réflexion sur la langue (politique) française qui inaugure la matérialisation des droits, l'effectivité de la langue de la constitution dans l'espace national. Quand les « missionnaires patriotes » envoyés par les sociétés populaires dans les villes, les bourgs et les villages pour affermir l'esprit public, constatent que « la constitution marche bien » à tel endroit, ils signifient l'effectivité de la présence de la langue (politique) des droits.

¹ C'est une expression du philosophe allemand Fichte dans son étude datée de 1795 : « La faculté linguistique et l'origine du langage ».

² *Critique de la faculté de juger*, traduction française, Vrin, p. 127.

³ L.S. MERCIER, *Dictionnaire d'un polygraphe* (recueil de textes), 10/18, p. 230.

CHAPITRE III

LA FORMATION DU SAVOIR POLITIQUE JACOBIN : DU LANGAGE EN ACTE DES PORTE-PAROLE À LA « LA LANGUE DU PEUPLE » DES LÉGISLATEURS (1792)

Préliminaire : la lettre de la loi

[Retour à la table des matières](#)

À la séance du club des Jacobins du 5 mars 1792, une longue discussion est ouverte par l'annonce de la marche des Marseillais sur Arles et Avignon. Le célèbre Barbaroux, député des Provençaux, défend les Marseillais en invoquant le salut public :

« On dira que les Marseillais ont violé la loi, et moi, je dis qu'ils ont sauvé le peuple, et s'il faut que pour tous je sois la victime de la loi, qu'on me frappe » ¹.

Robespierre intervient à son tour pour désambiguïser la notion de loi, opposée à celle de salut public, telle que l'emploie le futur girondin Barbaroux :

« Les amis de la liberté se trouvent souvent embarrassés entre la lettre de la loi et le salut de la constitution, et le salut de la loi elle-même (...). Moi, messieurs, c'est la loi, fondement de notre liberté, ce sont les principes de la révolution, c'est la loi suprême, le salut public que j'invoque » ².

Il ne s'agit donc pas de définir le salut public par référence à l'illégalité, même nécessaire. Les mécanismes de « la lettre de la loi », que Robespierre a constamment dénoncés à l'Assemblée constituante, fonctionnent contre la loi fondamentale, les principes du droit naturel.

¹ *Journal des débats et de la correspondance des Jacobins*, N° 155, p. 2.

² *Id.*, p. 3.

Régine Robin a étudié les mécanismes du langage de la loi à propos du discours de Merlin de Douai sur la « suppression » de la féodalité prononcé à l'Assemblée le 8 février 1790 ¹. Ce discours très rhétorique, au référentiel juridique très dense s'articule autour d'une phrase-pivot, « le régime féodal est détruit », souvent présente dans la linéarité du texte sous la forme d'un syntagme nominalisé à valeur de présupposé (« La destruction du régime féodal »). D'autres propositions introduisent un clivage entre le positif et le négatif à l'intérieur de l'idée de féodalité. On peut ainsi construire deux classes d'équivalence :

- 1) Le droit féodal (X) est issu d'un contrat de fief.
Le droit de triage (Y) est issu de la féodalité véritable.
La substitution de la tenure à la censive (Z) est issue d'un
traité qui s'accorde avec la justice et le droit de propriété.
X, Y, Z est conservé.
- 2) Les droits personnels (A) ne sont pas issus d'un contrat d'inféodation.
Les banalités personnelles (B) ne sont pas issues de droits
équivalents à des fonds
le triage (aspect personnel) (C) n'est pas issu d'une convention libre
A, B, C est aboli.

Merlin de Douai justifie le maintien de la féodalité véritable dans les termes suivants :

« Parce que les contrats faits légitimement entre particuliers sont sacrés pour les législateurs comme pour les juges ; et que dépouiller un citoyen du droit qui lui est acquis par une convention passée avec des particuliers capables de lui transmettre, serait de la part du Corps législatif un attentat contre le droit naturel » ².

Régine Robin commente en insistant sur l'équivoque fondamentale de la position de Merlin de Douai : la référence au droit naturel équivaut à la reconnaissance du droit sacré de propriété, à la mise hors de l'espace politique du fondement même de la société civile. D'une part la notion de contrat est ici prise dans son sens strictement juridique de convention particulière, d'autre part l'émancipation du joug féodal conserve les fondements de la société inégalitaire d'ancien régime, la propriété devenue « naturelle » de la féodalité véritable.

Ainsi le discours législatif mis en œuvre par les constituants et prorogé par la majorité des députés de l'assemblée législative, est construit sur une série d'évidences, de significations référentielles qui, une fois promulguées, ne relèvent plus de l'initiative politique. Ce discours se légitime à partir de ses propres actes tout en situant sa vérité dans un extérieur « sacré » qui n'est autre que son

¹ « Fief et seigneurie dans le droit et l'idéologie juridique à la fin du XVIII^e siècle », *Annales historiques de la Révolution française*, N° 4, 1971.

² Cité dans l'article de R. ROBIN, *id.*

présupposé. Il fonde sa vérité sur l'illusion d'une extériorité inviolable. L'espace de la politique est écarté des principes du droit naturel ; il se réduit à l'existence d'un gouvernement, simple régulateur de la société bourgeoise.

On comprend l'hostilité foncière des Jacobins à l'encontre de la conception classique du contrat. Tout l'effort des révolutionnaires tend à faire coïncider le droit et l'action. C'est seulement par des actions exprimant la conquête et la conservation de la liberté que la relation de droit entre les citoyens d'une même communauté peut s'établir. En déclarant les droits de l'homme et du citoyen, la révolution crée une manière d'agir conforme à la raison naturelle.

Face aux carences du pouvoir exécutif qui s'en tient à la lettre de lois bien souvent contraires aux droits constitutionnels, les Jacobins mettent à l'ordre du jour la langue de la constitution, seule véritable langue politique nous l'avons vu. Sous quelles modalités cette langue, attachée au salut de la constitution, est-elle représentée dans un espace déterminé, puis exprimée dans une totalité significative ? Au terme de l'année 1792, le trajet qui nous mène de la parole heureuse des « missionnaires patriotes » jacobins, porte-parole du langage populaire en acte, à la rhétorique légitime des législateurs montagnards, a mis en place le savoir politique jacobin.

A. Le porte-parole et la représentation des droits : l'exemple des « missionnaires patriotes » provençaux

[Retour à la table des matières](#)

Pendant les premiers mois de l'année 1792, les Jacobins doivent faire face aux trahisons manifestes du pouvoir exécutif, c'est à dire du roi et de ses ministres. C'est alors que l'attitude des Jacobins provençaux apparaît exemplaire : ils s'emparent, avec l'aide des « citoyens armés » de la garde nationale, des villes sous influence royaliste, en particulier Aix et Arles.

Chaque complot, chaque action illégitime du pouvoir exécutif suscite une réappropriation partielle, par la communauté, de ses droits originaires. Chaque citoyen retrouve, partiellement, sa faculté originare de dire le droit pour résister à des lois injustes ; il devient le seul à pouvoir décider de la conformité de ses actions au principe de la liberté, de leurs limites au moment même où il est agissant. Cependant l'exercice de « la faculté de juger du droit », selon l'expression de Fichte ¹, nécessite la maîtrise de la langue des droits. Qui va se charger de la mise en œuvre quotidienne d'une telle faculté, se faisant par là même le porte-parole de la langue de la constitution ? Les autorités constituées, souvent impliquées dans les « complots » du pouvoir exécutif, sont hors-jeu. Les

¹ Dans son ouvrage le *Fondement du droit naturel* (1796), traduction française, P.U.F., 1984.

« commissaires pacificateurs », dont la presse patriotique réclame la présence pour régulariser les mouvements punitifs et s'opposer aux menées contre-révolutionnaires, entrent alors en scène. Une figure encore trop peu connue du jacobinisme s'impose au fil des événements du début de l'année 1792. Déployant une activité politique essentiellement intuitive mais permanente, ces commissaires, le plus souvent membres des sociétés patriotiques, tracent, à chacune de leurs interventions, la ligne de démarcation entre partisans et adversaires des droits de l'homme et du citoyen, c'est-à-dire de la constitution ; ils représentent la différence entre aristocrates et patriotes. Nous pouvons les suivre dans leur manière de « gérer » le critère d'aristocratie et par là même de constituer le mouvement populaire.

1. Le printemps 1792 : construire un espace révolutionnaire contre « la coalition criminelle du fanatisme et de l'aristocratie réunis »

[Retour à la table des matières](#)

Au début de l'année 1792, la municipalité et les Jacobins de Marseille, soutiens « inébranlables » de la constitution, se heurtent à une « coalition criminelle » de plusieurs villes des Bouches-du-Rhône (Arles, Aix, Apt, Avignon). Les autorités départementales et le pouvoir exécutif, partisans d'un pouvoir royal fort, s'appuient sur les régiments d'obéissance royaliste casernés dans ces villes pour opprimer les patriotes : « le fanatisme et l'aristocratie réunis accroissent chaque jour » précise un envoyé des Jacobins de Marseille auprès de ses frères parisiens ¹. Nous savons que l'action des gardes nationaux marseillais va entraver les menées contre-révolutionnaires des royalistes des villes ². Aux « rebelles » arlésiens qui se gaussent des capacités militaires des « inculottés », les patriotes marseillais répondent par une expédition armée, fin mars, contre la ville d'Arles, « ennemi déclaré de la constitution » et « foyer de l'aristocratie » ³. À Apt, il suffit que « les patriotes se montrent et la mauvaise conscience fait tomber les bras aux aristocrates » ⁴ ; nous assistons à une simple « promenade civique », à une expédition patriotique qui permet de « chasser l'aristocratie et le fanatisme » ⁵.

¹ Discours sur l'état actuel du département des Bouches-du-Rhône par M. Loys, député extraordinaire de la société de Marseille, prononcé à la société des Jacobins de Paris le 19 février 1792 (Archives Nationales AD XVI 26).

² Voir S. VIALA, *Marseille révolutionnaire. L'armée nation*, 1910.

³ Lettre d'un grenadier de l'armée marseillaise à Arles au club des Amis de la constitution de Marseille, le 30 mars 1792, cité par C. LOURDE, *Histoire de la Révolution à Marseille et en Provence*, 1836-1839, tome II, page 339.

⁴ *Journal des départements méridionaux* du 4 avril 1792.

⁵ Le chef de cette expédition n'est autre que Jacques Monbrion dont nous parlerons dans le sixième chapitre de cet ouvrage à propos d'une expérience originale de colinguisme franco-provençal... Pour une analyse plus détaillée, nous renvoyons à notre contribution au catalogue

Les actions énergiques des Marseillais ouvrent un espace à conquérir dans lequel les Jacobins se donnent pour tâche de former l'opinion à l'école de la constitution, des droits de l'homme.

Mais les ennemis de la constitution ne désarment pas, ils se rassemblent au sein même des sociétés populaires déjà existantes (« les aristocrates eurent dans la société l'influence la plus décidée... les patriotes furent insultés »¹) ou se retirent dans les montagnes de Haute-Provence (« Les aristocrates sentent bien qu'ils ne peuvent plus tenir le plat pays »²). Il est clair, pour les patriotes que « l'opinion publique ne pourrait pas se former si les volontés ne se réunissaient point en masse par le moyen des sociétés patriotiques »³. Cette nécessité de densifier le réseau des sociétés patriotiques se traduit par l'apparition, sur les routes de Provence, de commissaires des sociétés patriotiques de Marseille et Aix. Qualifiés de « missionnaires » de la liberté », ils circulent de villages en bourgs, de bourgs en villes pour créer des sociétés patriotiques, ou les régénérer si elles existent déjà. Le plus célèbre de ces commissaires provençaux le Jacobin marseillais François Isoard⁴, décrit les résultats de sa première mission, à Rians dans le Var, dans les termes suivants : « En moins de huit jours, j'y mis l'aristocratie aux abois et je procurai aux patriotes un triomphe complet »⁵. Que se passait-il à Rians qui justifia l'intervention de « missionnaires patriotes » ? La « classe des bourgeois » formait une coalition avec des artisans et des cultivateurs que les patriotes qualifiaient de « *bande aristocratique* ». Le chef de cette coalition, le maire Desidery, « qui favorisait ouvertement *les aristocrates* » était taxé d'« *aristocratie publique* »⁶. Le jacobin Isoard, à la tête d'une troupe de commissaires aixois et marseillais, isole, grâce au mot d'ordre d'union autour de la constitution, « les *aristocrates* les plus gangrenés », en particulier le maire et le curé. Nous sommes à la fin du mois d'avril 1792. Cette première initiative jacobine suscite la visite régulière de la commune de Rians par des commissaires en vue « de maintenir l'ordre et la tranquillité publique là où *l'aristocratie* doit être anéantie jusqu'aux racines »⁷.

Cependant la « course civique » la plus spectaculaire restera celle d'Isoard et de Tourneau à travers les Basses-Alpes. En quarante jours, aidés des Jacobins locaux, ils créent ou régénèrent une cinquantaine de sociétés patriotiques ! Le 21 juillet, Jacques Montbrion, autre célèbre « missionnaire patriote », peut affirmer que « le

de l'exposition *Marseille – Révolution* intitulée « Les Jacobins marseillais et la propagation des idées républicaines », Rivages, 1989.

¹ À propos de la situation à Rians (Var), *Journal des départements méridionaux* du 15 avril 1792.

² Lettre des patriotes de Riez (Basses-Alpes) du 9 avril, *Journal des départements méridionaux* du 15 avril 1792.

³ *Adresse au peuple* de Monbrion, Archives Nationales, AD XVI 26.

⁴ Voir notre article « Le jacobin marseillais François Isoard », *Marseille* N° 138, 1984.

⁵ Vie politique de François Isoard, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, L 2076.

⁶ Archives départementales des Bouches-du-Rhône, L 2039.

⁷ Lettre de la société patriotique de Rians, *id.*

patriotisme domine partout (dans le département des Basses-Alpes) excepté dans quelques petits endroits où *l'aristocratie sacerdotale et nobiliaire* a établi et entretient son influence pernicieuse »¹. À suivre Isoard dans sa mission, on constate qu'il use en priorité de la force... de la vérité : « Il nous a fallu devenir missionnaires. Les *aristocrates du lieu* avaient séduit les cultivateurs. Notre présence seule a fait déguerpir les premiers, et nos sermons ont rassuré les autres »². Mais la force de la persuasion, argument constitutionnel à l'appui, n'y suffit pas toujours. Pour empêcher la formation d'« un *rassemblement aristocratique* » à Sisteron, ville stratégique, Isoard mobilise le peuple en armes rassemblé dans les sociétés patriotiques nouvellement créées et s'adjoint des volontaires nationaux envoyés par les autorités départementales. Il réunit ainsi 4 000 hommes « n'ayant d'autre chef et d'autre discipline que leur patriotisme » et entre, sans violence, dans la ville de Sisteron où il fait brûler « *les papiers aristocratiques* » qui contribuaient à préparer un complot. Le dîner civique, qui assemble les citoyens et les habitants des campagnes environnantes accourus en masse, se déroule sous la bannière du mot d'ordre : « Guerre aux châteaux ! Paix aux chaumières ! Vivent les patriotes ! *Point de quartier aux aristocrates !* »³.

De retour à Marseille, Isoard et Tourneau deviennent les modèles du missionnaire apte à armer le peuple de la constitution. La langue des droits a effectivement pris la place du langage de la loi. L'abus des mots, et l'illusion qui s'y attache, se dissipe :

« Que l'aristocratie et le despotisme tremblent, que les modérés se cachent, il n'est plus temps d'écouter leur langage : c'est la patrie qui parle seule ; elle vous demande la liberté ou la mort »⁴ »

¹ Rapport de M. Monbrion sur sa mission dans les départements des Hautes et Basses-Alpes, Séance de la société populaire de Marseille du 18 juillet 1792 (*Journal des départements méridionaux*).

² Lettre des commissaires Isoard et Tourneau à la société populaire de Marseille, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, L 3037.

³ Voir M. CAUVIN, « La formation de la société populaire de Sisteron », *Bulletin de la société scientifique et littéraire des Basses-Alpes*, N° 81-82, 1901.

⁴ Adresse de la municipalité de Marseille du 29 juin 1792, texte cité par Lourde, *Histoire de la Révolution à Marseille*, op. cit., tome III, p. 46.

2. L'été 1792 : le langage de salut public à l'ordre du jour

[Retour à la table des matières](#)

Avec la chute de la royauté, le 10 août 1792, le peuple en insurrection fait taire les « lois injustes » et n'écoute plus que la « loi suprême » :

« Dans le moment où la patrie est en danger, le salut du peuple devient la première des lois » (23 juillet) ¹.

Par ailleurs, l'action du peuple est légitimée avant même l'insurrection par l'activité pétitionnaire mise en place dès le début de l'été 1792. À la tribune de l'assemblée législative, une nouvelle façon d'énoncer la demande du peuple apparaît : le peuple lui-même s'exprime grâce à la médiation de ses porte-parole. L'acte de demande, dont nous avons mesuré l'importance en 1789, s'inscrit désormais au centre de la représentation en permanence des droits. Bernard Conein a étudié le trajet, au moment du 10 août, de l'énoncé *X demande, nous demandons p* à un énoncé du type *le peuple demande, je demande p* (exemple : « Le peuple ne demande justice que des grands coupables, je le demande moi-même au nom du peuple outragé » ²).

L'acte de demande inséré dans le registre du salut public a pour corollaire un emploi générique du critère d'aristocratie. Cet emploi désigne le complot, toujours répété, du pouvoir exécutif contre la souveraineté du peuple :

« L'aristocratie que nous croyions à jamais expulsée de Marseille a osé lever une tête orgueilleuse et par un de ces complots qui en fait le caractère, elle avait décidé de se défaire de la municipalité » ³.

Les autorités constituées, incapables de faire taire les lois et de laisser le peuple parler, ne savent pas comment concrétiser cette nouvelle forme de la demande de justice, d'anéantissement des aristocrates. Pour un temps, la punitivité populaire s'impose. C'est l'époque où le peuple se fait justice lui-même. À Marseille, les pendaïsons nocturnes de suspects se multiplient. Le mot *aristocrate* est le cri de ralliement des pendeurs :

« Le dit Landru lui dit qu'il avait ordre du maire d'Aix de traduire le déposant et son fils à la Commune de Marseille (...) Il prit son chapeau, sortit son sabre du

¹ Réunion des autorités constituées de Marseille, cité par Lourde, *op. cit.*, tome III, page 454.

² « Décrire un événement politique », *Matérialités discursives*, Presses Universitaires de Lille, 1981.

³ Compte rendu des événements par Barbaroux, député de Marseille à l'Assemblée, le 30 juillet 1792, cité par Lourde, *op. cit.*, tome III, page 68.

fourreau, plaça son chapeau au bout du dit sabre en criant *ça ira, les aristocrates à la lanterne*, ce cri fut toujours redoublé jusqu'à la porte d'Aix » ¹.

Face aux exigences punitives du peuple, le langage de la loi des autorités est sans effet. Cependant, les commissaires jacobins, par leur capacité à distinguer l'innocent du coupable, et surtout par leur dénonciation de la domination de l'aristocratie, arrivent à régulariser, puis à différer les mouvements punitifs. Ils apparaissent détenteurs d'un savoir politique efficace, dans la mesure où ils sont aptes à traduire la demande du peuple. Nous retrouvons ainsi Isoard investi d'un pouvoir sans commune proportion avec sa réalité politique. Fin août, le département des Bouches-du-Rhône, par l'entremise de ses administrateurs, la charge d'une mission très spéciale : il doit arrêter les chefs d'une vaste conspiration royaliste qui se trouvent dans le district d'Apt. À travers sa correspondance, jour après jour, avec le département, nous le voyons faire les « vérifications nécessaires », c'est à dire collecter les informations et les papiers qui le mettent en position de pouvoir distinguer l'innocent du coupable. De retour à Marseille, il devient un enjeu dans le débat entre les partisans de la punitivité et ceux de la modération. Son intervention à la tribune de la société populaire précise l'importance, sur le moment, de sa position :

« Tous les coupables ne sont pas pris, ceux qui veulent égorger les détenus sont leurs complices, qui craignent des révélations, il y en a beaucoup d'autres, attendez qu'ils soient tous arrêtés et alors les coupables seront punis. Quelqu'un doit connaître ceux qui sont coupables, c'est moi qui ai tous leurs papiers et vous ne voudriez pas faire périr l'innocent » ².

La décision est prise par les autorités de demander à Isoard de partir dans les Basses-Alpes pour une nouvelle mission. Il fallait l'écarter *d'un contexte où il risquait de jouer un rôle prépondérant* !

Dans un premier temps, pendant le printemps 1792, les « missionnaires patriotes » ont concrétisé, par leurs actes de langage, le principe de l'union autour de la constitution. Ils instituent ainsi l'espace du « sens commun » où peut se déployer l'idéologie jacobine. Mais, à ce premier stade, leur position est très « fragile ». Pionniers des nouvelles formes de la représentation populaire, ils n'ont d'autres appuis institutionnels que les sociétés patriotiques et les municipalités qu'ils contribuent à créer ou à régénérer. Les autorités départementales et les grands clubs provençaux ne prennent aucune « détermination » sur la marche qu'ils doivent suivre. Chacune de leurs actions doit fournir la preuve de sa légitimité. Situées sur le seul terrain du droit subjectif, les interventions des commissaires provoquent le désir de la loi. Lorsque Isoard et Tourneau délient, par l'introduction du langage des droits, « la langue des citoyens impartiaux », une exigence nouvelle

¹ Pièce du tribunal populaire de Marseille contre Jean Savon, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, L 3108.

² Interrogatoire d'Isoard, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, L 3037.

fait son apparition : « *Il faut que la loi parle*, qu'une procédure authentique remplace et évite une expédition militaire » ¹.

C'est sur le terrain de « la justice populaire », pendant l'été 1792, que les commissaires jacobins acquièrent, dans un second temps, leur légitimité permanente. Leur efficacité se mesure à leur capacité de traduire le désir punitif dans des formes légales provisoires. Interpellant les agents terroristes à l'aide de la catégorie unificatrice de citoyens, et s'autorisant de leur connaissance de la ligne de partage entre innocents et coupables, ils s'improvisent juges des actions illégales du point de vue des droits de la communauté. Leurs interventions se situent en amont ou en aval des événements punitifs ; elles légalisent donc, sans toujours les empêcher, les attitudes punitives, c'est à dire les formulent dans un savoir sur le mouvement populaire. Contre le ministre de l'intérieur qui ne voit dans l'action de ces commissaires qu'anarchie, les autorités départementales prennent leur défense, et les instituent par là même agents du pouvoir exécutif :

« Dans les occasions les plus difficiles et les plus périlleuses, c'est dans le sein des amis de la liberté et de l'égalité que nous avons souvent trouvé d'ardents apôtres, qui ont ramené la paix et la tranquillité dans les villes et les campagnes, ils méritent nos éloges et notre reconnaissance » ².

Tout au long de l'automne 1792, les commissaires se multiplient en Provence, à l'initiative de l'ensemble des autorités. Leur rôle est avant tout conservatoire : ils s'occupent du « règne ininterrompu des droits » ³ au sein de la communauté des hommes libres. Porte-parole de la langue de la constitution, ils déterminent en permanence le mouvement populaire. Nul ne s'étonnera qu'ils retrouvent, au terme de leurs parcours, la signification ultime du terme *aristocratie* : « *l'aristocratie des richesses*, la plus redoutable de toutes parce qu'elle est la moins prestigieuse, parce qu'elle est fondée sur des motifs d'inégalité, réels et terribles » ⁴.

Une affaire retentissante met en évidence cette ultime traduction de la loi de salut public par les « missionnaires patriotes ». Elle commence au début du mois de septembre : le corps électoral des Bouches-du-Rhône, réuni à Avignon, détenteur « d'une partie de la souveraineté du peuple », nomme une commission chargée de parcourir « les diverses communes du district de Tarascon, Salon et Arles pour y rétablir l'esprit public, y étouffer la conjuration et y faire triompher l'égalité et la liberté » ⁵. Sa tâche principale est de « faire exécuter la loi sur le

¹ Procès-verbal des séances de l'Assemblée permanente des corps administratifs de Sisteron, Archives Nationales, F⁷3650.

² Correspondance entre le directoire de département et le ministre de l'intérieur, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, L 142.

³ Selon l'expression de Fichte dans le *Fondement du droit naturel*.

⁴ Société populaire de Marseille, séance du 13 mars 1793 (*Journal des départements méridionaux*).

⁵ Archives départementales des Bouches-du-Rhône, L 278.

désarmement des citoyens suspects et celle sur la déportation des prêtres » avec l'aide de la force armée. En constituant ainsi une « armée de la loi » dirigée par des commissaires, le corps électoral applique la loi « juste » relative aux suspects contre la loi « injuste » qui restreint le pouvoir des assemblées électorales à l'acte d'élire ¹.

Partis le 7 septembre d'Avignon, neufs commissaires électoraux multiplient leurs médiations dans le district de Tarascon. Le journal de leurs opérations, que nous avons conservé, en témoigne. Leurs « exhortations patriotiques » tendent à reconstituer, au sein des sociétés populaires, l'union la plus large possible. Mais, « prêchant dans leurs discours l'esprit de justice », ils assument pleinement leur fonction primordiale de juge improvisé :

« (Nous sommes à Tarascon) Un grand nombre de citoyens... nous exposent que, livrés jusqu'à ce jour à l'ambition des gens en place, et à *l'aristocratie des riches*, il leur a été impossible d'obtenir justice sur les demandes les mieux fondées. Nous appelons auprès de nous les personnes contre lesquelles les plaintes sont portées, et d'après *notre médiation*, nous éprouvons la douce satisfaction de voir finir aimablement des contestations jusqu'alors interminables » ².

Ces commissaires parlent bien le langage de la loi (de salut public), lié à l'union et la justice : ils s'identifient à la loi de la constitution elle-même ³.

¹ Une nouvelle conception de la loi – la « loi de salut public » – est ainsi mise en place. Le texte suivant en situe l'enjeu : « Il a fallu faire taire toutes les lois, n'écoutez que la loi suprême, le salut du peuple », adresse de la société populaire de Marseille, *Journal des départements méridionaux*, 22-23-24 octobre 1792.

² Procès-verbal des opérations des commissaires électoraux, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, L 278.

³ Nous avons précisé ce point décisif dans notre communication au colloque d'Orléans sur *La Révolution française et l'ordre juridique privé*, « Qu'est ce que faire parler la loi ? La "langue du droit" chez les « grammairiens » les "missionnaires" patriotes pendant la révolution française », P.U.F., 1988.

B. Le législateur institue la langue populaire, langue de la politique.

La question du langage politique légitime (Rousseau/Robespierre)

Préliminaire : la découverte de la loi

[Retour à la table des matières](#)

Le « missionnaire patriote » est, nous l'avons vu, une émanation directe de la communauté des hommes libres mobilisée en permanence au sein du réseau des sociétés patriotiques. Il témoigne de la réalité du peuple dans l'union du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire. Il incarne l'effectivité du droit naturel dans un État de droit. Cependant la détermination objective du peuple ne nous dit rien sur la manière dont ce même peuple universalise ses actions singulières et par là même incarne l'avenir de la révolution. À la langue des droits doit s'associer la « langue populaire ». Il ne suffit pas de représenter le peuple, il faut aussi l'instituer : la langue déterminée du peuple reste l'instrument de l'établissement et de la conservation des droits dans la mesure où se configure, dans un événement fondateur, le 10 août 1792, une langue populaire légitime, expression d'un nouveau contrat. La représentation de l'égalité des droits, espace de la détermination du peuple, trouve son nécessaire complément dans l'expression de l'égalité morale, espace de la légitimité du mouvement populaire. À qui revient cette tâche surhumaine d'instituer le peuple ? À celui qui est capable de faire que « l'effet pût devenir cause, que l'esprit social, qui doit être l'ouvrage de l'institution, présidât à l'institution même ; et que les hommes fussent avant les lois ce qu'ils doivent devenir par elles ». Nous reconnaissons ici les tâches du législateur telles que les définit Rousseau dans le Contrat Social ¹. Nous allons examiner avec précision la figure du législateur instituant la « langue populaire » sur la base de la description d'un nouveau contrat en langue. Robespierre et Rousseau découvrent conjointement, certes dans des contextes différents, le langage du peuple réel, l'unité, dans la langue du législateur, entre le particulier et l'universel ².

Fichte fait remarquer, dans le *Fondement du droit naturel*, que le philosophe du droit naturel en action, c'est à dire le législateur ³ proclame l'État de droit, nous

¹ Dans le chapitre VII du livre II.

² Notre analyse ne cherche pas à établir une filiation entre Robespierre et Rousseau, dans la perspective d'une histoire des idées. Nous voulons seulement montrer les démarches parallèles et réciproquement traduisibles de Robespierre et Rousseau lorsqu'il s'agit de déterminer les conditions nécessaires à la naissance du « langage populaire » en politique.

³ C'est nous qui assimilons le philosophe, dont Fichte parle, au législateur.

dirions la république, au nom d'un acte fondateur où se conjoignent « la restitution réciproque de la liberté et la totalité de l'expérience à venir »¹. Ainsi l'acte de représenter les droits en révolution, de circonscrire, au plan matériel, les limites de la liberté, est subsumé par « l'acte de la libre autodétermination à la causalité »² par la conjonction dans le concept de causalité du savoir sur l'exercice des droits en révolution et de l'expression de la finalité de la révolution. On comprend pourquoi le porte-parole cède toujours la place, au moment de la formulation de la loi, au législateur. S'il revient au peuple et à ses porte-parole de faire (parler) la loi, le philosophe-législateur découvre, formule et expose pour tous ce qui fait loi dans le droit avant même l'établissement effectif des lois justes ; il exprime la légitimité des lois populaires. C'est ainsi que, pris sous le regard de la communauté, il appelle à l'insurrection contre la tyrannie, à l'autoconstitution du peuple. Les citoyens, qui lui font confiance, répondent à son appel pour l'insurrection contre le pouvoir exécutif, et le déclare, après la chute du tyran, sauveur de la nation. L'élection à l'assemblée nationale de ce législateur naturel n'est que la reconnaissance finale d'une volonté infaillible parce qu'elle ne veut que la loi légitime. La communauté peut enfin céder au législateur, le premier à formuler la légitimité du « droit originaire », sa faculté de dire le droit ; en contrepartie, elle prend nom de peuple dans chaque événement qui manifeste sa présence dans l'espace de l'effectivité des droits. La tâche du législateur, que nous allons décrire dans ses « premiers » pas, consiste alors à instituer la langue de la politique, à l'exprimer au travers d'un savoir politique. Le génie du législateur, celui de Robespierre présentement, réside dans son aptitude à apprendre à un peuple, qui a nom de peuple mais qui « n'a pas encore la science de la politique » (Robespierre), le savoir parler peuple.

1. Le législateur institue le contrat social (Rousseau)

*a) L'autodétermination du Contrat social*³

[Retour à la table des matières](#)

Dans le *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Rousseau montre les diverses inventions du riche « pressé par la nécessité » pour transformer son « droit précaire et abusif » en un droit en apparence irrévocable. « Le projet le plus réfléchi du riche », l'établissement d'un contrat d'usurpation, est déjà illusion par le fait même de le dire. Le riche « dialogue » avec les pauvres sur une scène fictive :

« Unissons-nous pour garantir de l'oppression les faibles, contenir les ambitieux, et assurer à chacun la possession de ce qui lui appartient : instituons des règlements

¹ FICHTE, *Fondement du droit naturel*, op. cit., p. 115.

² *Id.*, p. 50.

³ Notre réflexion s'est inspirée du texte de L. Althusser, « Sur le *Contrat social* de Rousseau », *Cahiers pour l'analyse* N° 8, Le Graphe, Paris, 1967.

de justice et de paix auxquels tous soient obligés de se conformer (...) En un mot, au lieu de tourner nos forces contre nous-mêmes, rassemblons-les en un pouvoir suprême qui nous gouverne selon de sages lois » ¹.

Un tel langage naturalise « la loi de propriété et d'inégalité ». Par une opération symbolique liée à ses propres besoins, le riche invente simultanément un langage et un contrat qui ne sont, à l'examen des faits par le droit, que des manifestations de « l'établissement volontaire de la tyrannie ». C'est ainsi que Rousseau réfute la conception juridique du contrat, convention « qui n'obligerait qu'une des parties... et qui ne tournerait qu'au préjudice de celui qui s'engage » ².

La définition, dans le *Contrat social*, de la nature réelle du pacte d'association politique, suppose donc l'explicitation des critères de légitimation de ce contrat de type nouveau :

– la *passion de la liberté* inscrite dans « la maxime fondamentale de tout le droit politique : les peuples se sont donnés des chefs pour défendre leur liberté et non pour les asservir » ³. Le besoin de profiter au détriment d'autrui, besoin articulé en langage, est une source d'inégalités, justifiées après-coup par le langage juridico-politique de l'usurpation ;

– *L'autodétermination de la communauté politique*. Aucun pouvoir extérieur aux contractants ne peut être garant de l'engagement contractuel ; en termes consacrés : les parties demeurent seules juges dans leur propre cause. Le langage d'« union » du plus fort crée une fausse unanimité, dans la mesure où il constitue son discours en référence à des vérités dites naturelles et extérieures au contrat. Les énoncés d'évidence du faux contrat (sur la loi, la justice, la paix etc.) ne sont que des illusions référentielles, à la base du mécanisme du langage de la loi ⁴. « La force et la liberté de chaque homme étant les premiers instruments de sa conservation » ⁵, il ne peut y avoir de convention antérieure au contrat social.

Rousseau définit ainsi « la nature particulière et propre à lui seul » de ce contrat dans les termes suivants :

« Avant donc que d'examiner l'acte par lequel le peuple élit un roi, il sera bon d'examiner l'acte par lequel le peuple est peuple. Car cet acte étant nécessairement antérieur à l'autre est le vrai fondement de la Société » ⁶.

¹ Paris, Gallimard, collection « Idées », 1965, p. 105.

² *Id.*, p. 112.

³ *Id.*, p. 110.

⁴ Sur ce mécanisme, voir l'exemple de la « suppression » de la féodalité en 1790 dans R. ROBIN, « Fief et seigneurie dans le droit... », *op. cit.*

⁵ *Du contrat social*, édition Aubier, 1976, p. 90.

⁶ *Id.*, p. 86.

« Que l'institution du gouvernement n'est point un contrat », voilà le premier paradoxe apparent d'une recherche sur « la nature du pacte fondamental de tout gouvernement ». En posant le primauté du « moment où le peuple se donne des chefs », « étrange manière de contracter » souligne Rousseau, on établit de fait, et par un acte particulier, un État répressif dissocié des réalités de la société civile. Là encore, Rousseau récuse la conception juridique du contrat, qui ne donne à voir sa nature politique que pour mieux limiter la sphère d'intervention du politique, qui construit un extérieur censé ne plus dépendre de sa juridiction : le juridisme des intérêts immédiats et égoïstes de la société civile¹. Le refus de tout apriorisme juridique dans la caractérisation des parties prenantes du pacte politique, les hommes libres d'une communauté, s'explique. Nul ne met en doute « l'existence physique et indépendante que nous avons tous reçu de la nature », mais le contrat ne peut être la justification de besoins physiques, il « substitue une égalité morale et légitime à ce que la nature avait pu mettre d'inégalité physique entre les hommes »². La communauté politique n'existe pas antérieurement et indépendamment de l'acte contractuel. Quelles que soient les déterminations antérieures au contrat du peuple, de la nation, elle n'acquiert nom de peuple ou de nation que dans l'acte de signification propre au contrat³. En d'autres termes, *le peuple prend nom de peuple dans l'événement qui le légitime* : ce qui est premier en droit dans le contrat, c'est l'acte lui-même. L'interpellation politique des individus appelés citoyens sous la forme générique « peuple » est l'acte de constitution du peuple par lui-même, l'acte de légitimation de la société civile.

Certes cette opération politique n'est pas dénuée de contradictions, ne serait-ce que dans son articulation avec le droit naturel. Louis Althusser fait remarquer que l'expression « pour ainsi dire » dans la phrase de Rousseau « Tout individu, pour ainsi dire, contracte avec lui-même »⁴ signifie tout à la fois la réalité, l'annulation et la répétition du décalage originaire entre l'individu isolé et l'individu appartenant à la communauté-nation. Cette expression rappelle le présupposé d'existence de la société civile bourgeoise que Rousseau veut annihiler à l'aide de l'expression du contrat légitime. En dernière instance, elle formule le nécessaire recours à une forme figurée, par opposition à une forme marquée d'un sens propre, de l'adéquation entre le mot et la chose, dans l'acte de nomination du pacte légitime. Le contrat institue le savoir politique en tant qu'il crée une rhétorique du peuple en acte, où s'énumèrent les expressions figurées adéquates aux passions du peuple. De nombreuses figures sont en jeu dans la recherche de la forme légitime du langage politique. La parole supplémentaire du représentant est d'abord située dans un registre métaphorique ; elle risque donc d'effacer les langues légitimes. De ce fait,

¹ *Id.*, Livre III, chapitre 16. Voilà une critique qui s'adresse aux positions de l'élite (politique) modérée : les droits de l'homme sont réputés droits naturels, l'activité gouvernementale n'en garde que l'esprit, ainsi les droits du peuple n'ont aucune existence matérielle.

² *Id.*, p. 121.

³ Ce point est décisif pour comprendre l'existence chez Robespierre d'un « moment rousseauiste ».

⁴ L. ALTHUSSER, « Sur le contrat social », *op. cit.*

elle doit se conformer à l'instant où le peuple se constitue comme peuple, et par là même fait coïncider la parole du représentant et celle du représenté. Ainsi, en introduisant, dans le pacte social, la parole supplémentaire du représentant comme traduction immédiate de la parole intelligible mais non articulée du peuple représenté, Rousseau origine le corps politique dans la métonymie politique, ce moment perpétué par la fête où règne la simultanéité des paroles différentes des gouvernants et des gouvernés. La seule présence de la parole du représentant, la promotion exclusive de la métaphore politique signifient le refus de voir et de faire voir les passions permanentes du peuple, la domination d'un espace juridico-politique qui nie la légitimité du principe politique matériel : l'expérience de la continuité du peuple à lui-même ¹. Si l'on peut dire que le Contrat social ne peut se comprendre qu'à partir de sa constitution spécifique, il en est de même du langage légitime du contrat : *le langage politique réel autodétermine son genre rhétorique*. Il nous reste à situer les sujets parlants et agissants dans l'acte contractuel :

« Par le pacte social, nous avons donné l'existence et la vie au corps politique : il s'agit maintenant de lui donner le mouvement et la volonté par la législation. Car l'acte primitif par lequel ce corps se forme et s'unit ne détermine rien encore de ce qu'il doit faire pour se conserver » ².

Qui donne existence au politique ? *Le législateur*. Mais il est « sans aucun droit législatif ». De ce fait, il « donne le mouvement » dans les limites de l'action du peuple pour faire la loi. Voilà un « pouvoir législatif » d'une nature bien particulière : il est le pouvoir d'organiser l'universel la mise en position du peuple comme principe matériel de la politique ; il se veut à la fois savoir, du côté du législateur, et représentation des droits, du côté du peuple.

b) Le législateur exprime les « langues populaires » dans un savoir politique

L'écriture est substitutive, elle redouble les opinions communes c'est la raison pour laquelle Rousseau multiplie les paradoxes. Tout d'abord, l'idée que l'acte contractuel légitime nie l'antécédence des parties prenantes tout en les faisant exister dans l'acte même. Le second paradoxe concerne la personne du législateur. Est-il celui qui fait les lois ? Certes, non. De droit, il est impossible que le peuple se dépouille du droit de faire les lois. De fait, la loi est générale, elle ne peut se rapporter à l'action particulière d'individus, fussent-ils législateurs. « Celui qui rédige les lois » est, avant tout, le maître d'œuvre du contrat social ; il en assure l'établissement et la permanence, c'est-à-dire la première expression politique légitime et ses traductions successives. « Il y a mille sorte d'idées qu'il est impossible de traduire dans la langue du peuple » ³ : le législateur est celui qui rend enfin possible la traduction en permanence des passions du peuple. On ne

¹ Une fois encore, la critique rousseauiste préfigure la position des Jacobins vis-à-vis de la pratique politique modérée.

² *Du contrat social, op. cit.*, p. 168.

³ *Id.*, p. 184.

devrait pas s'étonner de voir cette figure humaine à la source de ce qui surdétermine le nouveau corps politique, l'esprit social :

« Pour qu'un peuple naissant pût goûter les saines maximes de la politique et suivre les règles fondamentales de la raison d'État, il faudrait que l'effet pût devenir cause, que l'esprit social, qui doit être l'ouvrage de l'institution, présidât à l'institution même ; et que les hommes fussent avant les lois ce qu'ils doivent devenir par elles. Ainsi donc le législateur ne pouvant employer ni la force, ni le raisonnement, c'est une nécessité qu'il recoure à une autorité d'un autre ordre, qui puisse entraîner sans violence et persuader sans convaincre » ¹.

La fonction de persuasion du législateur est à tous égards « extraordinaire ». Elle s'origine dans le vécu de la passion des hommes, elle inscrit dans un langage articulé ce que le peuple fait et montre au peuple les images de ses passions. Le législateur reste muet au moment de l'acte contractuel fondateur, toute parole énoncerait sa différence, son statut à part de représentant. Mais très vite, face à un « peuple qui veut toujours le bien, mais qui de lui-même ne le voit pas toujours », il fait voir au peuple « les objets tels qu'ils sont » ². Les « lumières publiques » résultent de la conjonction du contenu rationnel de la vérité – le rapport aux droits fondamentaux, en particulier le droit à l'insurrection –, des premières voix du peuple et des nouvelles formes rhétoriques créées pour traduire les idées du peuple.

Ce que constitue le législateur par analogie avec un peuple qui parle peuple, avant de savoir parler peuple, c'est le savoir politique. Il traduit l'énergie du peuple dans un savoir. Un savoir dont la condition d'existence est l'ensemble des institutions qui préside à la naissance du contrat social et à sa permanence. *La première institution, celle qui exprime l'agir du peuple, n'est autre que la langue prononcée par le législateur, dénommée langue du peuple en tant que suite d'expressions en adéquation avec les passions du peuple* ³.

Il devient essentiel à notre propos de faire un détour par les interrogations de Rousseau sur l'origine de la parole. Dans le *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, il revient sur « les embarras de l'origine des langues » ⁴. S'il reconnaît à Condillac la pensée la plus originale en ce domaine, il insiste aussi sur un point de désaccord : « Condillac a supposé ce que je mets en question, savoir une sorte de société déjà établie entre les inventeurs du langage » ⁵. Un tel refus de concevoir à l'origine du langage des « signes

¹ *Id.*

² *Id.*, p. 173.

³ Nous pouvons donc poser l'équivalence savoir politique = langue politique.

⁴ *Op. cit.*, p. 63 et suivantes.

⁵ *Id.*, p. 63.

instituées » se retrouve dans *l'Essai sur l'origine des langues*. La parole, « première institution sociale », est tout entière orientée vers les passions ¹ :

« La parole, étant la première institution sociale, ne doit sa forme qu'à des causes naturelles (...) Il est donc à croire que les besoins dictèrent les premiers gestes et que les passions arrachèrent les premières voix ».

Rousseau distingue nettement la langue des gestes, associée aux besoins, et la parole comme institution sociale. Les besoins physiques n'ont d'expressions immédiates que dans le geste, mais « si nous n'avions jamais eu que des besoins physiques, nous aurions pu fort bien ne parler jamais, et nous entendre parfaitement par la langue des gestes » ². Certes, la langue des gestes est plus qu'une langue primitive : elle permet, à l'exemple des hommes antiques les plus énergiques, d'« argumenter aux yeux », de représenter les choses sans recourir aux formes signifiantes nécessaires à la parole. Mais le langage des passions est véritablement une parole primitive : il est tout en images, en sentiments. Avant la parole, au moment où « l'instinct tenait lieu de passion », « il y avait des langues domestiques, mais il n'y avait point de langues populaires » ³. Nous voyons comment Rousseau distingue le langage accentué, énergique et figuré des passions, qui rapprochent les hommes et rendent nécessaires les institutions légitimes, de la « langue » gestuelle, tout aussi énergique mais qui dépend moins des conventions. Ces précisions apportées, il devient clair que « les langues populaires » ne se limitent pas aux cris passionnés d'un peuple à la recherche de la liberté ; elles n'équivalent pas non plus au consensus qui peut s'établir autour des droits d'une communauté d'hommes libres. Les « langues populaires » sont le début et la fin d'un même processus de légitimation de la politique, elles encadrent le langage politique substitutif défini comme perte d'énergie et lieu d'oubli des passions. Le peuple se laisse trop souvent aveugler par des imitations illusoires de ses passions ⁴. Il ne sait pas exprimer la légitimité de sa présence à lui-même.

Le regard du législateur permet de dissiper les illusions, il crée un langage figuré qui n'emploie « les expressions que dans les mêmes passions qui avaient produit la première erreur » ⁵. Dans une situation de type contractuel, l'« esprit éclairé » devient le guide du peuple, il « persuaderait sans convaincre et peindrait sans raisonner » ⁶.

¹ Notre réflexion à partir de *l'Essai sur l'origine des langues* s'inspire de l'analyse passionnante développée par J. DERRIDA dans le chapitre 3 de son ouvrage *De la grammatologie*, Paris, 1967.

² *Essai sur l'origine des langues*, texte intégral reproduit d'après l'édition A. BELIN de 1817 par la Bibliothèque du Graphe, 1969, p. 503.

³ *Id.*

⁴ Nous avons déjà noté la connotation négative du thème de l'imitation chez les Jacobins dès 1789.

⁵ *Essai sur l'origine des langues*, *op. cit.*, p. 506.

⁶ *Id.*, p. 507.

Toujours est-il que la naissance d'une langue populaire légitime reste hypothétique. Le devenir le plus général de la première parole, c'est un langage articulé et non accentué, une écriture substitutive. Il n'est plus possible de qualifier par le terme de progrès le passage des langages naturels à l'écriture, au calcul des intervalles :

« L'écriture, qui semble devoir fixer la langue, est précisément ce qui l'altère ; elle n'en change pas les mots, mais le génie ; elle substitue l'exactitude à l'expression (...). En écrivant, on est forcé de prendre tous les mots dans l'acception commune » ¹.

Qui peut exprimer le génie de la langue, si ce n'est, encore une fois, le législateur ! Faut-il exiger de l'esprit éclairé le retour à la nature ? Il n'est pas dit qu'un langage articulé, de fait très distant de son origine, ne soit pas de droit dans une grande proximité aux langues naturelles. Nouveau paradoxe qui concerne la conception rousseauiste du passage de la nature à la culture. Ce chemin, qui se fait lui-même, à la nature pour limite d'origine, une limite qu'il faut franchir, et par là même rejoindre. Jacques Derrida décrit ce processus historique dans les termes suivants :

« Nous pouvons percevoir l'allure étrange du procès historique selon Rousseau. Elle ne varie jamais : à partir d'une origine ou d'un centre qui se divise et sort de soi, un cercle historique est décrit, qui a le sens d'une dégénérescence, mais comporte un progrès et des effets compensateurs. Sur la ligne de ce cercle, de nouvelles origines pour de nouveaux cercles qui accélèrent la dégénérescence en annulant les effets compensateurs du cercle précédent, et d'ailleurs en faisant alors apparaître la vérité et le bénéfice. » ².

Les éloges successifs de la langue du geste et de la parole figurée n'ont rien de contradictoire. La question posée n'est pas celle d'un mouvement progressif de l'une vers l'autre de ces langues primitives, mais celle du retour, sur le terrain du langage articulé représentatif, à la présence immédiate des langages naturelles.

Dans notre recherche des conditions nécessaires à l'établissement du contrat en langage, nous devons enfin considérer deux notions essentielles, l'imitation et l'articulation. Le rapport imitation/articulation ne se résume pas dans l'opposition simple entre le désir d'imitation, associé à l'absence de supplément signifiant, et la parole articulée, substitutive. Le déplacement qui scinde les mots de leurs référents respectifs est immédiat, l'évidence de la proximité naturelle ne peut être qu'illusion. Nous savons que les hommes des Lumières, et l'élite modérée de la Révolution française, croient dans la transparence des signes face aux choses et se

¹ *Id.*, p. 511.

² *De la grammatologie, op. cit.*, p. 511.

suffisent d'un « bon définisseur de termes »¹. La critique de *l'Essai sur l'origine des langues* porte sur cette prétendue primauté de sens propre dans le domaine des vérités politiques. Le sens propre n'est qu'articulation savante ; l'imitation naturelle procède de la figure. Il faut voir dans l'affirmation, « le langage figuré fut le premier à naître », et son opposé le sens propre fut trouvé le dernier, non seulement une critique de la définition commune de la figure comme écart au sens propre, mais aussi une conception de la représentation inspirée de *l'esthétique du tableau*.

Dans le tableau, le dessin imite le réel, confond représentant et représenté, mais l'acte de délimitation de l'objet représenté par des traits signifiants inscrit un espacement, un supplément. Le désir d'imitation ne peut s'exprimer que dans un langage d'articulation. En d'autres termes, la parole légitime doit se situer dans un système signifiant à valeur visuelle et figurative, qui l'encadre et l'authentifie. Bien sûr, pour Rousseau, il ne peut y avoir d'antériorité fondatrice du tableau. Le tableau du « peuple en acte » veut dire les passions du peuple, « mais aussi il dit qu'il sait comment il faut le dire ; il est à la fois significatif et propédeutique »². Le tableau, comme genre rhétorique, s'autodétermine dans une traduction spécifique de l'agir du peuple.

À se développer lui-même, par et pour lui-même, le langage du contrat social prend les caractéristiques suivantes :

1) Le langage politique légitime se développe sur ses propres bases. Il est l'expression de sa condition d'existence et de son produit spécifique : le peuple. Un tel langage analogique a un point d'origine : la présence immédiate du peuple à lui-même dans l'événement fondateur du Contrat social.

2) La permanence du langage du « peuple en acte », son articulation dans un savoir politique révèle le génie du législateur. « Homme extraordinaire dans l'État », il est d'abord celui qui montre le tableau de l'événement fondateur. Il est ainsi celui qui trace les contours de ce tableau sous la dictée de la volonté du peuple. « Le corps politique a-t-il un organe pour énoncer ses volontés ? » interroge Rousseau³. Une fois encore, ce philosophe fait signe vers la voix du législateur, qui voit les paroles du peuple et lui apprend à savoir parler peuple.

Au terme de notre étude de la « langue du peuple » chez Rousseau, nous avons élucidé le fondement discursif du contrat social, résumable dans l'équivalence savoir politique = expression de la langue du peuple. Désormais il nous est

¹ Cette expression est utilisée par le journaliste modéré Duquesnoy, dont nous avons déjà parlé à propos des questions politico-linguistiques en 1791.

² R. BARTHES, « Diderot, Brecht, Eisenstein », *Cinéma, théories, lectures*, Klincksieck, Paris, 1973, p. 186.

³ Dans le *Contrat social*.

possible d'introduire, de manière nouvelle, la mise en acte de la pensée rousseauiste dans le discours jacobin, plus particulièrement robespierriste.

Remarquons cependant que la « filiation » entre Rousseau et Robespierre prend, dans notre démarche, une allure paradoxale. À vrai dire, il ne s'agit pas d'une filiation au sens classique dans la mesure où nous ne parlons pas de la reprise d'un héritage au sens le plus positif du terme. Robespierre ne met pas en acte des contenus déjà répertoriés par le philosophe. Mais il reprend à Rousseau l'idée qu'il faut maintenir un espace expressif dans le domaine de la pensée pour pouvoir parler du point de vue de la légitimité. Quels sont les postulats d'une philosophie qui expose la connaissance du peuple ? Telle est la question que se posent conjointement Rousseau et Robespierre. Et toute réponse à cette question doit nécessairement prendre acte de *la matérialité du langage*, elle doit contourner une limite de la pensée révolutionnaire, l'éloquence source des erreurs les plus funestes, en instaurant un espace où la pensée touche au sublime. La proximité entre Rousseau et Robespierre procède d'un même travail, le travail du négatif. Face à la représentation objective du droit en révolution, Robespierre répond, dans la lignée de Rousseau, au désir incontournable d'expression du sujet, moment privilégié où le langage révolutionnaire s'expose lui-même.

2. La nomination politique dans le discours robespierriste

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons parlé de conscience linguistique pour caractériser la manière dont Robespierre détermine le sens propre d'un mot, en l'occurrence le mot *peuple*, dans les circonstances spécifiques de la Révolution française ¹. Par ailleurs, l'étude de la dispute de mots autour de l'emploi de république, a attiré notre attention sur la position singulière des Jacobins, à laquelle Robespierre apporte sa contribution spécifique ². En 1792, les conditions ont changé. S'il est toujours question de la conquête des droits, la perspective d'une insurrection « totale » modifie le contexte linguistique. Robespierre met en place un nouveau mode de nomination politique. Il ne s'agit plus de se contenter de déterminer le sens propre des mots en politique dans le but d'établir un consensus. Mais il faut d'urgence montrer la voie à l'expression légitime de « la langue du peuple », que seul l'événement fondateur permettra de matérialiser. En désignant les bases discursives du savoir que le peuple doit instaurer, Robespierre définit les modalités de ce que nous appelons aujourd'hui l'énonciation politique.

*a) « Ôtez le mot de république
et je ne vois rien de changé »*

¹ Voir notre étude, dans le chapitre second, du discours de Robespierre sur le marc d'argent.

² Voir notre analyse, dans le chapitre second, des conflits autour du mot *république*.

Le 17 mai 1792, Robespierre fait paraître le premier numéro d'un journal intitulé *Le Défenseur de la Constitution*. Le titre à lui seul souligne la particularité de la pensée de Robespierre à la date présente. J. Massin, l'un de ses meilleurs biographes, explique une telle position, immédiatement antérieure aux événements du 10 août, de la manière suivante :

« Il adopte envers la Constitution une position dialectique. Dans la mesure où elle est dominée et inspirée tout entière par son préambule théorique, la Déclaration des Droits de l'Homme, elle comporte des contradictions internes qui, à la longue, sauteront à tous les regards, et qu'il a dénoncées lui-même ; sa tactique est de s'accrocher à toutes les ressources légales qu'elle offre quand même » ¹.

Contre tous les ennemis de la Constitution, qui « empruntent le nom et le langage du patriotisme pour semer l'erreur, la discorde et les faux principes », Robespierre défend les principes « populaires » de l'acte constitutionnel au risque « d'être appelé *républicain* et *royaliste*, *tribun du peuple* et *membre du comité autrichien* ² ». C'est conférer un grand poids à la nomination politique. Au nom de la nécessaire adéquation entre les mots et le pacte social existant, Robespierre attaque ceux qui refusent l'exécution de la Constitution, qu'il s'agisse des royalistes au nom de la monarchie ou des Girondins au nom de la république. Ainsi se précise une donnée incontournable de la conception robespierriste du langage politique : l'étroite dépendance entre l'acte contractuel, expression du droit naturel déclaré, et les mots politiques légitimes. Avant l'insurrection, le vocabulaire politique doit rester dans les limites du pacte constitutionnel à la base de la monarchie constitutionnelle. Toute nomination qui excède les principes contractuels est un supplément illégitime, un déplacement illusoire, une substitution dangereuse. Robespierre n'a cessé de méditer sur la fameuse phrase de Rousseau : « les mots ne font rien aux choses ». Mais les mots, utilisés sans lien aux choses, peuvent entraîner de véritables catastrophes historiques. Ainsi faut-il en juger, rétrospectivement, des « projets d'innovations dangereuses » des Girondins pendant l'été 1791 :

« Vous fîtes tout à coup retentir le mot de *république*, Condorcet publie un traité sur la *république* dont les principes, il est vrai, étaient moins populaires que ceux de notre constitution actuelle ; Brissot répand un journal intitulé le *républicain*, et qui n'avait de populaire que le titre ; une affiche dictée par le même esprit, rédigée par le même parti (...) avait paru dans le même temps sur tous les murs de la capitale. Alors tous les esprits fermentèrent ; le seul mot de république jeta la division parmi les patriotes (...). C'est par ce mot que les ennemis du peuple égarèrent la majorité de l'assemblée constituante, c'est ce mot qui fut le signal du carnage des citoyens paisibles... et la révolution recula » ³.

¹ Robespierre, Paris, Club français du livre, 1956, p. 106-107.

² *Le Défenseur de la constitution*, n° 1, page 14.

³ *Id.*, p. 10.

Une nouvelle fois, Robespierre montre l'importance qu'il confère aux mots, à leurs usages. L'écriture politique girondine est une forme dangereuse d'altération des passions politiques ; elle révèle une recherche de formes politiques substitutives du contrat social existant. Dans l'immédiat, un gouvernement appelé république ne peut être qu'une nouvelle forme d'usurpation. Ici nous sommes bien dans le cas, défini par Rousseau, où « le gouvernement fait un effort continuel contre la souveraineté ». Ainsi si la régénération du contrat social devient nécessaire – et elle le sera effectivement le 10 août 1792 – un simple acte de constitution d'un gouvernement marquerait une dégénérescence du corps politique.

b) Pour un contrat social « propre à lui seul »

Les « métamorphoses » successives du Contrat social sont explicitement définies à trois reprises dans le discours robespierriste tout au long de l'année 1792 :

JUIN 1792 : « Le seul motif légitime des révolutions, c'est de rétablir les droits imprescriptibles de l'homme usurpés par la force et la tyrannie (...). Le devoir de tout homme et de tout citoyen est donc de concourir, autant qu'il est en lui, au succès de cette sublime entreprise, en sacrifiant son intérêt particulier à son intérêt général. Il doit, pour ainsi dire, rapporter à la masse commune la portion de la puissance publique et de la souveraineté du peuple qu'il détient, ou bien il doit être exclu, par cela même, du pacte social. ».

SEPTEMBRE 1792 : « Nous savons que tout acte qui tend à enchaîner le peuple, au moment même où il s'est levé pour conserver sa liberté et son existence, où il est assemblé pour arrêter les conditions du pacte social, est attentatoire aux droits du souverain ».

DÉCEMBRE 1792 : « Lorsqu'une nation a été forcée de recourir au droit de l'insurrection, elle rentre dans l'état de nature à l'égard du tyran. Comment celui-ci pourrait-il invoquer le pacte social ? Il l'a anéanti. La nation peut le conserver encore, et si elle le juge à propos, pour ce qui concerne les rapports des citoyens entre eux : mais l'effet de la tyrannie et de l'insurrection, c'est de le rompre entièrement par rapport au tyran ; c'est de les constituer réciproquement en état de guerre »¹.

Voilà les premières manifestations d'un trajet thématique que nous allons décrire dans la suite de notre étude sur le savoir politique légitime en 1792. Cependant nous pouvons déjà noter une double évolution :

¹ *Le défenseur de la constitution*, n° 4 p. 163.

Adresse des représentants de la Commune de Paris à leurs concitoyens, 1^{er} septembre 1792, *Oeuvres complètes*, tome VIII, p. 456.

Discours sur le procès du roi du 3 décembre 1792, *Moniteur*, tome 14.

- de l'usage d'une valeur non-accomplie du verbe dans un énoncé définitoire de l'agir spécifique au droit à l'insurrection (« Le seul motif... c'est de... ») au temps de l'accomplissement de l'insurrection et, par là même, de l'autodétermination du peuple ;
- de la présence immédiate du peuple à lui-même au temps du passé historique significatif d'un nouvel horizon, celui de l'histoire de la révolution (« Lorsqu'une nation a été forcée... »).

Avec ces trois formulations du contrat social, nous assistons à la mise en place d'un enjeu politique fondamental, la fondation du peuple en acte. L'avant-première de l'événement fondateur n'a d'autre langage que celui du contrat social. La reprise textuelle de l'expression d'inspiration rousseauiste, « pour ainsi dire », n'est autre que le symptôme de la présence nécessaire, mais hypothétique de l'acte de constitution du peuple. La coïncidence, pendant la journée du 10 août 1792, du faire et de l'être du peuple, la création de la figure peuple élimine le décalage entre le fait et le droit signifié par l'expression « pour ainsi dire » ; cette expression ne se manifesterait plus dans les textes postérieurs. L'acte sublime consiste dans le tracé du premier tableau du peuple en acte, la journée du 10 août. Enfin, la scène politique devient familière, elle est notre histoire.

Dans le cadre de réflexion que nous venons de délimiter, il n'est plus question de mesurer « la distance » de Rousseau à Robespierre dans l'ordre du plus ou moins concret. Que signifie donc la paraphrase active de Rousseau par Robespierre ? Par exemple dans le cas suivant :

- Rousseau : « Le souverain, par celà seul qu'il est, est toujours tout ce qu'il doit être » ¹ ;
- Robespierre : « Quand le peuple est ce qu'il doit être, les ambitieux, les hommes cupides et corrompus ne sont rien » ².

Rousseau et Robespierre ont pour commun intérêt la recherche du moment de création du peuple réel. Mais, avec la révolution, et la nécessité de représenter l'ennemi du droit naturel déclaré, le contrat social se définit tout autant par son centre, l'acte par lequel le peuple se constitue comme peuple, que par ses limites, lieux de l'exclu, de l'ennemi.

c) Le procès de nomination politique

Depuis le travail de J .B. Natali, nous connaissons mieux les mécanismes de la rhétorique robespierriste. Il s'agit d'un véritable protocole, où divers agencements

¹ *Du contrat social, op. cit.*, p. 106.

² Discours aux Jacobins du 28 octobre 1792, *De l'influence de la calomnie sur la révolution*, textes choisis, 10/18, 1965, p. 42.

signifiants mettent en place des configurations rhétoriques. À partir des trois termes de son schéma de représentation – les représentants, les représentés et la nature –, Robespierre définit une règle énonciative et des itinéraires intradiscursifs obligatoires, en particulier le protocole dichotomique qui détermine l'antithèse permanente amis/ennemis et la série dedans/dehors. Le désir de faire coïncider d'une part le représentant, et d'autre part le représenté et la nature engendre des opérations de nomination qui assurent la formation et la préservation de la série du « dedans », qui neutralisent le nom mal placé. Ainsi se met en place ce qu'il faut bien qualifier d'appareil de censure, dans le domaine du langage politique :

« Robespierre croit possible de normaliser, dès le départ, toute forme de nomination. Il faut qu'on appelle les « choses » par leurs « vrais » noms, à défaut de quoi l'énoncé où ce nom s'inscrit serait tout de suite classé hors des critères d'acceptabilité cernés par le discours (...). Une censure peut s'instituer, chez Robespierre lui-même, à condition de la comprendre non pas comme une contrainte institutionnelle, mais plutôt comme une règle constitutive de l'énonciation » ¹.

Robespierre, nous le savons, recherche, comme ses contemporains, l'adéquation du mot à la chose. Mais il ne se suffit pas du simple parcours du référent. En affirmant que la nomination contractuelle doit se conformer à la norme contractuelle, à la vérité du faire du peuple, il érige la norme énonciative comme critère d'acceptabilité. Avant même qu'une théorie de l'énonciation soit mise en place, ce dirigeant jacobin désigne la vérité des mots à travers la vérité de leur énonciation. Dans le savoir politique jacobin, la nomination de la vérité des passions du peuple se fait par un mouvement permanent d'exposition de l'énonciation « peuple ». « La Révolution développe la vérité » : cette formule de Robespierre dit, à la lettre, l'origine du savoir politique. Si l'on peut parler de censure, il faut entendre ce terme dans le cadre d'un processus permanent d'autodétermination des règles constitutives de l'énonciation « peuple » par une traduction de ce que le peuple fait. La légitimité de la nomination politique devient ainsi tout autre que l'adéquation fictive du discours législatif à un discours référentiel produit par l'énoncé de la loi. Il est désormais question de la traduction permanente de l'acte insurrectionnel, dans son immédiateté et sa vérité.

À mi-chemin du trajet thématique que nous allons décrire, Robespierre consacre un exposé à l'histoire des « langues aristocratiques » et de leur principal instrument, la « calomnie ». « On connaît l'empire des mots sur l'esprit des hommes », cette formule, inspirée de Locke, inaugure le second grand discours de Robespierre sur les questions linguistiques en matière politique. En ce 28 octobre 1792, les Jacobins entendent un brillant exposé sur la « science sublime » de la calomnie ². Il est essentiellement question de la manière dont l'imposture emprunte

¹ J. B. NATALI Jr., *Une approche sémiologique du discours révolutionnaire (Robespierre)*, Thèse de III, cycle, EHESS, p. 164.

² De l'influence de la calomnie sur la révolution, *op. cit.*

la voie du langage. Robespierre démonte le mécanisme de l'illusion langagière mise en place par la « faction aristocratique » :

« Les intrigants ont calomnié la liberté elle-même. Mais comment déshonorer la liberté ? Comment diffamer même ceux qui défendent publiquement sa cause ? Il n'était qu'un seul moyen d'y réussir, c'était de peindre chaque vertu sous les couleurs du vice opposé, en l'exagérant jusqu'au dernier excès. C'était d'appeler les maximes de la philosophie appliquées à l'organisation des sociétés politiques, une théorie désorganisatrice de l'ordre public ; de nommer le renversement de la tyrannie, anarchie ; le mouvement de la révolution, troubles, désordres, factions ; la réclamation énergique des droits du peuple, flagorneries séditeuses (...). C'était, en un mot, flétrir les choses honnêtes et louables par des mots odieux et de déguiser les systèmes de l'intrigue et de l'aristocratie sous des dénominations honorables (...). Il fallait présenter le parti du peuple lui-même comme une faction, il fallait travestir la morale de l'égalité et de la justice sociale... Avec quelle facilité, la calomnie rendit tous les défenseurs de la liberté les objets de la prévention et de la haine publique, sous les noms de *factieux*, de *républicains*, etc. Il faut maintenant passer la vérité en contrebande » ¹.

3. Naissance d'un savoir politique : Robespierre thématise le « mouvement populaire »

[Retour à la table des matières](#)

Au terme de notre mise en perspective d'un contrat spécifique et de ses liens avec une nomination particulière, nous souhaitons poser, à travers l'événement de la chute de la royauté, le 10 août 1792, le problème de la traduction, de l'expérimentation dans le concret des luttes politiques de ce contrat et de cette nomination par lesquels le peuple est ce qu'il doit être, autoconstitue sa compétence discursive. Le génie du législateur fait signifier le 10 août, cet instant absolu de la présence du peuple en acte, il en fait le champ suiréférentiel du savoir parler peuple, la référence première de toute nomination légitime. L'événement comme acte de langage délimite le champ du politique par un ensemble d'énoncés qui peuvent et doivent être dit. *C'est plus particulièrement dans le récit robespierriste du 10 août que les premiers emplois du mot peuple constituent les règles énonciatives de la nomination jacobine.* Robespierre rompt avec les manières antérieures de parler peuple et parcourt un trajet thématique original en reculant de nom en nom à partir de l'expression, véritable butée signifiante, « le peuple s'est levé », jusqu'aux syntagmes, porteurs de tout un ordre logico-argumentatif, « mouvement populaire » et « histoire de la révolution ».

Un procès de nomination spécifique à une suite de textes est une succession thématique, une signification en expansion, une série de glissement de sens. Le

¹ *Id.*, p. 20-21.

point de départ détermine un cadre énonciatif, chaque étape vers la formule terminale marque la formation progressive d'un savoir. Une opération linguistique, la thématization du type *C'est X (que)*, nous permettra de poser des moments de consistance linguistique dans le trajet thématique que nous allons étudier. Cette opération est le support d'effets discursifs (référenciation, présupposition, définition) qui permettent la mise en acceptabilité des thèmes introduits dans chaque station substantive dans un premier temps, la naturalisation du processus par une charge sémantique sur certaines expressions dans un second temps.

a) Le récit du 10 août :

« un spectacle qu'aucune langue ne peut rendre »

[Retour à la table des matières](#)

Robespierre présente une première analyse d'ensemble « Sur les événements du 10 août 1792 » dans le N° 12 du *Défenseur de la Constitution*. Il n'est question tout du long que d'un sujet : le peuple. Mais cette parole, pour ainsi dire, du peuple sur le peuple n'a pas même valeur de vérité dans les différentes parties de la disposition rhétorique. Le rôle fondateur revient sans conteste à l'exorde. Au commencement du texte, la préfiguration du grand acte n'est autre que l'établissement d'un cadre énonciatif obligatoire dans la mise en sujet du peuple. Le texte-introducteur thématise les premières normes énonciatives, il assigne ses limites au texte-introduit, le récit proprement dit. La narration des événements témoigne cependant d'une tension entre le peuple figuré dans un tableau antérieurement situé et le spectacle non figurable des passions immédiates du peuple.

Comment se présente, dans l'exorde, la suite des énoncés associée aux thématizations ?

Une première phrase rappelle la situation précontractuelle

« Le peuple français, tout entier avili, opprimé depuis longtemps, sentait que le moment était arrivé de remplir ce devoir sacré (...) celui de pourvoir à leur propre sûreté par une généreuse résistance à l'oppression »¹.

Ainsi s'énonce la nécessaire mise en acte du droit à l'insurrection. D'emblée, l'intuition naturelle (« le peuple sentait... ») est inscrite dans la légitimité de l'acte insurrectionnel. La désignation du retour à l'état premier de révolution suit « naturellement » : « le peuple a reparu dans l'attitude qu'il avait montrée au mois de juillet 1789 ». C'est le développement de la comparaison entre les insurrections respectives du 14 juillet 1789 et du 10 août 1792 qui introduit les premières thématizations (voir le tableau N° 1).

¹ *Le Défenseur de la Constitution*, N° 12, p. 568.

Tableau N° 1

C	En 1789, le peuple de Paris se leva tumultuairement
	pour s'affranchir de l'ancien despotisme plutôt que pour conquérir la liberté
TH	En 1792, le peuple s'est levé avec un sang-froid imposant pour venger les lois fondamentales
	a exécuté les principes proclamés a exercé sa souveraineté reconnue a déployé sa justice et sa puissance a trouvé toutes ses ressources dans ses lumières et sa force a protégé la justice, l'égalité et la raison
TH	Ce n'était point seulement le peuple de Paris qui donnait un grand exemple à la France
	C'était le peuple français qui se levait à la fois
TH	(Tr) La manière solennelle dont le peuple procéda à ce grand acte
	Les sections de Paris (permanence, sagesse, énergie) Ce n'était point une émeute sans objet ← se concertèrent avec union
TH	C'était le peuple entier qui usait de ses droits, agissait en souverain
	→ Les sections commencèrent par nommer des commissaires
TH	(Tr) Cependant... les citoyens de toutes les sections s'étaient réunis et armés.

Cette comparaison met en évidence le passage du moins au plus de liberté : en 1789, le peuple n'a pas encore conquis sa liberté, c'est à dire imposé ses droits ; en 1792, il se lève pour les défendre, en assurer la conservation. Mais, là encore, la liberté ne se légitime que dans le contrat : « Une peuple naît, pour ainsi dire, à la liberté » écrit ailleurs Robespierre.

Au-delà du simple contenu informatif des énoncés, le point de vue de l'énonciation distingue aussi 1792 et 1789 :

– la comparaison met en valeur la dénivellation temporelle entre les temps des syntagmes verbaux (« s'est levé/se leva »). L'emploi du passé simple pour désigner l'agir du peuple en 1789 produit un effet de récit ; l'événement appartient au monde raconté. Ce signe temporel, de nature narrative, a « pour fonction d'avertir l'auditeur que cet énoncé est un récit et qu'il peut l'écouter avec un certain détachement »¹. À l'inverse, dans l'utilisation d'un temps verbal du monde commentatif, le passé composé, pour désigner l'agir du peuple en 1792, « l'apport

¹ Harald WEINRICH, *Le temps*, Éditions du seuil, Paris 1973.

du temps est autre, il donne à la description le caractère d'une reddition de comptes. Le passé composé est aussi le temps de la responsabilité »¹. L'énoncé « le peuple s'est levé » reformule l'énoncé sous-jacent le peuple faire X à l'aide d'une opération énonciative autodéterminante et légitimatrice ;

– l'énumération, à l'intérieur du même paradigme temporel, des actions spécifiques au peuple le 10 août 1792 (voir le tableau N° 1, ci-contre) justifie la valeur de preuve de la comparaison (G). Il s'agit d'une série d'énoncés à valeur d'acte en tant qu'elle modifie l'état du peuple. Un type spécifique d'acte, l'énonciation peuple, inscrit son usage légitime dans un nouveau langage politique. En des termes repris à la figure du contrat, on peut dire que de tels énoncés ont une valeur suiréférentielle, ils sont porteurs d'un acte illocutoire : l'acte d'autodétermination du peuple.

La naissance du genre « peuple » est assurée par une première thématization (TH) liée à la marque de la négation. L'effet contrastif est souligné par la succession (TH) restrictive (« Ce n'était point seulement... ») – (TH) affirmative (« C'était... »). Un nom, le peuple français, est inscrit en position référentielle et s'emboîte dans l'énoncé-recteur / se lever /. Aucun autre terme ne peut prendre cette place (par exemple « peuple de Paris ») sans changer la valeur contractuelle de l'énoncé désormais fondateur du savoir parler peuple : le peuple français s'est levé. Encadrée par la désignation des actes des sections de Paris, la seconde thématization (toujours dans le tableau N° 1) redouble le nom référentiel « peuple français » dans le syntagme « peuple entier » et permet, sans l'énoncer explicitement, l'équivalence entre le faire des sections et l'agir légitime. C'est par le rejet du discours de l'autre (« Une émeute sans objet... une conjuration ensevelie dans les ténèbres »), par le contraste entre la négation et l'affirmation au sein même des thématizations que d'autres énoncés sont rendus possibles, mais ne seront mis en perspective que dans les textes suivants.

L'énonciation codificatrice du peuple, ce qui peut et doit être dit, une fois posée, la narration peut commencer :

« Cependant le tocsin avait sonné ; les citoyens de toutes les sections s'étaient armés et réunis (...). Cette armée se portait vers le Château. Un bataillon de fédérés et de citoyens, arrivé le premier, requit les Suisses de se ranger du parti du peuple (...). Des coups de canon sillonnent l'armée du peuple ; un nombre considérable tombent sur le carreau »².

Le passage graduel au présent narratif indique la transition du texte-introducteur au texte introduit, de l'exposition légitime – ce pourquoi l'histoire est racontée – au compte-rendu factuel. De fait, Robespierre trace les premiers traits

¹ *Id.*, p. 92.

² *Le Défenseur de la constitution*, N°12, pages 571-572.

du retour du peuple à sa nature première, de cet instant sublime où le peuple profère des « cris terribles ». Nous voilà ainsi devant « un spectacle qu'aucune langue ne peut rendre », qui laisse celui qui voit les passions du peuple muet et fasciné. Nul doute que le délégué de la section des Piques, connu sous le nom de Robespierre, a dû éprouver, ce jour-là, l'immédiateté de la présence du peuple, même si nous savons qu'il ne participa pas directement à l'action. Ce dirigeant jacobin voit les premiers gestes et les premières voix du peuple, il les montre par une narration figurative mais il sait qu'un tel tableau est déjà, par les traits qu'il assigne au peuple (« le parti du peuple », « l'armée du peuple », « la force du peuple », « le courage du peuple », « la justice du peuple », « tout le peuple »), imitation et reconnaissance du représenté dans un représentant. Le signe de la liberté, signe d'abord muet, existe enfin de manière légitime, mais, dès sa première expression, il est déjà dans l'horizon de l'espace, de la substitution. Il faut donc fixer les règles d'énonciation du savoir parler peuple contre l'illusion d'une description immédiate et neutre du peuple. Le texte-introducteur s'en est chargé. Le début de la péroraison, la récapitulation, confirme la naissance du peuple en acte et introduit, dans les termes du contrat, une première caractérisation de la révolution du 10 août :

« Ainsi a commencé la plus belle révolution qui ait honoré l'humanité ; disons mieux, la seule qui ait eu un objet digne de l'homme, celui de *fonder enfin les sociétés politiques* sur les principes immortels de l'égalité, de la justice et de la raison (...) Tous les traîtres ambitieux ...) vont retomber d'eux-mêmes dans le néant (...) et la liberté du monde sera à la fois notre ouvrage et notre récompense » ¹.

Les révolutionnaires voient dans la Révolution française le point de départ d'un mouvement continu vers l'achèvement du bonheur de l'humanité. Robespierre réinscrit ce topo dans la figure, développée par la tradition marxiste, de la révolution permanente « Vous êtes en guerre désormais avec tous vos oppresseurs ». Ainsi est signifié le glissement de l'acte contractuel à l'acte révolutionnaire le peuple se constitue pour le peuple et contre ses ennemis. Le peuple s'est engagé lui-même à maintenir la nouvelle société politique ; toute une série d'énoncés exhortatifs sont là pour lui rappeler :

« Français, n'oubliez pas	
ne vous endormez pas	Que tout s'éveille
restez debout et veillez	Que tout s'arme
exercez vos droits	Vous êtes en guerre ».
écarter vos ennemis naturels	

Le premier mot d'ordre concerne l'élection prochaine de la Convention :

(A) « On (devait) assurer au peuple la faculté de choisir lui-même ses représentants...

¹ *Id.*, p. 579-580.

(B) Préparez le succès de cette convention par la régénération de l'esprit public ».

De ces phrases, dégageons les énoncés présupposés

(A') / Le peuple doit choisir lui-même ses représentants/

(B') / Le peuple doit régénérer l'esprit public/

Il est toujours question du devoir faire du peuple. L'esprit éclairé en précise la nature par la thématization d'autres éléments du savoir politique.

*b) Robespierre, porte-parole de la Commune,
institue « le langage de vérité » des délégués du peuple*

Après le 10 août, deux pouvoirs s'affrontent : la Commune de Paris, issue de l'insurrection et l'Assemblée législative, issue de la légalité. À deux reprises, les 12 et 15 août, Robespierre porte la parole à l'Assemblée au nom de la Commune pour lui faire part des propositions des délégués du peuple. Il demande d'abord la confirmation de l'arrêté pris par le Conseil Général de la Commune de Paris « afin qu'il ne soit pas procédé à la formation d'un nouveau directoire départemental de Paris », puis revient, la seconde fois, pour exiger que « les coupables soient jugés par des commissaires pris dans chaque section, souverainement et en dernier ressort »¹. Nous allons examiner comment, par l'emploi de nouveaux énoncés, Robespierre achève de tracer les contours de la figure « peuple » et crée ainsi les limites de la rhétorique du savoir parler peuple.

Nous avons retranscrit, dans le tableau N° 2, les séquences-pivots, c'est à dire les phrases qui déterminent la translation et la répétition des énoncés recteurs dans les textes de la Commune prononcés par Robespierre. L'analyse interne et comparative de ces deux interventions met en évidence un même fonctionnement discursif : une série de séquences à valeur de préconstruit reformule les énoncés thématisés dans le texte-introducteur du récit du 10 août. Un exemple (10 août) « C'était le peuple entier qui agissait en souverain » → (12 août) « le peuple souverain ». Une nouvelle thématization rend possible d'autres énoncés, en partie implicites, mais dont la consistance est toujours conforme au code énonciatif préalablement déterminé.

¹ Ces deux textes sont reproduits dans le tome VIII des *Œuvres complètes* de Robespierre, respectivement p. 429 et suivantes, 436 et suivantes.

Tableau N° 2

12 août

15 août

1) Récit du 10 août : rappel (tableau N° 1)

Le peuple procéda à ce grand acte...
C'était le peuple entier qui agissait en souverain.

Les cris terribles du peuple annonçaient la victoire de la liberté, ils retentirent autour de l'assemblée... elle se ressouvint qu'elle représentait elle-même le peuple

Le peuple a déployé sa justice, les formes nécessaires pour protéger l'innocence.

Les ambitieux, s'ils échappent à la justice du peuple, vont retomber dans le néant.

2) Reformulations

APRÈS LE GRAND ACTE PAR LEQUEL LE PEUPLE SOUVERAIN
VIENT DE RECONQUÉRIR SA LIBERTÉ ET VOUS-MÊMES.
... CE QUE LE PEUPLE A FAIT

Depuis le 10, la juste vengeance du peuple n'a pas encore été satisfaite. Les efforts que le peuple a faits.

3) Thématisations et séquences dérivées

(X) C'EST DE LA COMMUNICATION DES LUMIÈRES QUE NAÎTRA
LA LIBERTÉ.

(Y) CE N'EST QUE PAR L'UNION, LA COMMUNICATION DIRECTE
DES REPRÉSENTANTS AVEC LE PEUPLE QU'ON POURRA
MAINTENIR LA LIBERTÉ

→ LE LANGAGE DE VÉRITÉ DES DÉLÉGUÉS
IMMÉDIATS DU PEUPLE.

Ne parler que des crimes commis dans la journée du 10 août, c'est trop restreindre la justice du peuple

→ les plus coupables des conspirateurs qui affectaient le langage des lois n'ont point paru dans la journée du 10.

4) Énoncés possibles attestés

Le peuple a sauvé la patrie. Le peuple est forcé de veiller lui-même à son propre salut. Il a choisi lui-même ses représentants. Il ne peut être sauvé que par lui.

Le peuple veut la punition des coupables.

5) Discours exhortatif

Daignez nous conserver les moyens de sauver la liberté. La force populaire ne sera plus qu'une.

Il faut au peuple de nouveaux juges.

Le discours du 12 août associe le rappel de l'acte du 10 août à l'expression « peuple souverain » dont le contenu correspond au principe matériel et légitime du peuple en acte. L'énoncé « le peuple a fait » l'indique explicitement. Il importe de marquer aussi l'importance des préconstruits introduits par deux thématisations

contrastives ¹. Ainsi est présupposé, en deçà de l'affirmation de la nécessaire permanence de la liberté, le langage de vérité des délégués immédiats du peuple :

/ (de X') naîtra la liberté publique /
/ (par Y) on pourra maintenir la liberté
/ (X') les lumières communiquent /
/ (Y') les représentants du peuple ont la communication directe
avec le peuple /

Au départ, le problème de la permanence de l'acte contractuel se définit au sein même de l'identification entre le langage de vérité du peuple et le langage des délégués légitimes du peuple. « La régénération de l'esprit public » passe nécessairement par la reconnaissance de l'émergence nouvelle d'un langage politique légitime, différent du langage de la représentation en permanence des droits du peuple. En fait, Robespierre confère aux délégués de la Commune, et donc à lui-même, le statut de législateurs naturels du peuple : ils sont en effet les premiers à traduire les passions du peuple dans « la langue du peuple ». L'acte communicationnel issu de la « force populaire » n'est autre que l'espace où représentants et représentés sont à égalité. Robespierre signifie aux députés la naissance du savoir parler peuple, seul savoir légitime pour les futurs conventionnels.

Dans le discours du 15 août, une question essentielle est posée faut-il prendre en compte « la juste vengeance du peuple » ? D'emblée, le nouveau savoir politique est mis à l'épreuve : quelle médiation doit introduire le délégué du peuple pour éviter que le peuple se fasse justice lui-même ? La demande de punition des coupables présuppose la distinction innocents/coupables. L'acte de demande associé à l'exigence de nouveaux juges est déjà une médiation. Mais, avec les massacres de septembre, le délégué du peuple va-t-il être capable de signifier la présence d'une « justice populaire » qui ne se confond pas avec la punitivité ?

¹ Sur le mécanisme des thématisations, nous renvoyons au N° 62 de *Langages* sur le discours politique (J. J. COURTINE). Dans le cas présent, l'équivalence « la communication des lumières = la communication directe des représentants avec le peuple » (voir le tableau N° 2) est insérée dans le fil du discours sous la forme d'un présupposé d'existence des énoncés X' et Y' indiquée ci-dessous.

c) « On vous a bien souvent parlé des événements du 2 septembre ; c'est le sujet auquel j'étais le plus impatient d'arriver...

CAR C'ÉTAIT UN MOUVEMENT POPULAIRE »

(le 5 novembre à la Convention)

[Retour à la table des matières](#)

À la veille des massacres de septembre, à Paris, le Conseil Général de la Commune de Paris adopte une *Adresse des représentants de la Commune de Paris à leurs concitoyens*, rédigée par Robespierre. Est-il légitime de voir dans les délégués des sections de véritables « mandataires du peuple » ? A-t-on enfin commencé à parler peuple ? De telles questions balisent cette adresse. Elles nous introduisent à l'événement, ou plus précisément aux faits de langage promus par les juges improvisés sur la scène punitive des massacres de septembre. En dernier lieu, il faut se demander pourquoi Robespierre attend le 5 novembre 1792 pour traduire ces événements dans l'espace de l'histoire de la révolution. Que signifie ce passage de l'ordre énonciatif à l'ordre logico-argumentatif par l'intervention des premiers concepts du savoir parler peuple, « mouvement populaire » et « histoire de la révolution » ?

– les « nouveaux fonctionnaires publics »

L'*Adresse* du 1^{er} septembre débute pas les mots suivants : « Vos ennemis se réveillent ». Le grand acte du 10 août est passé, les ennemis du peuple sortent du néant où les avait jetés la présence du peuple ; ils tentent de détruire le contrat par un acte d'usurpation. Contre la « malveillance », les nouveaux représentants vont « dire la vérité au peuple », ils sont les porteurs du langage de la vérité et, par là même, ils sont le peuple. Une identification dont on peut montrer les étapes dans la série suivante d'énoncés :

(10 août) « Le peuple s'est levé... Il a usé de ses droits... Les sections nommèrent des commissaires ».

(1^{er} septembre) « Le peuple se leva (...). Il ressaisit solennellement l'exercice de ses droits et nomma dans toutes les sections de Paris des délégués chargés de ses pleins pouvoirs ».

(12 août) « Vous devez entendre le langage de vérité que le peuple va vous parler par la bouche de ses délégués ».

(1^{er} septembre) « Vos représentants vous doivent du moins la vérité ils vont vous la dire (...) eux seuls ont été peuple, sous tous les rapports ».

Deux équivalences sont ainsi attestées : l'une par une liaison paradigmatique / les sections (le peuple) (nommer)/, l'autre par une liaison syntagmatique/les représentants du peuple = le peuple/. Le processus de traduction des passions du peuple dans des expressions adéquates n'est plus explicitement souligné dans le texte du 1^{er} septembre. Simplification liée au vaste public visé par cette Adresse ? Nous ne le pensons pas. Pourquoi le retour de la variation temporelle, le passage

d'un temps commentatif, le passé composé, à un temps narratif, le passé simple, dans la désignation de l'agir originel, /le peuple (se lever)/ ? Jusqu'alors le genre énonciatif peuple s'autodéterminait dans l'action des délégués des sections. Désormais, un autre élément apparaît : l'histoire du peuple. On en voit la preuve dans la succession des passés simples « se leva », « ressaisit », « nomma ». Robespierre entame la narration de la Révolution, nouveau processus discursif qui va, par son amplification, construire une argumentation spécifiquement jacobine. Cependant le texte de l'Adresse s'arrête longuement et principalement sur le caractère « populaire » des fonctionnaires de la Commune de Paris. Les temps forts du raisonnement s'inscrivent dans des thématisations contrastives et définitionnelles :

- effet contrastif (inscription en position dominante) :

« Ce sont eux / les nouveaux fonctionnaires publics / qui donnèrent le signal de l'insurrection (...). Ils ont déconcerté les trahisons (...). Ils veillaient autour du peuple ».

- effet définitionnel (rapport permanent avec le peuple) :

« Leurs crimes, c'est d'avoir réalisé une grande partie des vœux du peuple (...) d'avoir tenté ce grand principe que la liberté ne pouvait être affermie que par le courage et l'énergie, d'avoir soutenu l'esprit public à la hauteur où il était monté, d'avoir éveillé dans le cœur des citoyens le sentiment de leurs droits et leur dignité ».

- effet contrastif (le peuple comme référent) :

« C'est au peuple seul qu'il faut attribuer la gloire de tout ce qu'ils ont fait de bien. »

L'énoncé « ce qu'ils ont fait de bien » est une paraphrase active de la séquence antérieure « ce que le peuple a fait ». Cette reformulation rend désormais possible la substitution entre le peuple et les mandataires du peuple dans l'ensemble des énoncés connotant le peuple en acte. Constatons qu'un tel trajet thématique aboutit à une polysémie voulue du mot *peuple*. Le peuple et les représentants de la Commune ne sont plus représentés par deux termes séparés, le deuxième pénétrant le premier. Il s'agit là d'un élément de la conscience linguistique qui cherche à donner la préférence à la polysémie sur la synonymie ¹. Un tel processus, qui, pour nous, tend à ambiguïser l'usage du mot *peuple*, n'était, pour les révolutionnaires, que l'expression finale d'une vérité à établir : la coïncidence du principe politique formel, la souveraineté du peuple, et du principe politique matériel, les instances représentatives.

¹ Nous avons insisté à plusieurs reprises sur l'importance de ce choix. Voir autres notes.

Les massacres de septembre à Paris mettent en valeur l'originalité du nouveau type de porte-parole lié au milieu de la Commune de Paris.

– Les porte-parole dans les massacres de septembre 1792

Bernard Conein a étudié minutieusement les conduites et les langages des divers agents impliqués dans l'événement des massacres de septembre. Face à l'agent septembriseur, un type de porte-parole s'impose, le juge improvisé, du moins dans le cas parisien ¹.

En province, les agents de l'autorité font face aux émeutes punitives en usant des formes classiques de « persuasion », les harangues et les transactions verbales. Ils n'ont pour « interlocuteur » que l'agent terroriste. Ce dernier refuse de se définir comme agent politique par plusieurs traits : l'utilisation de conduites publiques non-politiques, référées au divers modes d'expression publique, en particulier carnavalesque (avant tout le fameux registre des propos punitifs), le caractère temporaire de la position sociale séparée du groupe, la mise à mort non différée et non instrumentale (ce que sera la guillotine) des suspects.

À Paris, un agent politique de crise fait son apparition dans une fonction improvisée, celle de juge, et en un lieu nouveau, le tribunal populaire. Il s'agit bien d'un porte-parole qui introduit une scène séparée à valeur politique au sein même des exécutions publiques. Il s'installe derrière des tables dans le greffe des prisons, réclame le livre des écrous, forme un jury et nomme des juges, puis il interroge les prisonniers et décide de leur culpabilité... avant qu'ils ne soient massacrés ! L'important réside dans l'émergence, en plein climat terroriste, d'un langage de nature foncièrement politique. Les juges improvisés se réfèrent à la loi de salut public, aux distinctions fondatrices du savoir politique, amis/ennemis, coupables/innocents ; ils interpellent les septembriseurs en les appelant citoyens. En dépit de l'absence de formes légales de mise à mort, un langage politique s'impose et prépare les énoncés légitimes des agents politiques jacobins. On comprend pourquoi Robespierre défendra l'action des juges improvisés, souvent des officiers municipaux, qui « engagèrent les citoyens à suivre les formes nécessaires, dont le but était de ne pas confondre, avec les coupables qu'ils voulaient punir, les citoyens détenus pour des causes étrangères à la conspiration du 10 août » ². Et c'est du fait de la présence des juges improvisés dans l'événement que les Montagnards parlent, à propos des massacres de septembre, de mouvement populaire.

¹ « Démiurges politiques et porte-parole dans les massacres de septembre 1792 : les juges "improvisés" dans les prisons de Paris », *Les intermédiaires culturels*, Université de Provence, Lafitte, 1981.

² Réponse de Robespierre au girondin Louvet le 5 novembre à la Convention, *Moniteur*, tome 14, p. 393.

– *L'histoire de la révolution :*
 « les grandes actions et les grands caractères restent seuls »

Dans sa violente attaque contre Robespierre le 29 octobre à la Convention, le girondin Louvet distingue les « mouvements du peuple de Paris » et l'action des agitateurs. Il dissocie la « révolution du 10 août », qui est « l'ouvrage de tous », de l'action de « quelques centaines de citoyens » qui « égarent une partie du peuple ». La nomination girondine dénonce en permanence les « projets d'anarchie et de subversion » de la Commune et des Jacobins ¹. Le moment n'est plus aux nuances ; un seuil est atteint où s'exprime le refus global du trajet thématique parcouru par Robespierre et la Commune de Paris :

« On vit des intrigants subalternes déclarer que Robespierre était le seul homme vertueux en France, et que l'on ne devait confier le salut de la patrie qu'à celui qui prodiguait les plus basses flatteries à quelques centaines de citoyens, d'abord qualifiés le peuple de Paris, ensuite seulement le peuple, ensuite le souverain ; à cet homme (...) qui, après avoir vanté la puissance, la souveraineté du peuple, ne manquait pas d'ajouter qu'il était peuple lui-même » ².

Les Girondins sont parmi les meilleurs philosophes de la Révolution française, mais ils ignorent le problème de la traduction de l'agir du peuple dans des expressions adéquates, donc vraies. Le discours de celui qui dit le faire du peuple leur apparaît comme une monstrueuse usurpation d'un réel déjà inscrit dans le tableau des droits de l'homme.

On connaît l'interpellation de Robespierre en réponse à Louvet, le 5 novembre : « Citoyens, vouliez-vous une révolution sans révolution ? ». Nous n'allons pas étudier le détail des articulations discursives d'un texte par ailleurs fondamental dans l'évolution du discours robespierriste. Il s'agit ici de montrer comment ce texte fait retour sur l'itinéraire thématique antérieur et crée des arguments pivots du discours montagnard. De fait, comme nous l'avons déjà annoncé, la réponse à Louvet est le terme provisoire du trajet que nous venons de décrire. Une nouvelle trame lie les événements, la révolution :

« La révolution du 10 août réalisa la législature...

Les jacobins ont préparé la sainte insurrection du mois d'août 1792 avec les fédérés...

Ce sont ceux-là (choisis dans la journée du 10) qui dirigeaient les mouvements d'une insurrection tumultueuse...

Cette immortelle révolution a créé la Commune de Paris...

Il faut chercher la vérité dans l'histoire de la dernière révolution ».

¹ Nous renvoyons à l'étude par P. RUETSCH du champ sémantique d'« anarchie » dans le *Courrier des départements* de Gorsas (25 mai-31 mai 1793), *Bulletin du Centre d'analyse de discours de Lille III*, N° 2, 1975.

² *Moniteur*, tome 14, page 342.

Le déplacement opéré concerne la désignation du sujet de l'histoire : peuple et/ou révolution ? L'acte de substitution de la révolution au peuple permet un nouveau concept : l'histoire de la révolution. L'idée de processus historique prend le pas sur celle d'acte contractuel. La logique argumentative qui marque cette étape finale de notre trajet thématique se mesure tout particulièrement dans la thématisation utilisée par Robespierre pour caractériser les massacres de septembre :

« C'était un mouvement populaire, et non la sédition partielle de quelques scélérats. »

Voilà une thématisation qui se veut constat (« Il y avait un...) Le locuteur témoigne de l'existence d'un « mouvement populaire » pendant les journées de septembre, il introduit l'énoncé/le peuple (faire)/sous la forme du préconstruit ¹. Il reformule l'énoncé « le mouvement du peuple » sous une forme adjectivée. Mais l'adjectivation (« populaire ») peut tout aussi bien se construire à partir de l'expression « mouvement pour le peuple ». L'argument se dédouble : s'agit-il d'un mouvement du peuple ou pour le peuple ? À vrai dire, nous l'avons vu, l'argumentation de Robespierre repose sur l'identification du peuple à ses mandataires. L'action pour le peuple ne peut être que l'action du peuple, de même pour la « justice populaire », « l'insurrection populaire », la « force populaire » etc.... Là où nous voyons une ambiguïté constitutive du discours robespierriste, la conscience linguistique des révolutionnaires théorise une manière de savoir parler peuple. De l'énoncé performatif « Que le peuple se lève » à l'expression conceptuelle de « mouvement populaire », un trajet thématique se met en place dont la description nous aide à comprendre la façon dont les Jacobins parlent la langue du peuple. Le problème rousseauiste fondamental de la construction du peuple, repris par les Jacobins, est posé sur le terrain de la fondation de la langue politique. Rousseau et Robespierre découvrent, dans des contextes discursifs différents, le langage du peuple réel, de l'identité du principe matériel et du principe formel, de l'unité de l'universel et du particulier dans le politique. Ils énoncent les conditions d'émergence du nouveau champ politique, en opposition à la conception juridique « commune » de la politique. La primauté du moment rhétorique sur la sémantique des vérités naturelles définit le langage légitime par le fait codifié de son énonciation, et non par une adéquation préétablie entre des mots et des vérités réputées naturelles.

¹ Voir sur ce point l'étude sur le discours politique citée dans la note 1, p 107.

DEUXIÈME PARTIE

ASPECTS

DE L'ÉCONOMIE LINGUISTIQUE :

LA RATIONALITÉ

DE L'ACTE DE PAROLE

(1792-1794)

PRÉLIMINAIRE

DE LA CONSCIENCE LINGUISTIQUE À L'ÉCONOMIE LINGUISTIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons décrit le trajet thématique qui nous mène des premières expressions de la langue du droit, en 1789, à l'émergence, en 1792, sous la figure du contrat social, de « la langue du peuple », manifestation centrale du savoir politique jacobin. Ce trajet est complexe. Nous avons vu que Robespierre n'a pu formuler l'existence de « la langue populaire » que dans la mesure où il a bénéficié de la conscience linguistique d'une nécessaire adéquation entre la constitution et le français national. Avons-nous, pour autant, cerné la totalité du processus de fondation de la langue politique au début de la révolution française ? Nous ne le pensons pas. L'étude, à partir de l'activité des « missionnaires patriotes » provençaux, de l'efficacité au quotidien de la langue du droit nous a montré la diversité des mises en acte de la langue politique. Elle nous incite à interroger plus avant les langages révolutionnaires en tant que système d'actes de langage propres

à gouverner les hommes par les mots. Certes, après le 10 août 1792, la langue politique est fondée, mais comment est-elle légitimée en permanence dans le processus révolutionnaire ? En d'autres termes, quelles ouvertures vers de nouvelles représentations politico-linguistiques ont été rendues possibles par l'établissement d'un « langage populaire » sur le modèle du contrat social ?

De 1789 à 1791, la langue politique n'est réellement fixée, contre l'abus des mots, qu'au titre de son inscription dans l'horizon du droit naturel déclaré. L'insurrection populaire, qui met à bas la royauté, introduit une dimension nouvelle. Désormais, à la référence au droit naturel qui fonde la langue politique s'associe l'acte de souveraineté par lequel l'acte de parole du peuple se légitime, s'autodétermine en permanence. Si la langue du droit demeure présente dans l'horizon du discours révolutionnaire, l'acte par lequel le peuple a pris nom de peuple introduit, dans l'espace politique, une légitimation permanente de la langue politique. Les propriétés rationnelles de l'acte de parole peuvent désormais se manifester de façon constante et à partir de multiples registres. Basé sur la représentation souveraine du peuple, cet acte convoque la raison linguistique en des lieux très divers. Ce que l'on convient d'appeler les genres de l'espace public révolutionnaire, du pamphlet au texte autobiographique, en passant par la presse et autres, sont insérés dans le champ d'intervention de la langue politique. Une étape décisive a été franchie, il est question désormais d'économie linguistique.

La question linguistique rebondit, au plan politique, dans les termes suivants : quelles sont les représentations d'un acte de parole analogue à un peuple qui autodétermine son genre rhétorique ? Quels sont les lieux, les genres où s'investit un tel acte en tant qu'élément de la matérialité linguistique ? La conscience linguistique des révolutionnaires s'était instaurée dans un espace identitaire : il fallait établir le lien entre l'identité des principes et l'identité de langue. Nous allons désormais porter notre investigation sur un terrain plus vaste, celui des analogies, historiquement attestées sous des formes très diverses, entre la langue et la politique.

Lorsque Urbain Domergue ouvre, par un long discours, la première réunion de la Société des amateurs de la langue française, le 5 novembre 1791, il se dit « persuadé que sans une langue bien faite, il n'est point d'idées saines »¹. L'expression de « langue bien faite » est d'origine condillacienne. De fait l'influence de Condillac sur la génération des révolutionnaires est plutôt méconnue, elle est pourtant incontournable pour celui qui souhaite aborder le problème linguistique. Les raisons épistémologiques de l'extension de la conscience linguistique vers une économie linguistique peuvent se résumer par deux termes définis dans l'œuvre de Condillac, *analogie* et *identité*.

¹ *Journal de la Langue française*, 1791, p. 122.

Au départ, écrit Condillac en introduction de *La langue des calculs*, « les premières expressions du langage d'action sont données par la nature, puisqu'elles sont une suite de notre organisation : les premières étant données, l'analogie fait les autres, elle étend ce langage ; peu à peu il devient propre à représenter toutes nos idées de quelque espèce qu'elles soient »¹. L'analogie n'a d'autre origine que la nature, sans s'y confondre : « l'analogie, qui achève les langues, les fait bien si elle continue comme la nature a commencé »². Elle achève les langues dans la mesure où elle s'autorise du langage lui-même. Prise dans « un rapport de ressemblance » avec son origine naturelle, elle se déploie à l'intérieur même de l'appareil linguistique. Ainsi la « langue bien faite » procède des propriétés du langage lui-même. En représentant, par le biais de l'analogie, une même chose, issue de la nature, sous des points de vue différents, elle s'autorise du concept d'identité. S. Auroux précise à juste titre que le lien organique entre le processus analogique et le concept d'identité présuppose le rejet absolu de tout rapport d'univocité entre les éléments de la langue constituée : « Des signes différents exprimant des vues de l'esprit différentes doivent, par l'analogie de la langue, faire remarquer l'identité des idées qu'ils désignent »³. La diversité des signes, donc la richesse du langage, n'est pas une donnée contradictoire de la raison linguistique exprimée par le principe de l'identité de langue. Plus précisément, la langue (politique) ne peut atteindre un maximum de rationalité sans prendre en compte le processus analogique. Elle devient science (de la politique) par la répétition d'un même rapport identitaire à la nature (et ses droits) quelle que soit la diversité des expériences (révolutionnaires) où elle se manifeste.

La conscience linguistique des patriotes de 1791 correspond, nous l'avons dit, à la revendication d'un lien entre l'identité de langue et l'identité des droits. Cette détermination « naturelle » de la parole révolutionnaire est illustrée, avec beaucoup de talent par Robespierre, dès avril 1791, dans son discours contre le marc d'argent. Mais la juste analogie, signe de la présence du droit au sein même du langage, n'est véritablement mise en place qu'au moment de l'insurrection du 10 août 1792. Elle dépend de l'établissement du contrat social dans l'espace linguistique, de l'émergence de « la langue du peuple ». Paraphrasant Condillac, nous pouvons caractériser le processus d'achèvement de la langue politique, c'est à dire l'économie linguistique, de la façon suivante : dès que la langue politique est une langue que le peuple (l'analogie) fait, le peuple (l'analogie), qui fait la langue, fait les méthodes, ou plutôt la méthode d'invention n'est que le peuple lui-même (l'analogie même)⁴. La présence immédiate du peuple à lui-même dans

¹ Édition critique par S. AUROUX et A. M. CHOUILLET, Presses Universitaires de Lille, 1981, p. 2.

² *Id.*

³ *Id.*, p. XVII. Présentation de S. Auroux.

⁴ Le texte de Condillac que nous paraphrasons est le suivant : « Dès que l'algèbre est une langue que l'analogie fait, l'analogie, qui fait la langue, fait les méthodes : ou plutôt la méthode d'invention n'est que l'analogie même » (*Langue des calculs* p. 7). Sur cette question essentielle de l'analogie, nous renvoyons à l'ouvrage de S. DELESALLE et J.C. CHEVALIER, *La*

l'événement fondateur du Contrat en révolution, l'insurrection du 10 août 1792, est le garant du bon choix de l'analogie. Tout l'art de parler, dans le savoir politique jacobin, équivaut à l'instruction par l'analogie.

De la conscience linguistique à l'économie linguistique, Robespierre est toujours au centre de notre réflexion : le premier, en 1791, à exprimer clairement le rapport du mot *peuple* à l'identité des droits, il est également le premier, en 1792, à désigner le fondement de l'hégémonie future de la langue politique, le rapport du peuple à lui-même dans son identification au droit naturel, l'analogie par excellence.

Le détour par Condillac nous a permis de comprendre en quoi la conscience linguistique, espace de fondation de la langue politique, trouve son achèvement dans l'économie linguistique. Avec la constitution du peuple par lui-même, un contrat en langue est passé entre les citoyens d'une communauté libre. Un accord est désormais possible en vue de délimiter les propriétés du français national en tant que langue politique. L'analogie permet d'aller au-delà de la simple affirmation du lien nécessaire entre « l'identité de langue » et « l'identité des principes » et, par là même, d'atteindre un consensus linguistique, source d'hégémonie.

En première approche, l'économie linguistique se définit par rapport à l'ensemble des actes de parole déterminés en permanence par l'action du peuple d'une part, toujours conformes au droit naturel déclaré d'autre part. « Qui agit bien, dit vrai », cette devise des « missionnaires patriotes » provençaux pourrait servir d'exergue à un traité d'économie linguistique. Celui qui agit en citoyen n'est-il pas le porte-parole du langage de vérité ? Dans une telle optique, le champ de l'économie linguistique peut paraître à ce point vaste qu'il intègre les formes les plus diverses de l'éloquence révolutionnaire, à une limite près, la conformité au droit. Il ne s'agirait donc que d'élaborer, pour appréhender un tel phénomène, une dimension particulière de la conscience linguistique, la « rhétorique raisonnée » (Domergue). Le *Journal de la langue française*, dans sa rubrique intitulée « langue ornée », propose une rhétorique à l'aune de « la propriété des mots ». L'entreprise tourne court. Pourquoi sommes-nous aussi affirmatif ? Si la solution du « grammairien patriote » Urbain Domergue avait réellement abouti à un traité d'éloquence rationnelle destiné à l'usage des porte-parole, la distinction entre conscience linguistique et économie linguistique serait caduque. Mais les traités de rhétorique sont, pendant la révolution française, d'usage privé et d'un grand classicisme. Il n'est jamais question de rhétorique parmi les ouvrages élémentaires proposés au concours de l'an II. Est-ce un hasard ? Pourquoi la publication d'une rhétorique est-elle condamnée par avance à être empreinte « d'aristocratie » ?

L'économie linguistique repose de fait sur un *parti-pris antirhétorique*. « Discourir laconiquement est le propre du jacobin », cette formule souvent invoquée rend compte de l'attachement des révolutionnaires au « langage de la raison » contre l'éloquence, source majeure de l'abus des mots. L'expérience de 1791 a bien sûr fortement contribué à renforcer le sentiment anti-rhétorique des patriotes. L'art oratoire est exclu de la science de la politique. Nous retrouvons de nouveau l'influence de Condillac : l'art oratoire doit s'effacer devant la méthode analytique, basée sur l'analogie linguistique lorsqu'il s'agit de rendre compte de la rationalité de la langue (politique), de produire une langue (politique) bien faite. À l'effet de l'éloquence de tribune doit se substituer, en particulier dans les clubs et les sociétés populaires, la philosophie. Tel est le mot d'ordre du député montagnard Lequinio dans *Les Préjugés détruits*. Nous trouvons en effet dans cet ouvrage un exposé précis et argumenté des méfaits de l'éloquence. Avant de nous demander ce que Lequinio entend par philosophie, il importe de préciser la nature du « despotisme des orateurs » :

« À votre tour, devenez charlatan (...). Trompez vos auditeurs de votre mieux ; ayez une grande affluence de paroles, afin de ne leur point laisser d'idées nettes des choses ; faites qu'une pensée chasse promptement celle qui la précède et que votre auditoire ne puisse s'arrêter à aucune, réfléchir ni juger ; ayez des phrases pompeuses, des mots qui sonnent, des périodes bien nombrées, et finissez par quelques grands mouvements qui frappent le cœur et tuent la raison » ¹.

Au même titre que l'abus quotidien des mots, l'éloquence entrave l'établissement de la propriété des mots. Elle doit faire place, dans l'ordre de la raison linguistique, à la philosophie, c'est à dire à une configuration analytique où la « propriété » des mots se traduit sur le terrain du sens commun. Cette « philosophie de la tribune » se déploie donc dans l'espace de la matérialité de la langue. Nous retrouvons de nouveau l'économie linguistique au terme d'une réflexion sur le statut de l'éloquence révolutionnaire.

Après avoir étudié la langue politique révolutionnaire dans son historicité fondatrice, il nous semble possible d'affirmer que l'économie linguistique – objet de notre investigation présente – n'est pas un sous-produit de la conscience linguistique des révolutionnaires, la simple dimension pratique de l'acte de parole. Nous abordons en fait un espace où domine l'abord théorique du fait linguistique, dans un rapport maintenu à l'acte de déclaration des droits.

L'originalité de l'économie linguistique repose sur une donnée qui se précisera dans nos diverses analyses : la langue du droit, une fois fondée, se développe sur ses propres bases tout en traduisant les expériences révolutionnaires les plus singulières. L'évidente performativité de l'acte de parole en révolution se réalise rationnellement dans un usage hautement réflexif du français national. Nous avons

¹ *Les préjugés détruits*, Paris, 1792, p. 39-40.

vu comment la langue du droit pouvait être représentée dans la quotidienneté des luttes politiques. Désormais nous allons interroger des processus analogiques inscrits dans des formes singulières de textualité. Notre objectif est de décrire les propriétés formelles et matérielles d'une langue politique à vocation hégémonique.

Le recours à l'expression d'économie linguistique permet d'aller au-delà du simple constat de la circulation des paroles révolutionnaires, et de leur contrôle par la conscience linguistique. Il nous importe maintenant de situer la raison linguistique dans des expérimentations linguistiques spécifiques. En seconde approche, nous pouvons donc définir l'économie linguistique comme l'espace des pratiques langagières où l'acte de parole acquiert un véritable statut théorique. Par rapport à la conscience linguistique, le saut est qualitatif : nous quittons le domaine de la simple représentation des choses par des mots, de l'adéquation de la parole révolutionnaire avec le droit naturel déclaré pour entrer sur le terrain de l'universelle singularité des actes de parole conformes au droit. La référence à la « théorie » prend ici une signification particulière. Elle suppose nécessairement le système d'actes de langage mis en place par les porte-parole en révolution. Elle n'équivaut pas à un point de vue général sur la représentation politico-linguistique ; elle procède de l'ordre d'un concept lié à l'action.

Ainsi, déterminer l'économie de la langue politique consiste à restituer une manière de traduire l'acte de parole dans l'ordre de l'universel. Le concept est l'ultime manifestation d'un cheminement réflexif qui prend sa source dans une manière d'agir et de parler. Le recours à l'économie linguistique permet de penser l'objectivité de l'acte de parole.

Trois espaces, où se déploie une réflexion sur la matérialité de la parole en révolution, retiennent présentement notre attention : le terrain grammatical investi par le discours « sans-culotte », le champ autobiographique propre au politique et le colinguisme dans sa version démocratique. Notre analyse est donc limitée à trois expérimentations, certes particulièrement significatives de la portée conceptuelle des pratiques politico-linguistiques en l'an II.

CHAPITRE IV
DE L'ACTE DE PAROLE
A LA SYNTAXE :
ANTOINE TOURNON
ET LA GRAMMAIRE DES SANS-CULOTTES
(1794)

[Retour à la table des matières](#)

Le 26 germinal an II (15 avril 1794), le publiciste patriote Antoine Tournon, rédacteur au *Mercure Universel*, est arrêté à son domicile parisien. Il sera guillotiné, après un jugement sommaire, le 22 messidor an II (10 juillet 1794). Cet homme de lettres, qui a commencé sa carrière littéraire par la publication, en 1784, d'une *Nouvelle méthode pour apprendre les principes de la langue et de l'orthographe françaises*, décide de consacrer ses loisirs « forcés » à la finition d'un travail déjà entamé depuis quelques semaines, une *Grammaire des Sans-culottes* sous-titrée *Éléments de la langue nationale*. Il précise, dans sa correspondance avec le Comité de Sûreté Générale, le but qu'il recherche en élaborant un tel écrit :

« Il ne me reste, dans mon malheur, que la consolation de travailler pour ma patrie (...). Un ouvrage élémentaire intitulé *Grammaire des Sans-culottes*, adressé hier (27 prairial an II, 15 juin) au Comité d'instruction publique pour le concours décrété par la Convention Nationale est *la preuve* que je n'ai pas un seul instant négligé de servir cette patrie que j'aime »¹.

Antoine Tournon n'est pas un obscur auteur de grammaires élémentaires. C'est un homme de lettres, polygraphe sous l'Ancien Régime, journaliste jacobin de talent pendant la révolution française. Il écrit beaucoup et à propos de sujets très divers : la législation, l'éducation, la propreté des rues de Paris, l'administration de l'Hôtel-de-Ville, le problème de l'assignat, la question des subsistances, etc. Il

¹ Au Comité de sûreté générale, le 4 floréal an II (23 avril 1794), Archives Nationales F7 4775 (32).

acquiert sa célébrité en tant que premier rédacteur des *Révolutions de Paris* en 1789. Dans le cours de la révolution, il se fait remarquer par la qualité de sa contribution au *Mercure Universel* où il rend compte des séances de l'Assemblée Nationale et du club des Jacobins, tout en tenant la rubrique *Littérature, Annonces*. Tournon participe activement aux premiers grands combats des Jacobins, en particulier pendant l'été 1791, au moment de la fuite du roi et du massacre du Champ-de-Mars ¹. Hostile à l'évolution du club des Jacobins pendant l'été 1792, il prend parti pour les « Brissotins » au cours des grands débats de l'automne.

Pourquoi Antoine Tournon a-t-il choisi de clore son itinéraire d'homme de lettres par la rédaction d'une grammaire élémentaire ? Quel rapport ce publiciste patriote établit-il entre les éléments de la syntaxe, noyau central de la langue nationale, et les éléments du discours révolutionnaire, qu'il connaît parfaitement ? Que signifie le lien établi, dans un exposé sur la syntaxe du français élémentaire, entre « l'universalité » de la langue française et la singularité de la langue politique, en particulier dans le domaine des exemples relatifs à la *Grammaire des sans-culottes* ? Autant de questions qui nous orientent vers une des originalités politico-linguistiques de la Révolution française : l'élucidation du discursif dans les termes de la syntaxe.

A. La langue française, fondement de l'organisation d'un peuple libre

[Retour à la table des matières](#)

Antoine Tournon souligne, dès 1789, l'importance politique d'une définition juste des mots. Intervenant, à diverses reprises, sur la question du sens de tel ou tel mot d'usage courant dans l'espace politique, il s'efforce par exemple de décrire les propriétés du mot *citoyen*, c'est à dire son adéquation aux principes du droit naturel déclaré, et de mesurer sa valeur universelle dans les actes de langage spécifiques du savoir révolutionnaire. Cette réflexion se précise, s'approfondit dans un texte intitulé « Sur l'influence des mots et le pouvoir de l'usage » publié le 14 décembre

¹ En ce qui concerne l'itinéraire individuel d'Antoine Tournon pendant l'Ancien Régime, l'enquête archivistique reste à faire. Né à Lyon en 1754, il se présente comme le fils d'un charpentier. En 1786, il publie, dans le *Journal de la langue française* de François-Urbain Domergue, un discours lu dans une assemblée du Musée de Paris, et intitulé « De la nécessité de créer des mots ». Nous le retrouvons en 1787 honoraire de l'Académie d'Arras où il présente sa première œuvre grammaticale. Domergue et Tournon, qui résident dans la même ville de Lyon, se connaissaient donc déjà sous l'Ancien Régime ; ils étaient unis dans leur désir de créer des « signes nouveaux » en vue de « fixer des idées neuves » (Cf. sur ce point la thèse de III^e cycle de F. DOUGNAC soutenue à Paris III en 1981 sur F. U. Domergue, le *Journal de la langue française* et la néologie lexicale (1784-1795)).

Nous connaissons un peu mieux la vie d'Antoine Tournon pendant la révolution française grâce au récit qu'il en donne pour justifier de son patriotisme au moment de son incarcération (Archives Nationales, F⁷ 4775(32)). D'autres sources confirment les faits qu'il avance dans ce texte.

1790¹. Elle s'articule sur la manière dont les Lumières ont appréhendé le fait linguistique. Il n'est donc pas étonnant qu'Antoine Tournon publie, dans le *Mercure Universel* du 31 octobre 1791, un extrait du prospectus qui annonce la création, à l'initiative du grammairien patriote Urbain Domergue, de la Société des amateurs de la langue française. Il y adjoint un commentaire en note où l'on pressent, dès la première phrase, la place prépondérante du problème de la langue française dans la réflexion politique de ce publiciste patriote : « Des sociétés de ce genre, et nous ne dirons pas des académies, en reconnaissant la série des mots, en les appliquant aux séries d'idées influeraient, nous ne craignons pas de le dire, sur l'ordre moral et politique »².

1. La science des gouvernements : la connaissance de la langue, base de la législation révolutionnaire

[Retour à la table des matières](#)

Antoine Tournon intervient à deux reprises dans les débats théoriques de l'automne 1792. Il publie successivement, dans le *Mercure Universel* des 16 et 29 octobre 1792, deux textes intitulés respectivement « De l'état des lumières sur les gouvernements » et « Des bases sur lesquelles doit reposer toute constitution libre ». Il s'émeut du fait que « la science la plus utile, celle des gouvernements » soit encore « sans principes ». Il ne s'agit pas d'introduire, à partir de cette remarque, de nouvelles finasseries sur les différentes formes de gouvernement possibles. Au plus loin des débats académiques, la science du gouvernement, dont il est ici question, n'est autre que l'art de gouverner les hommes, l'économie politique, au sens que Rousseau donne à cette expression³. Une telle science est la cheville ouvrière de l'entreprise de régénération sociale qui incite Tournon à publier, en 1790, un périodique intitulé *Le Vritable Ami des hommes et de toutes les conditions*. Dans cette voie, ce publiciste patriote tente de définir la place des gens de lettres au sein du « grand œuvre de notre régénération ».

La science des gouvernements est fondamentalement une science de l'homme dans la mesure où elle s'autorise des droits de l'homme et du citoyen, principes déclarés depuis 1789, mais restés méconnus de la plupart des citoyens. La majorité du peuple, « pressée par les besoins », n'a jamais pu se livrer à « l'étude de ses droits civils et politiques ». Nul ne peut s'étonner alors que « la classe la plus nombreuse » se trouve toujours dans l'ignorance et l'incrédulité. Et c'est pourquoi « l'instruction est la première base du gouvernement d'un peuple ».

¹ Dans le *Mercure National et Révolutions de l'Europe* N° 47. C'est nous qui attribuons ce texte anonyme à Antoine Tournon.

² *Mercure Universel* du 31 octobre 1791. Antoine Tournon fut l'un des premiers adhérents de la Société des amateurs de la langue française.

³ Dans son célèbre article de l'Encyclopédie.

En quête d'une théorie des gouvernements, Antoine Tournon situe au premier plan l'instruction. La conquête de la liberté dépend du « degré de savoir de la masse du peuple » : « le degré des lumières législatives d'un peuple est précisément celui de sa liberté politique ». En principe, le législateur est le mieux placé dans la hiérarchie des lumières, il est censé connaître « la théorie des gouvernements et des lois », il lui revient donc de formuler les lois concernant l'instruction pour tous. Cependant – et c'est là où émerge la centralité du problème de la langue – « les lois elles-mêmes et leur exécution, dépendent des signes qui servent à les fixer » ¹. Ainsi le législateur qui énonce la loi et le citoyen qui fait la loi sont astreints à se servir d'une langue bien faite, juste et analogique, la langue nationale. La finalité de chaque action conforme au droit naturel déclaré, la quête de la liberté, n'est réalisable qu'au terme d'un processus de régénération de la langue, seul instrument adéquat à la netteté de l'expression. Les lois sont surdéterminées par les signes de la langue :

« Les signes qui servent à changer les lois changent-ils ? Les lois s'altèrent et si notre idiome continuait de se détériorer en prenant une marche capricieuse quoique hardie, mais sans justesse, il faudrait bien que l'ordre métaphysique et social suivit la marche de ces imperfections. *C'est la précision de l'idiome d'un peuple qui détermine ses lois et son organisation sociale* » ².

Homme des Lumières, Antoine Tournon est convaincu de la primauté, dans l'ordre de l'universel, du français ³. Mais il est tout aussi averti, en bon disciple de Rousseau, sur l'état de corruption de la langue française sous l'ancien régime. Il appelle donc à la régénération de la langue, à la fois par l'étude et par l'action :

« La langue française doit éprouver en même temps que l'empire la révolution qui doit la régénérer ; il est temps d'y songer. Le besoin, ce maître du monde, a produit, dans la crise qui nous agite, de grands hommes et de grandes choses ; il a fait naître de nouvelles idées, et a dicté les mots qui devaient en représenter l'image ; mais il ne suffit pas qu'une langue soit riche en mots, il faut encore qu'elle soit pure dans son usage, et qu'avec de fausses idées, elle ne représente pas des images continuelles de servitude et d'abjection (...). Malgré ses imperfections radicales, notre langue deviendrait bientôt la plus noble, la plus riche, la plus sonore et la plus expressive des langues vivantes, si nous voulions l'étudier, et la rendre

¹ *Mercure Universel* du 31 octobre 1791.

² *Id.*

³ Il écrit à ce propos : « Notre idiome est clair et précis ce qui le rend propre à fixer les idées de nos profondes méditations. Cet idiome a rendu sensible les transcendants calculs de l'auteur du contrat social... Tous les peuples, nos voisins, parlent notre langage, tous lisent nos livres, tous savent notre idiome ; que l'on juge lorsqu'ils auront apprécié les droits de l'homme... s'ils consentiront à continuer de se laisser dépouiller, enchaîner par des imposteurs et des tyrans ? », *Des causes qui ont opéré la Révolution*, Bibliothèque nationale, 8°La (32) 3.

digne d'un *peuple-roi* ; par la seule syntaxe des langues, nous pouvons juger des vertus et des vices, de la liberté ou de l'esclavage des nations » ¹.

Ainsi la connaissance de la langue française, au terme de l'apprentissage de la syntaxe du français élémentaire, est indissociable de la mise en acte de la langue politique dans l'expérience révolutionnaire, espace où l'action prend la liberté comme finalité. Antoine Tournon définit un projet d'économie linguistique où la grammaire, base de l'organisation des signes du savoir, occupe une place prépondérante. Cependant ce publiciste patriote n'élude pas l'étape primordiale de la constitution d'un « Dictionnaire vraiment philosophique » (l'expression est du grammairien patriote Urbain Domergue). Antoine Tournon et Urbain Domergue, qui se sont connus à Lyon dans les années 1780, manifestent conjointement la volonté de déterminer la signification des mots dans l'horizon du droit naturel et investissent cette volonté dans une conscience linguistique qui met à l'ordre du jour, par la voie du dictionnaire, la création d'une langue de la constitution :

– (Tournon) « Les signes de la pensée ont une telle influence sur la raison des peuples qu'il n'y a que ceux qui ont perfectionné leur langue qui soient parvenus au règne de la liberté (...). S'il est un projet digne d'être offert à une nation libre, c'est celui de *fixer la langue écrite*, c'est à dire la signification précise de chaque mot et de compléter cette langue afin qu'elle puisse servir aux nombreuses combinaisons de l'entendement humain (...). Nous n'avons qu'un dictionnaire imparfait, et un seul mot captieux peut faire naître un parti pour favoriser des divisions, et même susciter une guerre civile » ;

– (Domergue) « La France a reçu de l'Amérique l'exemple de la régénération des lois ; donnons à toutes les nations l'exemple de la régénération des langues. Pour bien asseoir le monument national que nous voulons élever, nous devons d'abord nous assurer des bases. Le lexique, qui est la *science des dictionnaires*, nous le fait connaître » ².

Cependant Antoine Tournon ne s'en tient pas à l'homologie entre la « science des dictionnaires » et la langue politique révolutionnaire. Il cherche à déterminer la rationalité de l'acte de parole en révolution dans les termes de la grammaire.

¹ *Sur l'influence des mots et le pouvoir de l'usage*, op. cit.

² Le premier texte, de Tournon, se trouve au début de la partie sur l'orthographe, dans la *Grammaire des sans-culottes*. Le second texte, de Domergue, a été publié dans le *Journal de la langue française* du 5 novembre 1791.

2. La syntaxe de la langue française, espace d'universalisation des mots en politique

[Retour à la table des matières](#)

Antoine Tournon attribue à la « syntaxe des langues » une fonction déterminante dans l'acte de juger du degré de liberté d'un peuple. L'emploi du mot de syntaxe n'a rien ici de métaphorique. Les éléments de la grammaire sont l'homologue, nous allons le voir, des principales composantes du discours révolutionnaire, et par là même permettent de penser l'expérience de la parole politique singulière sous la catégorie de « l'universalité » de la langue. Avec l'explication des actes de parole par les règles de la grammaire, la langue politique acquiert une dimension réflexive qui explicite sa valeur rationnelle. Notre publiciste patriote précise, à l'occasion d'une vive attaque contre l'emploi du pronom vous, « manière servile et féodale de parler », l'importance qu'il accorde à la syntaxe dans les termes suivants : « Si je parlais au roi ou au président du corps législatif même, *je lui parlerais suivant les règles de notre grammaire*, et non suivant l'usage » ¹.

Dans le cas présent, la rationalité de la langue de la constitution se mesure à l'aune des « temps des verbes à leur lieu et sans acceptation de personne ». Ainsi les termes de la grammaire définissent l'enjeu, dans l'ordre des mots, de l'acte de parole. Antoine Tournon établit un lien organique entre la parole politique, acte de langage situé au cœur du savoir révolutionnaire, et les règles de la grammaire. Ce n'est pas un hasard s'il utilise, dans sa *Grammaire des Sans-culottes*, l'exemple du verbe parler au moment d'énumérer les conjugaisons du verbe (Voir ci-après). « Journaliste de la parole et de la voix » ², ce publiciste patriote définit la rationalité de la rhétorique révolutionnaire à partir des « catégories universelles » de la grammaire. L'analyse des définitions du mot *citoyen*, que nous propose Tournon à diverses reprises, peut nous aider à saisir de manière plus concrète le lien qui unit la syntaxe de la langue française et l'acte de parole en révolution.

Dans sa passionnante étude sur les *Révolutions de Paris*, Pierre Rétat a décrit la spécificité de l'écriture journalistique de notre publiciste patriote. Il a mis tout particulièrement l'accent sur la place du mot *citoyen* dans le mode spécifique d'interpellation de la parole révolutionnaire :

« L'apostrophe » « citoyens » retentit continuellement (...). Elle exprime la revendication radicale de la souveraineté populaire et de la « volonté générale ». Force active de la révolution, le citoyen incarne en lui les valeurs de liberté,

¹ Sur l'influence des mots et le pouvoir de l'usage, *op. cit.*

² D'après l'excellente formule de Pierre Rétat dans son travail sur « Formes et discours d'un journal révolutionnaire : les Révolutions de Paris en 1789 », *L'instrument périodique*, Presses Universitaires de Lyon, 1985.

d'égalité et d'autonomie, contre les « aristocrates » de la « cabale », puis contre ceux de la municipalité de Paris qui, à l'Assemblée Nationale, vote le veto, la loi martiale, le décret du marc d'argent et les lois municipales. Il est donc celui qu'il faut tenir en éveil, alerter, haranguer sans fin » ¹.

Parmi la multitude d'emplois du mot *citoyen(s)* dans les écrits journalistiques de Tournon, nous avons retenu trois définitions à forte résonance discursive :

1. *Révolutions de Paris* N° 6 (16-22 août 1789)

« La plupart, dit J. J. Rousseau, prennent une ville pour une cité et un bourgeois pour un citoyen (...). Les français prennent tout familièrement ce nom, parce qu'ils n'en ont aucune idée. Le mot citoyen exprime la qualité d'un individu, considéré comme participant au pouvoir législatif ou souverain. C'est donc une absurdité de dire citoyen de Paris, par exemple, ou de telle autre ville. Nous sommes citoyens de France, parce que c'est comme français que nous participons au pouvoir législatif ».

2. *Révolutions de Paris* (édition de Tournon) N° XXII du 7 décembre 1789 :

« Sachons donc ce que c'est qu'un citoyen, nous connaissons le mot ; voyons quelle est la chose, et pour la mieux définir, sachons aussi ce que c'est qu'un aristocrate. "Ce mot est fastidieux, répètent les abbés et les individus repus de privilèges". Cela se peut ; mais le peuple, qui n'en connaît pas précisément le sens, est aisément trompé sur la chose. On nomme citoyen celui qui s'efforce de conserver une égalité précise entre tous les hommes, et qui préfère celui de la cité, c'est à dire celui du peuple (...). Ainsi celui qui ne veut d'autres distinctions pour lui-même que celles dont l'ont pourvu ses vertus, est citoyen, celui qui désire tout autre prééminence est aristocrate ».

3. *Mercure Universel* du 5 octobre 1792 :

« La plupart des français pensent que le mot *citoyen* est synonyme du mot *monsieur* et que ce n'est qu'un changement de mode qui fait qu'on substitue à celui-ci le mot citoyen. Cette erreur mérite d'être rectifiée ; le mot *monsieur* est un diminutif de *monseigneur*, il dérive de l'antique féodalité ; le mot citoyen vient au contraire du pacte social de l'égalité : ainsi, tous les contractants, c'est-à-dire, les seuls membres de la république, ceux qui ont le droit de voter, sont *citoyens* : un étranger sans asyle, un homme errant ne peut, sans danger pour l'état, prendre part aux affaires publiques, il peut être un *monsieur*, mais certainement il n'est pas citoyen : les associés de la république, dit J. Jacques, prennent collectivement le nom de peuple ; et s'appellent en particulier Citoyens, comme participants à l'autorité souveraine. *Contrat Social*. chap. 6. ».

La référence constante à Rousseau, donc au rapport entre le fait de citoyenneté et le contrat social, le rappel, avec la mention de la cité, du sens premier du mot *citoyen*, le désir de rompre avec les usages d'ancien régime de ce mot (citoyens =

¹ *Id.* p. 152.

bourgeois, citoyen = monsieur) rapprochent singulièrement Tournon de Gautier lorsque ce dernier définit le mot *citoyen* dans son *Dictionnaire de la Constitution* ¹. Notre publiciste patriote se fait ainsi l'écho d'une caractérisation du citoyen largement répandue dans les milieux patriotiques et qui puise sa légitimité dans la référence au droit naturel. Cependant Antoine Tournon introduit un élément nouveau dans l'approche qu'il propose de la signification du mot *citoyen*. La définition de l'aristocrate, dans les *Révolutions de Paris* du 7 décembre 1789, par contraste avec celle du citoyen est un premier indice de cette nouveauté. Nous entrons de plein pied dans l'espace énonciatif du discours révolutionnaire ². Parler de citoyen, c'est tout à la fois tracer une figure de contenu et une figure d'énonciation, c'est d'une part rendre sensible la nécessaire adéquation entre les mots et les choses, dans l'horizon du droit naturel déclaré, d'autre part faire parler les droits. Ainsi le mot *citoyen* acquiert sa signification vraie à partir de la transcription écrite d'actes de parole conformes aux droits. La justesse de l'expression correspond à l'emploi d'un énoncé dans lequel le mot *citoyen* exprime le caractère universel de la mise en acte des droits :

« *Révolutions de Paris* : Ainsi les représentants de la nation s'exprimaient en citoyens, quand ils décrétaient que « tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits » ; quand ils décrétaient « que les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune ». Ils parlaient en citoyens, quand ils disaient : « le but de toute association politique est la conservation des droits naturels de l'homme »... Enfin nous parlions en citoyen quand nous disions : « Pour que la nation soit libre, il faut qu'elle consente la loi à la majorité des suffrages ». Ainsi un homme agit en citoyen quand il ne réclame aucun droit, aucune prérogative qu'il ne consente d'accorder en même temps à un autre homme. Voilà l'unique langage d'un citoyen » ³.

Antoine Tournon montre que le mot *citoyen* dispose, dans le discours révolutionnaire, d'une dynamique discursive spécifique. Ce mot est au centre de la réflexivité de la parole révolutionnaire dans la mesure où il désigne la conformité de l'action à sa finalité, la conquête et conservation des droits de l'homme et du citoyen. Il devient ainsi le référent majeur de l'universalité politique et linguistique mise en œuvre par les révolutionnaires. Il est le pivot d'une constellation énonciative où se conjoignent les lumières législatives et le sentiment d'humanité, les *représentants*, *nous* et *l'homme*.

¹ Voir sur ce point l'étude de Sonia BRANCA-ROSOFF intitulée « les mots de parti-pris », in *Dictionnaire des usages socio-politiques du français* (1770-1815), fascicule 3, Dictionnaires, normes et usages, collection « Saint-Cloud », Klincksieck, 1988.

² Nous renvoyons, sur ce point, à nos analyses de la propagation du mot *aristocrate(s)* dans les chapitres deux et trois de cet ouvrage.

³ *Révolutions de Paris* de Tournon du 7 décembre 1789.

B. La grammaire des Sans-culottes : une description raisonnée de la langue politique

1. Un acte de justification politique

[Retour à la table des matières](#)

Huit jours après son incarcération, Antoine Tournon adresse au Comité de sûreté générale sa justification sous la forme d'un récit de sa vie politique ¹. Il précise, en introduction, qu'il souhaite qu'on lui restitue le manuscrit de son travail en cours, intitulé *Grammaire des Sans-culottes*, mis sous scellés. Son désir ne semble pas avoir été exaucé. Mais il ne se décourage pas pour autant et se remet au travail dans sa prison. De fait, après deux mois de détention, il envoie au Comité d'Instruction publique de la Convention un exemplaire de sa grammaire tout en exprimant le souhait de participer au concours relatif aux livres élémentaires. Grégoire dépose cette grammaire sur le bureau du comité le 29 prairial an II (17 juin 1794). Cet ouvrage n'est pas en place dans les cartons d'archive relatifs au problème d'instruction publique ² mais nous avons conservé la lettre d'accompagnement qui précise les motivations de notre publiciste patriote :

« Le 25 prairial, l'an deux de la république une et indivisible. Liberté, égalité, fraternité.

Représentants,

Dans vos immortels travaux, vous n'avez consulté que l'intérêt sacré du peuple, grâces vous en soient rendues !

Vous avez révolutionné le génie et les mœurs des français, il est temps de révolutionner la langue, il est temps d'en simplifier l'étude afin qu'elle soit l'idiome de tout homme libre et devienne bientôt celui de l'univers !

Représentants, l'un de vos sages décrêts appelle tous les écrivains patriotes à concourir à l'instruction publique. Je vous présente le résultat de mes travaux, c'est la *Grammaire des Sans-culottes*.

Depuis quatre vingt huit jours (style esclave), je n'ai passé un seul jour sans écrire pour la cause de la liberté. Représentants, si ce nouvel ouvrage est accueilli de la Convention, j'aurai encore servi le peuple, je serai trop récompensé ! » ³.

Le manuscrit de la *Grammaire des Sans-culottes*, qui a été retrouvé, par hasard, dans les archives du Tribunal révolutionnaire ⁴, constitue le brouillon du texte mis

¹ Voir la note 1, page 121.

² Grégoire dépose cet exemplaire de la *Grammaire des Sans-culottes* le 17 juin 1794 (29 prairial an II) sur le bureau du Comité d'Instruction Publique. La publication imprimée du procès-verbal de ce comité signale l'absence en place de cet ouvrage manuscrit (Guillaume, IV, 646).

³ Archives Nationales, D XXXVIII (II).

⁴ Nous remercions Martine Brunet de nous avoir signalé l'existence de ce document qui se trouve dans le carton W 111.

au net et envoyé au Comité d'Instruction publique. Les nombreuses ratures et surcharges en témoignent, de même que les quelques lignes d'explication inscrites dans la marge de la première page de ce manuscrit ¹.

Sous un titre d'ensemble *Éléments de la langue nationale ou Grammaire des Sans-culottes* et l'exergue « Écrire et parler la langue nationale sont des connaissances indispensables à tout citoyen », cet ouvrage manuscrit de Tournon est composé de deux parties bien distinctes : le premier ensemble concerne les « parties du discours », c'est à dire la description des principales classes grammaticales ; le second ensemble est exclusivement consacré à la question de l'orthographe ². Il nous est parvenu sous la forme de trente feuillets numérotés (chaque feuillet comprend quatre pages). Malheureusement, 6 feuillets, à l'intérieur du premier ensemble, ont disparu de la liasse que nous avons consultée. Ils devaient aborder les catégories de l'adjectif et du pronom. Il n'est donc pas possible d'avoir une connaissance précise de la nomenclature adoptée dans cette *Grammaire des Sans-culottes*. Cependant une note de Tournon relative au problème des dénominations grammaticales nous permet d'affirmer l'impact limité de cette lacune archivistique dans notre étude :

« Nous sommes arrivés à cette époque où il conviendrait de révolutionner la langue nationale afin d'en rendre l'étude plus facile. J'aurais voulu pouvoir en changer les dénominations grammaticales : mais pour le faire avec fruit, il eut fallu avoir des Dictionnaires déjà disposés pour ces nouvelles dénominations, et ce travail n'est pas celui d'un jour. Sans ce préparatoire, j'eusse fait un ouvrage isolé ; l'élève n'eut trouvé nulle part les secours dont il aurait eu besoin faute d'entendre l'ancienne dénomination » ³.

La *Grammaire des Sans-culottes* n'innove pas dans la forme. Il importe cependant d'en mesurer d'abord la spécificité par comparaison avec d'autres grammaires élémentaires de la période révolutionnaire ⁴.

François-Urbain Domergue, dans son édition de 1791 de sa Grammaire française élémentaire, écrit en introduction : « La connaissance des règles fait la grammaire vulgaire, celle des principes, d'où les règles émanent, constitue le véritable grammairien » ⁵. Par le recours à l'analyse des propositions et à l'usage de dénominations nouvelles, ce « grammairien patriote » se situe à la jonction de la grammaire et de la logique, au plus loin de la rhétorique classique. Antoine

¹ « Le double de ce manuscrit mis au net a été envoyé par moi à la Convention pour le concours du 1^{er} messidor, le 26 prairial l'an deux de la République une et indivisible ».

² Nous n'étudions pas la partie de la *Grammaire des sans-culottes* concernant l'orthographe. Nous nous sommes contenté d'en extraire les exemples.

³ Les « grammairiens patriotes », de même que l'abbé Grégoire, associent intimement les problèmes de la grammaire et ceux du dictionnaire.

⁴ Un travail d'ensemble sur les grammaires élémentaires de la période révolutionnaire reste à faire.

⁵ Bibliothèque Nationale, X 10654.

Tournon n'emprunte pas cette voie ¹, il maintient la manière habituelle de répertorier les classes grammaticales. Mais il affirme un choix du côté de l'histoire en associant au mode d'interpellation spécifique du discours révolutionnaire le schéma des Lumières sur l'origine du langage : « Républicain, si tu remontes à la formation d'un premier langage, tu verras en une île déserte l'homme de la nature cherchant par des signes à fixer des idées » ².

La *Grammaire des Sans-culottes* de Tournon n'est pas la seule grammaire rédigée par des porte-parole du mouvement jacobin. Nous pouvons mentionner, à titre d'exemple, la *Grammaire française républicaine à l'usage des écoles nationales* écrite par le citoyen Bulard de la section de Brutus résidant à Paris ³. Définissant la grammaire comme « l'art de parler et d'écrire correctement », ce militant jacobin s'efforce de puiser les exemples, qui illustrent sa grammaire, dans le discours révolutionnaire. Mais cette initiative tourne court au terme du premier chapitre sur le nom. Le recours à l'exemple extrait de la langue politique révolutionnaire est beaucoup plus systématique dans la *Grammaire des Sans-culottes*. Même le choix du verbe conjugué – la forme *parler* – obéit aux « règles » du savoir politique révolutionnaire. La Grammaire de Tournon s'individualise donc par le système des exemples (voir ci-après).

Nous ne cherchons pas présentement à situer, de manière précise, la place de la *Grammaire des Sans-culottes* au sein de la production de grammaires élémentaires pendant la révolution française. Il s'agirait là d'un tout autre travail. Nous nous interrogeons plutôt sur la manière dont cette grammaire explicite, dans les termes de la grammaire, la pratique discursive du porte-parole. Nous l'étudions en tant qu'événement discursif. À ce titre, une question se pose : pourquoi Antoine Tournon a-t-il eu recours à une grammaire pour se justifier politiquement ? Le simple récit de sa vie politique ne suffisait-il pas ?

Nous verrons, dans l'étude suivante, que les récits de vie politique rédigés, pour se justifier, par les patriotes suspects incarcérés obéissent à des motivations précises ⁴. Écrits par des protagonistes de l'événement révolutionnaire, ils témoignent de la portée universelle des expériences politiques singulières ; ils exhibent le sens commun des événements révolutionnaires ; ils décrivent les éléments d'une communication politique à visée universaliste. La *Grammaire des Sans-culottes*, insérée dans une telle littérature justificative, franchit un pas de plus dans la voie de l'universalisation de l'expérience révolutionnaire singulière. Tout du moins, elle s'interroge sur les bases communicationnelles de cette quête de l'universalité au sein même de la singularité politique. Antoine Tournon interroge

¹ Antoine Tournon associe la grammaire aux questions d'instruction. Domergue, pour sa part, a des ambitions plus théoriques en ce domaine.

² L'intégralité de cette partie de la *Grammaire des sans-culottes* est reproduite en Annexe.

³ Bibliothèque Nationale, X 22032.

⁴ À ce niveau, l'attitude de Tournon ne présente aucune originalité.

la matérialité de la langue française du point de vue de la pratique discursive des porte-parole, et vice-versa. Il définit l'acte de parole en révolution, hors de la rhétorique, selon les règles de la syntaxe. Il démontre la position fondamentale de la syntaxe, de ses éléments, dans l'exposition des catégories explicatives de la langue politique révolutionnaire.

Antoine Tournon journaliste, narrateur des événements de l'année 1789, véritable « voix du peuple », fournit au Tournon grammairien un matériau qui permet de décrire « l'expression juste de la langue d'un peuple libre ». L'originalité de la *Grammaire des Sans-culottes* réside dans cette recherche de la vérité de la parole révolutionnaire au sein de la syntaxe de la langue française. La compréhension des mécanismes du discours révolutionnaire passe par l'exposition des catégories de la grammaire. Nous allons explorer cette démarche originale en deux temps : d'abord à travers le système des exemples, puis à partir de l'examen de l'ordre des dénominations grammaticales, de leur insertion dans une conception historiciste de la formation du langage.

2. Le système des exemples : une radiographie du discours révolutionnaire

[Retour à la table des matières](#)

Soucieux de mettre en valeur le poids des exemples de type politique ¹ dans la *Grammaire des Sans-culottes*, de situer ces exemples dans leur rapport à la parole révolutionnaire, nous avons regroupé les exemples concernés dans deux tableaux reproduits ci-après. Dans chaque tableau, un thème, soit notionnel (Tableau N° 1, page 142), soit énonciatif (Tableau N° 2, page 143), est associé aux exemples, puis rapporté aux parties de la grammaire où s'insèrent ces exemples.

Le tableau n° 1, intitulé « Des droits de l'homme aux actions héroïques », met en évidence l'usage, bien sûr en tant qu'exemples, des notions-concepts situées au coeur du discours révolutionnaire : *les droits* et *la loi*. La référence à ces catégories notionnelles procède à la fois de l'univers de la définition fondatrice, et du domaine de l'action, de la performativité de la parole révolutionnaire. Nul ne s'étonnera que le droit, horizon régulateur de l'action révolutionnaire, constitue, dans le chapitre inaugural sur les substantifs, le premier exemple : « Les droits de l'homme sont *l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété* ».

Nous retrouvons l'exemple des *droits*, et de *la loi*, c'est à dire la référence à la constitution, dans le chapitre sur les prépositions, partie terminale de la grammaire (avec les conjonctions), au moment où il est question « des signes pour indiquer

¹ Nous pouvons facilement les répertorier par comparaison avec la première œuvre grammaticale de Tournon.

les rapports que les personnes et les choses peuvent avoir entre elles ». L'adéquation entre la loi et les droits, au sein même de l'action, est clairement signifiée dans ces exemples choisis au sein du corpus des droits de l'homme :

« Tout acte énoncé *contre* un homme *hors* des cas et *sans* les formes que la loi détermine est arbitraire et tyrannique ; celui contre lequel on voudrait l'exécuter par la violence a le droit *de* le repousser *par* la violence » ;

« La garantie sociale consiste dans l'action *de* tous pour assurer à chacun la jouissance et la conservation *de* ses droits. Cette garantie repose *sur* la souveraineté du peuple ».

À l'horizon du droit naturel déclaré se profile la morale républicaine, topo classique du discours révolutionnaire. Ici les vertus républicaines, énumérées dans leur diversité, trouvent leur accomplissement dans l'action héroïque. Le choix d'exemples puisés dans le recueil des actions héroïques amplifie, au niveau symbolique, le rapport entre la description des actions révolutionnaires et la portée réflexive des catégories de la grammaire du français élémentaire.

EXEMPLES TABLEAU N° 1 DES DROITS DE L'HOMME AUX ACTIONS HÉROÏQUES		
THÈME NOTIONNEL	ÉLÉMENTS TEXTUELS	PARTIES DE LA GRAMMAIRE
Les droits de l'homme	Le droit : le mot définition action conforme au droit	Orthographe prononciation. Substantifs. Prépositions.
La constitution (= la loi)	La loi : définition invocation injonction (aux législateurs)	Adverbes. Orthographe point admiratif ; adverbe. Orthographe point et virgule.
Les vertus républicaines	La loyauté, le courage L'honnêteté L'honneur L'amitié, l'estime (invocation) La raison, l'équité, la sagesse La droiture, l'humanité, les lumières, la justice et la vérité La justice et les mœurs Le travail Le travail, la peine et le plaisir	Substantifs. Orthographe mots composés. Orthographe h muet. Orthographe virgule. Orthographe accord, point et virgule. Adverbes, conjonctions. Orthographe point et virgule, accord. Prépositions. Orthographe accord, point et virgule.
Du héros aux actions héroïques	Le héros, l'héroïsme, héroïque Brutus La guerre de Vendée (récit) Le Maire d'Aix (récit) Barra (récit)	Orthographe h muet et tréma. Substantifs ; orthographe : point interrogatif. Substantifs. Orthographe guillemets. Orthographe deux points

Le second tableau, que nous avons intitulé « Des acteurs au discours d'assemblée », met en place les exemples significatifs de la configuration énonciative du discours révolutionnaire. Nous retrouvons, à partir d'une telle analyse, les composantes principales de la phrase politique, avec ses références dans le Panthéon des Lumières et la tradition antique. La « langue du peuple », expression de la souveraineté du peuple, a pour fondement, nous l'avons vu ¹, l'énoncé « le peuple fait la révolution » ; elle manifeste l'émergence d'un savoir politique spécifique. Il n'est question ici que de la langue républicaine, et de sa fonction de représentation des droits qui se manifeste dans les constructions suivantes :

¹ Nous renvoyons au chapitre trois de cet ouvrage.

SN (le citoyen) + V (parler)
 SN (le républicain) + V (demander)

EXEMPLES **TABLEAU N° 2** **DES ACTEURS**
AU DISCOURS D'ASSEMBLÉE

THÈME ÉNONCIATIF	ÉLÉMENTS TEXTUELS	PARTIES DE LA GRAMMAIRE
DÉSIGNANTS : ACTEURS DE LA RÉVOLUTION	LE CITOYEN Le républicain Le peuple	Nombre des noms, prépositions, orthographe définition, dérivés. Orthographe dérivés, finales, accord. Orthographe accord.
ACTEURS ANTIQUES	Socrate Cicéron (citation)	Verbe (idée d'existence). Conjonction.
ACTEURS DES LUMIÈRES	ROUSSEAU : – citation – « Les ouvrages de Rousseau » Voltaire (citation)	Verbe (impératif). Orthographe : accord. Exclamation.
DISCOURS D'ASSEMBLÉE	parler demander dire (Il dit à l'assemblée)	Verbe (déclinaisons). Verbe (terminaison). Orthographe : accent grave

Le lien entre la performativité des langages révolutionnaires, manifestée par une série d'actes de langage, et la syntaxe du français élémentaire est clairement signifié. La conformité, au niveau des exemples, de l'acte de parole avec la description des dénominations garantit la justesse, l'adéquation aux droits de cet acte. La dimension réflexive de la syntaxe dans l'analyse des discours révolutionnaires commence à se préciser. En effet, le choix de l'exemple syntaxique dans le corpus des droits et des valeurs de l'homme révolutionnaire permet de poser les premières bases de la rationalité de la parole révolutionnaire. Cependant Antoine Tournon ne se contente pas d'établir une homologie entre les structures syntaxiques et les configurations du discours révolutionnaire. Il se propose également de restituer, toujours dans un ordre rationnel, les moments historiques constitutifs de la langue politique à l'aide d'une méthode toute simple : en suivant « l'homme de la nature » dans la formation de son langage.

3. Grammaire et historicité : trois étapes de la formation de la langue politique

[Retour à la table des matières](#)

Nous présentons, en annexes, quatre extraits de la *Grammaire des sans-culottes* relatifs aux substantifs, aux verbes, aux adverbes et aux conjonctions. Nous reproduisons également des textes correspondants à des parties identiques de la première grammaire de Tournon, la *Nouvelle méthode pour apprendre les principes de la langue et de l'orthographe françaises* en ce qui concerne le verbe, l'adverbe et les liaisons ¹.

De la grammaire élémentaire de 1785 à celle de 1794, Antoine Tournon conserve des pans entiers de sa première description grammaticale (voir en particulier le cas de l'adverbe). Mais il nous importe avant tout de cerner des différences et par là même de mesurer le degré de traductibilité réciproque, dans l'ordre historique, entre les parties de la syntaxe du français élémentaire et les éléments du discours révolutionnaire.

L'apport principal du texte de la période révolutionnaire consiste dans le choix d'une présentation de l'ordre des parties de la grammaire selon le modèle historique, classique au XVIII^e siècle, de la formation du langage. Ce choix est esquissé dans le texte de 1785, il se généralise en 1794 dans les termes suivants :

- Substantifs : « Républicain, si tu remontes à la formation d'un premier langage... » ;
- Verbes : « Suivons l'homme de la nature dans la formation de son langage... » ;
- Adverbes : « Si l'homme de la nature créa les signes primitifs de la pensée, l'homme civilisé en détermina les nuances et les précisions... » ;
- Des prépositions : « Le besoin avait fait naître des signes pour chaque idée mais il en manquait pour indiquer les rapports que les personnes et les choses peuvent avoir entre elles » ;
- Des conjonctions : « Lorsque parmi les nations policées, l'idiome eut acquis une certaine perfection... ».

Il est clair qu'Antoine Tournon s'inspire des analyses de Condillac dans *l'Essai sur l'origine des connaissances humaines*. C'est ainsi qu'il écrit, dans le paragraphe sur le genre des noms : « le besoin créa la langue ». Notre publiciste patriote attribue donc à l'homme de la nature la faculté d'observer, sur la base de ses besoins, les rapports des choses sensibles à son propre être, et ainsi de produire les premiers signes. Il revient ensuite à « l'homme civilisé » de définir, avec

¹ Voir les Annexes.

exactitude, la propriété des mots en portant son attention sur les rapports entre les mots. Alors il est enfin possible de faire du français national « l'image exacte de la pensée ». Quant à « l'idiome exclusif des passions », présenté, à propos des exclamations, dans la dernière partie de la *Grammaire des Sans-culottes*, il ne joue aucun rôle dans l'ordre rationnel de l'historicité du langage. Les « sons inarticulés » de « l'homme errant » et de l'enfant sont étrangers à l'espace du droit naturel déclaré. Disciple de Rousseau en de nombreux domaines, Tournon s'en détourne lorsqu'il est question de la formation du langage. C'est un point qui mériterait d'être développé dans la mesure où il est significatif de l'antirousseauisme des Jacobins en ce qui concerne la langue des droits ¹.

Dans quelle mesure l'ordre des parties de la grammaire, inséré dans un schéma historique, traduit-il les étapes de la construction, dans le déroulement des événements, de la langue politique révolutionnaire ?

Le premier moment exposé – les conditions de production du substantif – concerne la manière de déterminer les signes pour « fixer » les idées de l'homme de la nature ². Il s'agit donc de décrire la composition initiale de « la substance du discours », base syntaxique de la nomenclature des mots. Si le Sans-culotte doit réaliser ce premier acte linguistique pour accéder aux sons articulés, à un premier niveau de rationalité du langage, il en est de même – nous l'avons vu ³ – pour les patriotes des années 1789-1791 qui veulent énoncer une parole révolutionnaire conforme au droit naturel déclaré, c'est à dire, en termes linguistiques, une parole analogue, bien faite, organisée selon des expressions justes. Nous savons déjà que la langue politique s'est constituée, au début de la révolution, contre l'abus des mots et au nom de « la propriété des mots ». La *Grammaire des Sans-culottes* restitue, à sa façon, cette quête de la détermination des mots qui devait aboutir à diverses initiatives politico-linguistiques ⁴. Ainsi l'étape de formation du substantif correspond à la période historique de la Révolution française où les mots sont « fixés » dans leur adéquation aux choses, c'est à dire aux droits. La première forme d'émergence systématique du discours révolutionnaire est bien pensée dans les termes de la langue. La rationalité politique procède de la raison linguistique.

Le second moment, dans l'ordre grammatical, que nous avons retenu – le verbe – constitue après le substantif, l'article, le pronom et l'adjectif la cinquième partie du discours dans la nomenclature de la *Grammaire des Sans-culottes*. Notons d'emblée une différence essentielle, relative au rapport entre le dire et l'action, dans les définitions du verbe en 1785 et en 1794 ⁵. En 1794, Antoine Tournon ne se satisfait plus d'une approche du verbe par simple référence au concept d'action

¹ Les « grammairiens patriotes », et les jacobins plus largement, sont nettement plus proches de Condillac que de Rousseau en matière de problèmes relatifs à la formation du langage.

² Voir les Annexes.

³ Dans le second chapitre de cet ouvrage.

⁴ Nous connaissons le rôle primordial de Domergue en ce domaine.

⁵ Voir les Annexes.

dans son extrême généralité. Il fait appel au critère des « actes de la volonté humaine », allusion au combiné de volonté politique et de sentiment d'humanité qui fonde les actes de langage caractéristiques du discours révolutionnaire. Certes le verbe demeure « un mot qui énonce » (1785), il est le pivot de la phrase. Mais il est aussi et surtout le lieu où se « dit la pensée » (1794). Le verbe, représentation syntaxique de la volonté politique, est ce lieu où l'on peut penser la coïncidence du dire et du faire. On comprend mieux le choix du verbe parler dans le chapitre sur les conjugaisons ! L'acte de parole est au centre du discours d'assemblée pendant la révolution française. Antoine Tournon investit ce type d'acte de langage dans la catégorie grammaticale du verbe. Le principe de traductibilité réciproque entre le discours et la langue est de nouveau affirmé. Nous avons ainsi atteint un nouveau degré de précision dans l'élaboration de la langue politique. Nous sommes renvoyés à l'année 1792, à ce moment déjà étudié¹ où l'insurrection du 10 août trouve sa légitimité dans les actes de demande du peuple souverain adressés à l'Assemblée Nationale.

Une ultime étape est franchie lorsque Tournon aborde, en fin de parcours, la classe grammaticale des conjonctions². En 1785, Tournon n'envisage qu'un seul ensemble, les « liaisons », pour désigner les signes qui marquent « les divers rapports que les idées peuvent avoir entre elles ». Il avoue, en même temps, dans une note, son « impuissance » à trouver un critère linguistique qui permette de distinguer clairement les prépositions des conjonctions³. En 1794, avec la *Grammaire des Sans-culottes*, nous disposons de deux chapitres distincts, l'un sur les prépositions, l'autre sur les conjonctions. Dans quelle mesure la traductibilité réciproque entre la syntaxe du français élémentaire et la performativité du discours a-t-elle permis l'émergence de cette distinction grammaticale, ou tout du moins sa justification ? De fait, nous assistons, dans la huitième partie de la *Grammaire des sans-culottes* relative à la conjonction, à la rencontre entre le sujet de l'acte de parole, le porte-parole, et une catégorie grammaticale en construction :

« Lorsque parmi les nations policées l'idiome eût acquis une certaine perfection, l'orateur qui proclama les droits sacrés du peuple, le citoyen qui voulut éclairer ses concitoyens, le défenseur de l'innocence cherchèrent à faire de l'idiome l'image exacte de la pensée »⁴.

¹ Dans le troisième chapitre de cet ouvrage.

² Nous avons « sauté » l'étape des adverbes pour aller au plus court. De fait, en ce qui concerne cette catégorie grammaticale, le texte de 1794 ne diffère guère de celui de 1785. C'est au niveau des exemples que la *Grammaire des sans-culottes* singularise les adverbes. Ces exemples concernent exclusivement le thème de la loi. Étant donné que l'adverbe « fixe le sens » du verbe, il apparaît que son usage contribue à la précision de la langue du droit (Voir l'annexe III).

³ « J'ai fait ce que j'ai pu pour établir des différences réelles entre une Préposition et une Conjonction, et j'avoue que je n'ai pu y parvenir », *Nouvelle Méthode...*, op. cit., 1785, p. 104.

⁴ Voir le texte intégral en Annexes.

En singularisant une telle position énonciative, Antoine Tournon situe au sein de la syntaxe l'ultime répercussion du développement des langages révolutionnaires. Il met l'accent sur l'effet de globalisation, de totalisation induit par l'emploi des conjonctions : « il fallait de plusieurs mots ne faire qu'un tout ». Ainsi la catégorie grammaticale des conjonctions rend compte de l'effectivité maximale de la langue politique révolutionnaire qui unit les citoyens en communauté autour des droits.

On ne pouvait plus clairement démontrer l'ancrage de la rationalité de la parole révolutionnaire dans les catégories réflexives de la syntaxe, l'interdépendance entre l'effectivité du discours révolutionnaire et la matérialité du français élémentaire. Qui plus est, nous avons, dans un travail antérieur ¹, mis en évidence l'importance, sous la révolution française, de la coordination (avec *et*) dans une étude du mot d'ordre « du pain et du fer », et plus largement des expressions du type « du pain et X ». Certes nous savons que les grammairiens du XVIII^e siècle ne disposent pas, dans leur nomenclature, de la catégorie de coordination ². Pour autant il n'est pas interdit de se demander si le mode de présentation, choisi par Antoine Tournon en 1794 pour décrire les conjonctions, ne constitue pas une première avancée vers la désignation explicite des coordinations. Un simple fait peut renforcer notre hypothèse. Dans la liste des exemples présentés dans le chapitre sur la conjonction, nous trouvons essentiellement des données communes à l'ensemble des grammaires (Tournon a-t-il épuisé son stock d'exemples politiques !), un seul exemple a une résonance dans le discours révolutionnaire, il concerne la coordination en *et* : « la vérité *et* la justice ». Est-ce une simple coïncidence ? Nous ne le pensons pas.

La *Grammaire des Sans-culottes* prend appui sur le « rapport d'analogie » constitutif du français national dans l'espace de l'économie linguistique. Ainsi s'affirme la vocation hégémonique de la langue politique des révolutionnaires. Un lien organique se met ainsi en place sur le terrain syntaxique ; il relie le français élémentaire au statut de citoyen dans l'horizon du droit naturel déclaré. Antoine Tournon nous restitue, par ce biais, les « formes de base » de la langue politique dans leur progressivité. Il importait d'entamer cette étude de l'économie linguistique par la mise en évidence des fondements grammaticaux de la langue politique. Cependant s'il fallait s'en tenir à ce seul aspect, notre enquête aurait vite tourné court.

L'économie linguistique est, avec Tournon, strictement confinée dans l'espace éducatif. En 1789, notre publiciste patriote affirme déjà la primauté de l'instruction dans la formation d'un peuple libre. En 1792, cette prise de position lui servira

¹ En collaboration avec Denise MALDIDIER, « Effet de l'archive. L'analyse du discours du côté de l'histoire », *Langages* N° 81, mars 1986.

² Voir sur ce point G. ANTOINE, *La coordination en français*, Paris, D'Artrey, 1958, tome I p. 211 et suivantes.

d'argument pour justifier son refus de suivre les législateurs montagnards dans leur effort de traduction des passions du peuple. De fait, Tournon n'a pas accepté l'évolution du club des Jacobins au moment du 10 août 1792. Il écrit à ce propos :

« Il est une cause naturelle qui a éloigné ces jacobins, si chers à la patrie, du lieu de leurs séances, et qui devait les en exclure pour jamais, cette cause a été le renouvellement insensible et continu de cette société ; ceux qui étaient exercés dans les luttes politiques au commencement de 1792 n'ont pu soutenir le bavardage, l'extravagance, et souvent la mauvaise foi ou l'ineptie des apprentis orateurs, et ils se sont lassés des cris, du tumulte et des extravagances » ¹.

Tournon aborde, en fait, dans ce texte, son propre itinéraire politique. Un événement important dans sa carrière politique précise la nature exacte de son refus de l'évolution du jacobinisme. Nommé par sa section électeur le 31 août 1792, il doit démissionner le 10 septembre de cette fonction après avoir proposé un aveugle comme candidat à la députation ! Il s'explique sur son attitude pour le moins curieuse dans les termes suivants :

« Nommé par vous, je me suis dit : des choix que vont faire les électeurs dépend le sort de l'empire ; au patriotisme éprouvé, ceux que l'on peut élire doivent unir des lumières à des talents et des vertus. Un législateur doit se douter au moins de l'immense théorie des gouvernements et des lois (...). Venons aux faits : (...) les voix se portèrent sur le citoyen Legendre (...) il était encore des hommes qui en patriotisme, et surtout en lumière, ne lui cèdent point. Je m'opposai donc à sa nomination (...). Je vis selon mes idées, qu'en politique et en législation, l'on nommait un aveugle : moi je nommai le mien » ².

Ce que Tournon réfute, par son attitude face aux électeurs parisiens, c'est la prééminence de l'enthousiasme qui s'instaure au lendemain du 10 août. Il ne veut pas que les passions l'emportent sur les lumières. Avec Condorcet, il affirme qu'« un examen froid et sévère, où la raison seule soit écoutée, précède le moment de l'enthousiasme » ³. Le choix d'un législateur doit donc être fonction de son degré de connaissance dans le domaine des lumières législatives et non de sa capacité à traduire, sur la scène politique, les passions immédiates du peuple en insurrection. Proche de Robespierre en 1791, Antoine Tournon s'est peu à peu détaché de ce dirigeant jacobin. Il ne voit plus dans celui qui sait parler la « langue du peuple » ⁴ qu'un homme idolâtré par le peuple. Il associe péjorativement enthousiasme et rhétorique et identifie la « véritable rhétorique », tout comme Condorcet, à un livre intelligible par tous, par exemple une grammaire élémentaire. L'antirhétorique propre à l'économie linguistique lui sert d'argument pour identifier la disposition morale du peuple au simple désir d'instruction. Mais la langue

¹ État de Paris, *Mercure Universel* du 21 décembre 1792.

² *Mercure Universel* du 21 septembre 1792.

³ Voir sur ce point C. KINTZLER, *Condorcet. L'instruction publique et la naissance du citoyen*, Le Sycomore, 1984.

⁴ Comme nous l'avons vu à propos du récit robespierriste du 10 août dans le troisième chapitre de cet ouvrage.

politique peut-elle vraiment devenir hégémonique par le simple fait d'une politique éducative axée sur la diffusion des droits de l'homme et du français élémentaire ? Peut-on si facilement écarter l'enthousiasme des conditions de formation du savoir politique ? À vrai dire, Tournon et Condorcet s'interdisent de comprendre, par leur démarche, comment se met en place, au sein même de l'événement révolutionnaire, le consensus du « sens commun ». En réduisant la culture révolutionnaire au fait éducatif, ils amputent la langue politique de son rôle médiateur entre la nature et la liberté, le sens commun et la volonté historique.

De notre point de vue, la catégorie d'enthousiasme, prise en compte par Kant dans son analyse de la révolution française ¹, est incontournable. Elle fait signe vers l'événement, elle permet de comprendre en quoi une série d'événements peut contribuer, par la quête de la liberté, de l'universalité qu'elle manifeste, à l'instauration de l'hégémonie de la langue politique. Nous sommes là au cœur de l'économie linguistique, dans la mesure où « l'enthousiasme plonge ses racines dans la disposition morale de l'humanité que mettent en lumière les acteurs en tant qu'êtres historiques » ², et par là même suscite, sur une base intersubjective, la formation d'une langue politique à la hauteur des droits de l'humanité.

Antoine Tournon a rédigé dans sa prison un texte qui marque une telle adhésion commune au fait révolutionnaire : il s'agit de sa *Vie politique*. La plupart des suspects incarcérés, par ailleurs militants confirmés, se contentent de ce type d'écrit. Tournon s'est senti obligé de se justifier sur la base d'un exercice plus conforme à ses visées éducatives. A-t-il voulu, jusqu'au dernier moment, marquer ses distances avec le jacobinisme anonyme qui supplante le jacobinisme tribunicien au lendemain du 10 août 1792 ?

¹ En particulier dans *Le Conflit des Facultés* (1798).

² A. PHILONENKO, *La théorie kantienne de l'histoire*, Vrin, 1986, p. 45.

CHAPITRE V

DE LA SUBJECTIVITÉ DE L'ACTE DE PAROLE À L'UNIVERSALITÉ DU SENS COMMUN : LES RÉCITS DE VIE POLITIQUE (1793-1794)

[Retour à la table des matières](#)

À la fin du mois d'octobre 1789, dans un climat politique tendu, un auteur anonyme propose aux députés des États Généraux une « machine » qui pourrait tout à la fois apporter « la voix de l'homme de bien » jusqu'aux oreilles du peuple, mettre sous les yeux du peuple les « réflexions » de ses représentants et enfin conférer un maximum de présence à l'orateur dressé devant le peuple. Au moment où le peuple parisien multiplie les actions punitives sans tenir compte des appels à la raison et à l'humanité des dirigeants politiques, l'auteur de ce curieux traité *Sur les moyens de communiquer sur le champ au peuple*¹ est le bienvenu. Il propose plus précisément trois machines complémentaires :

– *Le Porte-voix du peuple* (voir sa représentation graphique ci-après). Un tel instrument sonore permettrait au porte-parole d'atteindre un degré inégalé dans l'intensification de sa voix. On pourrait ainsi embrasser, sans effort, le vaste espace où le peuple s'assemble.

– *Le Tableau populaire* (voir sa représentation graphique ci-après). Grâce à ce second dispositif, il serait possible de communiquer au peuple toute notion, tout discours dont les agents politiques voudraient laisser une trace permanente. À la voix de l'orateur s'ajoute, dans un second temps, l'inscription de cette voix sur un tableau. L'écriture pérennise l'événement.

¹ Bibliothèque Nationale, 8°Lb³⁹ 8039.

– *Le Siège oral mobile* (voir sa représentation graphique ci-après). La troisième machinerie est la plus ingénieuse, la plus spectaculaire. Elle permet d'imposer la présence physique de l'orateur. Non seulement le porte-parole sature l'espace, où le peuple s'assemble, par sa voix, mais il s'impose aussi à la vue de ce même peuple sous toutes les perspectives possibles. Le porte-parole, d'acteur de la communication, devient le *personnage central* de la mise en scène de la souveraineté populaire. Le Moi révolutionnaire se construit dans un processus, à la fois subjectif et universel, de « présentation de soi »¹.

¹ L'expression « présentation de soi » constitue le titre d'un ouvrage du sociologue Erving GOFFMAN : *La mise en scène de la vie quotidienne*, 1 – La présentation de soi, les éditions de Minuit, 1973. Cet ouvrage présente des analyses très intéressantes sur la mise en scène du moi dans les relations publiques.

Une telle machinerie est suscitée par l'attente publique d'une mise en scène de la politique au quotidien à la mesure de l'accélération des événements. Cet imaginaire de la politique s'est-il investi dans une pratique sociale déterminée, voire même dans un principe spécifique d'écriture ?

Existe-t-il une archive contemporaine de l'événement révolutionnaire qui restitue conjointement la voix du porte-parole, sa traduction écrite et le modèle social issu de la promotion de l'acteur au statut de personnage ? Peut-on identifier un type de texte à un système d'actes de langage qui, dans un même mouvement, rapporte la voix du « protagoniste de l'événement »¹, institue l'écriture de l'événement, sous la dictée du porte-parole, et enfin évalue, selon de nouvelles normes sociales, la transformation du protagoniste en personnage historique² ? Si cette archive existe, elle traduit tout à la fois la subjectivité des actes et l'universalité des actions. Elle procède à sa façon de l'économie linguistique, c'est à dire rend compte, dans le rapport de la voix à l'écriture, d'actes de parole à la fois singuliers et universels qui s'inscrivent dans l'historicité des événements révolutionnaires. Elle existe, nous l'affirmons, mais la plupart des historiens de la Révolution française ne l'ont pas rencontrée faute d'y avoir prêté une attention particulière. Elle ne correspond à aucun des genres littéraires qu'on s'efforce actuellement de dépister au sein de la vaste production imprimée de la période révolutionnaire. Elle relève plutôt d'une configuration textuelle instaurée en écho de l'attente d'un public quelque peu désorienté, après quatre années de révolution, par la variation constante des programmes politiques et le déplacement permanent des porte-parole. Mais elle dessine cependant les contours d'un paysage-type où fusionnent les multiples expériences individuelles occasionnées par le choc de la rupture révolutionnaire. Elle respecte la contrainte chronologique du récit historique, tout en se focalisant sur les avatars de la subjectivité révolutionnaire. Cette archive est l'une des formes historiques du « pacte autobiographique »³. Il est temps d'en donner un exemple :

« Dans un gouvernement républicain, tout Citoyen appelé devant le tribunal du peuple lui doit un compte rigoureux de sa vie morale et politique ; je me trouve dans ce cas, et je vais m'en acquitter pour instruire ceux de mes concitoyens qui auraient pu se laisser entraîner par les calomnies répandues contre moi, et concevoir de ma probité, de mon patriotisme des idées désavantageuses.

¹ Nous empruntons l'expression « protagoniste de l'événement » à Haïm BURSTIN dans son travail pionnier sur « Le "protagonisme" comme facteur d'amplification de l'événement : le cas de la Révolution française », *L'événement*, Publications de l'Université de Provence, 1986.

² Nous nous sommes inspiré, à ce niveau, des analyses d'E. GOFFMAN (*op. cit.*) sur les rapports entre l'acteur et le personnage.

³ C'est le titre de l'ouvrage de Philippe LEJEUNE paru au Seuil (Paris) en 1975. Philippe Lejeune montre les impasses (page 320 et suivantes) des approches du texte autobiographique qui cherchent à définir un nouveau genre. Il propose de travailler à partir de la notion d'« horizon d'attente » (Jauss, Koselleck). Notre travail s'inscrit dans cette perspective ; il tente en effet de montrer le rapport de l'acte autobiographique à l'événement, en réponse à l'attente d'un public pris dans un processus de rupture de conscience sociale.

Depuis la révolution, j'ai mis en pratique les principes républicains dans lesquels j'avais été élevé. Dans toutes les occasions orageuses de la Révolution, au 14 juillet, 6 octobre 1789 et 10 août 1792, je me suis toujours trouvé l'un des premiers au poste de l'honneur pour combattre les tyrans et leurs satellites. J'ai été constamment l'ennemi déclaré et ouvert des Fayetteistes, des Feuillants et Modérés ; partout inviolablement attaché aux lois révolutionnaires que les circonstances nécessitent, dans les différents postes que la République m'a confiés, je les ai fait exécuter avec la fermeté d'un républicain, sans jamais les avoir outrées. Dans les Sociétés privées aussi bien que dans les Sociétés populaires, mes discours ont été constamment à la hauteur de la Révolution, ils étaient l'expression de mon ardent amour pour la liberté ; j'ai même dénoncé à la Convention et aux Jacobins Dumouriez et Custines, dans les plus beaux jours de leur gloire. Ni peines, ni fatigues, ni sacrifices de quelque nature qu'ils puissent être n'ont jamais pu m'arrêter, lorsqu'il s'agissait de défendre les droits sacrés du peuple » ¹.

A. Approche globale

[Retour à la table des matières](#)

Les récits de vie politique, parfois mentionnés par les historiens de la Révolution française au détour d'une notice biographique, n'ont jamais été systématiquement répertoriés. Pourtant ces textes ne sont pas rares, nous en trouvons des centaines dans les fonds d'imprimés anciens, et surtout dans les papiers manuscrits du fonds alphabétique du Comité de Sûreté Générale. Qu'ils soient manuscrits ou imprimés, ils se présentent sous des titres assez uniformes : « Conduite politique (révolutionnaire), Vie politique, Abrégé (Tableau, Précis) de la Conduite politique etc. »

Dans certains cas, ils s'insèrent dans des Mémoires justificatifs qui abordent longuement les circonstances de l'arrestation du suspect qui cherche à se disculper. Nous n'abordons pas cet autre aspect du témoignage autobiographique contemporain des événements révolutionnaires qui mérite une analyse particulière ². *Les Vies politiques* constituent une part seulement des justifications rédigées par les suspects, en général dans leurs prisons. Adressées le plus souvent « Aux citoyens représentants du peuple, Au peuple souverain, Aux patriotes, À ses frères », elles sont rédigées dans un contexte précis. Un individu au passé politique bien rempli est déclaré suspect par sa section, il est arrêté. Face aux membres du comité révolutionnaire de sa section, il doit répondre à des questions précises et ses réponses sont consignées sur un imprimé spécial comprenant cinq rubriques. La dernière rubrique concerne « le caractère et les opinions politiques qu'il a montrés dans les mois de mai, juillet et octobre 1789, au 10 août, à la fuite et à la mort de tyran, au 31 mai et dans les crises de la guerre, s'il a signé les pétitions ou arrêtés

¹ Agut au peuple de Lille, 20 nivôse an II, Archives Nationales, F⁷ 4394(2).

² Cf L. ANDRIES, « Récits de survie : les mémoires d'autodéfense pendant l'an II et l'an III », in *La Carmagnole des Muses*, Armand Colin, 1988.

liberticides »¹. Le greffier remplit ces rubriques à la hâte en s'aidant, surtout pour la dernière, des accusations portées contre le suspect. Une fois en prison, le patriote incarcéré ressent le besoin de s'expliquer, en termes plus authentiques, sur sa vie politique. Il rédige donc ce texte que nous trouvons joint à son dossier communiqué au Comité de Sûreté Générale.

Nous savons que la législation des suspects a pris un essor considérable au lendemain de la mise à l'ordre du jour de la terreur, pendant l'automne 1793². Le contrôle permanent du patriotisme des citoyens par les comités révolutionnaires des sections et la généralisation de la pratique de l'épuration dans les sociétés populaires provoquent de nombreuses accusations d'« aristocratie ». Les accusés, qui se considèrent comme patriotes, se sentent obligés de mettre sous les yeux de leurs « frères d'armes » le tableau « rapide et abrégé » de leurs actions depuis le début de la révolution. Il s'agit de résister aux effets néfastes de la suspicion :

« Je me trouve dans le cas de la suspicion La suspicion apparente dont je suis couvert est entièrement détruite par la conduite que j'ai tenue conforme aux principes de la Révolution, c'est à dire de la liberté et l'égalité. Le tableau de ma vie politique vous donnera une idée juste de mon patriotisme et de l'invariabilité de mes principes »³.

À vrai dire, portant sur leur front « le cachet flétrissant de l'homme suspect »⁴, les patriotes emprisonnés ont perdu la possibilité de s'exprimer en public. Ils peuvent avoir la chance de disposer, grâce à leurs relations, d'un imprimeur qui diffuse leurs mémoires justificatifs. Parfois même ils disposent d'un peu de temps, avant leur incarcération, pour se justifier oralement. Mais dans tous les cas, leur parole une fois suspecte est mise hors du jeu politique. Ainsi en est-il, par exemple, du cordelier Julian de Carentan, accusé de modérantisme par les Hébertistes, qui tente de se justifier devant « ses frères » bien avant qu'il ne soit menacé d'arrestation. Sa tentative est sans succès : « Il veut entrer dans le détail de sa conduite politique depuis la Révolution, mais des murmures l'interrompent »⁵. Les *Vies politiques* justificatives constituent bien le dernier témoignage politique d'hommes dont le rôle n'a pas été des moindres pendant la révolution française.

Une approche quantitative de ce type de texte s'impose. Mais elle suppose de très importants dépouillements, en particulier aux Archives Nationales, qui nécessitent un investissement à long terme. Pour notre part, nous avons procédé

¹ Ce document se trouve dans la plupart des dossiers individuels des suspects de la série alphabétique du Comité de Sûreté Générale des Archives Nationales.

² Voir sur ce point les travaux de J. L. MATHARAN sur les suspects pendant la révolution française : *Annales historiques de la Révolution française*, N° 263, janvier-mars 1986.

³ Dossier Hennequin (Achille Auguste), Archives Nationales, F⁷ 4741.

⁴ Selon une expression souvent employée dans les discours de l'an II.

⁵ Texte extrait d'une édition des séances du club des Cordeliers pendant l'été 1793 en préparation.

par sondages ¹. Notre approche est qualitative. Notre choix est limité : il concerne avant tout des vies politiques rédigées pendant la période jacobine de « dictature » du Comité de Salut public.

À lire une série de *Vies politiques* à la suite, une question s'impose répondent-elles à un modèle, à une attente stéréotypée ? L'initiative des autorités a-t-elle façonné un moule dans lequel se sont coulés ces textes autobiographiques ? L'exigence d'information sur la vie politique des patriotes apparaît bien avant que les comités révolutionnaires l'institutionnalisent. Au sein même des clubs et des sociétés populaires, la pratique de l'épuration, qui se généralise pendant l'automne 1793, suscite une interrogation sur la nécessité de prouver son patriotisme par le récit de sa vie politique :

(Au club des Jacobins le 28 novembre 1793, intervention de Merlin de Thionville à propos de la mise en cause de Desfieux) « Je demande que chaque jacobin soit tenu de fournir à une commission que vous nommerez à cet effet, des preuves de son patriotisme, et de répondre aux questions suivantes : qu'étais-tu en 1789 ? Qu'as tu fait jusqu'en 1793 pour le bien de la Révolution ? Quelle était ta fortune avant la Révolution et quelle est-elle depuis la Révolution ? » ².

Il est donc indéniable que les auteurs de *Vies politiques* sont contraints par le schéma justificateur de nature chronologique exigé par l'opinion publique qui les juge en premier. La mention de leur participation, aussi minime a-t-elle été dans la réalité, aux principales journées révolutionnaires en est la preuve la plus visible. De même, le poids de la demande « populaire », et du modèle associé, explique le choix des titres, parfois mentionnés, de sous-parties dans les vies politiques : « 14 juillet, 10 août, jugement du tyran... » (Julian de Carentan), « Qu'étais-je avant la Révolution, qu'ai je fait pendant la Révolution ? » (Descombes). Mais il serait mal venu de prendre l'influence d'un modèle comme prétexte pour restreindre l'étude des *Vies politiques* au commentaire de l'approche littéraire sur la part de subjectivité contenue dans tout témoignage individuel. Haïm Burstin a déjà montré ³ par quel cheminement les *Vies politiques*, reconstructions à posteriori de carrières révolutionnaires, introduisent dans la sensibilité un rapport à l'événement particulièrement marqué. Ces textes autobiographiques, contemporains de l'événement révolutionnaire, sont, de fait, d'excellents témoignages du sens commun révolutionnaire élaboré dans l'événement. Si l'on suit l'analyse kantienne

¹ Nous nous sommes en particulier servi, pour nous situer, du *Répertoire du personnel sectionnaire en l'an II*, Publications de la Sorbonne, 1985.

² *Journal des débats et de la correspondance* des Jacobins.

³ L'expression « présentation de soi » constitue le titre d'un ouvrage du sociologue Erving GOFFMAN : *La mise en scène de la vie quotidienne*, 1 – La présentation de soi, les éditions de Minuit, 1973. Cet ouvrage présente des analyses très intéressantes sur la mise en scène du moi dans les relations publiques.

de la Révolution française¹, on voit en quoi le citoyen s'éprend du sentiment d'humanité propre à la révolution, et manifeste par là même, en tant que spectateur, « une sympathie d'aspiration qui est proche de l'enthousiasme... et qui ne peut avoir d'autre cause qu'une disposition du genre humain »². De témoin de l'événement, l'homme révolutionnaire en devient l'un des participants, puis il s'attribue après coup le rôle de protagoniste majeur³. C'est par un tel mouvement que l'expérience subjective devient universellement communicable.

Nous sommes là aux antipodes d'un point de vue qui voudrait voir dans les récits de vie politique des militants révolutionnaires une série exemplaire de la prédisposition au mythe et à l'imaginaire de la génération jacobine. Bref, il s'agirait encore d'un exemple de fuite en avant dans l'utopie. La suite de cette « histoire » est bien connue : incapables de saisir le réel, les hommes de l'an II vivent dans l'illusion politique !

La question relative à la construction de l'universalité du sens commun dans l'expérience subjective, que posent les philosophes allemands contemporains de la Révolution française, est essentielle pour comprendre la visée des *Vies politiques*. Dans la lignée de la *Critique de la faculté de juger* de Kant, on peut affirmer que « la forme de penser du peuple » se constitue en dehors de tout à priori, de données préconstruites et procède par là même d'une expérience publique où la subjectivité atteint l'universellement communicable. Lorsque « le moi s'intuitionne lui-même comme actif » (Fichte), il détermine l'espace universellement subjectif du sens commun, et par là même introduit, dans l'agir, une dimension réflexive. Les *Vies politiques* révolutionnaires constituent un excellent terrain d'expérimentation pour les données réflexives directement associées à l'action. « Agir ! Agir ! voilà pourquoi nous sommes là », ce mot d'ordre du philosophe Fichte pourrait caractériser la motivation profonde des *Vies politiques*. Pendant un temps, le

¹ Nous avons déjà mentionné l'importance de cette analyse pour notre propos sur l'économie linguistique.

² *Le Conflit des Facultés* (1798). Il nous faut citer intégralement ce texte capital dans sa traduction la plus précise : « Peu importe si la révolution d'un peuple plein d'esprit, que nous avons vu s'effectuer de nos jours, réussit ou échoue, peu importe si elle accumule misère et atrocités au point qu'un homme sensé qui la referait avec l'espoir de la mener à bien, ne se résoudrait jamais néanmoins à tenter l'expérience à ce prix, cette révolution dis-je, trouve quand même dans les esprits de tous les spectateurs (qui ne sont pas eux-mêmes engagés dans ce jeu) une *sympathie* d'aspiration qui frise le véritable enthousiasme et dont la manifestation même comportait un danger ; cette sympathie par conséquent ne peut avoir d'autre cause qu'une disposition du genre humain », traduction d'A. PHILONENKO dans *La théorie kantienne de l'histoire*, Vrin, 1986, p. 45.

On trouvera un commentaire de cette analyse de la révolution française dans le dernier texte de Michel Foucault publié de son vivant : « Sur le texte de Kant *Qu'est ce que les Lumières ?* », *Magazine Littéraire*, N° 207, mai 1984.

³ « Les individus et les groupes deviennent non seulement les témoins et les spectateurs de l'événement, mais ils ont tendance à intervenir en tant que participants et à s'attribuer le rôle des protagonistes », Haïm BURSTIN, « Le protagonisme comme facteur d'amplification... », *op. cit.* p. 65.

simple citoyen devient philosophe, il décrit « l'action elle-même quant à sa forme et à la manière d'agir présente en elle, aussi bien que ce qui, dans cet agir, surgit pour la réflexion » ¹.

Notre étude s'oriente donc résolument vers la mise en évidence du lien entre les *Vies politiques*, véritables *actes autobiographiques*, et l'événement discursif en tant que réalisation du sens commun révolutionnaire. S'il n'existe pas, à notre avis, de règles internes et constitutives d'un éventuel genre « vie politique », ces actes autobiographiques propres à la Révolution française équivalent à un système complexe d'actes de langage que l'on peut décomposer en trois moments ² :

– *La réflexivité de l'agir : l'amplification de la voix*

Nous avons vu que la première « loi » de la communication politique réside dans l'amplification de la voix du porte-parole. Les récits de vie politique se font l'écho d'une telle nécessité première. Dans quelle mesure restituent-ils l'étape initiale de ce processus d'amplification, laissent-ils des traces de la voix du protagoniste de l'événement dans l'événement même ? On peut s'attendre à trouver, dans les *Vies politiques*, des aspects de la réflexivité propre à l'agir attestés au sein de l'événement révolutionnaire. Mais seule une connaissance archivistique et discursive préalable des configurations caractéristiques de l'événement permet de déceler les ressources réflexives de l'événement introduites dans l'acte autobiographique. De fait, après avoir étudié la formation de l'événement « mort de Marat » dans un tout autre cadre de recherche ³, nous avons retrouvé, au sein des vies politiques, des traces de l'événement, principalement de deux sortes :

« Lorsque Marat fut assassiné, j'entendis dans l'assemblée de ma section des propositions dictées par la fureur ; j'osai les combattre et braver les reproches du patriotisme en délire » (Descombes).

« Est-il un contre-révolutionnaire celui qui, lors du crime de l'infâme Charlotte Corday, dont la main abominable fut conduite par tous les fédéralistes de ce temps, par tous les ennemis du patriotisme, rendit à l'ami du peuple les derniers devoirs, s'attendrit sur cette victime immolée à la fureur, au fanatisme et à l'ambition des traîtres, qui n'abandonna son corps qu'au tombeau, et ne s'est jamais séparé de son âme » (Héron).

Descombes rend compte de son rôle dans le premier moment de réflexivité de l'événement : le 13 juillet au soir et le 14 juillet au matin, les Jacobins s'efforcent,

¹ *Fondement du droit naturel*, traduction française, P.U.F., 1984, p. 23.

² Nous retrouvons ici le point de vue d'Elisabeth W. BRUSS sur « La pratique réussie de l'autobiographie en tant qu'acte illocutoire » (Poétique, 1974, N° 17). Nous lui empruntons l'expression d'« acte autobiographique » et l'idée que l'acte autobiographique a été associé, pour chaque période historique, à d'autres types d'action. Le cas de la Révolution française est, en ce domaine, exemplaire.

³ « La mort de Marat à Paris (13-16 juillet 1793) », *La Mort de Marat*, Flammarion, 1986.

dans leurs sections respectives, de différer le désir punitif des Sans-culottes. Descombes insiste donc sur son rôle de médiateur. La réflexion autobiographique d'Héron, à propos de la mort de Marat, est d'un tout autre niveau. Elle met l'accent sur la dernière étape de la construction de l'événement, la mise en sublime du corps de Marat au moment de son inhumation le 16 juillet au soir : l'« âme rare et sublime » de Marat sort de la « plaie sanglante » visible sur le corps de Marat et s'installe parmi les immortels.

Nous allons décrire l'enjeu de l'amplification de la voix dans les courts récits des événements de juillet 1789 insérés dans les *Vies politiques*. Cependant l'exemple du jacobin marseillais Isoard, dont nous connaissons par ailleurs la biographie ¹, nous permettra de mieux cerner le poids de la réflexivité propre à l'agir dans les récits de vie politique.

– *Les catégorisations de l'agir : l'écriture de l'événement*

À la voix succède l'écriture. Le porte-parole se légitime par le recours à des expressions de portée générale, de nature idéologique. Le cas le plus connu est celui du mot « événement » qui n'apparaît, à propos du 14 juillet 1789, que dans les semaines postérieures à la prise de la Bastille ². L'étude des récits du 14 juillet 1789 peut ainsi rendre compte des fondements en droit et de l'extrême sensibilité conjoncturelle des systèmes de catégorisation idéologique spécifiques de l'acte autobiographique.

– *L'identification sociale de l'action : de l'acteur au personnage.*

Une fois amplifiée la voix du protagoniste de l'événement, une fois inscrite sa parole dans un continuum idéologique, il reste à identifier le personnage historique que joue cet acteur (avec d'autres !). L'acte autobiographique, limité à l'archive des récits de vie politique, n'est que la mise en scène, selon un principe d'écriture spécifique, du quotidien politique des membres d'une communauté libre. La saisie des modèles sociaux, sous-jacents à ces tracés autobiographiques, nécessite un élargissement de notre horizon textuel. D'autres textes ont, sous la Révolution française, valeur de témoignages autobiographiques. Nous pensons tout particulièrement aux interrogatoires judiciaires. Le cas du jacobin Isoard est, nous le verrons, exemplaire d'une démarche autobiographique où la mise en récit d'un itinéraire politique est doublée d'une autoréflexion sur le personnage historique incarné.

¹ Voir notre article « Le jacobin marseillais Isoard », *Marseille*, revue municipale, N° 137-138, 1984.

² Voir le travail d'Anne COLLET, *Étude de récits sur la journée du 14 juillet 1789*, Mémoire de Maîtrise, Paris X, 1984.

B. La catégorisation de l'événement : les récits du 14 juillet 1789

1. Un événement fondateur : le peuple en armes

[Retour à la table des matières](#)

La plupart des *Vies politiques* débutent par les événements de juillet 1789. À ce titre, le 14 juillet, y compris les journées qui le précèdent, apparaît bien comme un événement fondateur : « Ayant commencé la Révolution le 14 juillet 1789... » (Duvivier). Mais les récits de l'événement dont il est question présentement sont tout à fait laconiques, à quelques exceptions près dont nous allons parler à propos d'un cas précis. Ils n'excèdent pas quelques lignes, même lorsqu'ils intègrent les événements des quinze premiers jours de juillet. Un thème revient de façon récurrente, l'émergence du peuple en armes :

« Je pris les armes (Chepy).
J'ai été un des premiers à prendre les armes (Julian) ;
Je me suis mis sous les armes avec mes concitoyens (Bruneau) ».

Il apparaît que les événements de 1789 contribuent à former la communauté des hommes libres dans la mesure où cette première manifestation publique de masse s'apparente à l'étape fondatrice de la conquête des droits. Le thème du peuple en armes constitue la première expression de l'agir révolutionnaire, c'est à dire conforme au droit naturel déclaré. Concrètement, la prise d'armes, qui caractérise les journées des 12, 13 et 14 juillet, signifie la formation d'une institution décisive dans le processus révolutionnaire, la garde nationale :

« Je me fis inscrire un des premiers sur les registres de la garde nationale » (Leclerc)
« Le 13 juillet, je fus un des premiers à me rendre à l'Église des Petits-Pères ; j'y donnai le mode d'enrôlement pour former la garde nationale » (Desfieux).
« Le 14 juillet, j'entrai dans le corps des volontaires du palais » (Chepy).

Un récit d'un extrême laconisme résume l'ensemble. Nous pouvons le qualifier de récit-recteur :

« Dès le mois de juillet 1789, j'ai pris les armes, j'ai contribué à former la première garde le 14, dès ce moment ma voix anima mes concitoyens » (Letellier).

Le trajet thématique qui se met ainsi en place restitue les éléments fondateurs de l'événement : à l'acte de langage qui manifeste la première émergence historique des droits du peuple succède la caractérisation d'une institution

nouvelle, la garde nationale. La voix du porte-parole peut prendre forme. Elle emprunte la forme du collectif et de la figure révolutionnaires :

« Les premiers nous criâmes aux armes » (Tournon).

« Je ne me rappelle que de Camille Desmoulins, qui le premier cria aux armes, le dimanche 12 juillet 1789 » (Collin).

Ainsi l'occupation de l'espace parisien le 14 juillet par la foule en effervescence, avec ses deux points forts les Invalides et la Bastille, n'est que l'aboutissement d'un processus qui « enclenche » la mise en acte du droit naturel proclamé :

« Le 14 juillet, je me trouvai à la Bastille, et partout où un patriote devait se trouver » (Desfieux).

« Le 14 juillet je fus le matin aux Invalides, et l'après-dîné à la Bastille » (Tournon).

2. Le poids de la conjoncture : les Vies politiques d'Antoine Collin

[Retour à la table des matières](#)

Antoine Collin, ex-membre du club des Cordeliers et ex-administrateur du département de Paris, répond, en mars 1793, par un mémoire justificatif « aux diverses dénonciations faites contre lui à l'assemblée électorale, au club des Cordeliers, à la section des Buttes des Moulins, aux Jacobins et au Conseil exécutif » ! Il oppose à l'accusation la plus grave, celle d'« aristocratie », le « tableau rapide et abrégé » de sa *Vie politique*. Quelques mois plus tard, emprisonné, il rédige une nouvelle version, amplifiée, de sa *Vie politique*¹. Nous disposons donc de deux *Vies politiques* relatives à un même individu et rédigées par le même auteur à quelques mois de distance (mars 1793 – nivôse an II). C'est une situation idéale pour mesurer l'impact des événements de 1793 dans un travail rétrospectif sur les événements de juillet 1789. La comparaison, pas à pas, de ces deux textes autobiographiques centrés sur une même subjectivité nous permet d'évaluer, dans un cas précis, le poids des reconstructions idéologiques liées à l'événement 14 juillet 1789 dans l'acte autobiographique.

¹ Le premier de ces textes se trouve à la Bibliothèque Nationale (4° Ln²⁷ 4594), le second est consultable aux Archives Nationales (AD 1 51).

Version A (mars 1793)

Avant le 14 juillet 1789, je fus un de ceux, au café de Foy, qui haranguaient le peuple (...) Alors *il n'existait pas de sociétés populaires*. Le jardin du Palais-Royal était un club révolutionnaire permanent ; je le quittais que pour mes repas ; mon seul bonheur consistait à démontrer au peuple les abus de l'ancien régime, et la nécessité, pour le bonheur de tous, d'une parfaite régénération.
Je parlais publiquement, j'étais toujours avec le peuple.

Version B (décembre 1793)

Peu de temps après la réunion des députés à Versailles, il n'existait pas encore de sociétés populaires et le peuple ne demandait que de l'instruction tous les jours j'abandonnai mes propres affaires pour aller dans les lieux publics, et notamment au jardin de l'Égalité, alors palais royal (...)

Là je parlais en homme libre et je n'épargnais rien pour instruire ceux qui se plaisaient à m'entendre ; je m'appliquais surtout à retracer les abus de l'ancien régime, et l'avantage d'une régénération dans toutes les parties du gouvernement ; et, pour y parvenir, je démontrerais *la nécessité d'une insurrection* générale, seul moyen capable de secouer le joug de la tyrannie.

Le 12 juillet

Le 12 juillet, *je partis à onze heures du soir avec le peuple* (...) Je passai cette nuit toute entière à pérorer le peuple et à le préparer à la *révolution*.

Je ne quittai pas le peuple d'un seul instant et, dans plusieurs circonstances, je lui donnai les conseils que ma prudence pouvait me dicter, afin de diriger d'une manière sûre et utile l'*insurrection* qui se préparait.

La première version (A) recense les gestes, les actes (« être toujours avec le peuple, haranguer le peuple, parler publiquement ») qui confèrent à Collin le statut de porte-parole de la révolution permanente. 1789 est sous l'éclairage de 1792, période où les « missionnaires patriotes » se répandent à travers toute la France et mettent en acte la langue du droit ¹. Nous retrouvons également, dans le premier texte de Collin, une forme d'intervention spécifique des premiers porte-parole : la formation de clubs révolutionnaires permanents hors l'enceinte de l'assemblée nationale. Nous savons que le statut du porte-parole est de fait très aléatoire en 1789 ². Collin raisonne donc sur la situation en 1789 à partir de catégories attestées en 1792.

La seconde version, plus rhétorique (B), exhibe deux catégories majeures de la lecture de 1789 par l'an II : les catégories d'« instruction » et d'« insurrection ». Le thème de l'insurrection nécessaire, typique des caractérisations de la révolution au

¹ Nous renvoyons, sur ce point, au troisième chapitre de cet ouvrage.

² Voir sur ce point le premier chapitre de cet ouvrage.

lendemain des journées révolutionnaires des 31 mai, 1^{er} et 2 juin, prend la place du motif de l'insurrection permanente. Il a pour fondement l'idée de la redécouverte des droits, et du premier d'entre eux le droit à l'insurrection, symbolisée par le peuple en armes. Ainsi, au début 1793, on se doit de retracer son rôle de porte-parole dans l'espace de la révolution permanente ; quelques mois plus tard, la mise à l'ordre du jour de l'insurrection et de l'instruction efface la figure du porte-parole au profit de l'agent politique détenteur de la « science de la politique » (Robespierre). De l'énoncé « Je parlais publiquement » à l'énoncé « Je parlais en homme libre », un trajet thématique se met en place : de la caractérisation performative de l'espace révolutionnaire à l'acte de liberté consistant « à forger le concept de son agir » ¹.

Porte-voix d'un peuple qui conquiert ses droits, Collin, au cours de la journée du 14 juillet, se tient à l'écart de l'affrontement pour des raisons circonstanciées. Dans la première version de sa vie politique, il s'en tient à ce constat :

« Le 14 (juillet) je fus aux invalides, non pour prendre les armes, car mon inconvénient me prive du bonheur de pouvoir m'en servir contre nos ennemis ; mais pour jouir de celui d'en voir prendre à ceux qui avaient les moyens physiques de les combattre ».

Mais, dans les termes de l'insurrection, il se devait de restituer les catégorisations idéologiques majeures de l'événement :

« Le lendemain matin 14 juillet, je fus jusqu'à l'embouchure du canon des invalides, au moins deux heures avant que la masse du peuple y arrivât, pour s'emparer des armes qui lui servirent le même jour à la prise de la Bastille ».

La prise de la Bastille est bien l'événement qui manifeste, pour la première fois dans le processus révolutionnaire, la présence du peuple en masse.

Les ressources des *Vies politiques* dans le domaine des catégorisations idéologiques peuvent être d'un grand secours dans une démarche historique soucieuse de restituer les stratifications mentales qui ont permis aux hommes de la Révolution française d'avoir un regard réflexif sur l'historicité des événements. Le lien ainsi établi entre la subjectivité des actions et l'universalité des catégories nous situe au plus loin de l'imaginaire, là où le savoir politique a pour finalité la liberté humaine.

¹ Il s'agit là d'un énoncé de FICHTE dans le *Fondement du droit naturel*.

C. De l'acteur au personnage : le cas du Jacobin marseillais Isoard

[Retour à la table des matières](#)

Dans son analyse de la « présentation de soi », E. Goffman conclut son étude des rapports entre le moi et la mise en scène par l'explicitation des « deux dimensions fondamentales dans la personnalité individuelle » : l'acteur, engagé dans d'innombrables mises en scène quotidiennes, et le *personnage*, silhouette découpée à partir de « la totalité du spectacle de son activité »¹. De l'acteur au personnage, le trajet parcouru est d'abord révélateur de l'aptitude individuelle à jouer un rôle, puis de la capacité sociale à produire un personnage historique.

Dans une telle perspective, il était tentant de confronter le contenu d'une de ces *Vies politiques* que nous étudions avec d'autres textes constitutifs de la biographie d'un suspect déterminé. Nous avons choisi le cas du Jacobin marseillais Isoard, dont il a été et sera encore question de nombreuses fois dans cet ouvrage. À travers sa *Vie politique*, rédigée au début de 1794, son interrogatoire de l'an III, sa correspondance avec la société populaire de Marseille et ses interventions ponctuelles dans telle ou telle localité provençale, François Isoard incarne la figure du « missionnaire patriote » jacobin, toujours sur les routes à la poursuite des « aristocrates ». Nous avons déjà suivi cet « apôtre de la liberté » dans ses missions tout au long du printemps 1792². Notre connaissance minutieuse des « promenades civiques » d'Isoard va nous permettre de déceler les traces discursives de l'événement dans le récit de sa vie politique et ainsi d'évaluer son souci de restitution de la réflexivité de l'événement dont il a été le protagoniste. Ces traces, nous allons le voir, sont significatives, mais occupent peu de place dans le fil de la narration. Il en est tout autrement du travail idéologique, d'après-coup, sur la portée de l'événement³.

1. L'acte de commissaire : de l'événement à son idéologie

[Retour à la table des matières](#)

Les expressions à valeur réflexive, attestées dans les formulations de l'agir internes à l'événement proprement dit, nous sont connues par la mise en relation des divers énoncés d'archive relatifs aux missions d'Isoard. La *Vie politique* de ce jacobin marseillais en conserve trois traces lexicales : « aristocratie »,

¹ *La mise en scène de la vie quotidienne*, op. cit. pages 238 et 239.

² Voir notre article « Le jacobin marseillais Isoard », *Marseille*, revue municipale, N° 137-138, 1984.

³ Ainsi nous distinguons la réflexivité propre à l'événement, les catégories interprétatives attestées dans l'événement et les reconstructions idéologiques qui font suite à l'événement.

« dominait », « grandes mesures ». La signification conjointe de ces trois formes lexicales peut s'exprimer à travers la phrase-type suivante : /Là où l'aristocratie domine, il faut prendre de grandes mesures/.

La désignation d'« aristocrates » est toujours première dans les missions effectuées par Isoard, ou d'autres commissaires jacobins. Nous avons déjà vu en quoi la figure de l'aristocrate intervient d'emblée pour délimiter le cadre énonciatif dans lequel peut s'énoncer une parole légitime ¹. Cette figure n'apparaît, dans la *Vie politique* d'Isoard, qu'une seule fois, dans le compte rendu de la première intervention de ce « missionnaire patriote », à Rians près d'Aix-en-Provence dans le courant du mois d'avril 1792 : « J'y mis l'aristocratie aux abois et je procurai aux Patriotes un triomphe complet ». Ce processus de reconnaissance en début et non à la fin d'un tel parcours « missionnaire » préconstruit l'espace d'intervention du porte-parole. Le moi qui s'intuitonne comme actif trace une ligne qui démarque l'aristocrate du patriote ².

La seconde expression retenue, qui s'actualise par la forme verbale *dominer*, apparaît à l'autre bout de la chaîne des « courses civiques » en deux temps :

- (février 1793) « L'Administration du Département m'envoya à Salon où la contre-révolution s'ourdissait depuis longtemps. On sait que j'y fus emprisonné par des scélérats qui y *dominaient* » ;
- (mars 1793) « Je fus nommé membre du comité central (...). Ce fut dans ce Comité que nous combinâmes les moyens de purger la Convention de la faction brissotine qui y *dominait* ».

Nous sommes dans le contexte du fédéralisme naissant, au moment où les missions des Jacobins sont l'objet de violentes accusations. Le thème de la domination contre-révolutionnaire sert d'argument pour justifier une pratique politique dans une période où le jacobinisme marseillais est en difficulté. Mais nous savons par ailleurs que l'énoncé « l'aristocratie domine » (dans un lieu précis) est prononcé par Isoard dès ses premières missions, et plus particulièrement au cours de l'été 1792. L'enjeu de cet énoncé est mis en évidence par les dénégations des autorités modérées : « L'aristocratie ne triomphe pas comme on vous l'a dit ». Dans sa *Vie politique*, Isoard ne restitue l'argument de l'aristocratie dominatrice qu'au terme du récit de ses missions, en contrepartie du fédéralisme. Un tel décalage est significatif à la fois d'une volonté de justifier une pratique politique mise en accusation au temps des sections révoltées contre la Convention et d'une absence d'explication spécifique de l'échec des Jacobins provençaux face aux fédéralistes sectionnaires. Notons enfin qu'Isoard, aussi bien dans sa *Vie politique* que dans sa parole immédiate, associe le thème mobilisateur de la lutte contre l'hégémonie aristocratique à celui du nécessaire usage des moyens de salut public

¹ Voir le chapitre trois de cet ouvrage.

² C'est à ce titre que le porte-parole, ici le « missionnaire patriote », construit l'espace révolutionnaire.

(désarmement, arrestation, jugement des suspects d'aristocratie) : (août 1792)
« Tous mes collègues rendront justice à mon énergie qui détermina les grandes mesures que l'on prit dans le comité secret pour faire triompher la liberté ». Trois expressions en prise directe sur l'événement discursif, c'est bien peu de choses ! Ne devait-on pas trouver dans les énoncés à la première personne d'autres expressions réflexives attestées dans l'événement ? De fait la caractérisation de l'acte de commissaire par des énoncés de ce type nous introduit dans les horizons de l'idéologie :

« Je ne prêchai que la haine contre les rois et l'amour du gouvernement républicain » ;

« Je prêchai partout l'horreur de la tyrannie ».

La valeur énonciative de ces énoncés est authentifiée par la réalité du moment révolutionnaire où le dire du commissaire équivaut à un faire. Mais la dimension de l'immédiateté du vécu est absente de telles phrases. Nous voyons, à ce niveau, se construire un paradigme de descriptions définies, de préconstruits idéologiques : « haine contre les rois, horreur de la tyrannie, amour du gouvernement républicain, triomphe du patriotisme, de la liberté », etc. L'usage du passé simple marque cependant le souci de conserver un rapport au récit de l'événement. La *Vie politique* d'Isoard contient d'autres phrases avec le pronom personnel *je* exprimant un degré plus élevé de stéréotypie idéologique. C'est le cas d'une des toutes premières phrases de ce récit autobiographique :

« Je vais donner l'exemple en présentant à mes Concitoyens le tableau fidèle de ma vie politique.

Le 17 juillet 1789, j'ai le premier arboré la cocarde tricolore, à Autun, Département de Saône & Loire, et provoqué l'insurrection du peuple contre la tyrannie ».

L'utilisation du passé composé et la forte résonance idéologique de l'expression « insurrection du peuple » nous introduisent d'emblée dans le monde du commentaire idéologique. Le récit du vécu ne prend vraiment place qu'au moment du compte-rendu des missions ¹.

¹ C'est à ce niveau que l'analyse de discours peut être particulièrement féconde pour l'étude des textes autobiographiques. Sur cet aspect, nous renvoyons à l'article d'Henri BOYER, « Les temps dans la mise en scène du vécu. Le récit de vie comme écriture », N° 45 de *Pratiques* sur les récits de vie.

2. L'ultime mise en scène du personnage de commissaire

[Retour à la table des matières](#)

Le tragique de la destinée d'Isoard se manifeste au moment de son exécution (un « assassinat » selon Babeuf) le 25 septembre 1795. Après avoir observé le silence le plus complet tout au long de son procès, Isoard s'écrie sur l'échafaud : « Vive la République ! Vive la République ! Je suis innocent ». Ce terroriste « fameux », à qui tout le monde reconnaît de l'éloquence et des talents, s'exprime une dernière fois dans un très long interrogatoire antérieur à son procès¹. Le dialogue qui s'instaure, à cette occasion, entre Isoard et le Président du Tribunal criminel, séant à Aix, a pour principal objet les activités missionnaires de notre commissaire jacobin.

Personne ne met en doute les « dispositions » et les « aptitudes » d'Isoard au métier de commissaire. Mais le Président du Tribunal Criminel ne voit dans ses « missions apostoliques » qu'« anarchie » et « terreur ». Isoard lui oppose un portrait valorisé socialement du commissaire patriote, à la fois par les principes qu'il incarne et par son aptitude à mettre en œuvre les droits naturels.

Accusé d'être « l'apôtre » et « le propagateur » des principes de l'anarchie jacobine, Isoard s'en défend dans les termes suivants :

« J'ai toujours prêché la République une et indivisible, la liberté, et l'égalité, le respect aux personnes et aux propriétés, si c'étaient là les principes de la société des jacobins, j'en ai été le propagateur ».

Cette fermeté sur les principes se retrouve à propos de la question de la patrie en danger : « J'ai toujours cru que lorsque la patrie était en danger, il ne fallait rien ménager pour la sauver ».

Après avoir défini le caractère jacobin du commissaire, Isoard légitime l'acte de commissaire proprement dit. Bien sûr, il s'agit d'un acte juridique, le fait d'un fonctionnaire provisoire. Le commissaire reçoit des pouvoirs (Isoard précise que les siens étaient « en continuation » et « assez étendus » !), il les fait enregistrer auprès des autorités concernées, puis les communique au peuple, rassemblé le plus souvent dans les sociétés populaires ; il dispose enfin du droit de donner des ordres sur la base de ses pouvoirs. Le Président du Tribunal criminel lui fait remarquer, exemples à l'appui, qu'en fait il « s'arrogeait des pouvoirs » dans ses missions. Isoard réagit en distinguant « l'acte de tout citoyen » de l'acte juridique mis en œuvre par le commissaire. De quel acte tout citoyen libre est-il le détenteur ? Et

¹ Archives départementales des Bouches-du-Rhône, L 3037.

dans quelle mesure l'acte de commissaire n'est-il qu'une concrétisation d'un tel acte ? Selon notre Jacobin marseillais, chaque homme libre doit communiquer avec ses frères, les informer des événements dont il a été le témoin, et même intervenir, au titre de membre d'une communauté d'êtres libres, dans les situations conflictuelles « avec toute l'humanité qu'exige la chose » précise Isoard. Cette référence fréquente au « sentiment d'humanité » s'éclaire par une réponse d'Isoard à une question particulièrement piégée que lui pose le meneur de son interrogatoire :

« Qu'entendez-vous par ces mots qu'il fallait gagner les jurés soit par la persuasion, soit par la force ?

La persuasion est permise à un homme auprès d'un fonctionnaire public qui va décider du sort et de la vie d'un individu, *j'entendais par le mot de force celle de la vérité* qu'il est encore permis d'employer en pareil cas ».

Tout citoyen est détenteur du langage de la vérité, de la langue de l'effectivité des droits naturels. Le commissaire n'a d'autre volonté que celle du droit exprimé par les citoyens. Mais il détient le pouvoir exécutif révolutionnaire, c'est à dire veille au respect des droits déclarés. Ainsi Isoard nous entraîne, dans son souci de définir à travers lui le modèle social du commissaire, bien au-delà du portrait thermidorien du terroriste. L'authenticité du personnage qu'il présente à la postérité est à la mesure de la profondeur historique du jacobinisme ¹.

L'étude des *Vies politiques*, et de l'acte autobiographique qui les caractérise, nous a permis de quitter le terrain de l'analogie « primaire » entre le français élémentaire et le discours politique. La question, propre à l'économie linguistique, de l'universelle singularité, de la fonction hégémonique de la langue politique au quotidien est posée, dans de telles manifestations autobiographiques, par rapport à l'événement. Nous voyons ainsi en quoi la subjectivité de l'action et de la parole déployée dans l'expérience révolutionnaire peut atteindre, par l'entremise de l'écriture, une forme universelle. Le nécessaire accord entre tous, en vue d'accéder à une entière liberté, ne procède plus exclusivement de l'acquisition des connaissances élémentaires, mais se manifeste grâce à la solidité formelle de normes rationnelles d'origine subjective, liées à l'événement. Nous sommes dans l'espace du sens commun. Les *Vies politiques* rendent compte de l'hégémonie de la langue politique dans la mesure où elles déterminent formellement les propriétés de cette langue. Elles confèrent un caractère universellement valable aux données singulières et subjectives contenues dans chaque événement révolutionnaire.

Dans notre enquête sur l'économie linguistique, nous avons élargi notre horizon. La réflexion sur l'agir révolutionnaire, traduit, dans les *Vies politiques*, par

¹ Le Mémoire justificatif d'un autre jacobin méridional, Barjavel, s'inscrit dans une telle recherche de l'authenticité : « J'ai sans cesse développé avec mes frères les sentiments patriotiques qui animent les républicains (...). Dans toutes mes actions, j'ai constamment en vue le bonheur de l'humanité » (Bibliothèque Nationale).

la relation chronologique des événements, délimite l'amplitude nouvelle de la langue politique dans un rapport du subjectif à l'objectif. Nous avons montré que la dynamique de ce type de consensus politique provient de la disposition à l'enthousiasme de tout citoyen entraîné dans la révolution. Ainsi *les Vies politiques* mettent en place une médiation qui permet à l'homme révolutionnaire d'actualiser dans l'événement lui-même le sentiment d'humanité qui lui sert de guide moral. Elles constituent le savoir commun issu de la parole et de l'action révolutionnaire qui pose les fondements de la volonté politique de transformation. Il est bien question, avec Kant, d'un sens commun à tous, d'« une faculté de juger qui dans sa réflexion tient compte en pensant (*a priori*) du mode de représentation de tout autre homme, afin de rattacher pour ainsi dire son jugement à la raison humaine tout entière »¹. Par l'entremise des *Vies politiques*, chaque citoyen peut exercer sa faculté de juger de la réalisation du droit, de délimiter l'exercice *passé* de ses droits en élaborant une représentation commune, universellement valable de l'espace politique. Désormais, il ne s'agit plus – comme nous le proposait Tournon – d'élaborer un consensus par l'apprentissage du français élémentaire analogue au langage politique ; l'objectif est plus vaste, plus conforme à la vocation hégémonique de la langue politique. Les *Vies politiques* nous rappellent en permanence l'existence de la communauté des citoyens par la remémoration de ce qui, dans l'événement, est signe de liberté.

Nous venons de décrire un niveau de l'économie linguistique où l'universalité de la langue politique se matérialise tout autant par une forme – le sens commun révolutionnaire – que par un contenu. Plus avant l'économie linguistique peut-elle se déployer dans le seul jeu des signifiants et atteindre, par là même, une forme achevée ? L'étude des traductions entre le français national et d'autres idiomes, y compris le français populaire, peut nous permettre de répondre à cette ultime question.

¹ Critique de la faculté de juger, traduction Vrin, p. 127.

CHAPITRE VI

LE POUVOIR DES IDIOMES ET DES LANGAGES DIFFÉRENCIÉS : LE COLINGUISME DÉMOCRATIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Renée Balibar propose, dans son ouvrage *L'institution du français* ¹ un nouveau concept : le colinguisme. Elle entend par là désigner « l'association de certaines langues d'État dans un appareil de langues où elles trouvent leur légitimité et leur matière à exercice » ². Ce concept s'applique tout particulièrement à la Révolution française, en tant que « révolution linguistique ». Nous voyons comment les députés de la nouvelle Assemblée Nationale, en 1789, exercent le « pouvoir des langues » par le recours au colinguisme franco-latin-anglais hérité de l'ancien régime. Ainsi l'expression même d'« assemblée nationale », qui associe l'ancien terme d'assemblée à l'adjectif national, est plus qu'une simple association entre un nom et un adjectif ; elle signifie la création, dans un espace colingue, du nom propre d'une institution, et par là même acquiert une performativité spécifique :

« Le terme *Assemblée Nationale* du 15 juin 1789 ne recouvre pas ces expressions écrites sous l'Ancien Régime ; il en est séparé par les événements révolutionnaires. C'est à dire par une transformation du rapport des mots français aux mots latins et anglais dans le colinguisme » ³.

Cependant la conformité de l'activité linguistique des députés au cadre colingue franco-latin-anglais est contestée, dès 1791, par des pratiques colingues en rupture avec le modèle latin. Ces nouvelles pratiques discursives nous rapprochent singulièrement d'un espace qui nous concerne centralement : cet espace où se déploie la mise en acte de la constitution. Nous allons ainsi retrouver une fois encore la figure du « missionnaire patriote » provençal aux prises avec une expérience particulièrement originale de colinguisme franco-provençal. Dans la même voie, nous allons également suivre rapidement la destinée d'une figure

¹ Ouvrage déjà cité dans l'Introduction générale.

² *Id.*, p. 14.

³ *Id.*, p. 115-116.

« populaire » de premier plan à l'époque de la Révolution française, le *Père Duchesne*. Nous avons déjà rencontré cette figure en 1791 à propos de « l'abus des mots ». Maintenant, nous allons dégager les enjeux d'une expérience colingue, propre au *Père Duchesne* d'Hébert, où s'associent, dans un même appareil signifiant, le français national et le français populaire.

A. Les Jacobins et la langue provençale : l'initiative linguistique des « missionnaires patriotes » marseillais (1792)

[Retour à la table des matières](#)

Le 25 mars 1792, la séance de la société des Amis de la constitution rassemblés aux Jacobins à Paris s'ouvre, comme à l'accoutumée, par la lecture de la correspondance. Le secrétaire du comité de correspondance précise qu'une lettre « en patois provençal » vient d'arriver de Marseille. Isnard¹ se propose de la traduire oralement pour le profit immédiat des Jacobins :

« *M. Isnard*. Avant de vous donner une traduction franche, je dois vous observer que le patois provençal comporte des tournures énergiques qui pourraient peut-être allarmer les oreilles des dames qui sont dans cette salle, je demande donc si je dois tout lire.

Plusieurs voix des tribunes des dames. Oui, oui. Il commence la lecture.

M. Isnard. Législateurs, que foutez-vous à Paris sans rien faire ; est-ce dans le moment terrible qui menace la patrie, que vous devez rester dans l'inaction ? Est-ce lorsqu'un vaisseau est sur le point de faire naufrage que les pilotes et les matelots doivent rester couchés ? Serez-vous lâches français, indignes de notre confiance. Examinez-vous de proche, et si vous vous trouvez incapables de résister à un assignat ou à une putain, retirez-vous, et quittez une place qui est au-dessus de vos forces, et ne vous jouez pas d'une nation qui peut vous écraser dans sa colère...

Ici quelques phrases embarrassent le traducteur, il demande à lire la lettre en entier avant de la traduire tout haut, et assure que quant à lui, il ne s'endort pas et il demande pour le prouver à lire à la société un travail qu'il a préparé sur les circonstances actuelles »².

L'embarras d'Isnard qui n'arrive pas au terme de sa traduction « spontanée » et son ultime souci de substituer au texte en provençal une intervention politique en français confirment l'opinion des Jacobins parisiens sur la langue provençale.

¹ Isnard est député du Var à l'Assemblée législative.

² *Journal des débats et de la correspondance de la société des amis de la constitution*, N° 166 du 25 mars 1792, page 1.

Certes il s'agit d'une langue énergique qui excelle à exprimer l'union des cœurs et l'enthousiasme propres à la révolution française ; mais elle semble bien, pour reprendre les termes de l'abbé Grégoire, « dénuée de termes relatifs à la politique » ¹. Les patriotes marseillais partagent-ils cette opinion ? Sans nul doute, si l'on s'en tient à l'espace désormais classique des orateurs de clubs et des « notables » des sections. Constatons de même que les deux principaux organes de la presse jacobine marseillaise, le *Journal des départements méridionaux* et le *Journal républicain de Marseille* ne reproduisent, dans leurs diverses rubriques, aucun texte en provençal ². L'image du Jacobin marseillais écrivant en français et s'exprimant à l'oral en provençal lorsqu'il entre en contact avec le peuple paraît s'imposer. Et pourtant, elle n'est pas exacte. L'idée commune du bilinguisme des dirigeants jacobins provençaux tend à occulter la manière dont s'actualise l'appareil de langue franco-provençal dans l'espace révolutionnaire. L'archive n'est pas à ce point muette, pendant la période jacobine, sur le texte écrit en provençal. Il existe des textes en provençal diffusés par les Jacobins marseillais. Toute spéculation sur l'absence du provençal dans l'imprimé de facture jacobine tourne court.

Nous n'entendons pas ici parler de la traduction bien connue de *l'Almanach du Père Gérard* ³. Mais nous voulons attirer l'attention du lecteur sur une série de quatre poésies en provençal parues dans un journal jacobin peu connu, le *Manuel du Laboureur et de l'Artisan*, publié de juin à août 1792 ⁴. Ce périodique émane du milieu des « missionnaires patriotes » marseillais dont nous avons déjà parlé.

¹ Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française, publié en annexe de l'ouvrage *Une politique de la langue*, par M. de CERTEAU, D. JULIA, J. REVEL, Gallimard, 1975.

² Voir à ce sujet J. DAMAY, *La presse jacobine marseillaise (1792-1794)*, Mémoire de Maîtrise, Aix-en-Provence, 1982.

³ Voir sur ce point R. MERLE « L'intervention publique en dialecte, traces écrites de la Pré-révolution à la République », *Cahiers critiques du patrimoine* N° 2, 1986, p. 64.

⁴ Les seuls exemplaires disponibles de ce périodique que nous connaissons se trouvent à la Bibliothèque Nationale et aux Archives municipales de Toulon.

1. *Le Manuel du Laboureur et de l'Artisan, organe des missionnaires patriotes marseillais*

[Retour à la table des matières](#)

Commissaire de la société patriotique de Marseille dans les Basses-Alpes, chargé « d'établir des sociétés patriotiques et de connaître les dispositions des esprits et les principes des habitants » ; François Isoard lit, le 14 mai 1792, devant les membres de la société patriotique de Riez qui vient d'être créée, le prospectus du *Manuel du Laboureur et de l'Artisan*. Les Jacobins de Riez décident de s'y abonner. L'objectif de ce journal est clairement énoncé : il s'agit de faire connaître la constitution par des « entretiens familiers », et par là même, de « façonner le peuple aux nouveaux principes ». L'Almanach du Père Gérard sert ici de modèle, bien que le propos se veuille plus étendu. Cependant, ce prospectus ne contient aucune allusion à la langue provençale.

François Isoard retourne de sa mission à Marseille dans les premiers jours de juin 1792. La première livraison du *Manuel du Laboureur et de l'artisan* paraît le mercredi 6 juin. Son rédacteur, qui signe « un Ami de la Constitution de Marseille », précise que ce journal sera publié une fois par semaine et qu'il entend ajouter aux entretiens sur la constitution, partie essentielle, « des pièces de poésies provençales ou françaises analogues à la circonstance », c'est à dire « composées pour la propagation des nouveaux principes » (voir la reproduction de la première page du premier numéro ci-après). Nous trouvons en effet, dans les numéros conservés de ce périodique, quatre poésies en provençal :

- deux fables traduites par le rédacteur et extraites du corpus des fables d'Ésope en vers français ;
- des vers composés pour être inscrits sur l'arbre de la Liberté planté par la section marseillaise de Saint-Laurent
- une chanson patriotique.

Le *Manuel du Laboureur et de l'Artisan, et Gazette sentinelle* est publié sous les auspices d'« Un Ami de la Constitution de Marseille », c'est à dire d'un membre de la société populaire de Marseille. Quel est le rédacteur de ce journal ? Est-il vraiment le seul à le rédiger ? ¹ Peut-on identifier le rédacteur-traducteur des deux fables en provençal ? Nous connaissons l'identité de l'un des rédacteurs, sans pouvoir affirmer qu'il ait assumé la totalité de la tâche rédactionnelle. En

¹ Au départ, il s'agit d'un obscur Jacobin marseillais, M. Parian (*Journal des départements méridionaux* N° 14, 3 avril 1792).

apparence, il n'intervient que dans les derniers numéros au dire du premier rédacteur :

« Le rédacteur de cet article (du numéro 12, la dernière livraison connue) est Jacques Monbrion, membre des amis de la Liberté et de l'Égalité de Marseille, qui dorénavant coopérera avec nous à la formation de ce journal. »

Jacques Monbrion est l'une des figures de proue du patriotisme marseillais en 1791-1792. Nous le connaissons comme la toute première figure de « missionnaire patriote » qui se dégage des événements du début de l'année 1792 ¹.

Nous pensons avoir identifié un second rédacteur, sans pouvoir circonscrire avec précision les tâches qu'il partage avec Jacques Monbrion. Le contenu de la correspondance, presque exclusivement orienté vers les Basses-Alpes, la teneur des entretiens fictifs sur la constitution qui rappellent singulièrement les échanges verbaux des « missionnaires patriotes » au cours de leurs « courses civiques » et la publication du compte-rendu de la mission dans les Basses-Alpes, l'ensemble de ces indices désigne un homme dont nous avons déjà beaucoup parlé, François Isoard. L'origine sociale d'Isoard, son éducation le prédisposait par ailleurs à un intérêt soutenu pour la langue provençale. Fils d'un maître-maçon, il passe son enfance dans le quartier des Accoules au contact des portefaix et des gens de mer (son parrain est capitaine de navire). Élève des oratoriens, puis professeur lui-même, il connaît bien le corpus des œuvres littéraires en provençal ². Nous savons également que François Isoard a fait l'expérience d'un usage pré-politique de l'idiome provençal dans des situations très particulières, les événements punitifs. Les actes de pendaisons nocturnes de suspects se multiplient pendant l'été 1792. Anselme, le « héros » des entretiens du Manuel intervient in extremis pour empêcher la pendaison d'un prêtre réfractaire. Il s'écrie : « Arrêtez, point de justice sans forme. La loi, la loi : vous avez juré d'y être fidèle » ³. Bien souvent, les dialogues des pendeurs avec leur victime, ou entre eux, sont retranscrits en provençal dans l'archive judiciaire. Nous nous trouvons donc devant un exemple de contact entre la langue politique française et la langue provençale. Confrontés aux propos punitifs, les « missionnaires patriotes » tentent, parfois avec succès, de les traduire dans les formes légales. Ils ne pouvaient pas ignorer l'impact de l'usage du provençal dans des circonstances où le langage de la loi s'avère inopérant. Nous voilà sans doute sur l'un des lieux – l'espace punitif – où l'idée de constituer un appareil de langues capable de rendre effective la langue de la constitution, a pris forme dans l'esprit des missionnaires patriotes. Ainsi le profil politique de ces « apôtres de la liberté », qui parcourent les campagnes, les préparait à une attention spécifique pour l'idiome provençal. Leur initiative linguistique s'insère, avec originalité, dans le mot d'ordre des « grammairiens patriotes » jacobins : « mettre

¹ M. L. KENNEDY (*The Jacobin Club of Marseilles*, Cornell University Press, 1973, pages 64 et 65) a dressé un rapide portrait de ce personnage peu connu.

² Il était réputé, dans sa jeunesse, fort amateur de poésies.

³ *Manuel du Laboureur et de l'Artisan*, page 18.

notre langue à la hauteur de notre constitution ». Elle témoigne de l'apport de l'économie linguistique par rapport à la conscience linguistique.

2. De l'explication de la constitution à l'expression de l'union autour de la constitution : la primauté expressive du texte écrit provençal

[Retour à la table des matières](#)

Auteur d'une *Adresse au peuple*, publiée en février 1792, Jacques Monbrion écrit en exergue de ce texte : *Qui agit bien dit vrai*. Il entend, par cette formule, préciser que le langage de la vérité procède de la réflexivité des actions conformes aux principes déclarés du droit naturel. La langue politique ou langue de la constitution se matérialise dans les actions qui relèvent du mot d'ordre subjectif de lutte révolutionnaire ¹. Jacques Monbrion formule ce mot d'ordre de la façon suivante :

« Les défenseurs de la liberté doivent dire : nous avons du fer prêt à être teint du sang des tyrans et la déclaration des droits de l'homme, c'est à dire les principes immuables et éternels de la raison et la justice pour pulvériser le veto, la sanction et l'inviolabilité ».

« Du fer et la constitution », c'est en rendant effectif ce mot d'ordre que l'acte de faire parler la loi de salut public contre les autorités tyranniques, tout particulièrement le pouvoir exécutif, prend consistance. La manière dont les « missionnaires patriotes » actualisent la constitution ne se réduit pas à une simple question de propagande.

Commissaires des sociétés patriotiques, ces « apôtres de la liberté » sont chargés de « prêcher la loi », c'est à dire usent de la faculté de dire le droit au nom de la communauté des hommes libres. Du point de vue du droit naturel, la communauté des citoyens est, quant à l'administration du droit, son propre juge ; la matérialisation de la loi lui revient ². Les « missionnaires patriotes » sont les administrateurs « naturels » de la communauté. La mise en œuvre de l'élément matériel de la loi conforme au droit leur est échue. Dans un premier temps, ils délimitent l'espace révolutionnaire, rendent effective la constitution en désignant ceux qui s'y opposent les *aristocrates* ³. En second lieu, ils jugent au nom du peuple, ils distinguent l'innocent du coupable dans les situations punitives. En fin de compte, ils suppléent aux autorités constituées incapables de faire entendre au peuple « le langage de la raison » et incarnent par là même « la loi de salut public ».

¹ Nous renvoyons, pour étayer cette affirmation, au troisième chapitre de cet ouvrage.

² Les législateurs, de leur côté, énoncent et formulent la loi.

³ Voir sur ce point le chapitre III de cet ouvrage.

L'apport du provençal au français, attesté dans le *Manuel*, s'inscrit dans un tel contexte politique. Quel est le rapport « secret », analogique entre ces deux langues ?

Le *Manuel du Laboureur et de l'Artisan* distingue, dans l'organisation même de ses rubriques, d'une part la nécessaire inscription de l'explication des lois constitutionnelles et de la représentation des droits dans le français national, d'autre part la primauté de la langue provençale dans les manifestations expressives des symboles de la révolution (dans le cas présent la liberté, l'égalité et l'union). Au-delà de la présence massive, dans ce journal, d'entretiens fictifs en français sur la constitution, la publication régulière de poésies en provençal marque la nécessaire présence, en appui sur le consensus des droits de l'homme et du citoyen, des formes expressives de la légitimité révolutionnaire. La langue du droit ne peut influencer les « mœurs » sans devenir hégémonique. Elle dépend donc d'un processus discursif associant l'acte de représenter la constitution, c'est à dire de définir la « propriété des mots », leur adéquation aux « choses » et le geste d'exhiber les droits, de montrer, par une expression juste, à la fois *le mot et la chose*. Seul, dans le cas présent, le colinguisme franco-provençal permet la propagation et l'effectivité de la langue et du patriotisme. L'évidente diversité des idiomes (ici le français et le provençal sont mis face à face) devient le garant de l'identité de la langue politique. Une fois encore, c'est la figure de l'analogie qui caractérise le jacobinisme linguistique. Le choix de publier des poésies en provençal – choix à la fois d'un genre et d'un idiome – est tout à fait significatif à cet égard. La poésie n'est-elle pas, pour les révolutionnaires, propre à exhiber le mot et la chose ! ¹.

La primauté expressive de la langue provençale est ainsi attestée à un double titre :

– en amont, l'usage de la langue provençale permet de précéder l'explication d'une question délicate par la mise en scène expressive du mot et de la chose concernés centralement par cette question. Les deux fables d'Ésope traduites par Isoard (?) produisent un tel effet. La première fable (*le singe et le coq*) donne à voir l'imposture de la papauté avant qu'Anselme, le maître d'œuvre des entretiens, explique l'inutilité de la papauté en matière de religion ². Quant à la seconde fable (*le loup et l'agneau*) – bien connue par la versification qu'en fit La Fontaine – elle illustre la cruauté des Grands inhérente à leur nature, bien avant qu'Anselme n'explique l'hostilité foncière des « ci-devants riches » ou « grands d'autrefois » à la constitution ³. Dans ces deux fables, la morale généralement présentée sous

¹ C'est la définition que donne l'abbé Grégoire de la poésie dans son *Rapport sur la nécessité.... op. cit.*, p. 311.

² *Manuel du Laboureur et de l'Artisan*, pages 14 et 20.

³ *Id.*, pages 46 et 71.

forme de commentaires à la suite du texte poétique, est insérée dans les derniers vers de la poésie elle-même ¹ ;

– en aval, la langue provençale exprime l'union des cœurs autour des symboles révolutionnaires de la liberté et de l'égalité. Nous sommes là en présence de poésies plus particulièrement associées à des manifestations festives, dans le cas présent une fête à l'occasion de la plantation de l'arbre de la Liberté, type de fête attesté en de nombreux lieux dans les premières semaines de l'été 1792. Remarquons enfin que la chanson patriotique met l'accent, de même que Monbrion dans son *Adresse au peuple* et qu'Isoard dans ses missions, sur le thème de l'union de manière très expressive :

« Braveis Citoyens, l'égalita,
Per toujour sera noustré partagi,
Mai l'unien fa nuestro sûreta,
Nous assuro la liberta,
(.....)

De l'unien tout m'ouffre eici l'imagi,
Marseillès siguen toujour unis,

Qu'un beou jour leis poples tous amis,
De sei couer en t'ouffren l'unien puro,

Dans le cadre que nous venons de définir, la langue provençale exprime la langue politique dans sa dimension consensuelle, et par là même parachève le processus d'identification du droit à la langue. Elle fixe le cadre énonciatif de la représentation des droits. Soucieux d'instaurer l'hégémonie de la langue de la constitution, les « missionnaires patriotes » ont construit un appareil de langues basé sur l'égalité et l'échange réciproque, dans le partage des tâches, entre la langue provençale et le français national. Il s'agit bien d'un colinguisme démocratique qui définit la norme constitutive de la langue politique dans l'identité de droit, mais la diversité de fait, du français et du provençal. Nous savons cependant que cette initiative politico-linguistique fut de courte durée. Le *Manuel du Laboureur et de l'Artisan* disparaît à la fin du mois d'août ². Elle n'en demeure pas moins significative de la fonction potentielle des idiomes, dans leur association au

¹ L'emploi de la fable correspond à une conjoncture politique où les patriotes s'efforcent d'user d'un genre littéraire dont les royalistes furent les premiers utilisateurs (Voir en particulier le *Jugement de La Fontaine sur la seconde législature*, anonyme, 1791). Au moment où Isoard (?) traduit les fables d'Ésope en provençal, les murs de Paris sont couverts d'affiches contre le pouvoir exécutif aux titres évocateurs d'un usage politique de la fable : *Fables à l'ordre du jour*, *La Fontaine aux français* (Affiches de la Bibliothèque de l'Assemblée Nationale). Remarquons enfin que les fables d'Ésope et de La Fontaine sont disponibles dans les Almanachs et la bibliothèque bleue.

² L'hostilité des « notables » jacobins à cette publication colingue peut expliquer l'arrêt brusque de cette expérience journalistique originale.

français, lorsqu'il est question de l'établissement de l'hégémonie de la langue politique. Il importe enfin de noter que cette expérience colingue se déroule au moment de l'insurrection populaire du 10 août 1792, en parallèle donc avec le processus qui établit la « langue du peuple » à partir des actes du peuple lui-même ¹. Avant que les conventionnels préconisent « l'extinction des idiomes » par la modification des « mœurs » ², un idiome non-français, dans le cas présent, acquiert une place à part entière dans le nouveau contrat en langue qui vient de s'établir au lendemain du 10 août.

B. Les mille langues du Père Duchesne d'Hébert (1793-1794)

[Retour à la table des matières](#)

« Faire peuple » : cette expression sert à Renée Balibar pour désigner la visée du Père Duchesne, cette figure omniprésente dans l'espace pamphlétaire et scénique de la révolution française. Le bateleur prend ainsi place auprès du porte-parole : il fait parader les mots, il invente un « français fictif », sorte de langue composite dont la cohérence procède de la symbolique populaire ³.

Nous avons vu dans quel but les royalistes de décident, en 1791, à endosser massivement « le costume ordinaire du Père Duchêne ». En parlant le « langage populaire », il s'agissait d'imposer la véracité du « bon sens » à l'aide d'une « linguistique du fait » ⁴. Les frères Goncourt notaient à ce propos que les aristocrates « poussèrent à l'extrême la révolution littéraire » ⁵. Mais les Père Duchesne patriotes restent sur leurs gardes, ils dénoncent ces aristocrates du ruisseau qui, après avoir offert du pain aux indigents de Paris, s'affublent d'un « déguisement carnavalesque » et distribuent des « torches-cul » imitant le style du Père Duchesne. Ils prennent le relais des orateurs jacobins qui dénoncent le mouvement aristocratique de l'éloquence poussé jusqu'à la déraison ⁶. Faut-il pour autant abandonner aux royalistes l'usage du burlesque en révolution ? Ce n'est pas l'opinion de Ginguéné, auteur de l'ouvrage intitulé significativement *De l'autorité de Rabelais dans la révolution présente*. Le recours au burlesque permet de contourner la facticité du discours purement persuasif : il introduit, par la citation, la promotion de l'habit d'Arlequin, la voix démultipliée du peuple, l'énergie propre

¹ Nous avons étudié ce processus dans le troisième chapitre.

² Selon les expressions de l'Abbé Grégoire.

³ R. BALIBAR, *L'institution du français*, op. cit., p. 133 et suivantes.

⁴ Voir sur ce point le second chapitre.

⁵ Texte cité par P. LAFARGUE dans « La langue française avant et après la Révolution », *Marxisme et linguistique*, Payot, 1977, p. 113.

⁶ C'est le cas en particulier de Lequinio dans *Les Préjugés détruits* dont nous avons déjà cité un extrait en introduction de la seconde partie.

du langage naturel. Nous devons à Hébert, second substitut du procureur de la Commune de Paris, l'invention d'un art méthodique du burlesque en révolution qui actualise à chaque moment la langue politique.

Au plan méthodologique, notre propos tend à invalider la conception plate, naïve de la réception. Dans cette optique, la distinction, proposée par K. Stierle, entre « réception quasi-pragmatique » et « réception réflexive » nous est apparue particulièrement fructueuse¹. Au stade des attitudes de réception quasi-pragmatique, le lecteur est dessaisi du texte qu'il lit au profit d'un au-delà textuel, d'une illusion référentielle conforme aux stéréotypes dominants d'une époque sur ce qui se dit populaire. La narration duchênienne, dans le cas présent des pamphlets monarchistes, est alors perçue comme invraisemblable, mais l'illusion populaire qu'elle produit possède l'évidence de la véracité du bon sens. Les royalistes usent et abusent, en 1791, du Père Duchêne porteur du bon sens populaire. Par contraste, les fictions duchesniennes patriotiques, en particulier celle d'Hébert, se disent populaires sans pour autant opérer la clôture du texte dans l'illusion, le hors-texte. Elles mettent en scène la figuration concrète, par la médiation du burlesque, d'une expérience révolutionnaire attendue, mais non encore réalisée, dans l'espace public politique. Elles traduisent l'unité de la langue politique dans la multiplicité des signifiants populaires révélateurs d'expériences possibles.

1. Le Père Duchesne, porte-voix du peuple parisien

[Retour à la table des matières](#)

L'origine de la figure du Père Duchesne reste obscure. L'investigation érudite aboutit à des résultats décevants². Il est cependant nécessaire de présenter des hypothèses susceptibles d'expliquer la place centrale prise par cette figure dans les fictions burlesques de la Révolution française. Si l'on en croit l'auteur anonyme d'un « compte-rendu par le Père Duchesne au peuple de ses foutres »³ : « Il y a quatre-vingt onze ans que je jure » ! Nous savons par ailleurs que le personnage du Père Duchêne était présent dans les parades de la foire Saint-Germain tout au long des premières décennies du XVIII^e siècle. Notre marchand de fourneaux a-t-il affirmé sa présence au moment des démêlés entre les comédiens du roi et les acteurs forains ? Au début du XVIII^e siècle, plusieurs arrêts du Parlement de Paris interdisent aux acteurs forains de jouer les pièces complexes inscrites au registre de la comédie italienne. Il en va de même des scènes dialoguées ! La « parade » ne se fait pas attendre : des pièces courtes, avec une intrigue simplifiée à l'extrême, jouées en « monologue » et en « jargon », font leur apparition à la grande joie du

¹ Voir en français « Réception et fiction », *Poétique*, N° 39, 1979.

² La meilleure analyse reste celle de F. BRAESCH dans son édition des premiers numéros du *Père Duchesne* d'Hébert, Paris, 1922.

³ *Le véritable P. Duchesne F.*, Bibliothèque Nationale 8° Lc² 522.

public. Un acteur forain occupe ainsi une place centrale : il traduit pour les spectateurs les propos incompréhensibles des autres acteurs. Le Père Duchêne a-t-il été l'un de ses monologues qui permit à Arlequin et Polichinelle de rester sur les tréteaux de la foire ? De nouveau menacés par la censure, les acteurs se mettent à jouer « à la muette » et « par écriteaux ». Le public assiste donc à un spectacle muet, c'est par sa voix que les écriteaux prennent vie. Le Père Duchesne a-t-il été l'un de ses parisiens lisant à haute voix les propos inscrits sur les « bulles » installées derrière les acteurs, tout en les émaillant d'expressions énergiques, de jurons ? Le point de vue du journaliste sur la renommée du Père Duchesne peut alors se comprendre : « Il y a peu de gens qui n'aient entendu parler du Père Duchesne. C'était, dit la tradition, l'homme de son temps qui faisait le mieux des fourneaux, et aussi *celui qui prononçait le mieux un juron* »¹. Le Père Duchesne apparaît comme le médiateur privilégié du peuple parisien confronté à l'élaboration de sa propre culture.

C'est pourquoi cette figure burlesque connaît un franc succès au moment de sa réapparition sur la scène littéraire, en 1788, à travers un conte populaire *Le Voyage du Père Duchêne à Versailles* où le roi dialogue avec son fumiste attitré. Le profil bien parisien du Père Duchêne se précise :

« Le Père Duchêne était de Paris, il s'était fait une grande réputation dans l'art de faire des Fourneaux (...). Il se faisait un plaisir d'aller tous les jours dans certains Cabarets de son Quartier, dont il était l'oracle, et où il rassemblait des gens du public, comme Savoyards, Ramoneurs, Chiffonniers, Confiseurs à la grande pelle, etc. »².

Ainsi, notre artisan marchand de fourneaux expérimente un nouveau type de transaction verbale, issu du langage ordinaire et situé au-delà de l'argot des métiers et en-deçà du langage public des élites³. Rompu aux transactions verbales, à la pratique du « monolo-dialogue », le Père Duchesne fait preuve de singularité par son art de mêler le sérieux et le comique, les propos du récitant et les réactions de l'auditoire :

« Si fait, si fait ! souvent d'un ton folâtre,
Il pince au vif le méchant,
Il accueille un premier passant.
Du badinage il passe à la morale,
Du sérieux il empaume la balle,
Et lorsque vous croyez qu'il a fixé son ton,
Il passe du bémol jusqu'au diapason »⁴.

¹ La Feuille villageoise du 7 juin 1792. C'est nous qui soulignons.

² Bibliothèque Nationale, 8° LC² 2273.

³ Nous renvoyons sur ce point à l'article très suggestif de M. Sonenscher « The sans-culottes of the year II ; rethinking the language of labour in revolutionary France », *Social History*, October 1984.

⁴ *Les Monolo-dialogos* ou les singularités du docteur singulos, Bibliothèque Nationale, Anonyme.

La parade de la culture populaire à laquelle nous convient les Père Duchesne parisiens renvoie à l'expression « jouer sur la parade »¹. Nous sommes donc confronté à une réalité matérielle investie dans un genre scénique. En plein centre de la foire, se dresse, en appui sur un bâtiment, une estrade, élevée en hauteur, avec une balustrade où un, deux ou trois personnages au maximum viennent jouer des intrigues simples ; on dit qu'ils « jouent sur la parade ». Ce genre scénique se définit dans les termes suivants :

« La parade, espèce de farce ou de prologue, ayant été bannie avec raison des théâtres de Paris, les acteurs forains l'ont conservée, mais d'une autre façon ; car pour attirer le peuple dans leurs tripots, ils paraissaient sur un balcon très étroit et le plus long qu'il leur était possible, et c'est là qu'ils jouaient des farces de tête sur des plans qu'ils en avaient conservés par tradition, et qu'ils avaient eux-mêmes composés »².

Avec la disparition de la foire Saint-Germain et la systématisation du refus des parades comme prologue aux pièces de théâtre, la parade quitte, dans le courant de la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'espace clos de la foire pour s'installer sur les boulevards. Ainsi que le souligne plaisamment l'auteur de la pièce *Des adieux à la parade. Prologue en vers libres à une comédie* (1767), Madame la parade est poussée aux solutions extrêmes : « Adieu, monstre (elle parle à l'auteur)... je vais me mettre en embuscade et me prostituer le long des boulevards » ! C'est là qu'elle devient particulièrement familière avec le Père Duchesne ! Les parisiens, qui flânent le long des boulevards, rencontrent journallement ce couple si caractéristique de la culture populaire parisienne.

2. Le signifiant populaire, espace d'expérimentation de la langue politique

[Retour à la table des matières](#)

La fuite du roi, le 21 juin 1791, annule les prouesses fictionnelles des royalistes. La figure du Père Duchesne est-elle condamnée à incarner les « inversions burlesques » des contre-révolutionnaires qui cherchent à déstabiliser le langage patriotique. Ne va-t-elle pas connaître, par contrecoup, une éclipse ? N'était-elle pas devenue une sorte de Don Quichotte, l'emblème d'un récepteur violenté par une illusion populaire si forte qu'il a été dessaisi de sa personnalité révolutionnaire au profit des stéréotypes dominants sur les attitudes quotidiennes du peuple ? Cependant, les excès carnavalesques des « aristocrates » suscitent d'emblée une réflexion, dans les milieux patriotiques, sur l'usage du burlesque en

¹ Pour plus de détail sur l'historique du mot parade, voir l'article de J. L. BROWN, « Contribution à l'histoire du mot parade », *Le Français Moderne*, 1959.

² *Le théâtre des boulevards* ou recueil des parades, anonyme, 1756.

politique. La *Chronique de Paris* signale, à cet égard, dans sa livraison du 3 mai 1791, un ouvrage considéré à tort comme aristocratique et intitulé *De l'autorité de Rabelais dans la révolution présente*. Pantagruel, semblable à Socrate, « attaquait les préjugés en véritable philosophe ». Tous deux sont « ridicules en leur maintien », « toujours riant, toujours buvant d'autant un chacun », mais ils possèdent « un entendement plus qu'humain ». La tradition du réalisme grotesque n'est plus rabattue sur les évidences du bon sens, elle devient le ferment de la réactivation de la philosophie populaire :

« En paraissant couvrir d'une enveloppe allégorique les choses spirituelles et temporelles, Rabelais les dépouillait au contraire de l'enveloppe mystérieuse dont les couvrait l'ignorance populaire et avançait l'époque où tout cela serait réduit à sa juste valeur »¹.

Hébert a dû longuement méditer tout au long d'un mois de mai où il délaisse quelque peu le Père Duchesne, sur cet ouvrage, et plus largement sur les avantages et les inconvénients de l'usage du burlesque en politique. Motivé par son engagement au club des Cordeliers et son intérêt grandissant pour la question sociale², il précise les contours de son Père Duchesne. Une hypothèse peut-être audacieuse : la différence typographique entre le Père Duchêne royaliste et le Père Duchesne hébertiste signifie, au plan sémiologique, le passage d'un thème populiste, valorisé dans le seul but de réactiver l'horizon stéréotypé du *signifié populaire*, à un processus de production de la culture populaire par une expérimentation du sens commun, par un jeu sur le *signifiant populaire*. De ce point de vue, le narrateur hébertiste nous guiderait sur le chemin qui mène des premiers signifiants concrets et matériels de la réalité populaire du burlesque aux ultimes signifiés constitutifs d'une philosophie populaire. La citation, avec Rabelais, la morale pure, avec La Fontaine, le mélange du sérieux et du comique, avec Molière œuvrent désormais pour le salut public. Une réflexion de « l'observateur des groupes » dans la *Feuille de Salut Public* du 1^{er} août 1793 explicite l'enjeu de l'initiative hébertiste dans l'espace politique :

« Le peuple des groupes est plus formé que celui qui, s'isolant, ne peut acquérir ni lumière, ni moralité. Custine, disent-ils, va *jouer à la main chaude*. Ce peuple, qui s'honorait si bien, en voyant tomber, dans un calme majestueux, la tête de ses plus cruels ennemis, s'abaisse en quelque sorte et les élève par des sarcasmes et des plaisanteries, contre le malheur et contre l'humanité. Mais voyez où il a saisi ce trait de ressemblance entre un jeu et un supplice ! (...) C'est à l'instant même de l'exécution ; voyez comme dans l'imagination des hommes, les idées comiques suivent de près les idées sérieuses ! Et l'on reproche à Shakespeare et au théâtre anglais d'avoir mêlé dans ses pièces le comique et le tragique ! Ils ont suivi la

¹ *De l'autorité de Rabelais dans la révolution présente*, s.d., anonyme.

² Voir à ce propos Valérie BERTRAND, *La critique du libéralisme économique dans le Père Duchesne d'Hébert*, Mémoire de maîtrise, Paris VII, 1983.

nature ; ils ont peint l'homme tel qu'il est : bouffon jusque dans la douleur, et singe jusque dans la grandeur » ¹.

Avec la narration duchesnienne de facture jacobine, l'usage d'une « expression populaire » permet d'exprimer le sentiment d'humanité inhérent aux actes révolutionnaires du peuple. Désormais, « les sans-culottes ne reconnaissent plus d'autres parades que la république » ². Hébert explicite lui-même ce point à l'occasion de son arrestation peu avant les journées révolutionnaires des 31 mai, 1^{er} et 2 juin 1793 ³ :

« Le juge : à quelle intention avez-vous fait ces feuilles abominables ? Hébert : dans l'intention d'éclairer cette portion intéressante du peuple que Messieurs les beaux esprits ont toujours dédaignée et pour laquelle ils n'ont jamais écrit ; j'ai cru qu'en parlant le langage le plus approché de la nature, en jurant même avec ceux qui jurent, je pourrais apprendre d'importantes vérités à d'honnêtes citoyens qui n'ont besoin que d'un peu d'instruction pour s'élever aux plus hautes vertus et défendre leurs droits ».

Hébert ne se contente pas, dans son *Père Duchesne*, de s'emparer des « expressions familières des sans-culottes », il renoue également avec les formes dramatiques les plus diverses du théâtre populaire médiéval. Nous allons décrire très succinctement ce processus de naturalisation du scénique. À l'inverse des *Père Duchesne* royalistes qui privilégient la sottie-jugement ⁴ la narration hébertiste puise systématiquement dans l'héritage dramatique le plus proche de l'univers de la place publique, de la fête populaire, du carnaval ⁵.

Au moment où commence notre recension du contenu scénique du *Père Duchesne* d'Hébert, le 17 juillet 1793, trois jours après l'assassinat de Marat, la lutte politique des Cordeliers contre leur ennemi principal, le « brissotin », touche à sa fin ⁶. Ainsi notre marchand de fourneaux nous convie à la *parade au supplice* des Girondins : visite dans les prisons aux principaux députés girondins, présentation carnavalesque des futurs suppliciés (ils sont « revêtus de toutes les pretintailles et des dignités qu'ils se flattaient d'obtenir », N° 294 du 6 octobre 1793), testament parodique de Brissot et enfin l'ultime séance de jeu à la main

¹ Bibliothèque Nationale.

² *Courrier républicain* du 26 novembre 1793.

³ *J. R. Hébert à ses concitoyens*, Affiche, Bibliothèque Nationale.

⁴ La sottie est un genre scénique relativement éloigné, du fait de son caractère intellectuel et de sa technicité, de la matérialité des jeux verbaux attestés dans les joutes oratoires quotidiennes. Voir sur ce point J. C. AUBAILLY, *Le monologue, le dialogue et la sottie*, Paris, 1976.

⁵ Sur ce point l'ouvrage de M. BAKHTINE, *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire*, Paris, 1870, reste un classique. Signalons également les analyses suggestives de J. P. FAYE dans *Les Grandes Journées du Père Duchesne*, Change, 1981.

⁶ Le choix de cette date de départ pour notre analyse correspond au corpus que nous avons constitué en vue d'analyses lexicométriques après l'enregistrement sur support informatique de 96 numéros du *Père Duchesne* d'Hébert (N° 260-355, 17 juillet 1793 – 13 mars 1794).

chaude (N° 305 du 1^{er} novembre 1793). Mais déjà la parade au supplice s'éclipse au profit des *parodies déchristianisatrices* : « le pacte infâme du trône et de l'autel » (N° 301 du 22 octobre 1793), « l'invention du diable et de l'enfer », le sermon burlesque (N° 307 du 7 novembre 1793). À la parodie succède, dans la gradation des formes dramatiques, le *monologue intérieur*. Ce procédé permet de caractériser les principaux types de contre-révolutionnaire. L'« égorgé royal » est toujours présent sur la scène duchesnienne ; il est entouré du chœur des avocats, des gros marchands et des calotins (N° 308 du 9 novembre 1793). Mais c'est le riche, contre-modèle du sans-culotte, qui devient le principal masque du traître (N° 318 du 6 décembre 1793). Le passage du *monologue* au *dialogue par fractionnement* permet de mettre en valeur le personnage du Père Duchesne lui-même. Notre marchand de fourneaux répond aux propos des endormeurs, des feuillants qui contestent son énergique discours (N° 297, 317, 320). Il s'expose aux critiques des montagnards modérés, et bien sûr du *Vieux Cordelier*. Ce jeu là n'est pas sans risques... Mais dans l'immédiat, les journalistes, lecteurs assidus du *Père Duchesne*, glorifient l'art d'écrire de notre marchand de fourneaux :

« C'est en forgeant qu'on devient forgeron. Ce proverbe connu peut être appliqué au Père Duchesne. Depuis qu'il a quitté ses fourneaux pour prendre sa plume, ses joies et ses colères ne sont pas seulement le thermomètre de l'événement ; mais le vieux forgeron se perfectionne chaque jour dans l'art d'écrire avec méthode et de jurer avec grâce : tantôt c'est un songe, tantôt c'est une allégorie ; tantôt c'est une promenade à la Courtille ; aujourd'hui c'est une tournée qu'il fait dans le Palais-Royal »¹.

Cet art de décrire avec méthode dans l'ordre de la parade, du burlesque atteint sa perfection lorsque Hébert élève le langage ordinaire du Père Duchesne à la hauteur des « fictions poétiques ». Toute la philosophie quotidienne d'Hébert se résume dans l'apparition de « la déesse de la vérité » qui présente au peuple « le grand livre des destinées » (N° 338 du 26 janvier 1794). Les journalistes n'hésitent pas à reproduire, dans leurs feuilles périodiques, de tels « traits rapides de la philosophie du marchand de fourneaux », qualifiés également de « réflexions philosophiques excellentes ». Face à cette irruption d'une véritable philosophie populaire, la parade du Père Duchesne quitte définitivement les tréteaux des boulevards et prend place dans le corps de la république.

Le *Journal des Mécontents* du 2 juin 1791 publie un éditorial sur les droits de l'homme qui commence par une réflexion sur les rapports entre les mots et les idées :

« J'interpelle nos législateurs, et je leur dis : Messieurs, avant tout, définissons les idées, expliquons les mots, car ce sont les signes des pensées ; analysons-les par la recherche des étymologies, car j'ai remarqué que presque toujours l'idée précise d'un mot se trouve dans son étymologie. Les langues n'ont pas été faites au hasard,

¹ *Annales de la République française* du 7 septembre 1793.

et toutes les fois qu'on a forgé un mot nouveau, c'est qu'il était nécessaire pour rendre une idée nouvelle (...). Cette méthode était une des sources du bien parler, et du bien écrire ; c'est ce que j'appellerais *la philosophie du langage* ».

La suite de ce texte définit, dans le cadre ainsi délimité, la signification des mots *droits* et *lois*. Les droits sont considérés comme des données acquises, assimilées à des prérogatives. L'homme par lui-même n'a donc pas de droits ; les droits sont le « salaire » de celui qui remplit ses « devoirs ». À l'inverse, « les lois sont faites par la nature, l'homme ne peut faire que des règlements explicatifs de ces lois primitives et essentielles ».

La philosophie du langage populaire, mise à l'ordre du jour par le Père Duchesne, procède de définitions tout à fait inverses de la loi et du droit. Les droits sont naturels. Une fois acquis, ils restent à les conserver. Mais la loi est le fruit de l'action : c'est le peuple qui fait la loi. Si le législateur énonce la conformité de la loi au droit, il n'a aucun pouvoir lorsqu'il est question de la matérialité des lois. Il revient donc à chaque citoyen de juger, à l'aide de ses actes, de l'extension de ses droits, de faire parler la loi, de concrétiser la puissance de la loi. Le droit et la loi procèdent ici à la fois de l'identité des principes et de la multiplicité des actions. La langue du droit matérialise cette analogie entre le droit et l'acte. En investissant les mille langues de la culture populaire dans la langue politique, Hébert instaure un rapport d'analogie entre le signifiant populaire et l'acte de dire la loi, le droit. La permanence de l'acte de parole, dans le retour périodique de la figure du Père Duchesne, désigne une nouvelle légalité langagière : la diversité extrême du signifiant populaire, marquée par le jeu scénique, institue l'hégémonie des droits de peuple.

L'analogie, par contraste avec l'étymologie, est bien la figure linguistique majeure de la langue politique, du savoir révolutionnaire. Elle fait signe vers des réalités discursives multiples, changeantes qui présentent malgré tout une ressemblance formelle, dans un même rapport au droit naturel déclaré.

ANNEXES

[Retour à la table des matières](#)

1. La Grammaire des Sans-culottes : *les substantifs (première partie du discours)* :

« Républicain, si tu remontes à la formation d'un premier langage, tu verras en une île déserte l'homme de la nature cherchant par des signes à fixer ses idées, soit en les gravant sur les écorces des arbres, soit en les crayonnant sur le roc ; tu le verras commençant par donner des noms aux objets qui l'entouraient : ses yeux se seront portés vers la voûte céleste et s'il a prononcé le mot *ciel*, il a créé le premier nom. Je suppose que regardant aussi la vaste étendue des eaux qui barrait sa vue, il l'ait appelée *mer* ; que son œil se reposant ses pieds, il ait nommé *terre* l'espace qu'il parcourait ; que son oreille, frappé du cri des animaux, il les ait désignés par des mots ; supposons qu'il ait ainsi parcouru la multitude des objets qui l'environnent et qu'il les ait dénommés ; infailliblement, il aura de cette manière créé une quantité de noms et formé la première classe de tout idiome.

Il aura pu tracer un signe particulier pour chaque nom et ses yeux en revoyant ce signe auront répété à sa mémoire ce nom qu'auparavant il avait désigné ; de là naquit l'écriture.

Que le sans-culotte, l'élève de la nature, ait, dans la suite, cherché à désigner les êtres enfantés par son imagination, qu'il ait voulu donné un nom à la *peur*, un autre au *plaisir*, un troisième à l'*espérance* ou peut-être à la *consolation* etc.... Dès lors, il aura marqué d'un signe les êtres fictifs qui n'avaient d'existence que dans son entendement ou dans son cœur.

Ainsi les individus animés, les choses et les êtres en idée ont reçu des noms.

En grammaire ces sortes de noms sont appelés substantifs, parce qu'ils contiennent la substance des discours, car l'on ne peut rien dire sans parler de quelqu'un, de quelque chose ou d'un être idéal ».
(premier feuillet du manuscrit).

2. *Le verbe*

a) La Grammaire des Sans-culottes (*cinquième partie du discours*) :

« Suivons l'homme de la nature dans la formation de son langage. Après avoir donné des noms aux objets qui s'offraient à ses yeux, aux sons qui frappaient son oreille, aux êtres créés par son imagination, le sans-culotte, en son île déserte, voulut bientôt avoir de nouveaux signes pour indiquer les jugements, pour affirmer ce qu'il pensait. Il porta son attention sur lui-même, il considéra les opérations de son esprit, les mouvements de son corps, comme autant d'actes de sa volonté et sans doute il désira d'en transmettre les idées, de les faire passer de son âme dans celle de sa compagne : *sentir, penser, aller, venir* furent les nouveaux mots dont il enrichit son idiome. Dès lors, il dit : *moi sentir, toi penser, moi aller, toi venir*. Ce langage est celui de l'enfance, c'est celui de l'homme de la nature et longtemps, il dût conserver cette simplicité. Les grammairiens nomment ces mots des *verbes* pour signifier qu'ils disent la pensée. En effet, nos sensations, nos actions, nos sentiments, les comparaisons que forme l'entendement, tout ce qui se passe en nous s'exprime par des verbes. Les choses ne sauraient agir, ni penser : nous, au contraire, nous marchons, nous jugeons ; et ce que nous pouvons faire naturellement, les verbes l'indiquent ; nous pouvons *chanter, étudier, dormir, écouter, agir*, ce sont là des verbes ainsi que tous les mots qui répondront à cette périphrase simple, je peux, c'est à dire... jouer, lire, veiller, dormir etc... Ce n'est pas que quelque fois les verbes ne s'appliquent aux choses : mais alors c'est par imitation »

(feuillet N° 8).

b) Nouvelle méthode pour apprendre les principes de la langue française (1785), *huitième leçon* :

« Après avoir nommé les objets et décidé quel serait le genre de chacun dit Ariste *, après en avoir désigné les qualités ou propriétés, et imaginé aussi des syllabes ou mots qui fussent des signes représentatifs des noms, l'homme sentit le besoin de faire connaître aux autres ses jugements ; dès lors il lui fallut des signes pour approuver ou condamner, pour blâmer ou pour louer, pour affirmer ou pour nier, pour juger enfin ; et le premier qui se dit, *j'existe*, porta un jugement sur lui-même et créa le quatrième signe de nos pensées. Mais pour le mieux concevoir ou le mieux connaître, nous allons observer la différence qui se trouve entre les personnes et les choses : celà n'est pas très embarrassant. Ces dernières, et vous ne l'ignorez pas Émilie, ne peuvent agir ni penser ; une fois dans un état, dans un lieu, elles y restent. Cette pierre, par exemple, demeurera sans doute à cette place tant qu'on l'y laissera ; mais pour nous il n'en est pas de même ; nous marchons, nous parlons, nous sentons, nous jugeons, nous sommes actifs enfin ; et nos actions, nos sentiments, la moindre modification sensible apportée à notre être est désignée par un mot qu'on appelle *verbe*, c'est à dire *mot qui énonce*, parce que les verbes énoncent nos changements d'état, de lieu, de situation ; les opérations de notre esprit, nos sensations diverses, en un mot, toutes les modifications dont notre être est susceptible tant au moral qu'au physique ».

* Cette *Nouvelle méthode* se présente sous la forme d'un dialogue entre le professeur (Ariste) et l'élève (Émilie).

3. *L'adverbe*

a) Grammaire des Sans-culottes (*sixième partie*) :

« Si l'homme de la nature créa les signes primitifs de la pensée, l'homme civilisé en détermina les nuances et la précision. Ce ne fut pas assez que le verbe put désigner les jugements et les actions. Il fut nécessaire d'indiquer de quelles manières s'était fait un jugement et comment telle action s'était effectuée ; enfin il fallut limiter l'idée du verbe pour le modifier au gré du sentiment. Celui qui parlait voulut indiquer si c'était *sensément*, celui qui réclamait, si c'était *légalement*, celui qui écrivait, si c'était *bien ou mal*, celui qui marchait si c'était *vite ou lentement*. Ainsi fut précisée l'acception du verbe ; alors on pût dire, il voit *trouble*, tu chantes *faux*, nous étudions *gaiement*, vous jouez *habilement*, ils perdent *constamment*. Ces mots furent nommés adverbess, c'est à dire conjoints aux verbes parce qu'ils s'y réunissaient plus ordinairement et qu'ils en dépendent toujours, leur unique emploi étant d'en fixer le sens »

(feuilletss N° 16 et 17).

b) Nouvelle méthode... (*douzième leçon*) :

« Monsieur, dit Émilie, voulez-vous bien m'expliquer ce que vous appelez la cinquième partie du discours.

Mademoiselle, c'est l'une des plus faciles à connaître et tout ainsi que les autres, la nécessité l'inventa. Ce ne fut pas assez d'avoir désigné, par le verbe, les jugements et les actions ; il fut encore indispensable d'indiquer de quelle manière s'était décidé un jugement, comment telle action s'était faite. Celui qui pensait désira faire entendre si c'était *bien ou mal* ; celui qui marchait, si c'était *vite ou lentement* : ainsi fut déterminée la juste acception dans laquelle on voulut faire prendre le verbe ; et l'on a dit conséquemment je chante *faux*, tu vois *trouble*, il parle *sagement*, il perd *noblement*, il agit *galamment* etc. Ces mots furent nommés *adverbess*, c'est à dire *ajoutés au verbe*, parce qu'ils s'y réunissent ordinairement, et qu'ils en dépendent toujours, puisque leur unique emploi est d'en fixer le sens » (page 96).

N.B. On remarquera l'adjonction, par rapport à des textes vraiment très proches, dans la *Grammaire des sans-culottes*, du passage suivant : « Celui qui parlait... qui réclamait... », la grammaire est bien insérée dans un nouvel univers, celui de l'acte de parole spécifique à la période révolutionnaire.

4. *Des conjonctions et des liaisons*

a) Grammaire des Sans-culottes, Des conjonctions (*huitième partie du discours*) :

« Lorsque parmi les nations policées, l'idiome eût acquis une certaine perfection, l'orateur qui proclama les droits sacrés du peuple, le citoyen qui voulut éclairer ses concitoyens, le défenseur de l'innocence cherchèrent à faire de l'idiome

l'image exacte de la pensée ; ce n'était pas assez encore que d'avoir les signes pour toutes les idées, il fallait unir celles qui devaient l'être, il fallait lier les phrases et de plusieurs mots ne faire qu'un, de là vinrent les figures qui servent à les conjoindre, les conjonctions. Par ces nouvelles liaisons, les idées acquièrent plus de justesse et d'énergie »
(feuillet 18).

b) Nouvelle méthode.... *Des liaisons* (1785) :

« Lorsque le besoin, ou la nécessité de s'entendre, eût fait naître des signes qui représentent nos idées, dit Ariste, ces signes ne furent pas encore suffisants ; l'usage en introduisit de nouveaux qui marquèrent les divers rapports que les idées peuvent avoir entre elles ; car vous savez, Émilie, que nos idées dépendent le plus souvent les unes des autres ; la première fait naître la seconde, ainsi de suite... »
(page 103).

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

L'intérêt des historiens de la langue pour les sujets détenteurs de la maîtrise de la langue politique pendant la Révolution française, n'est pas nouveau. Ferdinand Brunot, dans sa monumentale *Histoire de la langue française*, a pris soin d'étudier la politique linguistique des législateurs. Des travaux plus récents se sont plus particulièrement intéressés aux interventions des conventionnels Barère et Grégoire, connus, en histoire de la langue, le premier pour son rapport du 27 janvier 1794 sur les idiomes, le second par son discours du 6 juin 1794 *Sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser les usages de la langue française*. Enfin, au terme d'une relecture minutieuse des travaux de Ferdinand Brunot, Renée Balibar, dans *L'institution du français*, a montré par quels processus l'exercice du colinguisme franco-latino-anglais a permis aux Constituants de détenir, dès 1789, le « pouvoir des langues »¹.

Notre approche de l'intervention linguistique au sein même de l'événement discursif s'efforce d'approfondir notre connaissance des protagonistes de la langue politique, de leur impact pendant la Révolution française. Nous avons décrit des modes d'énonciation linguistique dans des contextes déterminés. Nous avons mis l'accent, en-deçà de l'espace d'intervention des agents politiques du discours d'assemblée, sur l'univers des porte-parole qui tout à la fois agissent en faveur du français national au sein même du tissu social et suscitent une réflexion relative au rapport entre la langue et la politique.

Les travaux de W. Busse, F. Dougnac et U. Ricken nous ont fait connaître un personnage de première importance en ce qui concerne le champ politico-linguistique, le « grammairien patriote » François-Urbain Domergue². Nous avons précisé l'ampleur des initiatives (le *Journal de la langue française* et la *Société des amateurs de la langue française*) de ce Jacobin à partir de la description du contexte, les « disputes de mots » tout au long de l'année 1791, dans lequel elles s'insèrent. Cette étude a mis en évidence les particularités de la conscience linguistique des révolutionnaires, en appui sur le mot d'ordre « mettre notre langue

¹ Nous avons présenté la bibliographie des travaux des historiens de la langue sur la Révolution française dans le N° 16 (mars 1988) de la revue *Mots*.

² Voir sa biographie à paraître, rédigée par W. Busse et F. Dougnac.

à la hauteur de notre constitution » (Domergue). C'est ainsi que Domergue, et les Jacobins notoires (Brissot, Condorcet, Robespierre, Mercier ...) qui le soutiennent, mettent à l'ordre du jour la rationalité de la langue du droit en vue de faire obstacle à l'entreprise de déstabilisation du discours patriotique menée par les modérés et les royalistes. Un élargissement de notre enquête – le passage de la conscience linguistique à l'économie linguistique – a révélé un autre « grammairien patriote », le Jacobin Antoine Tournon. Partisan de la « linguistique militante »¹, il décrit les propriétés matérielles de la langue politique dans les termes même de la grammaire. Des recherches plus approfondies, en particulier sur les sources manuscrites, devraient permettre de cerner avec plus de précision le groupe des « grammairiens patriotes ». Un minutieux travail de prospection dans les archives reste donc à faire. Mais nous pouvons déjà singulariser le « grammairien patriote » : traducteur du lien qui unit la langue et la politique dans un dictionnaire et une grammaire, il définit l'universalité du français national dans l'horizon constitutionnel.

Avec la figure du « missionnaire patriote », beaucoup plus populaire, il s'agit d'œuvrer non seulement pour la promotion du réel de la langue politique, mais aussi pour son effectivité. La langue politique est immergée dans les pratiques quotidiennes de la politique. Nous avons côtoyé cette figure majeure de l'univers des porte-parole à trois reprises dans notre enquête. Le « missionnaire patriote » est de prime abord le principal artisan de la construction, en 1792, du nouvel espace révolutionnaire où s'affirme, contre « l'aristocrate », la prééminence de langage en acte de la constitution. Il est, dans le même temps, celui qui expérimente, pour la première fois en termes politiques, l'égalité entre les langues par l'entremise de pratiques colingues. Il témoigne enfin, par sa capacité à définir l'universalité du droit dans la subjectivité de la vie politique, de l'authenticité du personnage qu'il incarne, du caractère profondément rationnel du langage de vérité qu'il prononce. Un Jacobin marseillais, François Isoard, nous a servi ici de modèle. Un travail plus ample sur le milieu des « missionnaires patriotes » marseillais – actuellement en cours – nous permettra de saisir avec plus de précision l'enjeu des initiatives politiques et linguistiques de ces « apôtres de la liberté ». Cependant le portrait que nous en avons tracé suffit pour cerner leur impact dans le processus de fondation de la langue politique.

En mettant l'accent sur les porte-parole, nous n'avons pas, pour autant, négligé la figure plus classique du législateur. Cette figure majeure de la Révolution française affirme sa présence, dans notre enquête, sur la base du paradoxe suivant : l'importance du porte-parole, sujet de l'énonciation linguistique est indéniable ; et pourtant, sa position n'est jamais appréhendée en tant que telle dans la conscience linguistique des révolutionnaires. Confrontés à la mention explicite d'un sujet

¹ Expression employée par S. Vecchio, qui fut également un des premiers à parler de « jacobinisme linguistique » (Voir *Il circuito semiotico e la politica. Linguaggio, nazione e popolo nella Rivoluzione francese*, Galetea Editrice, 1982).

maître de la langue, les porte-parole deviennent des sujets anonymes. Leur rôle décisif dans le processus de représentation en permanence de la langue du droit ne leur confère aucun statut énonciatif explicite. Adeptes fervents de la « propriété des mots », les révolutionnaires n'ont aucun point de vue sur l'énonciation, pour parler en des termes actuels. Concrètement, dans le cas où le porte-parole se définit lui-même comme « le propagateur des droits de l'homme », sa position apparaît subversive et il est arrêté comme suspect¹. Ainsi, quelle que soit l'ampleur des actions menées, le porte-parole est toujours en retrait par rapport à l'agent politique du discours d'assemblée, en particulier le législateur, qui détient le pouvoir d'énoncer l'ultime vérité, de formuler les expressions adéquates aux passions du peuple. Nous ne pouvions éviter de rencontrer le législateur. Nous l'avons retrouvé à travers une figure majeure de la Révolution française, Robespierre. Fait remarquable, ce dirigeant jacobin est présent à chaque étape de la formation de la langue politique : en 1789, en 1791 et en 1792. Il parcourt le trajet thématique de la langue du droit à la « langue du peuple » en explicitant, à trois reprises, le rapport de la langue à la politique. Perçu comme le « législateur naturel » du peuple, qu'il soit ou non député, Robespierre détient le redoutable privilège de pouvoir se définir comme sujet maître de la langue de la politique au nom du peuple. Ses adversaires politiques ironiseront sans fin sur une telle mise en valeur d'un *je* identifié au peuple.

Le législateur énumère les sujets maîtres de la langue politique. En 1789, il montre du doigt le langage en acte du *citoyen* et son horizon, le droit naturel déclaré. En 1791, il détermine la position du nom de *peuple* dans la langue du peuple, contribuant ainsi à la formation d'une conscience linguistique. En 1792, il glorifie les « *délégués immédiats du peuple* » sur la base de leur aptitude à prononcer le langage de ce que le peuple fait. Bien sûr, il ne mentionne plus le porte-parole au terme du trajet qui nous amène devant l'ultime sujet, le *mouvement populaire*. Dans le langage légitime, il ne peut être question que des sujets de la langue au sein de l'universalité de la politique. Par là même le législateur détient aussi le pouvoir de nommer les mauvais sujets. Mais nous sommes là devant un autre trajet thématique qui concerne le mécanisme complexe de la désignation de l'autre dans le discours révolutionnaire. Sans aucun doute, la langue politique de la Révolution française se définit aussi par ce qu'elle exclut de sa positivité. Nous n'avons pas emprunté cette direction de recherche, déjà explorée par de nombreux travaux². Nous nous en sommes tenu à la matérialité propre d'une langue politique qui se développe sur ses propres bases. À ce titre, notre présente approche du savoir politique jacobin, par l'entremise d'une analyse de la réflexivité de l'acte de parole dans l'événement, demeure incomplète. Elle appelle d'autres enquêtes, auxquelles nous comptons bien participer.

¹ Le cas le plus connu est celui du commissaire du Comité de Salut Public Mogue dénoncé au club des Jacobins le 29 avril 1794 par Collot d'Herbois.

² Nous pensons en particulier aux travaux qui étudient les aspects énonciatifs du discours révolutionnaire.

Notre étude des révolutionnaires, attachés tout particulièrement à la promotion de la raison linguistique dans l'espace politique, nous interpelle sur la nature exacte de la langue politique. Il apparaît que cette langue n'est perçue comme une totalité qu'au titre de l'union entre le français national et les pratiques politiques. Il n'est jamais question d'une langue politique définie comme une structure à priori au sein d'une théorie déterminée. L'objectif sans cesse proclamé, « fixer la langue », est tributaire de la création de mots nouveaux, de la multiplicité des significations linguistiques mises en place dans l'événement :

« Une nouvelle organisation politique, une création de choses a dû nécessairement amener une création de mots pour les rendre. On a employé tantôt des expressions absolument neuves, tantôt on a attaché une signification nouvelle à des mots déjà connus (...). Il est instant, Messieurs, d'appeler sur cet objet les regards et l'intérêt d'une nation qui veut enfin fixer la langue de sa constitution, comme elle a fixé à jamais ce qu'elle exprime » ¹.

La langue du droit, ou langue de la constitution, première expression linguistique du droit naturel, fait système dans la mesure où elle traduit le droit subjectif dans l'espace quotidien de la représentation politique. Mais elle n'est pas un système en soi, d'emblée définissable. Il ne s'agit pas, par exemple, d'appliquer la structure de la grammaire à la description de la législation ; il s'agit plutôt de concevoir la rationalité du droit par la médiation de la matérialité même des termes de la grammaire. Il en est ainsi lorsque *La Feuille Villageoise* du 13 octobre 1791 propose à ses lecteurs un lexique des termes de grammaire *et* de législation. Les deux premiers termes définis dans ce lexique, *analyse* et *analogie*, nous renvoient à la spécificité de la démarche linguistique des révolutionnaires, à « l'esprit d'analyse » revendiqué par les dirigeants jacobins. Dans la lignée de Condillac, il importe de procéder par analogie, c'est à dire par la mise en évidence du « rapport secret par lequel deux objets se conviennent ». La démarche analytique, qui marginalise la rhétorique dans le discours d'assemblée, aboutit à l'élaboration d'une langue politique bien faite, bien constituée, claire, juste, vraie... analogique !

Après avoir défini le consensus linguistique, *La Feuille Villageoise* continue son lexique par l'énumération des principales figures de rhétorique. Elle retourne aux anciennes normes langagières. Mais le choix des deux derniers termes définis dans ce lexique montre à quel point l'ancien et le nouveau peuvent s'interpénétrer. Il est fait mention du *synonyme* et de *l'anonyme*. La pratique de la synonymie nous renvoie aux pratiques linguistiques des élites au XVIII^e siècle. À l'inverse, la mention finale du principe de l'anonymat, exemplifié par la question de la dénonciation politique, nous situe au cœur de la pratique discursive des porte-parole pendant la Révolution française. Nous avons vu par quel processus le porte-parole s'efface devant le législateur lorsqu'il faut désigner les sujets de la langue

¹ Guiraudet, *Explication de quelques mots importants de notre langue politique pour servir à la théorie de nos lois*, 1792.

politique. Au terme de cette réflexion, le parti-pris de notre étude apparaît clairement : dans un contexte politico-linguistique où se côtoient l'ancien et le nouveau, nous avons opté pour une analyse des aspects novateurs du processus de mise en place de la langue politique.

Dans un premier temps, nous avons décrit l'émergence, en 1789, d'une langue du droit conforme à l'identité expressive du droit naturel déclaré. D'un événement à l'autre, c'est autour de la figure du citoyen et de l'acte de demande que se construit le système d'actes de langage caractéristique de cette forme inaugurale de la langue politique. Ainsi nous avons immédiatement caractérisé l'arrière-plan linguistique de l'action révolutionnaire. Cependant la référence à la langue du droit demeure fragile en l'absence de médiations dans les contacts fréquents entre les nouvelles élites et le peuple punitif. À ce titre, l'année 1791 est l'année de toutes les « aventures » discursives. Les patriotes réagissent en introduisant une dimension linguistique dans leurs options politiques. Un double objectif est formulé : « rendre la langue (politique) intelligible à tous », « élever la langue à la hauteur d'un peuple libre » (Domergue). Le réel de la langue politique, son identité expressive, n'est plus dissocié de son effectivité, de sa représentation quotidienne. Par l'entremise du « grammairien patriote », et surtout du « missionnaire patriote », la matérialité de la langue politique s'impose dans les débats et les conflits de toutes sortes. La langue de la constitution est à l'ordre du jour, son développement est concomitant de la formation de l'espace révolutionnaire. L'exemple des « missionnaires patriotes » provençaux est tout à fait significatif d'un tel processus. Garantissant par leurs actions la détermination permanente de l'exercice des droits en révolution, ils convoquent la volonté de tous sur le terrain conjoint de la langue et de la politique. Si leur importance n'est pas mesurable à leur statut énonciatif explicite – nous insistons de nouveau sur ce point –, sans eux l'agent politique n'aurait pu user de la catégorie de « mouvement populaire » pour désigner l'acteur principal du processus révolutionnaire. Cette analyse des deux premiers moments de la formation de la langue politique donne un relief particulier au troisième moment qui se singularise par l'émergence de « la langue du peuple ». Nous pouvons affirmer maintenant que le contrat en langue, établi au lendemain du 10 août 1792, est au centre de notre étude. La réflexivité sur la langue politique culmine avec ce moment rousseauiste. Au-delà de la conscience linguistique, en-deçà de l'économie linguistique, l'influence de Condillac perd de son importance au profit de Rousseau. Il resterait beaucoup à dire sur une présence de Rousseau qui ne peut se confondre avec l'idée anachronique d'une prépondérance de la pensée du *Contrat social* dans la pensée révolutionnaire. Contentons-nous de constater que, dans le cas présent, la référence à Rousseau, aussi importante soit-elle, n'est jamais inaugurale ¹.

¹ Sur ce point, nous renvoyons à notre étude : « Rousseau, la citoyenneté et la Révolution française (1789-1792) », *Études Jean-Jacques Rousseau*, Tome troisième, 1989.

Notre volonté d'aborder les formes les plus novatrices de la langue politique nous amène à une dernière question : dans quelle mesure le constat de la multiplicité des initiatives linguistiques dans la série des événements révolutionnaires signifie-t-il une promotion de l'historicité dans la réflexion sur la langue ? En d'autres termes, nous pouvons nous demander si la constitution de la langue politique pendant la Révolution française intensifie l'appel à l'histoire dans le champ de la linguistique. Peut-on parler, à ce propos, du passage d'une linguistique générale à une linguistique historique ? Nous ne le pensons pas.

En mettant l'accent sur l'impact de la raison linguistique dans le rapport de la langue à l'histoire, nous avons explicitement dénoncé l'anachronisme qui consisterait à appréhender la parole révolutionnaire comme une parole spontanée, affranchie des règles de la grammaire. La matérialité de la langue est une composante majeure de l'idéologie révolutionnaire. Il ne peut être question d'une dissolution de la langue dans l'histoire. Pour autant, on ne peut nier la nouveauté du lien qui s'établit entre l'historique et le linguistique. Les contemporains de la révolution française disent peu de choses sur ce lien. C'est pourquoi nous n'insisterons pas sur une telle question, qui mérite une réflexion spécifique.

Notons cependant que le problème de l'historicité de la conscience linguistique des révolutionnaires a des résonances complexes. Par exemple, on pourrait penser que le passage de la langue du droit à « la langue du peuple » équivaut à un amoindrissement de l'influence du droit naturel au bénéfice d'une loi historiquement déterminée. Nous pensons avoir montré qu'il n'en est rien. Le contrat en langue, ou « langue du peuple », s'investit dans une économie linguistique où le droit naturel déclaré demeure omniprésent. Le droit est bien l'horizon indépassable de la langue politique des révolutionnaires.

Cinquante ans plus tard, le jeune Marx, plongé dans de vastes lectures sur la Révolution française, s'interroge sur les composantes du langage jacobin, défini comme « la langue de la politique et de la pensée intuitive ». Mais la pensée linguistique a fait son chemin. Connaisseur averti des travaux des grammairiens allemands Bopp et Grimm, Marx s'inspire des perspectives de la linguistique historique et comparée fondée par ces deux scientifiques. Il conçoit donc la langue politique des révolutionnaires français comme un organisme vivant lié au développement du processus révolutionnaire et comparable à d'autres langues, en particulier la langue philosophique allemande. On comprend pourquoi les déterminations historiques de la langue politique deviennent essentielles pour la comprendre aux yeux de Marx. Dans le même mouvement, la référence au droit naturel s'estompe, fonctionne même comme une référence négative. Mais Marx continue à donner une place importante à la grammaire dans son approche du langage jacobin. Il n'est pas indifférent de souligner que la tradition marxiste a repris, le temps d'une lecture de la révolution française, l'analyse de la « langue

populaire » dans les termes mêmes de la grammaire ¹. Cette ultime remarque ouvre une perspective de recherche peu explorée sur les fondements matériels de la langue républicaine en France.

¹ Nous renvoyons à notre article « Le jeune Marx et le langage jacobin (1843-1846) : lire et traduire "la langue de la politique et de la pensée intuitive" », publié dans l'ouvrage collectif *Révolutions françaises et pensée allemande (1789-1871)*, Presses Universitaires de Grenoble, 1989.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

N.B. Nous avons publié une bibliographie aussi complète que possible des travaux récents sur les langages pendant la Révolution française dans le N° 16 de la revue *Mots* (mars 1988). La présente bibliographie se contente de recenser les ouvrages et les articles dont nous avons tenu compte dans notre enquête sur la langue politique.

1. Démarches, méthodes et interprétations

Dictionnaire des usages sociopolitiques du français (1770-1815), sous la direction de Françoise DOUGNAC, Annie GEFFROY et Jacques GUILHAUMOU, Paris, Klincksieck, collection « Saint-Cloud », trois volumes parus, 1985, 1987 et 1988.

FAYE Jean-Pierre, *Dictionnaire politique portatif en cinq mots*, Paris, Gallimard, 1982, collection « Idées ».

GEFFROY Annie, « Formes de base et formes spécifiques dans le discours robespierriste », *Cahiers de lexicologie*, 25, 1974-2, p. 96-116.

GEFFROY Annie, « Lexique et énonciation chez Robespierre (1793-1794) », in *Traitements informatiques de textes du 18^e siècle*, INALF, ENS de Saint-Cloud, 1984, p. 151-168.

GUILHAUMOU Jacques, « Idéologies, discours et conjoncture en 1793 », *Dialectiques*, 10-11, 1975, p. 33-58.

GUILHAUMOU Jacques, *Idéologies, discours et conjoncture. L'exemple des discours révolutionnaires* (1792-1794), Thèse du 3^e cycle, Université d'Aix-Marseille 1, 1978, sous la direction de Michel Vovelle.

GUILHAUMOU Jacques, « Itinéraire d'un historien du discours », in *Histoire et Linguistique*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 33-42.

GUILHAUMOU Jacques, « Discours et révolution : du porte-parole à l'événement discursif », *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, 31, 1986, p. 18-25.

GUILHAUMOU Jacques, « Zeitgenössische politische Lebensgeschichten aus der Französischen Revolution (1793-1794) : Autobiographischer Akt und diskursive Ereignisse », in *Die Französische Revolution als Bruch des gesellschaftlichen Bewusstseins*, München, Oldenburg, p. 358-378.

- GUILHAUMOU Jacques, Lüsebrink Hans-Jürgen, « La "pragmatique textuelle" et les langages de la Révolution française », *Mots*, N° 2, mars 1981, p. 191-203.
- GUILHAUMOU Jacques, MALDIDIER Denise, « Effets de l'archive. L'analyse de discours du côté de l'histoire », *Langages*, 81 mars 1986, p. 43-56.
- Handbuch politischsozialer Grundbegriffe in Frankreich (1680-1820)*, sous la direction de Rolf REICHARDT et Eberhard SCHMITT, 10 fascicules parus (1985-1988), Munich, Oldenburg.
- « Langages de la Révolution française », *Mots*, N° 16, mars 1988, sous la direction de Jacques GUILHAUMOU.
- LUSEBRINK Hans-Jürgen, GUMBRECHT Hans-Ulrich, REICHARDT Rolf, « Travaux allemands en lexicologie politique et en histoire conceptuelle », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 30, avril-juin 1983, p. 185-195.
- REICHARDT Rolf, « Pour une histoire des mots-thèmes socio-politiques en France (1680-1820) », *Mots*, N° 4, mars 1982, p. 189-202.
- ROBIN Régine, *Histoire et linguistique*, Paris, A. Colin, 1973.
- SALEM André, « Signalement et inventaire lexical : textes politiques français de 1793 », in *Pratique de l'analyse des données*, 3, *linguistique et lexicologie*, Paris, Dunod, 1981, p. 183-197.
- SEWELI William H., *Gens de métier et de Révolution : le langage du travail de l'Ancien Régime à 1848*, Paris, Aubier-Montaigne, 1983.
- VOVELLE Michel, « Appunti per una storia delle mentalità sotto la Rivoluzione », in *Breve storia della Rivoluzione francese*, Bari, Laterza, 1979, p. 83-156.

2. Discours et événements discursifs (1789-1794)

a) 1789 : L'émergence des langages de la liberté

- ASSEO Henriette, DAUTREY Colette, « Préambule des constitutions françaises de 1789 à 1793. Étude d'un vocabulaire politique », *Bulletin du Centre d'analyse du discours de Lille III*, N° 3, Presses Universitaires de Lille, 1979, p. 217-259.
- BALIBAR Renée, Les styles de la nation : récits du serment, in *L'institution du français*, Paris, PUF, 1985, p. 117-129.
- CONEIN Bernard, Les scènes punitives en 1789, in *Langage politique et mode d'affrontement. Le jacobinisme et les massacres de septembre*, thèse de 3^e cycle, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1978, p. 41-78.
- GUIBERT-SLEDZIEWSKI Élisabeth, L'alliance représentée, in *Idéaux et conflits dans la Révolution française*, Paris, Meridiens Klincksieck, 1986, p. 147-184.

- GUILHAUMOU Jacques, MALDIDIER Denise, « Coordination et discours "du pain et X" à l'époque de la Révolution française », *Linx*, Université de Paris X-Nanterre, 1984, p. 97-118.
- GUMBRECHT Hans-Ulrich, « Die Bildung von politischen Konsens : ein Projekt d'Adresse des Grafen Mirabeau und seine Diskussion vor der Assemblée nationale (16 Juli 1789) », in *Funktionen parlamentarischer Rhetorik in der Französischen Revolution*, Munich, Wilhelm Fink Verlag, 1978.
- LUSEBRINK Hans-Jürgen, REICHARDT Rolf, « La Bastille dans l'imaginaire social de la France à la fin du 18^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1983, p. 196-233.
- MARGERAT Philippe, « Lecture de la Déclaration des droits de l'homme », *Revue Suisse d'histoire*, N° 33, 1983, p. 47-69.
- RETAT Pierre, « Partis et factions en 1789 : émergence des désignants sociopolitiques », *Mots*, N° 16, mars 1988.
- ROBIN Régine, « Le vocabulaire des cahiers de doléances », in *La société française en 1789*, Paris, Plon, 1970, p. 229-238.
- ROBIN Régine, « Le champ sémantique de *féodalité* dans les cahiers de doléances de 1789 », *Bulletin du Centre d'analyse de discours de Lille III*, N° 2, Presses Universitaires de Lille, 1975, p. 61-86.
- SLAKTA Denis, « L'acte de demander dans les Cahiers de doléances », *Langue française*, N° 9, 1971, p. 58-73.
- SLAKTA Denis, « Pour une analyse du texte politique : les cahiers de doléances », *Langages*, 23, 1971, p. 58-73.
- SLAKTA Denis, « L'enjeu du conflit entre l'ancien et le nouveau : la figure moderne du citoyen », Caen, *Elseneur*, 1982, p. 68-91.
- ZIMMERMANN Klaus, « Sprachliche Handlungen in den Cahiers de doléances von 1789 », *Zeitschrift für Literaturwissenschaft und Linguistik*, Göttingen, fascicule 41, 1981, p. 52-69.

b) 1790-1791 : Les initiatives politico-linguistiques

- BARNY Roger, « Mots et choses chez les hommes de la Révolution française », *La Pensée*, 202, novembre-décembre 1978, p. 96-115.
- DOUGNAC Françoise, « Les sociétés linguistiques fondées par F.-U. Domergue de 1791 à 1811 », in *Les Idéologues*, Sémiotique, théories et politiques linguistiques pendant la Révolution française, Benjamins, Amsterdam, 1986.
- GUILHAUMOU Jacques, « L'élite modérée et "la propriété des mots" (1791). Propagation et usage des mots dans l'opinion publique », in *Les Idéologues*, *op. cit.*, p. 323-342.
- ITSIKOWITCH-ELYADA OUZI, *Manipulation et théâtralité. Le Père Duchêne (1788-1791)*, thèse de doctorat, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1985, deux volumes.

ROBIN Régine, « Fief et seigneurie dans le droit et l'idéologie juridique à la fin du 18^e siècle », *Annales historiques de la Révolution française*, 206, 1971, p. 552-602.

SCHLIEBEN-LANGE Brigitte, « La politique des traductions », *La question linguistique au sud au moment de la Révolution française*, Montpellier, Lengas, 1985, p. 97-126.

SPANGENBERG Peter-Michael, « Opinion publique und ordre naturel. Ein Aspekt aus der Pressegeschichte in der Französischen Revolution (1788-1792) », *Zeitschrift für Literaturwissenschaft und Linguistik*, Göttingen, fascicule 41, 1981, p. 15-25.

c) 1792-1794 : Les langages jacobins

CONEIN Bernard, *Langage politique et mode d'affrontement. Le jacobinisme et les massacres de septembre*, Thèse de 3^e cycle, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1978.

CONEIN Bernard, « La position du porte-parole pendant la Révolution française », in *Peuple et pouvoir*, Presses Universitaires de Lille, 1981, p. 153-164.

CONEIN Bernard, « Décrire un événement politique », in *Matérialités discursives*, Presses Universitaires de Lille, 1981, p. 55-64.

FAYE Jean-Pierre, « Mort et narration du *Père Duchesne* », *Change*, 34-35, mars 1978, p. 90-115.

GEFFROY Annie, « Le peuple selon Saint-Just », *Annales historiques de la Révolution française*, 191, 1968, p. 231-237.

GEFFROY Annie, « Trois successeurs de Marat pendant l'été 1793. Analyse lexicométrique des spécificités », *Mots*, N° 1, octobre 1980, p. 167-187.

GUILHAUMOU Jacques, « L'idéologie du *Père Duchesne* (juillet-septembre 1793) », in *Langage et idéologies*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1974, p. 81-116.

GUILHAUMOU Jacques, « La mise en scène de l'anglais dans le *Père Duchesne* d'Hébert. Le jacobinisme à l'épreuve du paradoxe », *Komparatistische Hefte*, Bayreuth, 2, 1980, p. 102-115.

GUILHAUMOU Jacques, « L'effet populaire dans le *Père Duchesne* d'Hébert », in *Les intermédiaires culturels*, Marseille, Publications de l'Université de Provence, 1981, p. 403-424.

GUILHAUMOU Jacques, « Le langage du Contrat social. Première institution du savoir politique jacobin », in *Peuple et pouvoir*, Lille, Presses Universitaires de Lille 1981, p. 127-152.

GUILHAUMOU Jacques, « Mouvements populaires et commissaires jacobins. L'exemple du jacobin François Isoard », in *Mouvements populaires et conscience sociale*, Paris, Maloine, 1985, p. 545-555.

- GUILHAUMOU Jacques, « Les Jacobins et la langue provençale : l'initiative linguistique des « missionnaires patriotes » marseillais en 1792 », *Cahiers critiques du patrimoine*, Oubradors occitan en Provença, 2, 1986, p. 11-124.
- GUILHAUMOU Jacques, « Les mille langues du Père Duchêne. La parade de la culture populaire pendant la Révolution française », *Dix-huitième siècle*, 18, 1986, p. 143-154.
- GUILHAUMOU Jacques, « Qu'est ce que faire parler la loi ? La "langue du droit" chez les grammairiens et les "missionnaires" patriotes », in *La Révolution et l'ordre juridique privé*, Paris, PUF, tome 1, p. 125-132, 1988.
- GUMBRECHT Hans-Ulrich, *Funktionen parlamentarischer Rhetorik in der Französischen Revolution*, Munich, Wilhelm Fink Verlag, 1978.
- GUMBRECHT Hans-Ulrich, « La raison en fuite devant l'imaginaire », *Bulletin de Centre d'analyse du discours de Lille III*, Lille, 5, 1981, p. 197-211.
- NATALI Jean-Baptiste Jr., *Une approche sémiologique du discours révolutionnaire (Robespierre)*, Thèse de 3^e cycle, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1976.
- OZOUF Mona, « Guerre et terreur dans le discours révolutionnaire (1792-1794) », in *L'école de la France*, Paris, Gallimard, 1984, p. 109-127.
- Sur la Révolution française*, sous la direction de Jacques GUILHAUMOU et Régine ROBIN, *Bulletin du Centre d'analyse du discours de Lille III*, 2, Lille, 1975.
- TENRET Philippe, *Le discours révolutionnaire. Rhétorique et idéologie*, Ph. D. Baltimore, Johns Hopkins University, 1973.
- THEURIOT Françoise, « Saint-Just, esprit et conscience publique », *Annales Historiques de la Révolution française*, 191, 1968, p. 213-230.
- VOVELLE Michel, « Le discours de la déchristianisation », in *Religion et Révolution*, Paris, Hachette, 1979, p. 205-235.
- WAHNICH Sophie, « L'étranger dans la lutte des factions (5 nivôse an II - 9 thermidor an II) », *Mots*, N° 16, mars 1988, p. 111-130.

3. Langue et révolution. Le jacobinisme linguistique

- AUROUX Sylvain, « Le sujet de la langue : la conception politique de la langue sous l'Ancien Régime et la Révolution », in *Les Idéologues*, op. cit. p. 259-278.
- BALIBAR Renée, *L'institution du français. Essai sur le colinguisme des carolingiens à la république*, Paris, PUF, 1985.
- BRANCA Sonia, « Le royaume des mots », *Lexique*, 3, 1985, p. 47-64.
- BUSSE Winfried, « Domergue, grammairien patriote », *Logos semantikos* (Madrid-Berlin), volume 1, 1981, p. 371-384.
- BUSSE Winfried, « Cassons ces instruments de dommage et d'erreur glottophagie jacobine ? », in *La question linguistique au sud*, op. cit., 1985, p. 127-144.

- BUSSE Winfried, « "La langue française est un besoin pour tous". À propos du jacobinisme linguistique », in *Les Idéologues, op. cit.*, p. 343-372.
- CERTEAU Michel de, JULIA Dominique, REVEL Jacques, *Une politique de la langue. La Révolution française et les patois*, Paris, Gallimard, 1975.
- DOUGNAC Françoise, *F.-U. Domergue, le Journal de la langue française et la néologie lexicale (1784-1795)*, Thèse de 3^e cycle, Université de Paris III, 1981.
- GUILHAUMOU Jacques, MALDIDIER Denise, « La langue française à l'ordre du jour (1789-1794) », *Mots*, N° 16, mars 1988, p. 131-154.
- Langue et Révolution française*, Linx, Université de Paris X-Nanterre, 15, 1986, sous la direction de Jacques Guilhaumou et de Brigitte Schlieben-Lange.
- RENZI L., *La politica linguistica delle Rivoluzione francese*, Naples, Liguari, 1981.
- RICKEN Ulrich, « Zur Sprachdiskussion während des französischen Revolution », *Beiträge zur Romanische Philologie*, 13, 1974, p. 303-318.
- SCHLIEBEN-LANGE Brigitte, « Die Sprachpolitik der Französischen Revolution », *Komparatistische Hefte*, Bayreuth, 1, 1980, p. 41-53.
- SCHLIEBEN-LANGE Brigitte, « Die Französische Revolution und die Sprache », *Zeitschrift für Literaturwissenschaft und Linguistik*, Göttingen, fascicule 41, 1981.
- SCHLIEBEN-LANGE Brigitte, « Schriftlichkeit und Mündlichkeit in der Französischen Revolution », in *Schrift und Gedächtnis*, München, 1983, p. 194-211.
- SCHLIEBEN-LANGE Brigitte, « Le traitement lexicographique du changement et du conflit des significations linguistiques pendant la Révolution française », in *Autour de Feraud. La lexicographie en France de 1762 à 1835*, Paris, École Normale supérieure de jeunes filles, 1986, p. 173-183.
- SCHLIEBEN-LANGE Brigitte, « Das Französische- Sprache der Uniformität, *Zeitschrift für Germanistik*, 8, 1987, p. 26-38.
- SCHLIEBEN-BRIGITTE, « Athènes éloquente et Sparte silencieuse », in *Stil Geschichten und Funktionen eines kulturwissenschaftlichen Diskurselements*, Frankfurt, 1986, p. 155-168.
- SCHLIEBEN-LANGE Brigitte, « Grégoire neu gelesen », in *Die Französische Revolution als Bruch des gesellschaftlichen Bewußtseins*, München, Oldenburg, 1988, p. 561-570.
- VECCHIO Sebastiano, *Il circuito semiotico e la politica. Linguaggio, nazione e popolo nella Rivoluzione francese*, Acireale, Galetea Editrice, 1982.